

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 juin 2018 réglant le forfait d'infrastructure dans le cadre du financement personnalisé pour des personnes handicapées, fourni par le « Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden » (Fonds flamand de l'Infrastructure affectée aux Matières personnalisables).

LA MINISTRE FLAMANDE DU BIEN-ÊTRE, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2018 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 juin 2018 réglant le forfait d'infrastructure dans le cadre du financement personnalisé pour des personnes handicapées, fourni par le « Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden » (Fonds flamand de l'Infrastructure affectée aux Matières personnalisables) est complété par un point 4^o et un point 5^o, rédigés comme suit :

« 4^o l'agence a constaté que la personne handicapée fait partie du groupe-cible présentant une perte de fonction grave ou complète des deux membres inférieurs, visé aux fiches d'aides reprises en annexe IV de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les critères, les conditions et les montants de référence des interventions d'assistance matérielle individuelle à l'intégration sociale des personnes handicapées ;

5^o il dispose d'une intervention pour un fauteuil roulant manuel, un fauteuil roulant électronique (pour l'intérieur ou l'intérieur et l'extérieur), ou un scooter électronique pour l'intérieur, un scooter électronique pour l'intérieur/l'extérieur ou un scooter électronique pour l'extérieur, accordée conformément aux dispositions du livre 2, partie 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2018 portant exécution du décret du 18 mai 2018 relatif à la protection sociale flamande. L'intervention doit être accordée pour l'achat de l'aide à la mobilité ou dans le système de location pour les usagers atteints d'une maladie dégénérative à évolution rapide. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Bruxelles, le 22 janvier 2024.

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2024/001981]

13 DECEMBRE 2023. — Décret modifiant le Code du Développement territorial et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et abrogeant le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement les directives suivantes :

1^o la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

2^o la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation de incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

3^o la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

TITRE I^{er}. — Modifications du Code du Développement territorial**CHAPITRE 1^{er}. — Modifications apportées au Livre I^{er} du Code de Développement territorial**

Art. 2. Dans l'article D.I.1, § 1^{er}, du Code du Développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est complété par les mots « dans le respect de l'optimisation spatiale »;

2^o un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'optimisation spatiale vise à préserver au maximum les terres et à assurer une utilisation efficiente et cohérente du sol par l'urbanisation. Elle comprend la lutte contre l'étalement urbain. »;

3^o à l'ancien alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots « Ce développement » sont remplacés par les mots « Le développement durable et attractif du territoire ».

Art. 3. Dans l'article D.I.2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, un 3^o est ajouté rédigé comme suit :

« 3^o un monitoring décrivant l'évolution de l'étalement urbain, de l'artificialisation et des disponibilités foncières, au regard des objectifs et orientations du schéma de développement du territoire. »;

2^o au paragraphe 2, les mots « et de leur traduction en langue allemande » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article D.I.3 du même Code, les mots « la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, ci-après « DGO4 » » sont remplacés par les mots

« l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, ci-après dénommée « administration » ».

Art. 5. Dans l'article D.I.4, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 4° est abrogé;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le pôle « Aménagement du territoire » rend son avis dans les quarante- cinq jours de l'envoi de la demande. ».

Art. 6. Dans l'article D.I.5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de 24 membres » sont remplacés par les mots

« de trente-six membres »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 1°, le mot « huit » est remplacé par le mot « douze »;

3° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie »;

4° à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « seize » est remplacé par le mot « vingt- quatre », les mots « deux représentants des pouvoirs locaux » sont remplacés par les mots « trois représentants des pouvoirs locaux », les mots

« deux représentants des organisations environnementales » sont remplacés par les mots « trois représentants des organisations environnementales », les mots « un représentant du développement urbain » sont remplacés par les mots « deux représentants du développement urbain », les mots « un représentant des associations d'urbanistes, deux représentants des associations d'architectes » sont remplacés par les mots « deux représentants des associations d'urbanistes, trois représentants des associations d'architectes » et les mots « , un représentant de la Conférence permanente du développement territorial » sont remplacés par les mots « , deux représentants de la Conférence permanente du développement territorial »;

5° l'alinéa 1^{er}, 2°, est complété par les mots « , un représentant de la fédération du commerce et des services, un représentant d'une association de protection des consommateurs agréée conformément à l'article XVII.39, 2°, du Code de droit économique. »;

6° à l'alinéa 2, le mot « deux » est remplacé par le mot « trois »; 7° l'alinéa 2 est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° la section « Développement commercial. » »;

8° à l'alinéa 3, les mots « deux vice-présidents » sont remplacés par les mots « trois vice-présidents »;

9° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles les réunions du pôle « Aménagement du territoire » peuvent se tenir par vidéo- conférence. ».

Art. 7. Dans le Livre 1^{er}, Titre unique, chapitre III, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 1e intitulée « Création et missions », comportant l'article D.I.6.

Art. 8. Dans l'article D.I.6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° la mention « § 1^{er} » est abrogée;

2° les paragraphes 2, 3 et 4 sont abrogés.

Art. 9. Dans le Livre 1^{er}, Titre unique, chapitre III, du même Code, la section 2 est complétée par une sous-section 2 intitulée « Composition et fonctionnement ».

Art. 10. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 9, il est inséré un article D.I.6/1 rédigé comme suit :

« D.I.6/1. § 1^{er}. La commission est composée comme suit : 1° un président qui représente le Gouvernement;

2° deux personnes parmi celles proposées par l'Ordre des Architectes;

3° deux personnes parmi celles proposées par la Chambre des Urbanistes de Belgique;

4° un représentant de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne;

5° un représentant d'une association de protection des consommateurs agréée conformément à l'article XVII.39, 2°, du Code de droit économique;

6° un membre de l'administration des transports; 7° un représentant du développement urbain;

8° deux représentants des partenaires sociaux tels que représentés au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

§ 2. Le président et les membres de la commission d'avis sont nommés par le Gouvernement.

Le membre représentant la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne, siège uniquement lorsque le recours est relatif à un bien visé à l'article D.IV.17, alinéa 1^{er}, 3°.

Les membres visés au paragraphe 1^{er}, 5° à 8°, siègent uniquement lorsque le recours est relatif à un projet visé à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°.

§ 3. Sauf lorsque la présence des membres visés au paragraphe 1^{er}, 5° à 8°, est requise, la commission délibère valablement si le président et deux autres membres au moins sont présents.

Lorsque la présence des membres visés au paragraphe 1^{er}, 5° à 8°, est requise, la commission délibère valablement lorsque cinq membres et le président au moins sont présents.

§ 4. Le secrétariat de la commission est assuré par l'administration.

Le Gouvernement détermine les modalités de composition et de fonctionnement de la commission.

Le Gouvernement peut déterminer le montant du jeton de présence du président et des membres de la commission d'avis. ».

Art. 11. Dans l'article D.I.10 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, les termes « Sur proposition du conseil communal, le Gouvernement » sont remplacés par les termes « Le conseil communal »;
- 2° au paragraphe 4, les termes « la DGO4 » sont remplacés par les termes « l'administration »;
- 3° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :
« Les commissions communales peuvent se réunir par visio-conférence aux conditions fixées dans leur règlement d'ordre intérieur qui garantissent tout risque d'exclusion numérique. ».

Art. 12. À l'article D.I.11 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 4, les mots « et de l'évaluation conjointe des incidences de la demande visée à l'article D.II.54 » sont insérés entre les mots « de la révision d'un plan de secteur » et les mots « , sont requis l'agrément octroyé en application du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et l'agrément octroyé en application de l'alinéa 3, 1° »;
- 2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :
« Pour réaliser l'évaluation conjointe des incidences de la demande visée à l'article D.V.16, est requis l'agrément octroyé en application du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 13. Dans l'article D.I.12 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, le mot « ou » est remplacé par le sigle « , »;
- 2° l'alinéa 1^{er}, 3°, est complété par les mots « ou de guide communal d'urbanisme »;
- 3° à l'alinéa 2, les mots « D.IV.15 alinéa 1^{er}, 1° » sont remplacés par les mots « D.IV.16, alinéa 1^{er}, 1°, a) ».

Art. 14. Dans l'article D.I.13 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « et » est remplacé par les mots « et/ou »; 2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 15. Dans l'article D.I.16 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et les possibilités d'émettre des observations et suggestions dans le cadre d'une réunion d'information préalable en vertu des articles D.VIII.5, D.VIII.5/7 et D.VIII.5/14 » sont insérés entre les mots « Les mesures particulières de publicité » et les mots « sont suspendues du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier »;
- 2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « suggestions » est inséré entre les mots « la période durant laquelle les observations, » et les mots « et réclamations peuvent être envoyées au collège communal »;
- 3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « ou de réunion d'information préalable » sont insérés entre les mots « en cas d'annonce de projet » et les mots « est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal ».

CHAPITRE 2. — Modifications apportées au Livre II du Code de Développement territorial

Art. 16. L'article D.II.2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.II.2. § 1^{er}. Le schéma de développement du territoire définit la stratégie territoriale pour la Wallonie sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle régionale.

L'analyse contextuelle porte sur :

- 1° les principaux enjeux territoriaux;
- 2° les perspectives et les besoins en termes sociaux notamment de cohésion sociale, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux notamment écologiques, de préservation et de restauration de la nature, et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire;
- 3° l'état actuel, l'évolution prévisible et les conséquences de l'étalement urbain et de l'artificialisation.

§ 2. La stratégie territoriale du schéma de développement du territoire définit :

- 1° les objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire, et la manière dont ils s'inscrivent dans le contexte suprarégional;
- 2° les principes et modalités de mise en œuvre des objectifs, notamment ceux liés à l'optimisation spatiale;
- 3° la structure territoriale.

§ 3. Les objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire visés au paragraphe 2, 1°, ont pour finalité :

- 1° l'optimisation spatiale;
- 2° le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale; 3° la gestion qualitative du cadre de vie;
- 4° la maîtrise de la mobilité.

§ 4. Les principes et modalités mettant en œuvre l'optimisation spatiale sont :

- 1° les trajectoires de réduction de l'étalement urbain et de l'artificialisation;
- 2° les critères de délimitation des centralités;
- 3° les centralités et mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités;
- 4° toutes autres dispositions contribuant à l'objectif d'utilisation optimale des territoires et des ressources.

§ 5. La structure territoriale visée au paragraphe 2, 3°, identifie et exprime cartographiquement :

- 1° les pôles;
- 2° les aires de développement, en ce compris les bassins au sein desquels les trajectoires peuvent être modalisées en fonction des spécificités et des besoins de ceux-ci;
- 3° les aires de coopération transrégionale et transfrontalière;
- 4° les réseaux de communication et de transports de fluides et d'énergie.

Elle reprend les sites reconnus en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, et les liaisons écologiques adoptées par le Gouvernement en tenant compte de leur valeur biologique et de leur continuité en vue d'assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional.

Les liaisons écologiques adoptées par le Gouvernement ont pour but d'assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional. Elles sont définies en considération de leur valeur biologique et de leur continuité.

§ 6. Le schéma de développement du territoire peut :

1° comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 2, 2° et 3°;

2° identifier des propositions de révision du plan de secteur;

3° identifier des projets de territoire liés aux aires de coopération transrégionale et transfrontalière et aux aires de développement;

4° contenir un glossaire définissant les principaux termes et concepts utilisés. ».

Art. 17. Dans l'article D.II.3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « alinéa 1^{er}, » sont abrogés et les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie »;

2° au paragraphe 2, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

Art. 18. Dans l'article D.II.5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Aux conditions fixées à l'article D.II.6/1, le schéma pluricommunal peut être thématique et viser l'optimisation spatiale, l'infrastructure verte ou la mobilité. »;

2° à l'alinéa 2, le mot « Tout » est remplacé par les mots « Sans préjudice de l'article D.II.17, § 2, alinéa 2, tout ».

Art. 19. L'article D.II.6 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.II.6. § 1^{er}. Le schéma de développement pluricommunal définit la stratégie territoriale pour le territoire qu'il couvre sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle du territoire concerné.

L'analyse contextuelle porte sur :

1° les principaux enjeux territoriaux;

2° les perspectives et les besoins en termes sociaux, notamment de cohésion sociale, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux, notamment écologiques, de préservation et de restauration de la nature et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire, notamment les risques naturels visés à l'article D.IV.57;

3° l'état actuel, l'évolution prévisible et les conséquences de l'étalement urbain et de l'artificialisation;

4° la contribution potentielle du territoire concerné à l'optimisation spatiale.

Au titre de la situation de droit, elle reprend les sites reconnus en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, et les liaisons écologiques arrêtées par le Gouvernement.

Elle peut intégrer, les résultats d'autres analyses réalisées en application d'autres dispositions du présent Code ou d'autres législations.

§ 2. La stratégie territoriale du schéma de développement pluricommunal définit :

1° les objectifs pluricommunaux de développement territorial et d'aménagement du territoire à l'échelle supracommunale, et la manière dont ils déclinent les objectifs régionaux du schéma de développement du territoire;

2° les principes et modalités de mise en œuvre des objectifs, notamment ceux liés à l'optimisation spatiale;

3° la structure territoriale.

§ 3. Les objectifs régionaux visés au paragraphe 2, 1°, concernent le territoire couvert et sous-tendent les orientations principales du territoire.

Les objectifs pluricommunaux de développement territorial et d'aménagement du territoire visés au paragraphe 2, 1°, ont pour finalité :

1° l'optimisation spatiale;

2° le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale; 3° la gestion qualitative du cadre de vie;

4° la maîtrise de la mobilité.

§ 4. Les principes et modalités mettant en œuvre l'optimisation spatiale sont :

1° la trajectoire de réduction de l'étalement urbain et de l'artificialisation; 2° les centralités présentes sur le territoire couvert;

3° les mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités;

4° l'ordre de priorité de mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté et leur affectation;

5° toutes autres dispositions contribuant à l'optimisation spatiale.

§ 5. La structure territoriale visée au paragraphe 2, 3°, identifie et exprime cartographiquement :

1° les centralités;

2° les aires de développement; 3° la structure paysagère;

4° les réseaux de communication et de transports de fluides et d'énergie; 5° l'infrastructure verte.

§ 6. Le schéma de développement pluricommunal peut :

1° comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphes 4 et 5;

- 2° identifier des propositions de révision du plan de secteur, notamment les zones d'enjeu communal, ainsi que la liste des schémas et guides pluricommunaux et communaux à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie;
- 3° contenir un glossaire définissant les principaux termes et concepts utilisés. ».

Art. 20. Dans le même Code, il est inséré un article D.II.6/1 rédigé comme suit :

« Art. D.II.6/1. § 1^{er}. Le schéma de développement pluricommunal peut être thématique et viser l'optimisation spatiale, l'infrastructure verte ou la mobilité.

Il est établi sur la base d'une analyse contextuelle visée à l'article D.II.6,

§ 1^{er}, alinéas 2 à 4.

§ 2. S'il vise l'optimisation spatiale, le schéma de développement pluricommunal thématique contient :

1° les objectifs pluricommunaux et la manière dont sont déclinés les objectifs régionaux du schéma de développement du territoire;

2° les principes et modalités de mise en œuvre de ces objectifs, à savoir :

a) la trajectoire de réduction de l'étalement urbain et de l'artificialisation;

b) les centralités présentes sur le territoire couvert;

c) les mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités;

d) l'ordre de priorité de mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté et leur affectation;

e) toutes autres dispositions contribuant à l'objectif d'optimisation spatiale;

3° la structure territoriale qui se rapporte à ces objectifs;

4° les abrogations, totales ou partielles, des schémas d'orientation locaux en application de l'article D.II.15, § 2.

§ 3. Le Gouvernement peut définir le contenu obligatoire du schéma de développement pluricommunal thématique visant l'infrastructure verte ou la mobilité.

§ 4. Le schéma de développement pluricommunal thématique peut :

1° comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3°;

2° identifier des propositions de révision du plan de secteur, notamment les zones d'enjeu communal, ainsi que la liste des schémas et guides pluricommunaux et communaux à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie;

3° contenir un glossaire définissant les principaux termes et concepts utilisés. ».

Art. 21. Dans l'article D.II.7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « selon les modalités qu'elles déterminent » sont remplacés par les mots « , lesquelles avisent par envoi de leur initiative les communes limitrophes non concernées par le schéma »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « Les modalités précisent notamment » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement arrête »;

3° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est abrogé;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, les termes « la DGO4 » sont remplacés par les termes « l'administration »;

5° au paragraphe 4, alinéa 2, les termes « la DGO4 » sont remplacés par les termes « l'administration »;

6° au paragraphe 5, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les termes

« l'administration » et les mots « violation du Code ou pour cause d'erreur manifeste d'appréciation » sont remplacés par les mots « des motifs de légalité »;

7° au paragraphe 6, l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les objectifs pluricommunaux visés aux articles D.II.6, § 2, 1°, et D.II.6/1, § 2, 1°, ou déterminés par le Gouvernement en exécution de l'article D.II.6/1, § 2, ne soient pas compromis. ».

Art. 22. Dans l'article D.II.8, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « visés à l'article D.II.6, § 2, 1° » sont remplacés par les mots « visés aux articles D.II.6, § 2, 1°, et D.II.6/1, § 2, 1°, ou déterminés par le Gouvernement en exécution de l'article D.II.6/1, § 3 ».

Art. 23. L'article D.II.9 du même Code est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le schéma de développement communal peut être thématique et viser l'optimisation spatiale. ».

Art. 24. L'article D.II.10 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.II.10. § 1^{er}. Le schéma de développement communal définit la stratégie territoriale pour l'ensemble du territoire communal sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle du territoire communal.

L'analyse contextuelle comporte :

1° les principaux enjeux territoriaux;

2° les perspectives et les besoins en termes sociaux, notamment de cohésion sociale, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux, notamment écologiques, de préservation et de restauration de la nature et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire, notamment les risques naturels visés à l'article D.IV.57, 3°;

3° l'état actuel de l'étalement urbain et de l'artificialisation, leur évolution prévisible et ses conséquences;

4° la contribution potentielle du territoire concerné à l'optimisation spatiale.

Au titre de la situation de droit, elle reprend les sites reconnus en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, et les liaisons écologiques arrêtées par le Gouvernement.

Elle peut intégrer les résultats d'autres analyses réalisées en application d'autres dispositions du présent Code ou d'autres législations.

§ 2. La stratégie territoriale du schéma de développement communal définit :

1° les objectifs communaux de développement territorial et d'aménagement du territoire à l'échelle communale, et la manière dont ils déclinent les objectifs régionaux du schéma de développement du territoire ou, le cas échéant, les objectifs pluricommunaux du schéma de développement pluricommunal;

2° les principes et modalités de mise en œuvre des objectifs, notamment ceux liés à l'optimisation spatiale;

3° la structure territoriale.

§ 3. Les objectifs régionaux ou pluricommunaux visés au paragraphe 2, 1°, concernent le territoire communal et sous-tendent les orientations principales du territoire.

Les objectifs communaux visés au paragraphe 2, 1°, ont pour finalité : 1° l'optimisation spatiale;

2° le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale; 3° la gestion qualitative du cadre de vie;

4° la maîtrise de la mobilité.

§ 4. Les principes et modalités mettant en œuvre l'optimisation spatiale sont :

1° la trajectoire de réduction de l'étalement urbain et de l'artificialisation; 2° les centralités présentes sur le territoire;

3° les mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités;

4° l'ordre de priorité de mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté et leur affectation;

5° toutes autres dispositions contribuant à l'optimisation spatiale.

§ 5. La structure territoriale visée au paragraphe 2, 3°, identifie et exprime cartographiquement :

1° les centralités et la structure bâtie; 2° la structure paysagère;

3° les réseaux de communication et de transports de fluides et d'énergie; 4° l'infrastructure verte.

§ 6. Le schéma de développement communal peut :

1° comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 2, 2° et 3°;

2° identifier des propositions de révision du plan de secteur, en ce compris les zones d'enjeu communal, ainsi que la liste des schémas de développement pluricommunaux pour ce qui concerne le territoire communal concerné et des schémas d'orientation locaux et guide communal à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie;

3° contenir un glossaire définissant les principaux termes et concepts utilisés. ».

Art. 25. Dans le même Code, il est inséré un article D.II.10/1 rédigé comme suit :

« Art. D.II.10/1. § 1^{er}. Le schéma de développement communal thématique est établi sur la base d'une analyse contextuelle visée à l'article D.II.10, § 1^{er}, alinéas 2 à 4.

Il contient :

1° les objectifs communaux et la manière dont sont déclinés les objectifs régionaux du schéma de développement du territoire ou, le cas échéant, les objectifs pluricommunaux du schéma de développement pluricommunal;

2° les principes et modalités de mise en œuvre de ces objectifs à savoir :

a) la trajectoire de réduction de l'étalement urbain et de l'artificialisation;

b) les centralités présentes sur le territoire couvert;

c) les mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités;

d) l'ordre de priorité de mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté et leur affectation;

e) toutes autres dispositions contribuant à l'objectif d'optimisation spatiale;

3° la structure territoriale qui se rapporte à ces objectifs;

4° les abrogations, totales ou partielles, des schémas d'orientation locaux en application de l'article D.II.15, § 3.

§ 2. Le schéma de développement communal thématique peut :

1° comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°;

2° identifier des propositions de révision du plan de secteur, en ce compris les zones d'enjeu communal, ainsi que la liste des schémas de développement pluricommunaux pour ce qui concerne le territoire communal concerné et des schémas d'orientation locaux et guide communal à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie;

3° contenir un glossaire définissant les principaux termes et concepts utilisés.

§ 3. Le Gouvernement peut demander à une commune de décider de l'élaboration ou de la révision d'un schéma de développement communal thématique. Le conseil communal prend position à cet égard dans les six mois qui suivent la réception de la demande du Gouvernement. ».

Art. 26. Dans l'article D.II.11 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sur la base d'une analyse contextuelle, le schéma d'orientation local détermine, pour une partie du territoire communal, les objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

L'analyse contextuelle comporte :

1° les principaux enjeux territoriaux;

2° les perspectives et les besoins en termes sociaux, notamment de cohésion sociale, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux, notamment écologiques, de préservation et de restauration de la nature et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire notamment les risques naturels visés à l'article D.IV.57;

3° l'état actuel, l'évolution prévisible et les conséquences de l'étalement urbain et de l'artificialisation;

4° la contribution potentielle du territoire concerné à l'optimisation spatiale. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé ce qui suit :

« § 2. Le schéma comprend :

1° les objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme pour la partie du territoire concerné;

2° la carte d'orientation comprenant :

a) le réseau viaire;

b) les infrastructures et réseaux techniques, en ce compris les infrastructures de gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement;

c) les espaces publics;

d) les affectations par zones;

e) les densités :

(1) dans les zones d'activité économique tenant compte de la nécessité de permettre aux entreprises de s'étendre sur leur lieu d'implantation et des autres contraintes d'aménagement de celles-ci;

(2) dans les zones d'habitat et d'habitat à caractère rural et dans les zones d'aménagement communal concerté lorsque le schéma d'orientation local prévoit leur affectation, en tout ou en partie, à la résidence;

f) l'infrastructure verte;

g) les lignes de force du paysage;

h) lorsqu'il est envisagé de faire application de l'article D.IV.3, alinéa 1^{er}, 6°, les limites des lots à créer;

i) le phasage de la mise en œuvre du schéma;

3° lorsqu'il est envisagé de faire application de l'article D.IV.3, alinéa 1^{er}, 6°, les indications relatives à l'implantation et à la hauteur des constructions et des ouvrages, aux voiries et aux espaces publics ainsi qu'à l'intégration des équipements techniques. »;

3° le paragraphe 3 est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° contenir un glossaire définissant les principaux termes et concepts utilisés. ».

Art. 27. Dans l'article D.II.12 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « D.II.10/1, § 3 » sont insérés entre le mot « articles » et les termes « D.II.21, § 3, 4°, D.II.32 et D.II.42 »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la dernière phrase est remplacée comme suit :

« À défaut de décision dans le délai de soixante jours, la proposition est réputée refusée. »;

3° au paragraphe 3, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La commission communale ou, à défaut, le pôle « Aménagement du territoire » et le pôle « Environnement » sont consultés. Lors de l'élaboration d'un schéma de développement pluricommunal ou communal, y compris lors d'un schéma thématique qui vise l'optimisation spatiale, le pôle « Aménagement du territoire » peut être consulté malgré la consultation de la commission communale. Le conseil communal consulte également les personnes et instances qu'il juge utile. Tous les avis sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du collège communal. À défaut, les avis sont réputés favorables. »;

4° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration »;

5° au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration »;

6° au paragraphe 5, la phrase « Le refus d'approbation peut être prononcé uniquement pour violation du Code ou pour cause d'erreur manifeste d'appréciation. » est remplacée par la phrase « Le refus d'approbation est prononcé uniquement pour des motifs de légalité. ».

Art. 28. Dans l'article D.II.15, § 2, alinéa 3, du même Code, les mots « visés à l'article D.II.6, § 2, 1° » sont remplacés par les mots « visés aux articles D.II.6, § 2, 1°, et D.II.6/1, § 2, 1°, ou déterminés par le Gouvernement en exécution de l'article D.II.6/1, § 3 ».

Art. 29. L'article D.II.16 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« D.II.16. § 1^{er}. Tous les schémas ont valeur indicative.

§ 2. Le schéma de développement du territoire s'applique comme suit :

1° dans son ensemble, à l'exception des indications visées à l'article D.II.2, § 4, 3°, au plan de secteur en ce compris la carte d'affectation des sols, aux schémas et aux guides;

2° par dérogation au paragraphe 6, en ce qui concerne la localisation des projets au regard de l'article D.II.2, § 2, 3°, en considération des objectifs visés à l'article D.II.2, § 2, 1°, aux demandes de permis et de certificat d'urbanisme n° 2 soit :

a) portant sur une construction ou un équipement de service public ou communautaire soit visé à l'article D.IV.25, soit relatif à une infrastructure linéaire visée par la structure territoriale du schéma de développement du territoire, soit qui figure dans le schéma de développement du territoire eu égard à son rayonnement à l'échelle d'une aire de développement;

b) visant à urbaniser des terrains de plus de deux hectares et portant soit sur la construction de logements, soit sur l'implantation d'un ou de plusieurs commerces au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, soit sur la construction de bureaux, soit sur un projet combinant deux ou trois de ces affectations;

3° en ce qui concerne les indications du schéma de développement du territoire visées à l'article D.II.2, § 4, 3°, aux schémas d'orientation locaux, permis et certificats d'urbanisme n° 2. Ces indications cessent de produire leurs effets lorsque, postérieurement à l'adoption du schéma de développement du territoire un schéma de développement pluricommunal ou communal qui contient les indications visées aux articles D.II.6/1, § 2, ou D.II.10/1, § 1^{er}, est adopté ou révisé.

§ 3. Le schéma de développement pluricommunal s'applique au schéma de développement communal, au schéma d'orientation local, au guide communal d'urbanisme, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

§ 4. Le schéma de développement communal s'applique au schéma d'orientation local, au guide communal d'urbanisme sans préjudice de l'article D.III.10, alinéa 1^{er}, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

§ 5. Le schéma d'orientation local s'applique au guide communal d'urbanisme, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

§ 6. Sur un territoire donné, il est fait application du schéma d'échelle de territoire la plus restreinte. ».

Art. 30. Dans l'article D.II.17 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le schéma d'orientation local peut s'écarter des indications du schéma de développement du territoire visées à l'article D.II.2, § 4, 3°, moyennant une motivation démontrant que l'écart :

1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial ou d'aménagement du territoire contenus dans le schéma de développement du territoire;

2° est justifié par les spécificités locales;

3° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les termes « D.IV.15, alinéa 1^{er}, 1° » sont remplacés par les termes « D.IV.16, alinéa 1^{er}, 1°, a) et b) »;

3° le paragraphe 2, alinéa 2, est complété par la phrase suivante :

« Lorsque le schéma de développement pluricommunal est thématique au sens de D.II.6/1, § 1^{er}, le schéma de développement communal continue à s'appliquer dans le reste de ses indications. ».

Art. 31. Dans l'article D.II.21 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° des espaces hors centralité. »;

2° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° l'optimisation spatiale. ».

Art. 32. Dans le même Code, l'article 25*bis* est renuméroté comme suit : « 25/1 ».

Art. 33. Dans l'article D.II.37 du même Code, les mots « ou d'un projet de valorisation touristique des forêts développé par la Communauté germanophone » sont abrogés.

Art. 34. Dans l'article D.II.42 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La zone d'aménagement communal concerté est destinée à toute affectation déterminée par un schéma de développement pluricommunal ou communal.

À défaut de schéma de développement pluricommunal ou communal, son affectation est fixée en fonction de sa localisation, de son voisinage, de l'incidence de l'urbanisation projetée sur l'optimisation spatiale, de la proximité de zones d'initiatives privilégiées visées à l'article D.V.14, de la proximité aux pôles urbains et ruraux, de la performance des réseaux de communication et de distribution, des coûts induits par l'urbanisation à court, à moyen et à long terme, ainsi que des besoins de la commune et de l'affectation donnée à tout ou partie de toute zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire communal concerné et sur les territoires communaux limitrophes si elle existe. »;

2° au paragraphe 2, il est inséré un alinéa entre les alinéas 1^{er} et 2 rédigé comme suit :

« Cependant, tout ou partie d'une zone d'aménagement communal concerté reprise au sein d'une centralité identifiée par un schéma peut également être mise en œuvre par un permis d'urbanisation ou d'urbanisme de constructions groupées d'une superficie de deux hectares et plus, soumis à étude d'incidences et portant sur la création de logements et, éventuellement, d'activités accessoires aux logements créés. »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la mise en œuvre de tout ou partie de la zone porte exclusivement sur une ou plusieurs affectations non destinées à l'urbanisation, ou lorsque la zone à mettre en œuvre est entièrement située dans une centralité identifiée par un schéma, le schéma d'orientation local bénéficie d'un contenu simplifié défini par le Gouvernement. ».

Art. 35. L'article D.II.43 du même Code, est complété par les mots « ou que la désinscription ait été dispensée d'évaluation des incidences ».

Art. 36. Dans l'article D.II.44 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, un 4/1° rédigé comme suit est inséré entre les 4° et 5°:

« 4/1° lorsque le projet de révision vise à l'inscription d'une zone destinée à l'urbanisation au sens de l'article D.II.23, alinéa 2, d'un périmètre de protection des espaces hors centralité ou d'une prescription supplémentaire d'optimisation spatiale, une analyse de l'effet de l'inscription sur l'optimisation spatiale; »;

2° à l'alinéa 2, c), les mots « et les espaces verts » sont abrogés;

3° à l'alinéa 2, d), les mots « et, pour les affectations résidentielles, la densité préconisée pour les terrains non bâtis ou à réaménager, ou pour les ensembles bâtis à restructurer de plus de deux hectares » sont abrogés;

4° à l'alinéa 2, il est inséré un d/1) rédigé comme suit :

« d/1) les densités pour :

(1) les affectations économiques tenant compte de la nécessité de permettre aux entreprises de se développer sur leur lieu d'implantation et des autres contraintes d'aménagement des espaces qui les accueillent;

(2) les affectations résidentielles; »;

5° à l'alinéa 2, e), les mots « structure écologique » sont remplacés par les mots « l'infrastructure verte ».

Art. 37. Dans l'article D.II.45 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Dans le respect du principe de proportionnalité, l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation et susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation, est compensée, pour au moins quatrevingt-cinq pour cent de sa superficie, par la modification d'une zone existante destinée à l'urbanisation ou d'une zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation.

Si la compensation visée à l'alinéa 1^{er} ne porte pas sur l'entièreté de la superficie de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation, l'inscription de celle-ci est, en outre, compensée de manière alternative en termes opérationnel, environnemental, énergétique ou de mobilité en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage.

La compensation alternative vise à contrebalancer l'impact résiduel découlant de l'inscription d'une zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation, après prise en compte des mesures de prévention et d'aménagement destinées à limiter ou à éviter les incidences non négligeables identifiées dans le rapport sur les incidences environnementales réalisé dans le cadre de la procédure.

La compensation planologique ou alternative peut être réalisée par phases.

Le Gouvernement détermine, pour les compensations alternatives, leur nature, leurs modalités de mise en œuvre et en définit le principe de proportionnalité. »;

2° le paragraphe 4, alinéa 2, est abrogé;

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. La zone d'enjeu communal s'inscrit, en tout ou en partie, dans une centralité identifiée par un schéma.

En l'absence de schéma identifiant les centralités, la zone d'enjeu communal s'inscrit dans une partie du territoire qui contribue à la dynamisation d'espaces dont le potentiel de centralité, caractérisé par une concentration en logements et par un accès aisé aux services et aux équipements, est à renforcer par une densification appropriée, par le renouvellement, par la mixité fonctionnelle et sociale et par l'amélioration du cadre de vie. ».

Art. 38. Dans l'article D.II.47, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « un périmètre de protection ou une prescription supplémentaire » sont insérés entre les mots « vise un nouveau zonage, » et les mots « qui constitue une réponse à des besoins qui peuvent être rencontrés par un aménagement local ».

Art. 39. Dans l'article D.II.49, § 2, du même Code, les mots « la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, ci-après « DGO3 » » sont remplacés par les mots « l'administration de l'environnement ».

Art. 40. Dans le Livre II, Titre II, chapitre III, section 4, du même Code, le titre de la sous-section 2 est complété par les mots « , d'une zone non destinée à l'urbanisation, d'un périmètre de protection des espaces hors centralité ou d'une prescription supplémentaire portant sur l'optimisation spatiale ».

Art. 41. Dans l'article D.II.52 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « A la demande » sont remplacés par les mots « À son initiative ou à la demande »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est inséré un 1/1° entre les 1° et 2° :

« 1/1° lorsque la révision du plan de secteur porte uniquement sur l'inscription soit d'une zone non destinée à l'urbanisation, soit d'un périmètre de protection des espaces hors centralité, soit d'une prescription supplémentaire portant sur l'optimisation spatiale; »;

3° au paragraphe 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Lorsque le Gouvernement est à l'initiative de la révision du plan de secteur, il en adopte le projet sur la base d'un dossier qui comprend :

1° le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, 10° et 11°, et alinéa 2, ou visé à l'article D.II.44, alinéa 3;

2° l'avis du pôle « Aménagement du territoire »; 3° l'avis du conseil communal;

4° le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales.

Lorsque le conseil communal ou la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, lorsqu'il s'agit de réaménager un site au sens de l'article D.V.1, 1°, est à l'initiative de la révision du plan de secteur, il adresse sa demande au Gouvernement qui en adopte le projet sur la base d'un dossier qui comprend :

1° le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, 10° et 11°, et alinéa 2, ou visé à l'article D.II.44, alinéa 3;

2° l'avis de la commission communale si elle existe; 3° la délibération du conseil communal;

4° les documents visés à l'article D.VIII.5, § 8;

5° le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales;

6° lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de site à réaménager en application de l'article D.V.2, § 8, le dossier visé à l'article D.V.2, § 2 ; ce dernier est établi par la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, et est accompagné des avis visés à l'article D.V.2, § 3, 1° et 3°. ».

Art. 42. Dans le Livre II, Titre II, chapitre IV du même Code, il est inséré une section 1e intitulée « Champ d'application ».

Art. 43. L'article D.II.54 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.II.54. Une demande de permis d'urbanisme ou de permis d'environnement ou unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et une demande de révision du plan de secteur peuvent faire l'objet d'une demande conjointe lorsque la modification du plan de secteur est utile à l'octroi, en tout ou en partie, du permis concerné :

1° pour une principale infrastructure au sens de l'article D.II.21, § 1^{er};

2° pour un projet de carrière lié à la mise en œuvre d'une zone d'extraction ou de dépendances d'extraction;

3° pour tout projet dont la taille et l'impact socio-économique sont d'importance et reconnus par le Gouvernement dans l'accusé de réception de la demande;

4° pour tout projet visant l'extension d'une activité économique d'artisanat, de service, de distribution, de recherche, de petite industrie ou de tourisme, présente sur le site avant l'entrée en vigueur du plan de secteur dont l'activité n'est pas conforme au zonage.

La demande conjointe comprend une demande de révision du plan de secteur et une demande de permis. Elle est instruite conformément au présent chapitre. ».

Art. 44. Dans le Livre II, Titre II, chapitre IV, du même Code, il est inséré une section 2 intitulée « Introduction de la demande conjointe ».

Art. 45. Dans la section 2, insérée par l'article 44, il est inséré une sous-section 1e intitulée « Introduction de la demande de révision du plan de secteur ».

Art. 46. Dans la sous-section 1e, insérée par l'article 45, il est inséré un article D.II.54/1 rédigé comme suit :

« D.II.54/1. Au moins quinze jours avant la réunion d'information préalable, le demandeur adresse aux conseils communaux et, si elles existent, aux commissions communales des communes sur le territoire desquelles la révision du plan ou le projet s'étend le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}.

Les commissions et conseils communaux transmettent leur avis au demandeur dans les soixante jours de l'envoi de la demande. À défaut, l'avis est réputé favorable. ».

Art. 47. Dans la sous-section 1e, insérée par l'article 45, il est inséré un article D.II.54/2 rédigé comme suit :

« D.II.54/2. Le demandeur adresse, par envoi, au Gouvernement sa demande conjointe contenant les éléments visés à l'article D.II.48, § 3.

Le cas échéant, la demande contient également la justification de l'importance de la taille et de l'impact socio-économique du projet. ».

Art. 48. Dans la sous-section 1e, insérée par l'article 45, il est inséré un article D.II.54/3 rédigé comme suit :

« D.II.54/3. Lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de reconnaissance, les renseignements visés par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques sont joints à la demande de modification du plan de secteur. Le périmètre de reconnaissance peut être différent du périmètre faisant l'objet de la révision de plan de secteur. ».

Art. 49. Dans la sous-section 1e, insérée par l'article 45, il est inséré un article D.II.54/4 rédigé comme suit :

« D.II.54/4. Dans les trente jours du dépôt de la demande, le Gouvernement accuse réception de la demande visée à l'article D.II.54/2 et statue sur son caractère recevable et complet.

Si la demande est recevable et complète, il la soumet pour avis au fonctionnaire délégué et, le cas échéant, au fonctionnaire technique, au pôle « Aménagement du territoire », au pôle « Environnement », aux services désignés par lui en raison de leur expertise et aux personnes ou instances qu'il juge utile de consulter.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. À défaut, ils sont réputés favorables. ».

Art. 50. Dans la sous-section 1e, insérée par l'article 45, il est inséré un article D.II.54/5 rédigé comme suit :

« D.II.54/5. Dans les cent-vingt jours de la réception de la demande, le Gouvernement décide de la révision du plan de secteur, en adopte le projet, arrête provisoirement les compensations visées à l'article D.II.45, § 3, et décide de soumettre la demande conjointe à l'évaluation des incidences sur l'environnement ou décide de l'en exempter.

À défaut de l'envoi de l'arrêt du Gouvernement au demandeur, celui-ci peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à la réception du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision, la demande est réputée refusée. ».

Art. 51. Dans la section 2, insérée par l'article 44, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Évaluation conjointe des incidences ».

Art. 52. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 51, il est inséré un article D.II.54/6 rédigé comme suit :

« D.II.54/6. La soumission de la modification du plan de secteur à évaluation des incidences ou du projet à étude d'incidences emporte l'obligation de procéder à l'évaluation conjointe des incidences de la demande visée à l'article D.II.54 conformément aux articles D.VIII.38 à D.VIII.47. ».

Art. 53. Dans la section 2, insérée par l'article 44, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Introduction de la demande de permis ».

Art. 54. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 53, il est inséré un article D.II.54/7 rédigé comme suit :

« D.II.54/7. § 1^{er}. Si le Gouvernement exempte la demande d'évaluation conjointe d'incidences, il autorise le demandeur à déposer la demande de permis, détermine les instances qu'il juge utile de consulter sur la demande de modification du plan de secteur, et, le cas échéant, les communes complémentaires à celles identifiées en application de l'article D.VIII.5/2, alinéa 3, susceptibles d'être affectées par la demande visée à l'article D.II.54 et sur le territoire desquelles une enquête publique est réalisée.

§ 2. Si la demande est soumise à évaluation des incidences, le demandeur adresse, par envoi, au Gouvernement l'évaluation conjointe des incidences de la demande.

Dans les soixante jours de la réception de l'évaluation, le Gouvernement : 1° autorise le demandeur à déposer la demande de permis;

2° détermine les instances qu'il juge utile de consulter sur la demande de modification du plan de secteur, et, le cas échéant, les communes complémentaires à celles identifiées en application de l'article D.VIII.5/2, alinéa 3, susceptibles d'être affectées par la demande visée à l'article D.II.54 et sur le territoire desquelles une enquête publique est réalisée;

3° approuve en tant que projet de plan une autre solution raisonnable envisagée lorsque, sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des avis, il estime que cette solution est de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan.

§ 3. Il n'est pas dérogé aux règles relatives à la composition des demandes de permis. ».

Art. 55. Dans le Livre II, Titre II, chapitre IV, du même Code, il est inséré une section 3 intitulée « Instruction de la demande conjointe ».

Art. 56. Dans la section 3, insérée par l'article 55, il est inséré un article D.II.54/8 rédigé comme suit :

« D.II.54/8. Après autorisation du dépôt de la demande par le Gouvernement conformément à l'article D.II.54/7, §§ 1^{er} ou 2, alinéa 2, la demande de permis est introduite dans les cent-quatre-vingt jours. A défaut, la demande visée à l'article D.II.54/2 est caduque, sauf si, dans les hypothèses visées à l'article D.II.48, dans le même délai, le demandeur informe le Gouvernement de sa décision de ne pas introduire de demande de permis. Dans ce cas, la procédure se poursuit conformément aux articles D.II.49, §§ 4, 5 et 7, et D.II.50.

La demande conjointe est instruite conformément soit aux dispositions applicables aux demandes de permis d'urbanisme visées à l'article D.IV.25 si le permis requis est un permis d'urbanisme, soit aux demandes de permis d'environnement ou unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement si le permis requis est un permis d'environnement ou unique.

Toutefois, les dispositions particulières suivantes s'appliquent : 1° le permis est délivré par le Gouvernement;

2° la demande conjointe est soumise à enquête publique selon les modalités applicables à un projet de catégorie B au sens de l'article D.29-1 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. La durée de l'enquête est toutefois de quarante-cinq jours;

3° les avis visés respectivement aux articles D.II.49, §§ 2, 5 et 7, et D.IV.35 sont demandés;

4° les délais dans lesquels sont envoyés tous les avis sont de soixante jours à dater de la décision constatant le caractère recevable et complet de la demande de permis. Par exception, l'avis du conseil communal est rendu dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête;

5° la demande de permis d'environnement ou de permis unique est instruite conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement jusqu'à l'envoi du rapport de synthèse au Gouvernement qui intervient dans un délai de cent-dix jours à dater de l'accusé de réception de la demande recevable et complète, sauf décision du fonctionnaire technique et, le cas échéant, du fonctionnaire délégué de prolonger ce délai de trente jours. Lorsque le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement désigne en qualité d'autorité compétente le fonctionnaire technique et, le cas échéant, le fonctionnaire délégué, celui-ci ou ceux-ci adressent un rapport de synthèse au Gouvernement dans un délai de cent-dix-jours jours à dater de l'accusé de réception de la demande recevable et complète, sauf décision du fonctionnaire technique et, le cas échéant, du fonctionnaire délégué de prolonger ce délai de trente jours;

6° le dossier instruit par le fonctionnaire délégué relatif à la demande de permis d'urbanisme est adressé au Gouvernement dans un délai de cent-dix jours à dater de l'accusé de réception de la demande recevable et complète, sauf décision du fonctionnaire délégué de prolonger ce délai de trente jours;

7° le dossier instruit du fonctionnaire délégué ou le rapport de synthèse du fonctionnaire technique ou du fonctionnaire technique et délégué est rédigé en tenant compte des affectations fixées par le projet de plan de secteur;

8° le Gouvernement peut subordonner sa décision de modification du plan de secteur à la production d'un plan d'expropriation;

9° à la demande du Gouvernement, le demandeur dépose des plans modifiés ou un complément de notice ou d'évaluation conjointe des incidences. Les plans modifiés peuvent porter tant sur la révision du plan de secteur que sur le projet soumis à permis. Les délais d'instruction sont interrompus par la demande du Gouvernement et recommencent à courir à partir du dépôt des plans modifiés ou du complément de notice ou d'évaluation conjointe des incidences. ».

Art. 57. Dans le Livre II, Titre II, chapitre IV, du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Décision ».

Art. 58. Dans la section 4, insérée par l'article 57, il est inséré un article D.II.54/9 rédigé comme suit :

« D.II.54/9. Dans les vingt-quatre mois de la décision visée à l'article D.II.54/5, le Gouvernement statue simultanément sur la révision du plan de secteur et la demande de permis.

Le délai de vingt-quatre mois est suspendu à partir de la date de la décision du Gouvernement visée à l'article D.II.54/5 de soumettre la demande à évaluation conjointe des incidences jusqu'à la date de l'envoi de l'évaluation au Gouvernement. En cas de demande de complément d'évaluation conjointe des incidences, le délai est suspendu de la date d'envoi de la demande de complément à la date d'envoi de celui-ci au Gouvernement.

Lorsque le projet de plan identifie la liste visée à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 11°, et pour autant que le ou les conseils communaux aient abrogé les schémas et les guides identifiés dans la liste, le Gouvernement approuve simultanément l'abrogation des schémas et des guides concernés.

Le Gouvernement notifie ses décisions au demandeur.

En cas d'octroi du permis, celui-ci prend cours à partir du lendemain de l'entrée en vigueur du plan révisé. ».

Art. 59. Dans la section 4, insérée par l'article 57, il est inséré un article D.II.54/10 rédigé comme suit :

« D.II.54/10. Lorsqu'il contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, l'arrêté du Gouvernement révisant le plan de secteur vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Dans ce cas, le plan relatif à la reconnaissance de zone est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques. ».

Art. 60. Dans la section 4, insérée par l'article 57, il est inséré un article D.II.54/11 rédigé comme suit :

« D.II.54/11. Dans les dix jours de la publication de la décision de révision du plan de secteur, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de ses décisions à chacune des communes auxquelles la révision du plan de secteur s'étend, lesquelles en informent le public.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie également une copie des décisions aux autorités compétentes de la Région, de l'État membre de l'Union européenne ou de l'État partie à la Convention d'Espoo qui a émis un avis sur la demande en application de l'article

D.VIII.43. ».

Art. 61. Dans l'article D.II.63 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 22°, les mots « relative au réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie » sont insérés entre les mots « à la zone de réservation et de servitude » et les mots « , le périmètre de réservation »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 28°, les mots « relatif au réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie » sont insérés entre les mots « au périmètre de réservation » et les mots « , la prescription visée »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « périmètres de réservation, tracés projetés, » sont insérés entre les mots « Aux autres zones, » et les mots « indications supplémentaires ».

Art. 62. Dans l'article D.II.64, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 16 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « D.II.25bis » sont remplacés par les mots

« D.II.25/1 »;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A la demande motivée de la commune au plus tard six mois avant l'échéance du délai, le Gouvernement peut prolonger de cinq ans la durée de la clause de réversibilité s'il constate que cette prolongation rencontre l'intérêt général. ».

Art. 63. A l'article D.II.66 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 5, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration »;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 64. Dans l'article D.II.68 du même Code, paragraphe 2, alinéa 5, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration ».

CHAPITRE 3. — *Modifications apportées au Livre III du Code de Développement territorial*

Art. 65. Dans l'article D.III.2. du même Code, paragraphe 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les conditions pour accueillir les constructions et les installations dans les zones exposées à un risque d'accident majeur ou naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique; ».

Art. 66. L'article D.III.3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.III.3. § 1^{er}. Le guide régional d'urbanisme est établi à l'initiative du Gouvernement.

§ 2. Sauf en cas d'exemption conformément aux articles D.VIII.31 et D.VIII.32, un rapport sur les incidences environnementales est réalisé sur l'avant-projet de guide.

§ 3. Le Gouvernement adopte le projet de guide et charge les collèges communaux sur les territoires desquels le projet porte de le soumettre, le cas échéant accompagné du rapport sur les incidences environnementales, à enquête publique. Dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique, ces collèges communaux transmettent les réclamations, observations et procès-verbaux au Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement soumet le projet de guide, le cas échéant accompagné du rapport sur les incidences environnementales, à l'avis du pôle

« Aménagement du territoire » et des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter ainsi qu'à l'avis du pôle « Environnement » si le projet est accompagné d'un rapport sur les incidences environnementales.

Lorsque le projet de guide porte sur une partie du territoire régional dont il fixe les limites, le Gouvernement le soumet, le cas échéant accompagné du rapport sur les incidences environnementales, pour avis aux conseils communaux et aux commissions communales des communes dont le territoire est visé.

Lorsque le projet de guide comporte des indications ou des normes pouvant avoir un impact significatif sur les risques naturels ou des contraintes géotechniques majeurs au sens de l'article D.IV.57 tels que l'inondation, le Gouvernement le soumet, le cas échéant accompagné du rapport sur les incidences environnementales, pour avis aux gestionnaires de cours d'eau concernés et au département de la ruralité et des cours d'eau de l'administration de l'environnement.

§ 5. Les conseils communaux, le pôle « Aménagement du territoire » ainsi que les personnes et instances visées au paragraphe 4, transmettent leurs avis au Gouvernement dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande d'avis. À défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 6. Le Gouvernement adopte définitivement le guide. ».

Art. 67. Dans l'article D.III.6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sauf en cas d'exemption conformément aux articles D.VIII.31 et D.VIII.32, un rapport sur les incidences environnementales est réalisé sur l'avant-projet de guide. »;

2° entre le paragraphe 2 et le paragraphe 3, il est inséré un nouveau paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Le conseil communal adopte le projet de guide.

Le projet de guide, le cas échéant accompagné du rapport sur les incidences environnementales, est soumis par le collège communal, pour avis, à la commission communale ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire » et au fonctionnaire délégué et aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter ainsi qu'à l'avis du pôle « Environnement » si le projet est accompagné d'un rapport sur les incidences environnementales.

L'avis est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du collège communal. À défaut, l'avis est réputé favorable »;

3° le paragraphe 3 est complété comme suit « , le cas échéant accompagné du rapport sur les incidences environnementales. »;

4° aux paragraphes 5 et 6, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 68. Dans l'article D.III.10 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Lorsque les indications du guide communal et les options d'urbanisme au sens de l'article 254 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, tel qu'en vigueur avant son abrogation par le décret du 20 juillet 2016, contenues dans un schéma de structure communal devenu schéma de développement communal en vertu de l'article D.II.59, § 1^{er}, ont un même objet, il est fait application des indications du guide si elle sont entrées en vigueur postérieurement aux options du schéma. »;

2° dans l'ancien alinéa 1^{er}, devenu l'alinéa 2, le mot « En » est remplacé par les mots « Pour le surplus, en ».

Art. 69. Dans l'article D.III.14, dernier alinéa, du même Code, les termes « la DGO4 » sont remplacés par les termes « l'administration ».

CHAPITRE 4. — Modifications apportées au Livre IV du Code de Développement territorial

Art. 70. Dans l'article D.IV.1 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « , pour la région de langue française, » sont abrogés;

2° à partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 3° est abrogé;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « D.IV.15, alinéa 2, 2° » sont remplacés par les mots « D.IV.16, alinéa 1^{er}, 3°, ».

Art. 71. Dans l'article D.IV.3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° dans une centralité identifiée dans un schéma, la division d'un bien situé à front d'une voirie publique suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux et pour autant que les conditions du Code de l'Eau en matière d'épuration des eaux usées puissent être rencontrées pour le bien concerné, et que l'urbanisation des lots créés par la division n'implique pas d'ouverture ou de modification de voirie, lorsque le bien est sis entre deux bâtiments existants depuis au moins cinq ans, situés à front de voirie et du même côté de la voirie publique et distants l'un de l'autre de cent mètres maximum; un bâtiment situé sur le bien à urbaniser peut être pris en considération pour le calcul des cent mètres; »;

2° au 6°, le mot « respectent » est remplacé par les mots « ne compromettent pas ».

Art. 72. Dans l'article D.IV.4 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° implanter un commerce de l'une des manières suivantes :

a) réaliser une construction nouvelle qui prévoit l'implantation d'un établissement de commerce de détail d'une surface commerciale nette supérieure à quatre cents mètres carrés;

b) réaliser un projet d'ensemble commercial répondant à la surface définie au a), c'est-à-dire un ensemble d'établissements de commerce de détail, qu'ils soient situés ou non dans des bâtiments séparés et qu'une même personne en soit ou non le promoteur, le propriétaire, l'exploitant ou le titulaire du permis, qui sont réunis sur un même site et entre lesquels il existe un lien de droit ou de fait, notamment sur le plan financier, commercial ou matériel ou qui font l'objet d'une procédure commune concertée en matière de permis d'urbanisme ou de permis unique;

c) dans un établissement de commerce de détail ou un ensemble commercial ayant déjà atteint la surface définie au a) ou la dépassant par la réalisation du projet, réaliser un projet d'extension de plus de vingt pour cent de la surface commerciale nette existante, ou de plus trois-cent mètres carrés de surface commerciale nette supplémentaire;

d) réaliser un projet d'exploitation d'un ou plusieurs établissements de commerce de détail ou d'un ensemble commercial répondant à la surface définie au a) dans un immeuble existant qui n'était pas affecté à une activité commerciale;

e) modifier de manière importante la nature de l'activité commerciale d'un établissement de commerce de détail ou d'un ensemble commercial dans un immeuble déjà affecté à des fins commerciales existant et répondant à la surface définie au a). »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 11°, b), les mots « en tout ou en partie » sont insérés à l'entame du point et les mots « de leurs dimensions intrinsèques, du nombre de sujets, de l'interdistance entre sujets, » sont insérés entre les mots « en fonction de leur longueur, » et les mots « de leur visibilité »;

3° dans l'alinéa 1^{er}, le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° abattre, porter préjudice au système racinaire ou modifier l'aspect d'un arbre ou d'un arbuste remarquable ou d'une haie remarquable soit parce qu'il figure sur une liste arrêté par le Gouvernement, soit parce qu'il présente les caractéristiques arrêtées par le Gouvernement en fonction de leur longueur, de leurs dimensions intrinsèques, du nombre de sujets, de l'interdistance entre sujets, de leur visibilité depuis l'espace public ou de leurs essences; »;

4° dans l'alinéa 1^{er}, 15°, le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) le placement d'une ou de plusieurs installations mobiles, y compris des habitations légères telles que définies par l'article 1^{er}, 40°, du Code wallon de l'habitation durable, à l'exception toutefois des installations mobiles autorisées par le Code wallon du tourisme ou le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage; »;

5° pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'alinéa 1^{er}, 16°, les mots « pour la région de langue française, » sont abrogés;

6° à partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'alinéa 1^{er}, le 16° est abrogé;

7° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Par délibération, le conseil communal peut soumettre à permis :

1° les actes et les travaux non visés à l'alinéa 1^{er}, pour autant qu'ils n'en soient pas exonérés et dès lors qu'il en justifie la nécessité par référence au contenu de son guide communal d'urbanisme;

2° l'implantation d'un commerce de l'une des manières visées à l'alinéa 1^{er}, 8°, d'une surface commerciale nette supérieure à deux cents mètres carrés. »;

8° un alinéa 7 est inséré, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut abaisser les seuils fixés à l'alinéa 1^{er}, 8°, c), à partir desquels un projet d'extension d'un commerce de détail ou d'un ensemble commercial est soumis à permis. Il peut aussi moduler à la baisse ces seuils en fonction de la catégorie du commerce existant ou du projet et en fonction de sa localisation. ».

Art. 73. Dans le même Code, il est inséré un article D.IV.4/1 rédigé comme suit :

« D.IV.4/1. § 1^{er}. L'établissement de commerce de détail au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, est l'unité de distribution dont l'activité consiste à revendre de manière habituelle des marchandises à des consommateurs en nom propre et pour compte propre, sans faire subir à ces marchandises d'autre traitement que les manipulations usuelles dans le commerce.

§ 2. La surface commerciale nette au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, est la surface destinée à la vente et accessible au public y compris les surfaces non couvertes. En cas d'extension, la surface commerciale nette à prendre en considération est la surface totale après réalisation du projet d'implantation commerciale. Cette surface inclut notamment les zones de caisses, les zones situées à l'arrière des caisses et les halls d'entrée lorsque ceux-ci sont aussi utilisés à des fins d'expositions ou de ventes de marchandises.

§ 3. Les commerces visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, sont répartis en trois catégories, classées de la plus sensible au regard du développement durable et attractif du territoire à la moins sensible :

1° les commerces d'achats légers;

2° les commerces d'achats alimentaires; 3° les commerces d'achats lourds.

On entend par :

1° le commerce d'achat léger, le commerce dans lequel sont réalisés des achats non pondéreux et non volumineux relatifs :

a) à l'équipement de la personne;

b) à l'équipement de la maison;

c) et aux loisirs;

2° le commerce d'achat alimentaire, le commerce dans lequel sont réalisés des achats de produits alimentaires pour répondre aux besoins de consommation personnelle;

3° le commerce d'achat lourd, le commerce dans lequel sont réalisés des achats pondéreux ou volumineux relatifs :

a) à l'équipement de la maison;

b) aux loisirs.

Un commerce appartient à la catégorie la plus sensible dont relève au minimum quinze pour cent des articles commercialisés ou plus de deux cents mètres carrés de surface commerciale nette.

§ 4. La nature de l'activité commerciale est modifiée de manière importante lorsque :

1° le commerce change de catégorie visée au paragraphe 3;

2° vingt-cinq pour cent ou plus des articles commercialisés changent de catégorie de la manière suivante :

a) d'achat lourd vers achat alimentaire ou achat léger;

b) d'achat alimentaire vers achat léger;

3° deux cents mètres carrés ou plus de surface commerciale nette changent de catégorie de la manière suivante :

a) d'achat lourd vers achat alimentaire ou achat léger;

b) d'achat alimentaire vers achat léger. ».

Art. 74. Dans l'article D.IV.5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Sans préjudice de l'alinéa 2 » sont ajoutés avant les mots « un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut s'écarter du schéma de développement du territoire »;

2° des alinéas 2 et 3 sont insérés, rédigés comme suit :

« Un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut s'écarter des indications du schéma de développement du territoire visées à l'article D.II.2,

§ 4, 3°, moyennant une motivation démontrant que l'écart :

1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial ou d'aménagement du territoire contenus dans le schéma de développement du territoire;

2° est justifié par les spécificités locales;

3° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

Par exception aux alinéas 1^{er} et 2, la dérogation visée aux articles D.IV.6, D.IV.7, D.IV.8, D.IV.9, D.IV.10 et D.IV.11 emporte un écart aux indications du schéma de développement pluricommunal, du schéma de développement communal, du schéma d'orientation local, de la carte d'affectation des sols, du guide communal ou du permis d'urbanisation qui traduisent une prescription graphique ou littérale du plan de secteur à laquelle le permis déroge. ».

Art. 75. Dans l'article D.IV.8 du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Aux fins de production d'électricité ou de chaleur, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif peut être octroyé, en dérogation au plan de secteur, pour les modules qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment conforme au plan de secteur à la condition que la ligne entre les modules et la construction, installation ou bâtiment constitue une ligne directe au sens de l'article 2, 24°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. »

Art. 76. Dans l'article D.IV.9 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « et » est remplacé par le sigle « , » et les mots « et des espaces situés en dehors des centralités identifiées dans un schéma » sont insérés entre les mots « point de vue remarquable » et les mots « , un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 77. Dans l'article D.IV.14 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« L'avis du fonctionnaire délégué est facultatif dans le cas visé à l'article D.IV.16. Il est obligatoire dans les cas visés aux articles D.IV.15, alinéa 1^{er}, et D.IV.17. ».

Art. 78. L'article D.IV.15 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.15. Le collège communal statue sur avis préalable du fonctionnaire délégué.

Toutefois, le collège communal peut refuser le permis sans solliciter l'avis du fonctionnaire délégué. ».

Art. 79. L'article D.IV.16 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.16. Par exception à l'article D.IV.15, le collège communal statue sans avis préalable du fonctionnaire délégué :

1° s'il existe pour le territoire où sont entièrement projetés les actes et travaux soit :

a) un schéma de développement pluricommunal ou communal qui vise l'optimisation spatiale. La dispense de consultation du fonctionnaire délégué vise, en pareil cas, uniquement les actes et travaux à réaliser entièrement dans une centralité;

b) une commission communale, un guide communal d'urbanisme comportant au minimum les éléments visés à l'article D.III.2, § 1^{er}, 1° et 2°, et soit :

(1) un schéma de développement pluricommunal;

(2) un schéma de développement communal;

(3) un schéma de développement pluricommunal et un schéma de développement communal qui a partiellement cessé de produire ses effets conformément à l'article D.II.17, § 2, alinéa 2, et que ce ou ces schémas couvrent tout le territoire communal et n'ont pas un contenu limité à ce qui est prévu aux articles D.II.6/1 ou D.II.10/1;

c) un schéma d'orientation local;

d) un permis d'urbanisation non périmé;

2° à la condition que la demande n'implique pas d'écart par rapport aux schémas, à la carte d'affectation des sols, aux guides d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, lorsque la demande de permis porte sur les actes et travaux situés entièrement dans une zone d'enjeu communal;

3° à la condition que la demande n'implique pas d'écart par rapport à la carte d'affectation des sols ou au guide régional d'urbanisme, lorsque la demande de permis porte sur les actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 2°, 6°, 11° à 15°, ou d'impact limité arrêtés par le Gouvernement.

Toutefois, le collège communal peut, dans ces hypothèses, solliciter l'avis facultatif du fonctionnaire délégué. ».

Art. 80. Dans l'article D.IV.17 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , lorsque, en tout ou en partie » sont insérés entre les mots « fonctionnaire délégué » et le signe de ponctuation « : »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°, le mot « lorsque » est abrogé;

3° pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « pour la région de langue française, lorsque » sont abrogés;

4° à partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° lorsque la demande concerne des biens classés, assimilés ou situés dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine; ».

Art. 81. Dans l'article D.IV.18, 2°, du même Code, le nombre « 15 » est remplacé par le nombre « 16 ».

Art. 82. Dans l'article D.IV.19, alinéa 1^{er}, du même Code, le nombre « 16 » est remplacé par le nombre « 15 ».

Art. 83. Dans l'article D.IV.22 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 6°, est complété par les mots « , ou dans un périmètre établi sur la base du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, des articles 30 et 31 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ou 17 de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 11°, le signe de ponctuation « . » est remplacé par le signe de ponctuation « ; »;

3° l'alinéa 1^{er} est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° relatif à un projet d'implanter un commerce au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, dont la surface commerciale nette est égale ou supérieure :

a) à mille cinq cents mètres carrés si le projet s'implante, en tout ou en partie, en dehors d'une centralité définie par un schéma communal ou pluricommunal, ou en l'absence de telle centralité;

b) à deux mille cinq cents mètres carrés si le projet s'implante dans une centralité définie par un schéma communal ou puricommunal. »;

4° aux alinéas 3 et 7, le nombre « 11 » est remplacé par le nombre « 12 » ».

Art. 84. Dans l'article D.IV.26, § 1^{er}, du même Code, la phrase « Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande de permis » est complétée par les mots « , qui intègre les éléments nécessaires pour appréhender les risques naturels et les contraintes géotechniques majeures, tels que visés à l'article D.IV.57, 3° ».

Art. 85. Dans l'article D.IV.31 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire des implantations commerciales au sens du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ou le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire des implantations commerciales » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire technique » sont remplacés par le mot « le fonctionnaire délégué ou le fonctionnaire technique » et les mots « ou le fonctionnaire des implantations commerciales » sont abrogés;

3° pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle invite :

1° lorsque la réunion de projet est relative à un bien immobilier, situé dans une zone de protection visée à l'article 21 du Code wallon du Patrimoine, le Département du patrimoine de l'administration;

2° lorsque la réunion de projet est relative à un bien immobilier qui, de par sa localisation et sa nature, est susceptible de produire un impact sur un cours d'eau ou est soumis à l'aléa inondation au sens de la cartographie adoptée par le Gouvernement en application de l'article D.53-2 du Code de l'Eau, le gestionnaire du cours d'eau, le représentant du contrat de rivière, le gestionnaire du réseau d'égouttage et le cas échéant, le titulaire du permis d'environnement portant sur une prise d'eau lorsque le projet s'implante dans une zone de prise d'eau;

3° lorsque la réunion de projet est relative à un projet situé dans un axe de concentration naturel des eaux de ruissellement qui correspond à un thalweg, une vallée ou un vallon sec, le département de la ruralité et des cours d'eau de l'administration de l'environnement, le représentant du contrat de rivière, le gestionnaire du réseau d'égouttage et le cas échéant, le titulaire du permis d'environnement portant sur une prise d'eau lorsque le projet s'implante dans une zone de prise d'eau. »;

4° à partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle invite :

1° lorsque la réunion de projet est relative, en tout ou en partie, à un bien classé ou assimilé, ainsi qu'à un bien situé, en tout ou en partie, dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine, l'Administration du patrimoine;

2° lorsque la réunion de projet est relative à un bien immobilier qui, de par sa localisation et sa nature, est susceptible de produire un impact sur un cours d'eau ou est soumis à l'aléa inondation au sens de la cartographie adoptée par le Gouvernement en application de l'article D.53-2 du Code de l'Eau, le gestionnaire du cours d'eau, le représentant du contrat de rivière, le gestionnaire du réseau d'égouttage et le cas échéant, le titulaire du permis d'environnement portant sur une prise d'eau lorsque le projet s'implante dans une zone de prise d'eau;

3° lorsque la réunion de projet est relative à un projet situé dans un axe de concentration naturel des eaux de ruissellement qui correspond à un thalweg, une vallée ou un vallon sec, le département de la ruralité et des cours d'eau de l'administration de l'environnement, le représentant du contrat de rivière, le gestionnaire du réseau d'égouttage et le cas échéant, le titulaire du permis d'environnement portant sur une prise d'eau lorsque le projet s'implante dans une zone de prise d'eau. »;

5° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'implantation d'un commerce au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, dont la surface commerciale nette est égale ou supérieure :

a) à mille cinq cents mètres carrés si le projet s'implante, en tout ou en partie, en dehors d'une centralité définie par un schéma communal ou pluricommunal, ou en l'absence de telle centralité;

b) à deux mille cinq cents mètres carrés si le projet s'implante dans une centralité définie par un schéma communal ou puricommunal. »;

6° le paragraphe 6 est complété par un aliéna rédigé comme suit :

« La réunion peut se tenir par vidéo-conférence, aux conditions fixées par le Gouvernement. ».

Art. 86. Dans l'article D.IV.33 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « vingt » est remplacé par le mot « trente »;

2° dans l'alinéa 2, le mot « vingt » est remplacé par le mot « trente » et les deux mots « trente » sont remplacés par le mot « quarante »;

3° dans l'alinéa 3, le mot « vingt » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 87. Dans l'article D.IV.34, alinéa 3, du même Code, le mot « trente » est remplacé par le mot « vingt ».

Art. 88. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.35 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Pour la région de langue française, la » sont remplacés par le mot « La »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lorsque la demande porte sur des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à mille mètres carrés, elle requiert l'avis :

1° de la direction des implantations commerciales; 2° du collège communal des communes limitrophes; 3° du pôle « Aménagement du territoire. ». ».

Art. 89. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.IV.35 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.35. L'autorité compétente pour délivrer un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 sollicite l'avis de l'Administration du Patrimoine et l'avis de la Commission lorsque la demande de permis ou de certificat porte :

1° sur un bien situé dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine;

2° sur un bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine au sens du Code wallon du Patrimoine.

L'avis de l'Administration du Patrimoine et de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques patrimoniales du bien.

L'avis rendu par l'Administration du Patrimoine est un avis simple, à l'exception de toute décision de subordonner la mise en œuvre du permis ou du certificat d'urbanisme n° 2 à la réalisation d'une ou plusieurs opérations archéologiques conformément à l'article D.66, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine pour laquelle l'avis de l'Administration du Patrimoine est conforme.

Lorsque la demande porte sur des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à mille mètres carrés, elle requiert l'avis :

1° de la direction des implantations commerciales; 2° du collège communal des communes limitrophes; 3° du pôle « Aménagement du territoire ».

Le Gouvernement détermine les cas où la consultation d'un service ou d'une commission est obligatoire en tenant compte de la situation du projet et de ses spécificités.

Outre les avis obligatoires, le collège communal, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement peuvent solliciter l'avis des services ou commissions qu'ils jugent utile de consulter. ».

Art. 90. Dans l'article D.IV.37 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « passé ce délai, l'avis est réputé favorable » sont remplacés par les termes « à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie »;

2° à l'alinéa 1^{er}, la phrase « L'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles visé à l'article D.IV.35, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, est transmis dans le même délai à l'Administration du patrimoine; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie » est abrogée;

3° pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, à l'alinéa 3, la phrase « L'avis de l'Administration du patrimoine visé à l'article D.IV.35, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande de l'autorité compétente; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie » est abrogée et les mots « de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.IV.35, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, » sont insérés entre les mots « une copie de l'avis » et les mots « est envoyée simultanément au fonctionnaire délégué. »;

4° à partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, à l'alinéa 3, la phrase « L'avis de l'Administration du patrimoine visé à l'article D.IV.35, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande de l'autorité compétente; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie » est abrogée et les mots « de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.IV.35, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, » sont insérés entre les mots « une copie de l'avis » et les mots « est envoyée simultanément au fonctionnaire délégué. ».

Art. 91. Dans l'article D.IV.39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « trente-cinq » est remplacé par le mot « trente » et la phrase « L'avis du fonctionnaire délégué comprend une proposition motivée de décision. » est abrogée.

Art. 92. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.40 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les demandes visant à implanter un commerce au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, sont soumises à enquête publique, sauf lorsque la demande porte sur l'implantation d'un commerce de quatre-cents mètres carrés et moins soumis à permis en exécution de l'article D.IV.4, alinéa 4. ».

Art. 93. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.40 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les demandes visant à implanter un commerce au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, sont soumises à enquête publique, sauf lorsque la demande porte sur l'implantation d'un commerce de quatre-cents mètres carrés et moins soumis à permis en exécution de l'article D.IV.4, alinéa

4. »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Une enquête publique est requise pour toute demande de permis d'urbanisation, de permis d'urbanisme ou de certificat d'urbanisme n° 2 relative à la construction, la reconstruction ou la transformation, en tout ou en partie, d'un bien classé ou assimilé, ainsi que d'un bien situé dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 94. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.IV.42 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.42. § 1^{er}. Lorsque l'autorité compétente est le collège communal ou le fonctionnaire délégué en vertu de l'article D.IV.22 ou lorsque la demande a pour objet une modification mineure d'un permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25, le demandeur peut, d'initiative ou à la demande de l'autorité compétente, informer le collège communal et le fonctionnaire délégué de sa décision de produire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences, par envoi, au plus tard dix jours avant l'échéance du délai dans lequel l'autorité compétente envoie sa décision.

D'initiative ou à la demande du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement, le demandeur peut informer le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 de sa décision de produire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences par envoi, au plus tard dix jours avant l'échéance du délai dans lequel le fonctionnaire délégué adresse le dossier instruit au Gouvernement. Il en informe simultanément le collège communal.

§ 2. L'envoi par le demandeur de sa décision d'introduire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences a pour effet d'interrompre les délais d'instructions de la demande jusqu'au dépôt de ceux-ci et au maximum pendant cent quatre-vingts jours.

§ 3. Les plans modificatifs ou le complément de notice d'évaluation peuvent être soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Dans ce cas, le demandeur en est informé.

Lorsque sont déposés soit des plans modificatifs accompagnés d'un complément d'étude d'incidences, soit un complément d'étude d'incidences, ils sont soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Le demandeur en est informé.

Les mesures particulières de publicité et la consultation des services et commissions précités ne sont pas requises :

1° lorsque la modification projetée ou le complément de notice résulte d'une proposition ou d'une critique contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou pendant la période d'annonce de projet ou qui s'y rattache directement;

2° lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

§ 4. Si le collège communal n'est pas l'autorité compétente, son avis est sollicité lorsqu'il est obligatoire.

Si le collège communal est l'autorité compétente, l'avis du fonctionnaire délégué est sollicité lorsqu'il est obligatoire. ».

Art. 95. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.IV.42 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.42. § 1^{er}. Lorsque l'autorité compétente est le collège communal ou le fonctionnaire délégué en vertu de l'article D.IV.22 ou lorsque la demande a pour objet une modification mineure d'un permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25, le demandeur peut, d'initiative ou à la demande de l'autorité compétente, informer le collège communal et le fonctionnaire délégué de sa décision de produire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences, par envoi, au plus tard dix jours avant l'échéance du délai dans lequel l'autorité compétente envoie sa décision.

D'initiative ou à la demande du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement, le demandeur peut informer le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 de sa décision de produire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences par envoi, au plus tard dix jours avant l'échéance du délai dans lequel le fonctionnaire délégué adresse le dossier instruit au Gouvernement. Il en informe simultanément le collège communal.

§ 2. L'envoi par le demandeur de sa décision d'introduire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences a pour effet d'interrompre les délais d'instructions de la demande jusqu'au dépôt de ceux-ci et au maximum pendant cent quatre-vingts jours.

§ 3. Les plans modificatifs ou le complément de notice d'évaluation peuvent être soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Dans ce cas, le demandeur en est informé.

Lorsque sont déposés soit des plans modificatifs accompagnés d'un complément d'étude d'incidences, soit un complément d'étude d'incidences, ils sont soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Le demandeur en est informé.

Lorsque les plans modificatifs portent sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale et ont un impact sur les parties classées ou assimilées de ce bien, une nouvelle autorisation patrimoniale est sollicitée en vertu de l'article D.52 du même Code. Lorsque les plans modificatifs portent sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, un nouvel avis archéologique préalable est sollicité en vertu de l'article D.63 du même Code.

Sous réserve de l'alinéa 3, les mesures particulières de publicité et la consultation des services et commissions précités ne sont pas requises :

1° lorsque la modification projetée ou le complément de notice résulte d'une proposition ou d'une critique contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou pendant la période d'annonce de projet ou qui s'y rattache directement;

2° lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

§ 4. Si le collège communal n'est pas l'autorité compétente, son avis est sollicité lorsqu'il est obligatoire.

Si le collège communal est l'autorité compétente, l'avis du fonctionnaire délégué est sollicité lorsqu'il est obligatoire. ».

Art. 96. L'article D.IV.43 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.43. Le dépôt contre récépissé ou l'envoi des plans modificatifs ou du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences fait l'objet de l'envoi d'un accusé de réception qui se substitue à celui visé à l'article D.IV.33. Le cas échéant, il est fait application de l'article D.IV.33, alinéas 2 et 3.

Dans les cas visés à l'article D.IV.42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les nouveaux délais de décision sont fixés sur la base des plans modificatifs ou du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences conformément à l'article D.IV.46, alinéa 1^{er} ou à l'article D.IV.48, alinéa 1^{er}. ».

Art. 97. Dans le Livre IV, Titre II, chapitre IV, section 3 du même Code, il est inséré un article D.IV.43/1 après l'article D.IV.43, rédigé comme suit :

« Art. D.IV.43/1. Pour une même demande, des plans modifiés peuvent être déposés une fois seulement auprès de l'instance compétente en première instance. ».

Art. 98. Dans l'article D.IV.45, alinéa 3, du même Code, le 5° est abrogé.

Art. 99. Dans l'article D.IV.46, alinéa 3, du même Code, le mot « trente » est remplacé par le mot « vingt ».

Art. 100. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.47 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le collège communal n'a pas envoyé sa décision au demandeur dans les délais visés aux articles D.IV.46, D.IV.62, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 4, ou D.IV.91, alinéa 3, et que, soit il n'a pas sollicité l'avis du fonctionnaire délégué, soit le fonctionnaire délégué a remis un avis, le fonctionnaire délégué est saisi de la demande. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « quarante » est remplacé par le mot « trente »;

3° le paragraphe 2 est abrogé;

4° au paragraphe 3, les mots « ou D.IV.91, alinéa 3, » sont insérés entre les mots « § 4, alinéa 4, » et les mots « et que le fonctionnaire délégué ».

Art. 101. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.47 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le collège communal n'a pas envoyé sa décision au demandeur dans les délais visés aux articles D.IV.46, D.IV.62, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 4, ou D.IV.91, alinéa 3, et que, soit il n'a pas sollicité l'avis du fonctionnaire délégué, soit le fonctionnaire délégué a remis un avis, le fonctionnaire délégué est saisi de la demande. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « quarante » est remplacé par le mot « trente »;

3° le paragraphe 2 est abrogé;

4° au paragraphe 3, les mots « ou D.IV.91, alinéa 3, » sont insérés entre les mots « § 4, alinéa 4, » et les mots « et que le fonctionnaire délégué »;

5° un paragraphe 5 est inséré rédigé comme suit :

« § 5. Dans les hypothèses visées au paragraphe 1^{er}, simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, le fonctionnaire délégué envoie à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.IV.35;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 102. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.48 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « nonante » est remplacé par le mot « septante-cinq »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, le mot « cent trente » est remplacé par le mot « centquinze »;

3° dans l'alinéa 3, le mot « trente » est remplacé par le mot « vingt »;

4° dans l'alinéa 3, les mots « nonante ou cent trente » sont remplacés par les mots « septante-cinq ou cent-quinze ».

Art. 103. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.48 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « nonante » est remplacé par le mot « septante-cinq »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, le mot « cent trente » est remplacé par le mot « centquinze »;

3° dans l'alinéa 3, le mot « trente » est remplacé par le mot « vingt »; 4° entre les alinéas 2 et 3, un alinéa est inséré rédigé comme suit :

« Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur et au collège communal, le fonctionnaire délégué envoie à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.IV.35;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine; »;

5° dans l'alinéa 3 devenu l'alinéa 4, les mots « nonante ou cent trente » sont remplacés par les mots « septante-cinq ou cent-quinze ».

Art. 104. Dans l'article D.IV.51 du même Code, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 105. Dans l'article D.IV.54 du même Code, les alinéas 2 à 5 sont abrogés.

Art. 106. Dans le Livre II, Titre IV, chapitre VII, section 2, sous-section 2 du même Code, il est inséré un article D.IV.54/1 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.54/1. Les charges d'urbanisme visent à compenser l'impact que le projet fait peser sur la collectivité, en ce compris sur les services écosystémiques et sur l'environnement. Les impacts positifs du projet sur la collectivité, à savoir sa contribution à rencontrer un besoin d'intérêt général, sont pris en compte pour, le cas échéant, contrebalancer les impacts négatifs.

Lorsqu'un projet requiert, pour sa mise en œuvre, plusieurs permis successifs, les charges d'urbanisme sont imposées par le permis à l'occasion de l'instruction duquel l'autorité constate l'existence d'un impact résiduel. ».

Art. 107. Dans le Livre II, Titre IV, chapitre VII, section 2, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article D.IV.54/2 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.54/2. § 1^{er}. Les charges consistent en des actes et des travaux imposés au demandeur et couvrent la réalisation ou la rénovation de voiries, d'espaces verts publics, en ce compris des espaces naturels ouverts au public, la réalisation ou la rénovation de logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable, ou de constructions ou d'équipements publics ou communautaires en ce compris les conduites, canalisations et câbles divers enfouis, ainsi que toutes mesures favorables à l'environnement, notamment la désartificialisation d'espaces artificialisés.

En outre, l'autorité compétente peut subordonner la délivrance du permis à une déclaration par laquelle le demandeur s'engage, au moment où les travaux sont entamés, à céder à la commune ou à la Région, à titre gratuit, quitte et libre de toute charge et sans frais pour elles, la propriété de logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable, de voiries, d'espaces publics, en ce compris des espaces naturels ouverts au public, de constructions ou d'équipements publics ou communautaires, ou de biens pouvant accueillir de tels constructions ou équipements.

L'autorité compétente peut aussi subordonner la délivrance du permis à une déclaration par laquelle le demandeur s'engage, au moment où les travaux sont entamés, à céder à la commune ou à la Région, à titre gratuit, quitte et libre de toute charge et sans frais pour elles, un droit de jouissance d'une durée minimale de quinze ans sur des logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable.

§ 2. L'impact sur la collectivité que fait peser la création d'au moins trente logements neufs dans la mesure où il n'est pas contrebalancé par un impact positif au sens de l'article D.IV.54/1, alinéa 1^{er}, est compensé pour quarante pour cent par soit :

1° la réalisation ou la rénovation de logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable;

2° l'engagement du demandeur, imposé lors de la délivrance du permis de céder à la commune, à titre gratuit et quitte et libre de toute charge et sans frais pour elle, des logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable;

3° l'engagement du demandeur, imposé lors de la délivrance du permis de céder à la commune, à titre gratuit, quitte et libre de toute charge et sans frais pour elle, un droit de jouissance d'une durée minimale de quinze ans sur des logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable. ».

Art. 108. Dans le Livre II, Titre IV, chapitre VII, section 2, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article D.IV.54/3 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.54/3. § 1^{er}. Par dérogation à l'article D.IV.54/2, et moyennant due motivation de l'intérêt général de procéder de la sorte, les charges d'urbanisme peuvent porter, en tout ou partie, sur le versement d'une somme d'argent destinée à la réalisation d'actes et travaux visés à l'article D.IV.54/2.

Dans ce cas, l'autorité compétente indique dans le permis les actes et travaux visés à l'article D.IV.54/2 que la charge financera, en tout ou en partie.

Le collège communal lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente peut proposer l'affectation de la charge d'urbanisme en numéraire dans le cadre de l'avis préalable visé à l'article D.IV.36, alinéa 2, ou à la suite de la notification du recours au Gouvernement qui lui est adressée, conformément à l'article D.IV.66, alinéa 1^{er}.

L'autorité compétente peut décider d'affecter les charges d'urbanisme en numéraire imposées au travers de plusieurs permis à la réalisation des mêmes actes et travaux lorsque chacune de ces charges ne suffit pas, à elle seule, à en financer entièrement la réalisation.

§ 2. L'autorité compétente détermine quels actes et travaux peuvent être exécutés avant la charge. Avant la réalisation des autres travaux, la charge en numéraire est payée entre les mains de la commune qui réalise, sur son territoire, les actes et travaux financés par une ou des charges en numéraire.

Si le permis impose des charges en numéraire en vue de réaliser des actes et travaux sur le territoire de plusieurs communes, la charge est payée entre les mains de chacune en fonction de la valeur des travaux qu'elle finance sur leur territoire.

§ 3. Les charges en numéraire destinées à compenser l'impact sur la collectivité non contrebalancé par un impact positif que fait peser la création d'au moins trente logements neufs sont versées dans un fonds communal ou supracommunal destiné à la réalisation ou à la rénovation de logements d'utilité publique tels que définis par le Code wallon de l'habitation durable.

§ 4. Les actes et travaux à la réalisation desquels la charge en numéraire est destinée sont exécutés dans un délai de dix ans à compter du paiement de la somme qui constitue la charge.

En cas de dépassement du délai imparti pour réaliser les actes et travaux financés par les charges d'urbanisme, la partie de la charge qui n'a pas encore été utilisée à ce moment est restituée au titulaire du permis par un virement sur un compte ouvert auprès d'une institution bancaire autorisée à exercer ses activités en Belgique. ».

Art. 109. Dans le Livre II, Titre IV, chapitre VII, section 2, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article D.IV.54/4 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.54/4. § 1^{er}. Sauf lorsqu'ils constituent des mesures compensatoires au sens de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvage, les actes et travaux imposés au titre de charges d'urbanisme peuvent être autorisés par un permis distinct de celui qui impose la charge.

Dans ce cas, l'autorité compétente impose la fourniture de garanties financières nécessaires à l'exécution de la charge d'urbanisme, détermine quels actes et travaux peuvent être exécutés avant la charge et fixe le délai dans lequel la charge est exécutée.

Les travaux autorisés par le permis qui impose la charge ne peuvent pas débiter avant que l'autorité compétente ait constaté la fourniture des garanties financières.

§ 2. Les garanties sont exigibles et acquises de plein droit à l'autorité compétente à due concurrence de la valeur des charges non encore exécutées :

1° si le permis relatif aux actes et travaux imposés en charge n'est pas définitivement délivré dans les trente-six mois de la délivrance du permis qui impose la charge ou;

2° si les travaux imposés en charge ne sont pas entièrement exécutés dans le délai imparti par l'autorité compétente.

Si l'autorité compétente n'est pas le collège communal, elle lui cède le bénéfice des garanties, selon les conditions fixées à l'article D.IV.54/3, § 2.

Le cas échéant, il est fait application de l'article D.IV.54/3, § 4. ».

Art. 110. Dans le Livre II, Titre IV, chapitre VII, section 2, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article D.IV.54/5 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.54/5. Le Gouvernement peut déterminer la nature des charges d'urbanisme, les modalités d'application de ces charges, déterminer un ordre de priorité de la nature des charges à imposer et fixer les critères à prendre en compte par l'autorité compétente pour déterminer le montant ou l'importance de la charge d'urbanisme en vue de garantir le respect du principe de proportionnalité. ».

Art. 111. L'article D.IV.58 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.58. Le refus de permis peut être fondé sur la révision en cours du plan de secteur, en ce compris la carte d'affectation des sols à la condition que le Gouvernement en ait adopté le projet, ou sur l'établissement ou la révision d'un schéma de développement pluricommunal ou d'un schéma communal, à condition que l'autorité compétente ait adopté une décision qui détermine les informations que le rapport sur les incidences environnementales contient ou qui dispense le projet d'évaluation des incidences.

Le refus de permis fondé sur la révision en cours du plan de secteur, en ce compris la carte d'affectation des sols, devient caduque si le nouveau plan n'est pas entré en vigueur dans les trois ans qui suivent la décision d'adopter le projet de révision.

Le refus de permis fondé sur l'établissement ou la révision d'un schéma de développement pluricommunal ou communal devient caduque si le schéma n'est pas entré en vigueur dans les trois ans qui suivent la décision de l'autorité compétente qui détermine les informations que le rapport sur les incidences environnementales contient ou qui dispense le projet d'évaluation des incidences.

La requête primitive fait l'objet, à la demande du requérant, d'une nouvelle décision qui, en cas de refus, ne peut plus être fondée sur ledit motif. ».

Art. 112. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.IV.62 du même Code est modifié comme suit :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 prend adéquatement en considération les risques naturels ou les contraintes géotechniques majeurs visés à l'article D.IV.57, 3°. »;

2° dans l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, le « 5° » est remplacé par un « 6° »;

3° le paragraphe 3, alinéa 2, est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Ce délai est prorogé de quarante jours si des mesures particulières de publicité sont effectuées ou si des avis sont sollicités. »;

4° le paragraphe 4, alinéa 4, est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Ce délai est prorogé de quarante jours si des mesures particulières de publicité sont effectuées ou si des avis sont sollicités. ».

Art. 113. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.62 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 prend adéquatement en considération les risques naturels ou les contraintes géotechniques majeurs visés à l'article D.IV.57, 3°. »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, un 7° est ajouté rédigé comme suit :

« 7° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est conforme à l'autorisation patrimoniale pour les cas visés à l'article D.34 du Code wallon du Patrimoine, à l'avis archéologique pour les cas visés à l'article D.62 du même Code, et à l'article D.66, § 1^{er}, du même Code. »;

3° dans l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, le « 5° » est remplacé par un « 7° »;

4° le paragraphe 3, alinéa 2, est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Ce délai est prorogé de quarante jours si des mesures particulières de publicité sont effectuées ou si des avis sont sollicités. »;

5° le paragraphe 4, alinéa 4, est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Ce délai est prorogé de quarante jours si des mesures particulières de publicité sont effectuées ou si des avis sont sollicités. ».

Art. 114. Dans l'article D.IV.63 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots « et D.IV.91 » et le mot « et » est abrogé;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou § 2 » sont abrogés;

4° pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, le paragraphe 3 est abrogé;

5° à partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, le paragraphe 3 est remplacé comme suit :

« § 3. Le recours ne porte pas sur le contenu de l'autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48, de l'avis archéologique préalable visé à l'article D.62 ou de la décision visée à l'article D.67, § 2, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 115. Dans l'article D.IV.66, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, les mots « par la commission d'avis sur les recours » sont remplacés par les mots « en présence de la commission d'avis sur les recours ».

Art. 116. Dans l'article D.IV.68 du même Code, la phrase « Le cas échéant, le Gouvernement exécute les mesures particulières de publicité par l'entremise de la commune ou sollicite l'avis des services ou commissions qu'il juge utile de consulter ou dont la consultation obligatoire n'a pas été réalisée. » est complétée par les mots « , ou consulte le collège communal s'il est l'auteur de la décision attaquée, à propos de charges d'urbanisme qu'il envisage d'imposer ».

Art. 117. L'article D.IV.69 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.69. § 1^{er}. Le demandeur peut joindre au recours dont il saisit le Gouvernement à l'encontre d'une décision ou d'une absence de décision du collège communal, ou d'une décision ou d'une absence de décision du fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.47 des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences.

Lorsqu'il est saisi d'un recours à l'encontre d'une décision ou d'une absence de décision du collège communal ou, d'une décision ou d'une absence de décision du fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.47, le Gouvernement peut inviter le demandeur à déposer des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences. L'envoi de cette décision intervient dans le délai qui est imparti au Gouvernement pour statuer sur le recours. Elle a pour effet d'interrompre ce délai jusqu'au dépôt des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences et au maximum pendant cent quatre-vingts jours. Les nouveaux délais de décision du Gouvernement se calculent conformément à l'article D.IV.66.

§ 2. Les plans modificatifs ou le complément de la notice ou de l'étude produits dans le cadre d'un recours à l'encontre d'une décision ou d'une absence de décision du collège communal, ou d'une décision ou d'une absence de décision du fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.47 ne peuvent avoir qu'une portée limitée, doivent trouver leur fondement dans une observations émises dans le cadre de mesures de publicité, dans un avis ou dans la décision de l'autorité de première instance et ne peuvent pas porter atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

§ 3. Les plans modificatifs et le complément de notice d'évaluation peuvent être soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Dans ce cas, le demandeur en est informé.

Lorsque les plans modificatifs sont accompagnés d'un complément d'étude d'incidences, ils sont soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Le demandeur en est informé.

Les mesures particulières de publicité et la consultation des services et commissions précités ne sont pas requises lorsque la modification projetée ou le complément de notice résulte d'une proposition ou d'une critique contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou pendant la période d'annonce de projet ou qui s'y rattache directement.

§ 4. L'avis du collège communal est sollicité sur les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences, sans préjudice du pouvoir du Gouvernement de refuser immédiatement le permis dans l'hypothèse où les plans modifiés n'ont pas été déposés à son invitation. ».

Art. 118. Dans le Livre IV, Titre II, chapitre IX, section 3, il est inséré un article D.IV.69/1 après l'article D.IV.69, rédigé comme suit :

« Art. D.IV.69/1. § 1^{er}. Le demandeur peut joindre au recours dont il saisit le Gouvernement à l'encontre d'une décision du fonctionnaire délégué prise en vertu de l'article D.IV.22 ou de l'absence de décision fondée sur l'article D.IV.49, des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences.

Lorsqu'il est saisi d'un recours à l'encontre d'une décision du fonctionnaire délégué prise en vertu de l'article D.IV.22 ou de l'absence de décision fondée sur l'article D.IV.49, le Gouvernement peut inviter le demandeur à déposer des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences. L'envoi de cette décision intervient dans le délai qui est imparti au Gouvernement pour statuer sur le recours. Elle a pour effet d'interrompre ce délai jusqu'au dépôt des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences et au maximum pendant cent quatre-vingts jours. Les nouveaux délais de décision du Gouvernement se calculent conformément à l'article D.IV.66.

§ 2. Les plans modificatifs ou le complément de notice d'évaluation peuvent être soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou des commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Dans ce cas, le demandeur en est informé.

Lorsque sont déposés soit des plans modificatifs accompagnés d'un complément d'étude d'incidences, soit un complément d'étude d'incidences, ils sont soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Le demandeur en est informé.

Les mesures particulières de publicité et la consultation des services et commissions précités ne sont pas requises :

1° lorsque la modification projetée ou le complément de notice résulte d'une proposition ou d'une critique contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou pendant la période d'annonce de projet ou qui s'y rattache directement;

2° lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles. ».

Art. 119. Dans le Livre IV, Titre II, chapitre IX, section 3, il est inséré un article D.IV.69/2 après l'article D.IV.69/1, rédigé comme suit :

« Art. D.IV.69/2. Pour une même demande, des plans modifiés peuvent être déposés une fois seulement auprès de l'instance compétente en recours. ».

Art. 120. L'article D.IV.72 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.72. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation validée par les soins du collège communal. La décision du collège communal qui valide l'implantation sur place est antérieure au jour prévu pour le commencement des actes et travaux. ».

Art. 121. Dans l'article D.IV.74, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « , sauf lorsque la charge est imposée en numéraire, » sont insérés entre les mots « travaux et charges imposées, soit » et les mots « fourni les garanties financières ».

Art. 122. L'article D.IV.78 du même Code, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'un permis d'urbanisation est délivré en écart à un schéma, lors de la délivrance des permis d'urbanisme et des certificats d'urbanisme n° 2 il est fait application des prescriptions du permis d'urbanisation qui s'écartent du schéma, à l'exclusion des prescriptions écartées du schéma. ».

Art. 123. Dans l'article D.IV.80 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° pour l'utilisation habituelle d'un terrain pour le placement d'une ou de plusieurs installations mobiles, y compris des habitations légères telles que définies par l'article 1^{er}, 40°, du Code wallon de l'habitation durable, à l'exception toutefois des installations mobiles autorisées par le Code wallon du tourisme ou le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage; »;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est abrogé;

3° sont insérés un paragraphe 1^{er}/1 et un paragraphe 1^{er}/2 entre les paragraphes 1^{er} et 2 :

« § 1^{er}/1. La durée du permis d'urbanisme peut être limitée pour :

1° des actes et travaux dans une zone qui n'est pas destinée à l'urbanisation;

2° la création d'un nouveau logement dans une construction existante; 3° la modification de la destination de tout ou partie d'un bien.

§ 1^{er}/2. La durée de validité maximale du permis délivré pour un projet visé à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, qui consiste en un point de vente établi pour une courte durée, en vue d'occuper des cellules vides, d'attirer de nouveaux types de chalands ou de tester de nouveaux concepts est de six mois non renouvelable. Le permis délivré pour l'enseigne du point de vente a la même durée que celle du point de vente lui-même. ».

Art. 124. Dans le Livre IV, Titre III, du même Code, le titre du chapitre III est remplacé par ce qui suit : « Péremption et caducité des permis ».

Art. 125. Dans le Livre IV, Titre III, chapitre III, le titre de la section 2 est remplacé par ce qui suit : « Péremption et caducité des permis d'urbanisme ».

Art. 126. Dans l'article D.IV.84 du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.VII.20, § 1^{er}, alinéa 4, le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi. ».

Art. 127. Dans le Livre IV, Titre III, chapitre III, section 2, du même Code, il est inséré un article D.IV.84/1 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.84/1. Le permis d'urbanisme en ce qu'il autorise à implanter un commerce au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1, 8°, est caduc si le projet autorisé n'est pas ouvert au public, de manière significative, durant deux années consécutives. ».

Art. 128. Dans l'article D.IV.87 du même Code, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 129. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.IV.89 du même Code est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° en cas de découverte fortuite, après la délivrance du permis, de la présence d'individus d'une espèce protégée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature auxquels la mise en œuvre du permis risque de porter atteinte d'une manière prohibée par cette loi. Lorsque le permis peut être partiellement mis en œuvre sans porter atteinte aux individus d'une manière prohibée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il n'est suspendu que pour les actes et travaux susceptibles de porter l'atteinte et durant le temps nécessaire à l'obtention des dérogations requises en vertu de cette loi. ».

Art. 130. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.89 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2° les mots « de l'article 41, 1° » sont remplacés par les mots « de l'article D.74, alinéa 1^{er}, 1°, »;

2° un 4° est inséré, rédigé comme suit :

« 4° en cas de découverte fortuite, après la délivrance du permis, de la présence d'individus d'une espèce protégée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature auxquels la mise en œuvre du permis risque de porter atteinte d'une manière prohibée par cette loi. Lorsque le permis peut être partiellement mis en œuvre sans porter atteinte aux individus d'une manière prohibée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il n'est suspendu que pour les actes et travaux susceptibles de porter l'atteinte et durant le temps nécessaire à l'obtention des dérogations requises en vertu de cette loi. »;

3° un 5° est ajouté rédigé comme suit :

« 5° en cas de réalisation d'opérations archéologiques imposée en vertu des articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine dans les conditions prévues par le même Code. ».

Art. 131. Dans l'article D.IV.91 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° en cas de découverte fortuite, après la délivrance du permis, de la présence d'individus d'une espèce protégée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature auxquels la mise en œuvre du permis risque de porter atteinte d'une manière prohibée par cette loi. Lorsque le permis peut être partiellement mis en œuvre sans porter atteinte aux individus d'une manière prohibée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il n'est retiré que pour les actes et travaux susceptibles de porter l'atteinte. »;

2° l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« Ce délai est prorogé de quarante jours si des mesures particulières de publicité sont effectuées ou si des avis sont sollicités. ».

Art. 132. Dans l'article D.IV.94, § 2, du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La modification de permis d'urbanisation n'est pas requise pour :

1° les actes et travaux ou la suppression de lots qui ne compromettent pas les objectifs visés à l'article D.IV.28, alinéa 1^{er}, 1°;

2° la création d'un ou plusieurs lots supplémentaires au sein d'un lot situé, en tout ou partie, dans une centralité pour autant qu'elle ne compromette pas les objectifs relatifs à l'optimisation spatiale du schéma qui institue cette centralité;

3° la suppression d'un ou plusieurs lots situés en dehors d'une centralité. ».

Art. 133. Dans le Livre IV, Titre III, du même Code, il est inséré un chapitre IX, intitulé « Modification du permis d'urbanisme ».

Art. 134. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 133, il est inséré un article D.IV.96/1 rédigé comme suit :

« Art. D.IV.96/1. A la demande du titulaire du permis d'urbanisme, une modification de celui-ci peut être autorisée.

Les dispositions réglant le permis d'urbanisme sont applicables à sa modification. En pareil cas, le dossier de demande visé à l'article D.IV.26 comporte uniquement les éléments en lien avec la modification projetée et la procédure est déterminée en considération de l'objet de celle-ci.

La modification du permis d'urbanisme n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisme dont la modification est demandée. ».

Art. 135. Dans l'article D.IV.97 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er}, 6°, a), est complété par les mots « ou dans un projet de périmètre de site à réaménager arrêté conformément à l'article D.V.2, § 1^{er} »;

b) l'alinéa 1^{er}, 6°, f), est abrogé.

Art. 136. Dans l'article D.IV.98, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « L'appréciation » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article D.VII.20, § 1^{er}, l'appréciation ».

Art. 137. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, les mots « , pour la région de langue française, » sont abrogés.

Art. 138. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.IV.99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, les mots « , pour la région de langue française, des certificats de patrimoine valables » sont remplacés par les mots « des autorisations patrimoniales valables au sens du Code wallon du Patrimoine ».

Art. 139. Dans l'article D.IV.104, les mots « article 1^{er} de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 » sont remplacés par les mots « article 3.30 du Code civil ».

Art. 140. Dans l'article D.IV.107, l'alinéa 2 du même Code est abrogé.

CHAPITRE 5. — Modifications apportées au Livre V du Code de Développement territorial

Art. 141. Dans l'article D.V.2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « des sociétés immobilières de service public » sont remplacés par les mots « des sociétés de logement de service public » et les mots « (SPAQuE SA) » sont ajoutés après les mots « décret du 27 juin 1996 relatifs aux déchets »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'arrêté du Gouvernement est fondé sur un dossier comportant : 1° la justification du périmètre au regard des critères de l'article D.V.1;

2° une carte représentant le périmètre selon le modèle arrêté par le Gouvernement;

3° un rapport sur les incidences environnementales ou une décision de l'autorité compétente d'exempter le périmètre de l'évaluation des incidences sur l'environnement conforme au chapitre II du Titre II du Livre VIII;

4° le cas échéant, les actes et travaux projetés pour la réhabilitation et la rénovation du site au sens de l'article D.V.1, 2°, ainsi que l'évaluation des incidences y relative requise en application de l'article 65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »;

3° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° au pôle « Environnement » lorsque le dossier comporte un rapport sur les incidences environnementales. »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, le mot « soixante » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 142. Dans l'article D.V.10 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit : « , ou d'une personne physique ou morale, publique ou privée, propriétaire ou titulaire d'un droit réel »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'arrêté du Gouvernement est fondé sur un dossier comportant : 1° le périmètre;

2° sa justification au regard des critères de l'article D.V.9;

3° un rapport sur les incidences environnementales ou une décision de l'autorité compétente d'exempter le périmètre de l'évaluation des incidences sur l'environnement conformes au chapitre II du Titre II du Livre VIII;

4° une présentation du projet d'urbanisme comprenant :

a) un rapport qui présente les actes et travaux projetés, leur destination, les options d'aménagement et le parti architectural du projet, établi sur la base des éléments suivants :

i. un plan de situation qui présente la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de l'agglomération et les principales voiries de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination;

ii. la situation juridique qui renseigne :

- l'affectation du bien concerné par le projet au plan de secteur;

- le cas échéant, sa situation au schéma de développement pluricommunal et aux schémas communaux, sa situation au permis d'urbanisation, si le bien est soumis au guide régional et/ou au guide communal d'urbanisme;

iii. le contexte urbanistique et paysager qui figure :

- l'orientation;

- la voirie de desserte, ses aménagements et ses équipements, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées qui s'y rapportent;

- le cas échéant, la suppression d'une voirie existante ou la création de nouvelles voiries et d'espaces publics;

- l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné par le projet et dans un rayon de cinquante mètres de celui-ci;

- le cas échéant, une justification des écarts ou des dérogations sollicités eu égard aux articles D.IV.5 et D.IV.13;

iv. un reportage photographique qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet avec l'indication numérotée sur plan des prises de vue du reportage;

b) un plan d'occupation du périmètre qui figure :

i. l'implantation et la volumétrie des constructions existantes et projetées pour l'ensemble du périmètre;

ii. l'aménagement maintenu ou projeté du solde non construit du périmètre concerné, en ce compris les voiries et espaces publics, les aires de stationnement, la végétation existante et projetée;

c) la visualisation 3D du projet d'urbanisme. ».

Art. 143. Dans l'article D.V.11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, la phrase « Le projet de périmètre accompagné du dossier visé à l'article D.V.10, alinéa 3, est soumis par le fonctionnaire délégué à la consultation de la commission communale » est complétée par les mots « ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire » et au pôle « Environnement » lorsque le dossier comporte un rapport sur les incidences environnementales ».

Art. 144. Dans le Livre V, Titre VII, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé « Champ d'application ».

Art. 145. L'article D.V.16 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.V.16. Une demande de permis d'urbanisme ou de permis d'environnement ou unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et une demande visant à faire reconnaître un périmètre de site à réaménager ou de remembrement urbain peuvent, à l'initiative d'une personne physique ou morale, publique ou privée, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur tout ou partie des terrains, faire l'objet d'une demande conjointe, lorsque le projet à autoriser s'implante, en tout ou en partie, dans le périmètre et qu'il vise à réaliser respectivement :

1° des actes et travaux de construction ou de reconstruction au sens de l'article D.V.1, 2°, relatif au périmètre de site à réaménager;

2° des actes et travaux de requalification et de développement de fonctions urbaines au sens de l'article D.V.9 relatif au périmètre de remembrement urbain.

La demande conjointe comprend une demande visant à adopter le périmètre et une demande de permis. Elle est instruite conformément au présent titre. ».

Art. 146. Dans le Livre V, Titre VII, du même Code, il est inséré un chapitre II intitulé « Introduction de la demande conjointe ».

Art. 147. Dans le chapitre II, inséré par l'article 146, il est inséré une section 1^e intitulée « Introduction de la demande de périmètre ».

Art. 148. Dans la section 1e, insérée par l'article 147, il est inséré un article D.V.16/1 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/1. Le demandeur adresse, par envoi, au Gouvernement sa demande conjointe qui contient :

1° soit, pour le périmètre de site à réaménager, les éléments visés à l'article D.V.2, § 2, 1°, 2° et 4°, et, le cas échéant, une demande motivée d'exemption d'évaluation conjointe des incidences;

2° soit, pour le périmètre de remembrement urbain :

a) si la commune n'est pas le demandeur, l'avis favorable du conseil communal sur le périmètre;

b) les éléments visés à l'article D.V.10, alinéa 3, et, le cas échéant, une demande motivée d'exemption d'évaluation conjointe des incidences;

c) les éléments requis pour le dossier technique visé à l'article 11 ou le projet de plan d'alignement visé à l'article 21 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

d) la justification du périmètre au regard des critères de l'article D.V.9;

e) si la demande de permis concerne uniquement une partie du périmètre, les éléments visés à l'article D.V.10, alinéa 3, b), pour le solde du périmètre non couvert par la demande de permis et à l'article D.V.10, alinéa 3, c), pour l'ensemble du périmètre;

3° dans tous les cas, les informations visées à l'article D.29-5, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 149. Dans la même section, il est inséré un article D.V.16/2 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/2. Dans les trente jours du dépôt de la demande, le Gouvernement en accuse réception et statue sur son caractère recevable et complet.

Si la demande est recevable et complète, il la soumet pour avis au fonctionnaire délégué, et le cas échéant au fonctionnaire technique, au pôle « Aménagement du territoire », au pôle « Environnement », aux services désignés par lui en raison de leur expertise et aux personnes ou instances qu'il juge utile de consulter.

Les avis sont transmis dans les trente jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. À défaut, ils sont réputés favorables. ».

Art. 150. Dans la même section, il est inséré un article D.V.16/3 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/3. Dans les nonante jours de la réception de la demande, le Gouvernement :

1° arrête provisoirement le périmètre;

2° décide de soumettre la demande conjointe à l'évaluation des incidences sur l'environnement ou décide de l'exempter;

3° détermine les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étendent le projet et le périmètre, susceptibles d'être affectées par lesdits projet et périmètre, sur le territoire desquelles une enquête publique est, en conséquence, réalisée.

Il en informe, par envoi recommandé, les communes susceptibles d'être affectées et le demandeur qu'il invite à organiser une réunion préalable d'information conformément aux articles D.VIII.5/8 à D.VIII.5/13 lorsqu'il décide de soumettre la demande conjointe à l'évaluation des incidences. ».

Art. 151. Dans le chapitre II, inséré par l'article 146, il est inséré une section 2 intitulée « Évaluation conjointe des incidences ».

Art. 152. Dans la section 2, insérée par l'article 151, il est inséré un article D.V.16/4 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/4. La soumission du périmètre à évaluation des incidences ou du projet à étude d'incidences emporte l'obligation de procéder à l'évaluation conjointe des incidences de la demande visée à l'article D.V.16 conformément aux articles D.VIII.5/8 à D.VIII.5/13 et D.VIII.48 à D.VIII.56. ».

Art. 153. Dans le chapitre II, inséré par l'article 146, il est inséré une section 3 intitulée « Introduction de la demande de permis ».

Art. 154. Dans la section 3 insérée par l'article 153, il est inséré un article D.V.16/5 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/5. § 1^{er}. Si le Gouvernement exempte la demande d'évaluation conjointe d'incidences, il autorise le demandeur à déposer la demande de permis, détermine les instances qu'il juge utile de consulter sur la demande de périmètre, et les communes susceptibles d'être affectées par la demande et sur le territoire desquelles une enquête publique est réalisée.

Le Gouvernement notifie sa décision au demandeur.

§ 2. Si la demande est soumise à évaluation des incidences, le demandeur adresse, par envoi, au Gouvernement la copie des observations, suggestions et propositions émises dans la cadre de la réunion d'information préalable, le procès-verbal de la réunion et la vidéo de la réunion et les documents et supports utilisés lors celle-ci.

Le Gouvernement détermine le contenu de l'évaluation conjointe des incidences après avoir procédé aux consultations visées à l'article D.VIII.52.

Le demandeur adresse, par envoi, au Gouvernement l'évaluation conjointe des incidences de la demande.

Dans les trente jours de la réception de l'évaluation, le Gouvernement :

1° autorise le demandeur à déposer la demande de permis;

2° détermine les instances qu'il juge utile de consulter sur la demande de périmètre, et, le cas échéant, les communes complémentaires à celles identifiées en application de l'article D.VIII.5/10, alinéa 3, susceptibles d'être affectées par la demande et sur le territoire desquelles une enquête publique est réalisée;

3° approuve en tant que projet de périmètre une autre solution raisonnable envisagée lorsque, sur la base de l'évaluation conjointe des incidences et des avis, il estime que cette solution est de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis.

Le Gouvernement notifie sa décision au demandeur.

§ 3. Il n'est pas dérogé aux règles relatives à la composition des demandes de permis. ».

Art. 155. Dans le Livre V, Titre VII du même Code, il est inséré un chapitre III intitulé « Instruction de la demande conjointe ».

Art. 156. Dans le chapitre III inséré par l'article 155, il est inséré un article D.V.16/6 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/6. La demande de permis est introduite au plus tard centquatre-vingt jours après notification par le Gouvernement de l'autorisation de déposer la demande de permis conformément à l'article D.V.16/5, § 1^{er}, alinéa 2, ou § 2, alinéa 5. A défaut, la demande visée à l'article D.V.16/1 est caduque sauf si, dans le même délai, le demandeur a informé le Gouvernement de sa décision de ne pas introduire de demande de permis. Dans ce cas, la procédure se poursuit conformément aux articles D.V.2, §§ 3 à 8, ou D.V.11, §§ 1^{er} et 2.

La demande conjointe est instruite conformément soit aux dispositions applicables aux demandes de permis d'urbanisme visées à l'article D.IV.25 si le permis requis est un permis d'urbanisme, soit aux demandes de permis d'environnement ou unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement si le permis requis est un permis d'environnement ou unique.

Toutefois, les dispositions particulières suivantes s'appliquent : 1° le permis est délivré par le Gouvernement;

2° la demande conjointe est soumise à enquête publique selon les modalités applicables à un projet de catégorie B au sens de l'article D.29-1 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

3° les avis visés respectivement aux articles D.V.2, § 3, D.V.11, § 1^{er}, ou D.IV.35 sont demandés;

4° les délais dans lesquels sont envoyés tous les avis sont de trente jours à dater de la décision constatant le caractère recevable et complet de la demande de permis;

5° la demande de permis d'environnement ou de permis unique est instruite conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement jusqu'à l'envoi du rapport de synthèse au Gouvernement qui intervient dans un délai de cent-dix jours à dater de l'accusé de réception de la demande recevable et complète, sauf décision du fonctionnaire technique et, le cas échéant, du fonctionnaire délégué de prolonger ce délai de trente jours. Lorsque le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement désigne en qualité d'autorité compétente le fonctionnaire technique et, le cas échéant, le fonctionnaire délégué, celui ou ceux-ci adressent un rapport de synthèse au Gouvernement dans un délai de cent-dix jours à dater de l'accusé de réception de la demande recevable et complète, sauf décision du fonctionnaire technique et, le cas échéant, du fonctionnaire délégué de prolonger ce délai de trente jours;

6° le dossier instruit par le fonctionnaire délégué relatif à la demande de permis d'urbanisme est adressé au Gouvernement dans un délai de cent-dix jours à dater de l'accusé de réception de la demande recevable et complète, sauf décision du fonctionnaire délégué de prolonger ce délai de trente jours;

7° le délai de dépôt du dossier instruit du fonctionnaire délégué ou du rapport de synthèse des fonctionnaires technique ou technique et délégué est suspendu de la date de la décision du Gouvernement visée à l'article D.V.16/3 de soumettre la demande à évaluation conjointe des incidences jusqu'à la date de l'envoi de l'évaluation conjointe des incidences au Gouvernement. En cas de demande de complément d'évaluation conjointe des incidences, le délai est suspendu de la date d'envoi de la demande de complément à la date d'envoi de celui-ci au Gouvernement;

8° s'il est favorable à l'adoption du périmètre, le dossier instruit par le fonctionnaire délégué ou le rapport de synthèse du fonctionnaire technique ou du fonctionnaire technique et délégué est rédigé en tenant compte des possibilités de dérogation qu'offre le périmètre en projet s'il est définitivement adopté;

9° à la demande du Gouvernement, le demandeur dépose des plans modifiés ou un complément de notice ou d'évaluation conjointe des incidences. Les plans modifiés peuvent porter tant sur le périmètre que sur le projet soumis à permis. Les délais d'instruction sont interrompus par la demande du Gouvernement et recommencent à courir au dépôt des plans modifiés ou du complément de notice ou d'évaluation conjointe des incidences. ».

Art. 157. Dans le Livre V, Titre VII, du même Code, il est inséré un chapitre IV intitulé « Décision ».

Art. 158. Dans le chapitre IV inséré par l'article 157, il est inséré un article D.V.16/7 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/7. Dans les trente jours de la réception du dossier instruit par le fonctionnaire délégué ou du rapport de synthèse des fonctionnaires techniques ou techniques et délégués, le Gouvernement statue simultanément sur le périmètre et la demande de permis.

S'il ne délivre pas le permis, le Gouvernement peut décider de poursuivre la procédure d'adoption du site à réaménager ou du périmètre de remembrement urbain. Dans ce cas, la procédure se poursuit conformément aux articles D.V.2, §§ 3 à 8, ou D.V.11, §§ 1^{er} et 2.

Le Gouvernement notifie ses décisions au demandeur. Il notifie sa décision relative au périmètre de site à réaménager aux destinataires visés à l'article D.V.2, § 3.

En cas d'octroi du permis, celui-ci prend cours à partir du lendemain de l'entrée en vigueur du périmètre. ».

Art. 159. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.V.16/8 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/8. Dans les dix jours de la publication de la décision d'adoption du périmètre, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de ses décisions à chacune des communes auxquelles le périmètre s'étend, lesquelles en informent le public.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie également une copie des décisions aux autorités compétentes de la Région, de l'État membre de l'Union européenne ou de l'État partie à la Convention d'Espoo qui a émis un avis sur la demande en application de l'article D.VIII.54. ».

Art. 160. Dans le Livre V, Titre VII du même Code, il est inséré un chapitre V intitulé « Investigations ».

Art. 161. Dans le chapitre V, inséré par l'article 160, il est inséré un article D.V.16/9 rédigé comme suit :

« Art. D.V.16/9. Les investigations visées par l'article D.V.3 sont autorisées aux mêmes conditions pour l'application du présent titre.

Le Gouvernement peut adapter les règles de procédures relatives à ces investigations au besoin de la mise en œuvre du présent titre. ».

Art. 162. L'article D.V.17 du même Code est abrogé.

Art. 163. L'article D.V.18 du même Code est abrogé.

CHAPITRE 6. — *Modifications apportées au Livre VI du Code de Développement territorial*

Art. 164. L'article D.VI.1 du même Code est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° à la condition qu'elles aient pour objectif la sécurité publique, des mesures de limitation du risque relatives aux biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation au sens de l'article D.53-2 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique. ».

Art. 165. Dans l'article D.VI.17, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 16 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° un 13° est ajouté, rédigé comme suit :

« 13° une centralité définie par un schéma communal ou pluricommunal, à la condition que le bien ait une superficie minimale de 50 ares. »;

2° un nouvel alinéa est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, rédigé comme suit :

« Peut aussi être soumis au droit de préemption tout bien immobilier :

1° établi autour des établissements présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 ou des zones exclusivement destinées aux industries qui présentent des risques majeurs pour les personnes, les biens ou l'environnement;

2° compris dans un périmètre adopté en exécution d'une autre réglementation en vue d'adapter le territoire à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation au sens de l'article D.53-2 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, les affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique. ».

Art. 166. Dans l'article D.VI.56, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 167. Dans l'article D.VI.63, les mots « dans une centralité établie par le schéma de développement du territoire, un schéma pluricommunal ou un schéma communal » sont ajoutés entre les mots « l'habitat, une zone d'enjeu communal, une zone d'enjeu régional affectée à l'habitat, » et « à l'exception d'une zone d'activité économique telle qu'elle est prévue au plan de secteur ».

Art. 168. Dans l'article D.VI.64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, un 5° rédigé comme suit est ajouté :

« 5° dans une centralité établie suite à l'adoption d'un schéma pluricommunal ou d'un schéma communal, en ce compris dans des hypothèses non visées au 4°. ».

CHAPITRE 7. — *Modifications apportées au Livre VII du Code de Développement territorial*

Art. 169. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.VII.1 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 7°, les mots « pour la région de langue française, » sont abrogés;

2° les paragraphes 2, 2/1 et 2/2 sont abrogés.

Art. 170. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, dans l'article D.VII.1 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le 7° est abrogé; 2° les paragraphes 2, 2/1 et 2/2 sont abrogés.

Art. 171. Pour la période précédant l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.VII.1/1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VII.1/1. § 1^{er}. Dix ans après leur achèvement, les actes et les travaux réalisés sans le permis qui était requis ou en méconnaissance de celui-ci sont irréfragablement présumés conformes au droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

1° les actes et travaux en infraction ont été réalisés :

a) soit dans une zone destinée à l'urbanisation au plan de secteur au sens de l'article D.II.23, alinéa 2;

b) soit dans une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre et qui porte sur une ou plusieurs affectations destinées à l'urbanisation au sens de l'article D.II.23, alinéa 2;

c) soit sur des constructions, installations ou bâtiments, ou leurs aménagements accessoires ou complémentaires, existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur, ou dont l'affectation est conforme à la zone, ou dont l'affectation a été autorisée en dérogation au plan de secteur;

2° les actes et travaux en infraction sont conformes aux normes du guide régional;

3° les actes et travaux en infraction rencontrent l'une des hypothèses suivantes :

a) en cas de non-respect du permis d'urbanisme ou du permis d'urbanisation délivré, l'ampleur des écarts est inférieure à vingt pour cent :

(1) de l'emprise au sol autorisée;

(2) de la hauteur sous corniche et au faite du toit autorisée;

(3) de la profondeur autorisée;

(4) de la volumétrie autorisée;

(5) de la superficie de planchers autorisée;

(6) des cotes d'implantation des constructions;

- (7) de la dimension minimale ou maximale de la parcelle;
- b) en cas de réalisation d'un auvent en extension d'un hangar agricole autorisé, pour autant que :
- (1) la hauteur du faite de l'auvent soit inférieure à celle sous corniche du hangar;
 - (2) le hangar présente un tel auvent sur une seule de ses élévations;
 - (3) l'auvent présente une profondeur maximale de sept mètres mesurés à partir de l'élévation du hangar;
- c) en cas de non-respect des ouvertures autorisées;
- d) en cas de non-respect des tonalités autorisées par le permis d'urbanisme.

§ 2. Vingt ans après leur achèvement, les actes et travaux autres que ceux visés au paragraphe 1^{er} réalisés sans le permis qui était requis ou en méconnaissance de celui-ci sont irréfragablement présumés conformes au droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 3. Les présomptions établies aux paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas : 1° aux actes et travaux qui ne sont pas conformes à la destination de la

zone au plan de secteur sur laquelle ils se trouvent, sauf s'ils peuvent bénéficier d'un système dérogatoire, le cas échéant, sur la base d'une réglementation qui n'est plus en vigueur;

2° aux actes et travaux qui consistent à créer un ou plusieurs logements après le 20 août 1994, sauf si ces actes et travaux consistent à avoir créé, en zone d'habitat vert qui n'est plus susceptible de réversibilité en application de l'article D.II.64, § 1^{er}, alinéa 2, un ou plusieurs logements après le 20 août 1994;

3° aux actes et travaux réalisés au sein d'un site reconnu par ou en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

4° aux actes et travaux réalisés sur un bien concerné par une mesure de protection du patrimoine;

5° aux actes et travaux pouvant faire l'objet d'une incrimination en vertu d'une autre police administrative;

6° aux actes et travaux ayant fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée constatant la non-conformité d'actes et travaux aux règles du droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme avant l'entrée en vigueur du présent Code. »

Art. 172. A partir de l'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article D.VII.1/1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VII.1/1. § 1^{er}. Dix ans après leur achèvement, les actes et les travaux réalisés sans le permis qui était requis ou en méconnaissance de celui-ci sont irréfragablement présumés conformes au droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

1° les actes et travaux en infraction ont été réalisés :

a) soit dans une zone destinée à l'urbanisation au plan de secteur au sens de l'article D.II.23, alinéa 2;

b) soit dans une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre et qui porte sur une ou plusieurs affectations destinées à l'urbanisation au sens de l'article D.II.23, alinéa 2;

c) soit sur des constructions, installations ou bâtiments, ou leurs aménagements accessoires ou complémentaires, existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur, ou dont l'affectation est conforme à la zone, ou dont l'affectation a été autorisée en dérogation au plan de secteur;

2° les actes et travaux en infraction sont conformes aux normes du guide régional;

3° les actes et travaux en infraction rencontrent l'une des hypothèses suivantes :

a) en cas de non-respect du permis d'urbanisme ou du permis d'urbanisation délivré, l'ampleur des écarts est inférieure à vingt pour cent :

(1) de l'emprise au sol autorisée;

(2) de la hauteur sous corniche et au faite du toit autorisée;

(3) de la profondeur autorisée;

(4) de la volumétrie autorisée;

(5) de la superficie de planchers autorisée;

(6) des cotes d'implantation des constructions;

(7) de la dimension minimale ou maximale de la parcelle;

b) en cas de réalisation d'un auvent en extension d'un hangar agricole autorisé, pour autant que :

(1) la hauteur du faite de l'auvent soit inférieure à celle sous corniche du hangar;

(2) le hangar présente un tel auvent sur une seule de ses élévations;

(3) l'auvent présente une profondeur maximale de sept mètres mesurés à partir de l'élévation du hangar;

c) en cas de non-respect des ouvertures autorisées;

d) en cas de non-respect des tonalités autorisées par le permis d'urbanisme.

§ 2. Vingt ans après leur achèvement, les actes et travaux autres que ceux visés au paragraphe 1^{er} réalisés sans le permis qui était requis ou en méconnaissance de celui-ci sont irréfragablement présumés conformes au droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 3. Les présomptions établies aux paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas : 1° aux actes et travaux qui ne sont pas conformes à la destination de la

zone au plan de secteur sur laquelle ils se trouvent, sauf s'ils peuvent bénéficier d'un système dérogatoire, le cas échéant, sur la base d'une réglementation qui n'est plus en vigueur;

2° aux actes et travaux qui consistent à créer un ou plusieurs logements après le 20 août 1994, sauf si ces actes et travaux consistent à avoir créé, en zone d'habitat vert qui n'est plus susceptible de réversibilité en application de l'article D.II.64, § 1^{er}, alinéa 2, un ou plusieurs logements après le 20 août 1994;

3° aux actes et travaux réalisés au sein d'un site reconnu par ou en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

4° aux actes et travaux réalisés sur un bien classé ou assimilé au sens du Code wallon du Patrimoine;

5° aux actes et travaux pouvant faire l'objet d'une incrimination en vertu d'une autre police administrative;

6° aux actes et travaux ayant fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée constatant la non-conformité d'actes et travaux aux règles du droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme avant l'entrée en vigueur du présent Code. ».

Art. 173. Dans l'article D.VII.3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « statutaires ou contractuels » sont insérés entre les mots « les fonctionnaires et agents » et les mots « chargés de l'administration ou de la police de la voirie »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « statutaires ou contractuels » sont insérés entre les mots « les fonctionnaires et agents techniques » et les mots « des communes désignées par le conseil communal »;

3° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « statutaires ou contractuels » sont insérés entre les mots « les fonctionnaires et agents » et les mots « de la Région repris sur la liste arrêtée par le Gouvernement »;

4° à l'alinéa 2, les mots « statutaires ou contractuels » sont insérés entre les mots « agents régionaux » et les mots « un document attestant la qualité de l'agent constateur ».

Art. 174. Dans l'article D.VII.4 du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par un alinéa rédigé comme suit:

« Les agents constateurs adressent un avertissement préalable à l'auteur présumé de l'infraction ou au propriétaire du bien où elle a été commise et fixent un délai de mise en conformité compris entre un mois et deux ans. ».

Art. 175. Dans le Livre VII, chapitre VI, du même Code, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit : « Régularisation et transaction ».

Art. 176. Dans le Livre VII, chapitre VI, section 3, du même Code, les intitulés des sous-sections 1e et 2 sont abrogés.

Art. 177. L'article D.VII.18 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VII.18. § 1^{er}. Une demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 de régularisation peut être déposée ou envoyée conformément à l'article D.IV.32 avant ou après le procès-verbal de constat.

Si le fonctionnaire délégué reçoit le procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 avant le début du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer, les délais d'envoi de la décision sont interrompus du premier jour du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer jusque soit :

1° le prononcé d'un jugement coulé en force de chose jugée, si le Procureur du Roi notifie son intention de poursuivre dans les nonante jours de la réception du procès-verbal de constat;

2° l'échéance des nonante jours de la réception du procès-verbal de constat par le Procureur du Roi s'il n'a pas manifesté son intention de poursuivre.

Si le fonctionnaire délégué reçoit le procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 lorsque le délai imparti à l'autorité compétente pour statuer court, les délais d'envoi de la décision sont interrompus de la date de la réception par le fonctionnaire délégué du procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 jusque soit :

1° le prononcé d'un jugement coulé en force de chose jugée, si le Procureur du Roi notifie son intention de poursuivre dans les nonante jours de la réception du procès-verbal de constat;

2° l'échéance des nonante jours de la réception du procès-verbal de constat par le Procureur du Roi s'il n'a pas manifesté son intention de poursuivre.

Si le fonctionnaire délégué reçoit le procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 pendant la période durant laquelle un recours peut être introduit ou pendant la période durant laquelle l'invitation à instruire le recours peut être envoyée, et que l'autorité compétente doit statuer sur le recours, les délais d'envoi de la décision sont interrompus du premier jour du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer jusque soit :

1° le prononcé d'un jugement coulé en force de chose jugée, si le Procureur du Roi notifie son intention de poursuivre dans les nonante jours de la réception du procès-verbal de constat;

2° l'échéance des nonante jours de la réception du procès-verbal de constat par le Procureur du Roi s'il n'a pas manifesté son intention de poursuivre.

§ 2. A la date à laquelle un jugement de condamnation est coulé en force de chose jugée, le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est réputé refusé et, si l'autorité compétente est une autorité de première instance, aucun recours n'est ouvert auprès de l'autorité de recours.

§ 3. À défaut pour le Procureur du Roi d'avoir marqué son intention de poursuivre dans les nonante jours de la réception du procès-verbal de constat, la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 de régularisation est instruite et l'autorité compétente statue sur la base soit de la réglementation en vigueur lors de l'accomplissement des actes et travaux, soit de la réglementation en vigueur au moment du dépôt de la demande, le cas échéant en application des articles D.IV.5 à D.IV.13 et, eu égard à la spécificité du projet et aux lignes de force du paysage bâti et non bâti au moment du dépôt de la demande.

Si le permis ou le certificat est refusé, la procédure se poursuit selon l'article D.VII.12 ou D.VII.22.

Si le permis ou le certificat est octroyé, ses effets sont suspendus jusque la date du paiement total de la transaction.

§ 4. S'il est l'autorité compétente, le collège communal envoie une copie de la décision au fonctionnaire délégué et formule un avis quant à une transaction.

Le fonctionnaire délégué propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant.

En cas de désaccord entre le collège communal et le fonctionnaire délégué sur le montant de la transaction, la proposition de l'autorité qui a constaté l'infraction prévaut.

§ 5. Si le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente, ou lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 et que le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est octroyé, le fonctionnaire délégué interroge le collège communal quant à une transaction. La décision du collège communal sur la transaction est transmise dans les soixante jours de l'envoi du fonctionnaire délégué. À défaut, la décision est réputée favorable.

En cas de désaccord entre le collège communal et le fonctionnaire délégué sur le montant de la transaction, la proposition de l'autorité qui a constaté l'infraction prévaut.

§ 6. Le fonctionnaire délégué propose la transaction au contrevenant.

§ 7. Dans le cadre de la procédure de recours visée aux articles D.IV.63 et suivants, à défaut de transaction proposée par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement peut proposer une transaction au contrevenant. ».

Art. 178. Dans l'article D.VII.19 du même Code, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 179. L'article D.VII.20 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VII.20. § 1^{er}. Lorsqu'elle est informée du paiement de la transaction, l'autorité compétente le notifie au titulaire du permis ou du certificat d'urbanisme n° 2 et à l'auteur de projet.

Lorsque le paiement est effectué entre les mains du directeur financier de la commune, le collège communal en informe le fonctionnaire délégué.

Lorsque le paiement est effectué entre les mains du receveur de l'Enregistrement, le fonctionnaire délégué en informe le collège communal.

À défaut du paiement de la transaction dans les six mois de la demande de l'autorité au contrevenant, le permis est périmé ou l'appréciation contenue dans le certificat d'urbanisme n° 2 n'est plus valable. La procédure se poursuit selon les articles D.VII.12 ou D.VII.22. Cette durée peut être portée à dix-huit mois maximum, avec un échelonnement des paiements, à la demande du contrevenant.

§ 2. Une demande de permis ou certificat d'urbanisme n° 2 et une demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 de régularisation peuvent être introduites indépendamment l'une de l'autre si les actes et travaux concernés par les deux demandes sont physiquement et fonctionnellement totalement autonomes. ».

Art. 180. Dans l'article D.VII.26, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « D.VII.1bis » sont remplacés par les mots « D.VII.1/1 ».

CHAPITRE 8. — *Modifications apportées au Livre VIII du Code de Développement territorial*

Art. 181. Dans l'article D.VIII.1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 3°, d), les mots « régional et le guide » sont insérés entre les mots

« le guide » et « communal d'urbanisme »;

b) le 3°, h) est abrogé.

Art. 182. Dans le chapitre II du Titre I^{er} du Livre VIII du même Code, il est inséré, avant l'article D.VIII.5, une section 1e intitulée « Réunion d'information préalable à la révision du plan de secteur ».

Art. 183. L'article D.VIII.5 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.5. § 1^{er}. Pour les plans de secteur dont la révision est d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique en application des articles D.II.47, D.II.48, et D.II.52, une réunion d'information préalable est réalisée avant l'envoi de la demande au Gouvernement.

La réunion d'information a pour objet :

1° de permettre au demandeur de présenter le dossier de base visé à l'article D.II.44;

2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations sur le projet de révision du plan de secteur;

3° de mettre en évidence, le cas échéant, les points particuliers qui pourraient être abordés dans le rapport sur les incidences environnementales;

4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées pour le demandeur afin qu'il en soit tenu compte dans le rapport sur les incidences environnementales.

§ 2. La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision fixe : 1° la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;

2° les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;

3° les personnes, ainsi que leurs adresses physiques et courriels, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues.

§ 3. La réunion d'information a lieu dans la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur projetée est, en superficie, la plus importante ou sur le territoire de laquelle le tracé à inscrire a la longueur la plus importante.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision transmet les informations, documents et supports visées au paragraphe 2 au collège communal de chaque commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, et à l'administration pour information.

§ 4. Chaque collège communal affiche un avis aux endroits habituels d'affichage au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information et jusqu'au lendemain de celle-ci. Il affiche l'avis à quatre endroits proches du périmètre concerné, le long d'une voie publique carrossable ou de passage. L'avis est publié sur le site internet de la commune concernée.

L'avis mentionne :

1° la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision;

2° la nature du projet et son lieu d'implantation, l'objet de la réunion, la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;

3° l'objet de la réunion, la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;

4° les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;

5° les personnes, ainsi que leurs adresses physiques et courriels, auprès desquelles des informations peuvent être obtenues.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.

§ 5. La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision invite à la réunion :

- 1° le Gouvernement ou son représentant;
- 2° un représentant de l'administration et le fonctionnaire délégué;
- 3° un représentant de l'administration de l'environnement; 4° le pôle « Environnement »;
- 5° la commission communale de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée;
- 6° le pôle « Aménagement du territoire »;
- 7° les représentants de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.

§ 6. Un représentant du collège communal de la commune dans laquelle la réunion d'information a lieu préside la réunion. Le conseiller en aménagement du territoire ou le conseiller en environnement ou un représentant du collège communal assure le secrétariat de la réunion, établit la liste des présences et dresse le procès-verbal.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision présente le projet de révision de plan de secteur.

La réunion est filmée par la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision est responsable du traitement des données à caractère personnel opéré par l'enregistrement de la vidéo et par sa consultation.

L'enregistrement et sa consultation possible ont pour finalité d'assurer une publicité active maximale en accroissant le niveau de participation du public en lui permettant de s'informer et d'émettre des observations en consultant ultérieurement la vidéo de la réunion d'information préalable.

L'enregistrement comporte :

- 1° une captation audio et vidéo des interventions :
 - a) de la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision;
 - b) des représentants de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée et des conseillers en aménagement du territoire ou en environnement;
 - c) du représentant du Gouvernement;
- 2° une captation audio de toutes les autres interventions.

§ 7. La vidéo de la réunion et les documents et supports utilisés lors de celle-ci sont consultables à la commune sur rendez-vous et à distance, à partir du surlendemain de la réunion et jusqu'à l'échéance du délai de quinze jours visé au paragraphe 8.

La vidéo est détruite au terme de ce délai par le responsable du traitement des données à caractère personnel.

§ 8. Toute personne peut adresser par écrit au collège communal de chaque commune, dans les quinze jours de la réunion, ses observations et suggestions concernant le projet de révision du plan de secteur. Elle peut également mettre en évidence des points particuliers, et présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales.

Les observations et suggestions sont adressées par courrier, par télécopie, ou par courrier électronique à l'adresse définie par la commune à cet effet.

Chaque collège communal adresse à la personne ou à l'autorité à l'initiative de la révision la copie des éventuelles observations, suggestions et propositions dans les trente jours de la réunion d'information. Le collège communal de la commune dans laquelle a lieu la réunion d'information établit le procès-verbal de celle-ci et une attestation de ce que la vidéo comportait les éléments visés au paragraphe 6, alinéa 6, et l'envoi dans le même délai à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision et le tient à la disposition du public. ».

Art. 184. Dans le Livre VIII, Titre I^{er}, chapitre II, du même Code, il est insérée une section 2 intitulée « Réunion d'information préalable à une procédure conjointe plan permis ».

Art. 185. Dans la section 2, insérée par l'article 184, il est inséré un article D.VIII.5/1 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/1. Pour les demandes visées à l'article D.II.54, une réunion d'information préalable est réalisée avant l'envoi de la demande au Gouvernement.

La réunion d'information a pour objet :

- 1° de permettre au demandeur de présenter le dossier de base visé à l'article D.II.44 et le projet;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations sur le projet de révision du plan de secteur et sur le projet;
- 3° de mettre en évidence, le cas échéant, les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'évaluation conjointe des incidences;
- 4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées pour le demandeur afin qu'il en soit tenu compte dans l'évaluation conjointe des incidences. ».

Art. 186. Dans la même section 2, il est inséré un article D.VIII.5/2 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/2. Le demandeur adresse au Gouvernement les informations visées à l'article D.29-5, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et la demande de révision du plan de secteur, accompagnée du dossier de base.

Il l'informe :

- 1° de la date, de l'heure et du lieu de la réunion d'information;
- 2° des modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;
- 3° des personnes, ainsi que leurs adresses physiques et courriels, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues;
- 4° de l'identité de la personne choisie en qualité d'auteur de l'évaluation conjointe des incidences.

Dans les vingt-cinq jours de la réception de ces informations, le Gouvernement ou son délégué détermine les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étendent le projet et la révision du plan de secteur, susceptibles d'être affectées par lesdits projet et révision du plan de secteur, sur le territoire desquelles une enquête publique est réalisée. Il en informe le demandeur par envoi recommandé.

La réunion d'information a lieu dans la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur projetée est, en superficie, la plus importante ou sur le territoire de laquelle le tracé à inscrire a la longueur la plus importante. ».

Art. 187. Dans la même section 2, il est inséré un article D.VIII.5/3 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/3. Le demandeur transmet les informations et supports visés à l'article D.VIII.5/2, alinéa 2, au collège communal de chaque commune susceptible d'être affectée, et à l'administration pour information.

Le demandeur invite à la réunion :

1° le Gouvernement ou son représentant;

2° un représentant de l'administration et le fonctionnaire délégué; 3° un représentant de l'administration de l'environnement;

4° le pôle « Environnement »;

5° les commissions communales des communes susceptibles d'être affectées par le projet ou la révision du plan de secteur;

6° le pôle « Aménagement du territoire »;

7° les représentants des communes susceptibles d'être affectées par le projet ou la révision du plan de secteur;

8° la personne choisie par le demandeur pour réaliser l'évaluation des incidences. ».

Art. 188. Dans la même section 2, il est inséré un article D.VIII.5/4 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/4. D'initiative ou à la demande de l'une des personnes ou instances invitées par le demandeur, le Gouvernement peut, après l'avoir entendue, récuser la personne choisie en qualité d'auteur de l'évaluation conjointe des incidences si elle se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission.

La demande est adressée au Gouvernement dans les dix jours de la réception de l'invitation.

Le Gouvernement statue dans les quinze jours de la réception de la demande ou de la réception de l'invitation s'il statue d'office.

La décision de récusation est notifiée à l'auteur de l'évaluation conjointe des incidences ainsi qu'au demandeur de permis, par envoi. ».

Art. 189. Dans la même section 2, il est inséré un article D.VIII.5/5 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/5. Chaque collège communal affiche un avis au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information et jusqu'au lendemain de celle-ci.

L'avis est affiché aux endroits habituels d'affichage, à quatre endroits proches du périmètre concerné par la demande visée à l'article D.II.54, et le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

L'avis est publié sur le site internet de chaque commune concernée. L'avis mentionne :

1° l'identité du demandeur;

2° la nature de la demande de modification du plan de secteur et du projet et leur lieu d'implantation;

3° l'objet de la réunion, la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;

4° les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;

5° les personnes, ainsi que leurs adresses physiques et courriels, auprès desquelles des informations peuvent être obtenues et l'identité de la personne choisie en qualité d'auteur de l'évaluation conjointe des incidences.

Le demandeur diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant chaque commune susceptible d'être affectée.

Le demandeur adresse copie des avis publiés à chaque collège communal. ».

Art. 190. Dans la même section 2, il est inséré un article D.VIII.5/6 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/6. Un représentant du collège communal de la commune dans laquelle la réunion d'information a lieu préside la réunion.

Le conseiller en aménagement du territoire ou le conseiller en environnement ou un représentant du collège communal assure le secrétariat de la réunion, établit la liste des présences et dresse le procès-verbal.

Le demandeur présente la demande de révision de plan de secteur et le projet.

La réunion est filmée par le demandeur, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le demandeur est responsable du traitement des données à caractère personnel opéré par l'enregistrement de la vidéo et par sa consultation.

L'enregistrement et sa consultation possible ont pour finalité d'assurer une publicité active maximale en accroissant le niveau de participation du public en lui permettant de s'informer et d'émettre des observations en consultant ultérieurement la vidéo de la réunion d'information préalable.

L'enregistrement comporte :

1° une captation audio et vidéo des interventions :

a) du demandeur;

b) de la personne choisie pour réaliser l'évaluation des incidences;

c) des représentants et des conseillers en aménagement du territoire ou en environnement de la commune dans laquelle a lieu la réunion;

d) du représentant du Gouvernement;

2° une captation audio de toutes les autres interventions.

La vidéo de la réunion et les documents et supports utilisés lors de celle-ci sont consultables à la commune sur rendez-vous et à distance, à partir du surlendemain de la réunion et jusqu'à l'échéance du délai de quinze jours visé à l'article D.VIII.5/7. La vidéo est détruite au terme de ce délai par le responsable du traitement des données à caractère personnel. ».

Art. 191. Dans la même section 2, il est inséré un article D.VIII.5/7 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/7. Dans les quinze jours de la réunion, toute personne peut adresser par écrit au collège communal de chaque commune ses observations et suggestions concernant la demande visée à l'article D.II.54. Elle peut également mettre en évidence des points particuliers, et présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'évaluation conjointe des incidences.

Les observations et suggestions sont adressées par courrier, par télécopie, ou par courrier électronique à l'adresse définie par la commune à cet effet.

Chaque collège communal adresse au demandeur la copie des éventuelles observations, suggestions et propositions dans les trente jours de la réunion d'information.

Le collège communal de la commune dans laquelle a lieu la réunion d'information établit le procès-verbal de la réunion d'information et une attestation de ce que la vidéo comportait les éléments visés à l'article D.VIII.5/6, alinéa 7. Il les envoie dans le même délai au demandeur et à l'auteur de l'évaluation conjointe des incidences et le tient à la disposition du public. ».

Art. 192. Dans le Livre VIII, Titre I^{er}, chapitre II, du même Code, il est inséré une section 3 intitulée « Réunion d'information préalable à une procédure conjointe périmètre permis ».

Art. 193. Dans la section 3, insérée par l'article 192, il est inséré un article D.VIII.5/8 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/8. Pour les demandes visées à l'article D.V.16, une réunion d'information préalable est réalisée lorsque le Gouvernement décide de soumettre la demande conjointe à l'évaluation des incidences sur l'environnement conformément à l'article D.V.16/3.

La réunion d'information a pour objet :

1° de permettre au demandeur de présenter la demande visée à l'article D.V.16/1 et le projet;

2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations sur le projet de périmètre et sur le projet;

3° de mettre en évidence, le cas échéant, les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'évaluation conjointe des incidences;

4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées pour le demandeur afin qu'il en soit tenu compte dans l'évaluation conjointe des incidences. ».

Art. 194. Dans la même section 3, il est inséré un article D.VIII.5/9 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/9. Le demandeur informe le Gouvernement : 1° de la date, de l'heure et du lieu de la réunion d'information;

2° des modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;

3° des personnes, ainsi que leurs adresses physiques et courriels, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues;

4° de l'identité de la personne choisie en qualité d'auteur de l'évaluation conjointe des incidences.

La réunion d'information a lieu dans la commune sur le territoire de laquelle le périmètre projeté est, en superficie, le plus important. ».

Art. 195. Dans la même section 3, il est inséré un article D.VIII.5/10 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/10. Le demandeur transmet les informations et supports visés à l'article D.VIII.5/9, au collège communal de chaque commune susceptible d'être affectée, et à l'administration pour information.

Le demandeur invite à la réunion :

1° le Gouvernement ou son représentant;

2° un représentant de l'administration et le fonctionnaire délégué; 3° un représentant de l'administration de l'environnement;

4° le pôle « Environnement »;

5° les commissions communales des communes susceptibles d'être affectées par le projet ou le périmètre;

6° le pôle « Aménagement du territoire »;

7° les représentants des communes susceptibles d'être affectées par le projet ou le périmètre;

8° la personne choisie par le demandeur pour réaliser l'évaluation des incidences. ».

Art. 196. Dans la même section 3, il est inséré un article D.VIII.5/11 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/11. D'initiative ou à la demande de l'une des personnes ou instances invitées par le demandeur, le Gouvernement peut, après l'avoir entendue, récuser la personne choisie en qualité d'auteur de l'évaluation conjointe des incidences si elle se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission.

La demande est adressée au Gouvernement dans les dix jours de la réception de l'invitation.

Le Gouvernement statue dans les quinze jours de la réception de la demande ou de la réception de l'invitation s'il statue d'office.

La décision de récusation est notifiée à l'auteur de l'évaluation conjointe des incidences ainsi qu'au demandeur de permis, par envoi. ».

Art. 197. Dans la même section 3, il est inséré un article D.VIII.5/12 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/12. Chaque collège communal affiche un avis au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information et jusqu'au lendemain de celle-ci.

L'avis est affiché aux endroits habituels d'affichage, à quatre endroits proches du périmètre concerné par la demande visée à l'article D.V.16, et le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

L'avis est publié sur le site Internet de chaque commune concernée. L'avis mentionne :

1° l'identité du demandeur;

2° la nature de la demande de modification du périmètre et du projet et leur lieu d'implantation;

3° l'objet de la réunion, la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;

4° les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;

5° les personnes, ainsi que leurs adresses physiques et courriels, auprès desquelles des informations peuvent être obtenues et l'identité de la personne choisie en qualité d'auteur de l'évaluation conjointe des incidences.

Le demandeur diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant chaque commune susceptible d'être affectée.

Le demandeur adresse une copie des avis publiés à chaque collège communal. ».

Art. 198. Dans la même section 3, il est inséré un article D.VIII.5/13 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/13. Un représentant du collège communal de la commune dans laquelle la réunion d'information a lieu préside la réunion.

Le conseiller en aménagement du territoire ou le conseiller en environnement ou un représentant du collège communal assure le secrétariat de la réunion, établit la liste des présences et dresse le procès-verbal.

Le demandeur présente la demande de périmètre et le projet.

La réunion est filmée par le demandeur, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le demandeur est responsable du traitement des données à caractère personnel opéré par l'enregistrement de la vidéo et par sa consultation.

L'enregistrement et sa consultation possible ont pour finalité d'assurer une publicité active maximale en accroissant le niveau de participation du public en lui permettant de s'informer et d'émettre des observations en consultant ultérieurement la vidéo de la réunion d'information préalable.

L'enregistrement comporte :

1° une captation audio et vidéo des interventions :

a) du demandeur;

b) de la personne choisie pour réaliser l'évaluation des incidences;

c) des représentants et des conseillers en aménagement du territoire ou en environnement de la commune dans laquelle a lieu la réunion;

d) du représentant du Gouvernement;

2° une captation audio de toutes les autres interventions.

La vidéo de la réunion et les documents et supports utilisés lors de celle-ci sont consultables à la commune sur rendez-vous et à distance, à partir du surlendemain de la réunion et jusqu'à l'échéance du délai de quinze jours visé à l'article D.VIII.5/7. La vidéo est détruite au terme de ce délai par le responsable du traitement des données à caractère personnel. ».

Art. 199. Dans la même section 3, il est inséré un article D.VIII.5/14 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.5/14. Dans les quinze jours de la réunion, toute personne peut adresser par écrit au collège communal de chaque commune ses observations et suggestions concernant la demande visée à l'article D.V.16. Elle peut également mettre en évidence des points particuliers, et présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'évaluation conjointe des incidences.

Les observations et suggestions sont adressées par courrier, par télécopie, ou par courrier électronique à l'adresse définie par la commune à cet effet.

Chaque collège communal adresse au demandeur la copie des éventuelles observations, suggestions et propositions dans les trente jours de la réunion d'information.

Le collège communal de la commune dans laquelle a lieu la réunion d'information établit le procès-verbal de la réunion d'information et une attestation de ce que la vidéo comportait les éléments visés à l'article D.VIII.5/13, alinéa 7, l'envoie dans le même délai au demandeur, à l'auteur de l'évaluation conjointe des incidences et le tient à la disposition du public. ».

Art. 200. Dans l'article D.VIII.6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le lendemain de la réception de l'accusé de réception visé à l'article D.IV.33 » sont remplacés par les mots « à la date fixée par l'administration communale »; 2° l'alinéa 3 est abrogé;

3° dans l'alinéa 4, les mots « ou autres modalités suivant lesquelles » sont insérés entre les mots « que les jours, heures et lieu » et les mots « où toute personne » et le mot « où » est abrogé;

4° dans l'alinéa 5, la phrase « Lorsque la commune dispose d'une version informatique complète du dossier, elle peut aussi en permettre la consultation à distance. » est insérée la phrase « Le dossier soumis à annonce de projet peut être consulté gratuitement à l'administration communale, aux heures d'ouverture des bureaux, et aux conditions visées aux articles D.VIII.15 et D.VIII.16. » et la phrase « Toute personne peut obtenir des explications relatives au projet auprès de la personne désignée à cette fin. »;

5° l'alinéa 8 est complété par la phrase « Il peut aussi préciser les conditions et les modalités de consultation à distance des dossiers. ».

Art. 201. Dans l'article D.VIII.7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Des avis d'enquête sont apposés dans les communes sur le territoire desquelles s'étend le plan, le périmètre, le schéma, le guide, le permis et le certificat d'urbanisme n° 2, ou qui ont été désignées en application de l'article D.VIII.4 aux endroits habituels d'affichage.

En outre, pour les plans, périmètres, schémas d'orientation locaux, permis et certificats d'urbanisme n° 2 qui couvrent un territoire de moins de cinq hectares, un avis d'enquête publique est affiché, dans le territoire concerné, visible depuis le domaine public, à raison d'un avis par cinquante mètres de terrain situé le long d'une voie publique carrossable ou de passage, avec un maximum de quatre avis.

L'affichage aux endroits habituels d'affichage est réalisé par les collèges communaux.

Ailleurs, il est réalisé :

1° par les collèges communaux lorsque l'enquête porte sur un plan, un périmètre, un schéma ou un guide;

2° par le demandeur lorsque l'enquête porte sur un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2.

L'avis est publié sur le site internet de la commune concernée. »; 2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les jours, heures et lieu ou les autres modalités suivant lesquelles toute personne peut consulter le dossier; »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° le cas échéant, le fait que le plan, le schéma, le guide ou le périmètre fait l'objet d'une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière; ».

Art. 202. Dans l'article D.VIII.8 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou pour le guide régional d'urbanisme » sont insérés entre les mots « schéma de développement du territoire » et les mots « est annoncée »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « , dont un de langue allemande » sont abrogés;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, les mots « et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande » sont abrogés;

5° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé;

6° le paragraphe 4 est remplacé par un paragraphe rédigé comme suit :

« § 4. Le projet de plan de secteur, le projet de schéma de développement du territoire ou le projet de guide régional est inséré sur le site internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de l'administration. ».

Art. 203. Dans l'article D.VIII.10 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et au siège de la Communauté germanophone » sont abrogés; 2° l'article est complété par les alinéas 2 à 8 rédigés comme suit :

« Les séances sont filmées selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement ou son délégué est responsable du traitement des données à caractère personnel opéré par l'enregistrement de la vidéo et par sa consultation.

L'enregistrement et sa consultation possible ont pour finalité d'assurer une publicité active maximale en accroissant le niveau de participation du public en lui permettant de s'informer et d'émettre des observations en consultant ultérieurement la vidéo de la séance de présentation.

L'enregistrement comporte :

1° une captation audio et vidéo des interventions :

a) du représentant du Gouvernement;

b) du représentant de l'administration et le fonctionnaire délégué; 2° une captation audio de toutes les autres interventions.

La vidéo et les documents et supports utilisés lors des séances sont consultables auprès de fonctionnaires délégués sur rendez-vous et à distance, à partir du surlendemain de la séance pendant une durée de quarante-cinq jours.

La vidéo est détruite au terme de ce délai par le responsable du traitement des données à caractère personnel.

Le Gouvernement peut préciser les conditions de la consultation auprès de fonctionnaires délégués. ».

Art. 204. Dans l'article D.VIII.11 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « propriétaires et aux » sont insérés entre les mots

« envoi individuellement aux » et les mots « occupants des immeubles »;

2° il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« La notification aux propriétaires est opérée à domicile et sur la base de la matrice cadastrale disponible au moment du début de l'enquête. »;

3° à l'alinéa 2, les mots « ou les propriétaires » sont insérés entre les mots

« Lorsque les occupants » et les mots « des immeubles concernés ».

Art. 205. Dans l'article D.VIII.12 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Lorsqu'un plan ou un schéma est soumis à rapport sur les incidences environnementales et que l'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma constate » sont remplacés par les mots

« Lorsqu'un plan, un schéma, un guide ou un périmètre est soumis à rapport sur les incidences environnementales et que l'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre constate »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « l'avant-projet ou le projet de plan, de schéma » sont remplacés par les mots « l'avant-projet ou le projet de plan, de schéma, de guide ou de périmètre »;

3° dans l'alinéa 3, 1°, les mots « du projet de plan ou de schéma » sont remplacés par les mots « du projet de plan, de schéma, de guide ou de périmètre ».

Art. 206. L'article D.VIII.17 du même Code est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsque la commune dispose d'une version informatique complète du dossier soumis à enquête, elle peut en permettre la consultation à distance.

Le Gouvernement peut préciser les conditions et les modalités de cette consultation à distance. ».

Art. 207. Dans l'article D.VIII.19 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les réclamations et observations sont envoyées avant la clôture de l'enquête ou le jour de la séance de clôture par télécopie, par courrier électronique à l'adresse définie par la commune à cet effet, par tout autre support informatique mis à disposition par la commune, par courrier ordinaire ou remises au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme, au conseiller en environnement, au collègue communal ou à l'agent communal désigné à cette fin. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou autres supports informatiques » sont insérés entre les mots « par courrier électronique » et les mots « sont clairement identifiés ».

Art. 208. Dans l'article D.VIII.22 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'arrêté du Gouvernement exemptant de rapport sur les incidences environnementales ou d'évaluation conjointe des incidences, l'arrêté du Gouvernement adoptant le projet ou adoptant définitivement le schéma de développement du territoire, le plan de secteur, le guide régional d'urbanisme, le périmètre de site à réaménager, le périmètre de réhabilitation paysagère et environnementale, le périmètre de remembrement urbain ainsi que, le cas échéant, les plans d'expropriation et les périmètres de préemption y relatifs, les mesures arrêtées concernant le suivi, la déclaration environnementale et l'avis du pôle « Aménagement du territoire », est publié au *Moniteur belge*. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° dans l'alinéa 3, les mots « le plan d'expropriation, ou abrogeant ou approuvant l'abrogation du plan d'expropriation visé à l'article D.VI.3 ou » sont abrogés.

Art. 209. Dans l'article D.VIII.24, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 210. Dans le Livre VIII du même Code, l'intitulé du Titre II est remplacé par ce qui suit : « Évaluation des incidences des plans, schémas, guides, périmètres et demandes conjointes ».

Art. 211. Dans l'article D.VIII.28 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre les 2° et 3°, il est inséré un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 de participer à l'optimisation spatiale; »; 2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans, des schémas, guides, périmètres ou procédures conjointes susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en vue de promouvoir un développement durable. ».

Art. 212. Dans le Livre VIII, Titre II, du même Code, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit : « Système d'évaluation des incidences des plans, schémas, guides et périmètres sur l'environnement ».

Art. 213. L'article D.VIII.29 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.29. L'évaluation des incidences des plans, ou schémas, guides ou périmètres sur l'environnement est effectuée pendant l'élaboration du plan, du schéma, du guide ou du périmètre et avant son adoption. ».

Art. 214. L'article D.VIII.31 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.31. § 1^{er}. Sans préjudice des articles D.II.66, §§ 2 et 4, et D.II.68, § 2, une évaluation des incidences sur l'environnement est effectuée pour les plans, schémas, guides et périmètres qui suivent :

1° le schéma de développement du territoire; 2° le plan de secteur;

3° le schéma de développement pluricommunal; 4° le schéma de développement communal;

5° le schéma d'orientation local; 6° le guide régional d'urbanisme;

7° le guide communal d'urbanisme; 8° le périmètre de site à réaménager;

9° le périmètre de réhabilitation paysagère et environnementale; 10° le périmètre de remembrement urbain.

§ 2. Lorsqu'un plan, un schéma, un guide ou un périmètre détermine l'utilisation de petites zones au niveau local ou constitue des modifications mineures des plans, schémas, guides ou périmètres visés au paragraphe 1^{er} ou ne définit pas le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets repris dans la liste établie en vertu de l'article 64, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement pourra être autorisée à l'avenir, et que la personne ou l'autorité à l'initiative de la demande d'élaboration, de révision ou d'abrogation du plan, du schéma, du guide ou du périmètre estime que celui-ci est susceptible d'avoir des incidences négligeables sur l'environnement, elle peut demander à l'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre de l'exempter de l'évaluation des incidences sur l'environnement. La personne ou l'autorité à l'initiative de la demande d'élaboration, de révision ou d'abrogation du plan, du schéma, du guide ou du périmètre justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article D.VIII.32.

§ 3. Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement le plan de secteur projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément à la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, ci-après « directive 2009/147/CE », et à la directive 92/43/C.E.E. du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, ci-après « directive 92/43/C.E.E. », ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil, ci-après

« directive 2012/18/UE », ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

Est présumé avoir des incidences négligeables sur l'environnement le plan de secteur projeté pour inscrire en zone forestière, d'espaces verts ou naturelle, tout ou partie d'une zone désignée conformément aux directives 2009/147/CE et 92/43/C.E.E.

Est présumé avoir des incidences négligeables sur l'environnement le schéma d'orientation local projeté pour mettre en œuvre une zone d'aménagement communal concerté et qui porte uniquement sur une ou plusieurs affectations non destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 3, 1° à 5°.

§ 4. L'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre sollicite l'avis du pôle « Environnement », du pôle « Aménagement du territoire » et de toute personne ou instance qu'elle juge utile de consulter. À défaut d'un autre délai prévu dans la procédure d'adoption, de révision ou d'abrogation du plan, du schéma, du guide ou du périmètre, les avis sont transmis dans les trente jours de l'envoi de la demande. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. L'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre exempte ce dernier de l'évaluation des incidences sur l'environnement ou refuse de l'exempter dans les trente jours de la clôture des consultations, à défaut d'un autre délai prévu dans la procédure d'adoption, de révision ou d'abrogation du plan, du schéma, du guide ou du périmètre. ».

Art. 215. L'article D.VIII.32 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.32. Pour déterminer si les plans, les schémas, les guides ou les périmètres sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences qui suivent :

1° les caractéristiques des plans, des schémas, des guides ou des périmètres, notamment :

a) la mesure dans laquelle le plan, le schéma, le guide ou le périmètre définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources;

b) la mesure dans laquelle le plan, le schéma, le guide ou le périmètre influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé;

c) l'adéquation entre le plan, le schéma, le guide ou le périmètre et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable;

d) les problèmes environnementaux liés au plan, au schéma, au guide ou au périmètre;

e) l'adéquation entre le plan, le schéma, le guide ou le périmètre et la mise en œuvre de la législation relative à l'environnement et à la nature;

2° les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

a) la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences;

b) le caractère cumulatif des incidences;

c) la nature transfrontalière des incidences;

d) les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement;

e) la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences, à savoir la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchée;

f) la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :

i. de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particulier;

ii. d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites;

iii. de l'exploitation intensive des sols;

g) les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, européen ou international. ».

Art. 216. L'article D.VIII.33 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.33. § 1^{er}. Lorsqu'une évaluation des incidences sur l'environnement d'un plan, d'un schéma, d'un guide ou d'un périmètre est requise, un rapport sur les incidences environnementales est rédigé, dans lequel les incidences non négligeables probables de la mise en œuvre du plan, du schéma, du guide ou du périmètre, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan, du schéma, du guide ou du périmètre sont identifiées, décrites et évaluées.

§ 2. L'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre, ou la personne qu'elle désigne à cette fin, détermine les informations que le rapport sur les incidences environnementales contient, en tenant compte, à cet effet, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan, du schéma, du guide ou du périmètre, du stade atteint dans le processus de décision et du fait qu'il peut être préférable d'évaluer certains aspects à d'autres stades de ce processus afin d'éviter une répétition de l'évaluation.

§ 3. Les informations à fournir en vertu du paragraphe 2 comprennent à tout le moins les éléments suivants :

1° un résumé du contenu, une description des objectifs principaux du plan, du schéma, du guide ou du périmètre et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents, et avec l'article D.I.1;

2° les aspects pertinents de la situation socio-économique et environnementale ainsi que son évolution probable si le plan, le schéma, le guide ou le périmètre n'est pas mis en œuvre;

3° l'incidence du plan ou du schéma sur l'optimisation spatiale;

4° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

5° en cas d'adoption ou de révision d'un schéma de développement du territoire, d'un plan de secteur, d'un schéma de développement pluricommunal ou communal, d'un schéma d'orientation local, d'un guide, d'un périmètre de site à réaménager ou d'un périmètre de remembrement urbain, les incidences sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 2009/147/CE du 30 novembre 2009 et 92/43/CEE du 21 mai 1992;

6° en cas d'adoption ou de révision d'un plan de secteur, d'un schéma de développement pluricommunal ou communal, d'un schéma d'orientation local, d'un périmètre de site à réaménager ou d'un périmètre de remembrement urbain, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription ou la détermination d'une zone ou d'un espace dans lesquels pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

7° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du plan, du schéma, du guide ou du périmètre;

8° les problèmes environnementaux liés au plan, au schéma, au guide ou au périmètre en ce compris les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

9° en cas d'adoption ou de révision du schéma de développement du territoire, d'un plan de secteur ou d'un guide d'urbanisme, les incidences sur l'activité agricole et forestière;

10° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du plan, du schéma, du guide ou du périmètre sur l'environnement;

11° en cas d'adoption ou de révision d'un plan de secteur, l'évaluation des compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article D.II.45, § 3;

12° la présentation des alternatives possibles et de leur justification en fonction des points 1° à 11°;

13° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

14° les mesures de suivi envisagées conformément à l'article D.VIII.35; 15° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Les renseignements utiles concernant les incidences des plans et programmes sur l'environnement obtenus à d'autres niveaux de décision ou en vertu d'autres législations peuvent être utilisés pour fournir les informations énumérées à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. L'autorité compétente pour adopter l'avant-projet ou le plan, le schéma, le guide ou le périmètre, ou la personne qu'elle désigne à cette fin, soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet ou le projet de plan, de schéma, de guide ou de périmètre pour avis au pôle « Environnement », à la commission communale, ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire », et aux personnes et instances qu'elle juge utile de consulter.

Les commissions communales ne sont pas consultées lorsqu'il s'agit du schéma de développement du territoire d'un plan de secteur ou d'un guide régional qui s'étend à tout le territoire régional.

Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet ou le projet de schéma de développement du territoire, de plan, de schéma de développement pluricommunal ou communal, de schéma d'orientation local, de guide, de périmètre de site à réaménager ou de périmètre de remembrement urbain sont soumis, pour avis, à l'administration de l'environnement soit lorsque l'avant-projet ou le projet comporte ou porte sur une zone visée à l'article D.II.31, § 2, ou qui accueille un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE, soit lorsqu'il prévoit l'inscription ou la détermination de zones ou d'espaces destinées à l'habitat ainsi que de zones, d'espaces ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité d'une telle zone, d'un tel espace ou d'un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE, pour autant que cette inscription soit susceptible d'aggraver les conséquences d'un risque d'accident majeur.

§ 5. Lorsque l'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre, ou la personne qu'elle désigne à cette fin, constate qu'il est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet ou le projet de plan, de schéma, de guide ou de périmètre sont soumis, pour avis, aux autorités compétentes de la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo concerné.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales contient.

Les avis sont transmis à l'autorité compétente pour adopter le plan ou schéma, le guide ou le périmètre, ou à la personne qu'elle désigne à cette fin, dans les trente jours de la demande. ».

Art. 217. Dans l'article D.VIII.34, alinéa 2, les mots « la DGO4 » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 218. L'article D.VIII.35 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.35. L'autorité compétente pour adopter le plan, le schéma, le guide ou le périmètre prend en considération le rapport sur les incidences environnementales, les résultats de l'enquête publique, les avis exprimés, ainsi que les consultations transfrontières effectuées en vertu de l'article D.VIII.12, pendant l'élaboration du plan, du schéma, du guide ou du périmètre concerné et avant son adoption.

Elle détermine également les principales mesures de suivi des incidences non négligeables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan, du schéma, du guide ou du périmètre afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'être en mesure d'engager les actions correctrices qu'elle juge appropriées.

Sur la base de ces éléments, le plan, le schéma, le guide ou le périmètre est soumis à adoption. ».

Art. 219. L'article D.VIII.36 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.36. La décision d'adoption du plan, du schéma, du guide ou du périmètre est accompagnée d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan, le schéma, le guide ou le périmètre et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan, du schéma, du guide ou du périmètre tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. ».

Art. 220. L'article D.VIII.37 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VIII.37. Les projets prévus par un plan, un schéma, un guide ou un périmètre ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, et qui sont soumis au système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement, visé au Chapitre III de la Partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ne sont pas dispensés de celle-ci.

Lorsque les plans, les schémas, les guides et les périmètres font partie d'un ensemble hiérarchisé, en vue d'éviter une répétition de l'évaluation des incidences sur l'environnement, celle-ci peut être fondée notamment sur les données utiles obtenues lors de l'évaluation effectuée précédemment à l'occasion de l'adoption d'un autre plan, schéma, guide ou périmètre de ce même ensemble hiérarchisé. ».

Art. 221. Dans le Livre VIII, Titre II, du même Code, il est inséré un chapitre III intitulé « Système d'évaluation des incidences des demandes conjointes plan-permis ».

Art. 222. Dans le chapitre III, inséré par l'article 221, il est inséré un article

D.VIII.38 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.38. Les demandes visées à l'article D.II.54 sont soumises à évaluation conjointe des incidences sauf si, en réponse au demandeur, le Gouvernement constate, à la fois, que la révision du plan de secteur constitue une modification mineure du plan de secteur et n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, et que le projet n'est pas susceptible d'incidences notables sur l'environnement au regard des critères fixés par et en application de l'article D.65, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et n'est pas soumis à étude d'incidences en application de l'article D.64 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le demandeur justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article D.VIII.41. ».

Art. 223. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.39 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.39. Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, le plan de secteur projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément à la directive 2009/147/CE et à la directive 92/43/CEE, ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE, ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements. ».

Art. 224. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.40 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.40. Le Gouvernement sollicite l'avis du pôle « Environnement », du pôle « Aménagement du territoire » des services désignés par lui en raison de leur expertise et de toute personne ou instance qu'il juge utile de consulter conformément à l'article D.II.54/4 puis décide de soumettre la demande à évaluation conjointe des incidences ou de l'en exempter, conformément à l'article D.II.54/5, alinéa 1^{er}. ».

Art. 225. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.41 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.41. Pour déterminer si le plan est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences qui suivent :

1° les caractéristiques du plan, notamment :

a) la mesure dans laquelle le plan définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources;

b) la mesure dans laquelle le plan influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé;

c) l'adéquation entre le plan et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable;

d) les problèmes environnementaux liés au plan;

e) l'adéquation entre le plan et la mise en œuvre de la législation relative à l'environnement et à la nature;

2° les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences;

a) le caractère cumulatif des incidences;

b) la nature transfrontalière des incidences;

c) les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement;

d) la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences, à savoir la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchée;

e) la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :

i. de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particulier;

ii. d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites;

iii. de l'exploitation intensive des sols;

f) les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, européen ou international.

Pour déterminer si le projet est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères fixés par et en application de l'article D.65, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 226. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.42 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.42. § 1^{er}. L'évaluation conjointe des incidences identifie, décrit et évalue les incidences non négligeables probables de la mise en œuvre du plan et du projet, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

§ 2. Le Gouvernement détermine les informations que l'évaluation conjointe des incidences contient, en tenant compte, à cet effet, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan et du projet.

§ 3. Les informations à fournir en vertu du paragraphe 2 comprennent à tout le moins les éléments suivants :

1° un résumé du contenu et une description :

a) des objectifs principaux de la révision du plan de secteur et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents, et notamment avec l'article D.I.1;

b) du projet, et, le cas échéant, des travaux de démolition, comportant des informations relatives à son site d'implantation, à sa conception, à ses dimensions et à ses caractéristiques pertinentes;

c) des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

2° une description des incidences notables probables sur l'environnement de la révision du plan de secteur et du projet en ce compris :

a) les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

b) les incidences sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 2009/147/CE et 92/43/CEE;

c) les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

d) les incidences sur l'activité agricole et forestière;

3° l'évaluation des compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article D.II.45, § 3;

4° les aspects pertinents de la situation socio-économique et environnementale ainsi que son évolution probable si la révision du plan de secteur n'est pas mise en œuvre;

5° l'incidence de la révision du plan de secteur et du projet sur l'optimisation spatiale;

6° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du projet et de la révision du plan de secteur sur l'environnement;

7° une description des solutions de substitution raisonnables ou des alternatives possibles qui ont été examinées par le demandeur, en fonction des points 1° à 5°, et une indication des principales raisons du choix de ce dernier, eu égard aux effets de sa demande sur l'environnement;

8° toute information supplémentaire précisée par le Gouvernement, en fonction des caractéristiques spécifiques d'un projet ou d'un type de projets particulier et des éléments de l'environnement sur lesquels une incidence pourrait se produire;

9° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de la révision du plan de secteur;

10° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

11° les mesures de suivi envisagées conformément à l'article D.VIII.46; 12° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Lorsque le projet concerne une installation ou une activité présentant un risque pour le sol au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, la description du projet visée au 1° comporte en tout cas :

1° un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols visé à l'article 17 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

2° un descriptif des éventuels impacts des données de la banque de données de l'état des sols sur le projet visé et un justificatif des mesures prévues pour prendre en compte lesdites données dans le cadre du projet visé.

§ 4. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une évaluation environnementale effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'évaluation des incidences. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'évaluation. ».

Art. 227. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.43 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.43. Le Gouvernement soumet le projet de contenu de l'évaluation conjointe des incidences ainsi que la demande visée à l'article D.II.54 pour avis au pôle « Environnement », au pôle « Aménagement du territoire », aux instances, services et autorités consultées conformément à l'article D.II.54/4 et aux autres personnes et instances qu'il juge utile de consulter.

La demande visée à l'article D.II.54 et le projet de contenu de l'évaluation conjointe des incidences sont aussi soumis pour avis, à l'administration de l'environnement soit lorsque la modification du plan de secteur comporte ou porte sur une zone visée à l'article D.II.31, § 2, ou qui accueille un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE soit lorsqu'elle prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité d'une telle zone ou d'un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE pour autant que cette inscription soit susceptible d'aggraver les conséquences d'un risque d'accident majeur.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'évaluation conjointe des incidences contient. Ils sont transmis au Gouvernement dans les trente jours de la demande. ».

Art. 228. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.44 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.44. Le pôle « Environnement », le pôle « Aménagement du territoire », la commission communale de chacune des communes susceptibles d'être affectées, les services désignés par le Gouvernement en raison de leur expertise et toutes instances consultées en vue de la détermination du contenu de l'évaluation conjointe des incidences sont régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction de l'évaluation conjointe des incidences et obtiennent toute information qu'ils sollicitent sur le déroulement de l'évaluation environnementale, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'évaluation. Ils peuvent, à tout moment, formuler des observations ou présenter des suggestions au Gouvernement. ».

Art. 229. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.45 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.45. Lorsque le Gouvernement constate que le plan ou le projet sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de contenu d'évaluation conjointe des incidences ainsi que l'avant-projet ou le projet de plan et le projet sont soumis, pour avis, aux autorités compétentes de la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo concerné.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'évaluation conjointe des incidences contient.

Les avis sont transmis au Gouvernement dans les soixante jours de la demande. ».

Art. 230. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.46 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.46. Lorsqu'il statue sur la demande visée à l'article D.II.54, le Gouvernement prend en considération la notice ou l'évaluation conjointe des incidences, les résultats de l'enquête publique, les avis exprimés, ainsi que les consultations transfrontières effectuées en vertu de l'article D.VIII.45, pendant l'instruction de la demande et toute autre information qu'il juge utile.

Lorsqu'ils ne disposent pas des informations requises, le Gouvernement ou les instances et services intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur des informations supplémentaires.

Le Gouvernement détermine également les principales mesures de suivi des incidences non négligeables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan et du projet afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'être en mesure d'engager les actions correctrices qu'il juge appropriées. ».

Art. 231. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.VIII.47 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.47. La décision de modifier le plan de secteur est accompagnée d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont l'évaluation conjointe des incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. ».

Art. 232. Dans le Livre VIII, Titre II du même Code, il est inséré un chapitre IV intitulé « Système d'évaluation des incidences des demandes conjointes périmètre - permis ».

Art. 233. Dans le chapitre IV inséré par l'article 232, il est inséré un article D.VIII.48 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.48. Les demandes visées à l'article D.V.16 sont soumises à évaluation conjointe des incidences sauf si, en réponse au demandeur, le Gouvernement constate, à la fois, que le périmètre constitue une modification mineure d'un plan ou programme et n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, et que le projet n'est pas susceptible d'incidences notables sur l'environnement au regard des critères fixés par et en application de l'article D.65, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et n'est pas obligatoirement soumis à étude d'incidences en application de l'article D.64 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le demandeur justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article D.VIII.50. ».

Art. 234. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.49 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.49. Le Gouvernement sollicite l'avis du pôle « Environnement », du pôle « Aménagement du territoire », des services désignés par lui en raison de leur expertise et de toute personne ou instance qu'il juge utile de consulter conformément à l'article D.V.16/2 puis décide de soumettre la demande à évaluation conjointe des incidences ou de l'en exempter, conformément à l'article D.V.16/3. ».

Art. 235. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.50 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.50. Pour déterminer si le périmètre est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences qui suivent :

1° les caractéristiques du périmètre, notamment :

a) la mesure dans laquelle le périmètre définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources;

b) la mesure dans laquelle le périmètre influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé;

c) l'adéquation entre le périmètre et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable;

d) les problèmes environnementaux liés au périmètre;

e) l'adéquation entre le périmètre et la mise en œuvre de la législation relative à l'environnement et à la nature;

2° les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

a) la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences;

b) le caractère cumulatif des incidences;

- c) la nature transfrontalière des incidences;
- d) les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement;
- e) la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences, à savoir la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchée;
- f) la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - i. de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particulier;
 - ii. d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites;
 - iii. de l'exploitation intensive des sols;
- g) les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, européen ou international.

Pour déterminer si le projet est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères fixés par et en application de l'article D.65, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 236. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.51 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.51. § 1^{er}. L'évaluation conjointe des incidences identifie, décrit et évalue les incidences non négligeables probables de la mise en œuvre du périmètre et du projet, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du périmètre.

§ 2. Le Gouvernement détermine les informations que l'évaluation conjointe des incidences contient, en tenant compte, à cet effet, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du périmètre et du projet.

§ 3. Les informations à fournir en vertu du paragraphe 2 comprennent à tout le moins les éléments suivants :

1° un résumé du contenu et une description :

a) des objectifs principaux du périmètre et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents, et notamment avec l'article D.I.1;

b) du projet, et, le cas échéant, des travaux de démolition, comportant des informations relatives à son site d'implantation, à sa conception, à ses dimensions et à ses caractéristiques pertinentes;

c) des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

2° une description des incidences notables probables sur l'environnement du périmètre et du projet en ce compris :

a) les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

b) les incidences sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 2009/147/CE et 92/43/CEE;

c) les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

d) les incidences sur l'activité agricole et forestière;

3° les aspects pertinents de la situation socio-économique et environnementale ainsi que son évolution probable si le périmètre n'est pas mis en œuvre;

4° l'incidence du périmètre et du projet sur l'optimisation spatiale;

5° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du projet et du périmètre sur l'environnement;

6° une description des solutions de substitution raisonnables ou des alternatives possibles qui ont été examinées par le demandeur, en fonction des points 1° à 5°, et une indication des principales raisons du choix de ce dernier, eu égard aux effets de sa demande sur l'environnement;

7° toute information supplémentaire précisée par le Gouvernement, en fonction des caractéristiques spécifiques d'un projet ou d'un type de projets particulier et des éléments de l'environnement sur lesquels une incidence pourrait se produire;

8° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du périmètre;

9° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

10° les mesures de suivi envisagées conformément à l'article D.VIII.55; 11° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Lorsque le projet concerne une installation ou une activité présentant un risque pour le sol au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, la description du projet visée au 1° comporte en tout cas :

1° un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols visé à l'article 17 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

2° un descriptif des éventuels impacts des données de la banque de données de l'état des sols sur le projet visé et un justificatif des mesures prévues pour prendre en compte lesdites données dans le cadre du projet visé.

§ 4. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une évaluation environnementale effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'évaluation des incidences. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'évaluation. ».

Art. 237. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.52 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.52. Le Gouvernement soumet le projet de contenu de l'évaluation conjointe des incidences ainsi que la demande visée à l'article D.V.16 pour avis au pôle « Environnement », au pôle « Aménagement du territoire », aux instances, services et autorités ayant été consultées conformément à l'article D.V.16/2 et aux autres personnes et instances qu'il juge utile de consulter.

La demande visée à l'article D.V.16 et le projet de contenu de l'évaluation conjointe des incidences sont aussi soumis pour avis, à l'administration de l'environnement soit lorsque le périmètre comporte ou porte sur une zone visée à l'article D.II.31, § 2, ou qui accueille un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE soit lorsqu'il prévoit des espaces destinés à l'habitat ou à des infrastructures fréquentées par le public à proximité d'une telle zone ou d'un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 2012/18/UE pour autant que cette inscription soit susceptible d'aggraver les conséquences d'un risque d'accident majeur.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'évaluation conjointe des incidences contient. Ils sont transmis au Gouvernement dans les trente jours de la demande. ».

Art. 238. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.53 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.53. Le pôle « Environnement », le pôle « Aménagement du territoire », la commission communale de chacune des communes susceptibles d'être affectées, les services désignés par le Gouvernement en raison de leur expertise et toutes instances consultées en vue de la détermination du contenu de l'évaluation conjointe des incidences sont régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction de l'évaluation conjointe des incidences et obtiennent toute information qu'ils sollicitent sur le déroulement de l'évaluation environnementale, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'évaluation. Ils peuvent, à tout moment, formuler des observations ou présenter des suggestions au Gouvernement. ».

Art. 239. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.54 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.54. Lorsque le Gouvernement constate que le périmètre ou le projet sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de contenu d'évaluation conjointe des incidences ainsi que le projet de périmètre et le projet sont soumis, pour avis, aux autorités compétentes de la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo concerné.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'évaluation conjointe des incidences contient.

Les avis sont transmis au Gouvernement dans les soixante jours de la demande. ».

Art. 240. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.55 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.55. Lorsqu'il statue sur la demande visée à l'article D.V.16, le Gouvernement prend en considération la notice ou l'évaluation conjointe des incidences, les résultats de l'enquête publique, les avis exprimés, ainsi que les consultations transfrontières effectuées en vertu de l'article D.VIII.54, pendant l'instruction de la demande et toute autre information qu'il juge utile.

Lorsqu'ils ne disposent pas des informations requises, le Gouvernement ou les instances et services intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur des informations supplémentaires. ».

Art. 241. Dans le même chapitre IV, il est inséré un article D.VIII.56 rédigé comme suit :

« Art. D.VIII.56. La décision d'adopter le périmètre est accompagnée d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le périmètre et dont l'évaluation conjointe des incidences, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. ».

TITRE II. — *Dispositions finales et transitoires*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives au Code du Développement territorial*

Art. 242. L'article 63, 2^o, du présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2018.

Art. 243. L'élaboration ou la révision d'un schéma de développement pluricommunal ou communal dont l'avant-projet a été adopté par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du présent décret peut se poursuivre selon les dispositions en vigueur avant cette date aux conditions suivantes :

1^o le conseil communal décide de faire usage de cette procédure dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret;

2^o le schéma est définitivement adopté au sens de l'article D.II.12, § 5, du Code du Développement territorial dans les trente mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 244. L'élaboration ou la révision d'un schéma d'orientation local dont l'avant-projet a été adopté par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du présent décret se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 245. § 1^{er}. Sauf à l'égard des permis visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8^o, les indications du schéma de développement du territoire visées à l'article D.II.2, § 4, 3^o, entrent en vigueur et s'appliquent aux schémas d'orientation locaux, permis et certificats d'urbanisme n^o 2 six années après l'entrée en vigueur du schéma de développement du territoire adopté postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

En cas d'incompatibilité entre un schéma de développement pluricommunal ou communal adopté selon les dispositions en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, et les indications du schéma de développement du territoire visées à l'article D.II.2, § 4, 3^o, adopté après l'entrée en vigueur du présent décret, il est fait application de ces dernières.

§ 2. L'article D.II.16, § 2, 2°, entre en vigueur en même temps que le premier schéma de développement territorial adopté après l'adoption du présent décret.

Jusqu'à cette date, le schéma de développement du territoire s'applique à la localisation des projets au regard de la structure territoriale, dans le cadre des demandes de permis et des certificats d'urbanisme n° 2 y relatifs soit :

1° portant sur une construction ou un équipement de service public ou communautaire soit :

a) visé à l'article D.IV.25;

b) relatif à une infrastructure linéaire visée par la structure territoriale du schéma de développement du territoire;

c) qui figure dans le schéma de développement du territoire eu égard à son rayonnement à l'échelle d'une aire de développement;

2° visant à urbaniser des terrains de plus de quinze hectares et portant soit sur :

a) la construction de logements;

b) une surface destinée à la vente de biens de détail ou, en cas d'entrée en vigueur des articles 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°, D.1.6/1, § 1^{er}, 5° et 8°, sous l'article 10, 72, 1°, 6° et 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° et 4°, 88, 2°, 92, 123, 3°, 124, 125, 126, 127, 128, 252, 253 et 255, l'implantation d'un ou de plusieurs commerces au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°;

c) la construction de bureaux;

d) un projet combinant deux ou trois de ces affectations.

Art. 246. L'élaboration ou la révision d'un plan de secteur qui a fait l'objet d'une dispense d'évaluation des incidences en vertu de l'article D.VIII.31, § 2, ou qui a fait l'objet d'une réunion d'information préalable au sens de l'article D.VIII.5 se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 247. La demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

Toutefois, la possibilité de limiter la durée du permis d'urbanisme pour la création d'un nouveau logement dans une construction existante ou la modification de la destination de tout ou partie d'un bien s'applique immédiatement aux procédures en cours à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 248. L'article 71, 1°, l'article 76, 1°, et l'article 132 entrent en vigueur le premier jour de la septième année qui suit la date d'entrée en vigueur du premier schéma de développement du territoire adopté postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 249. Lorsque l'autorité saisie d'une demande de permis constate qu'une transaction visant les actes et travaux dont la demande sollicite la régularisation a été payée avant l'entrée en vigueur du présent décret, elle délivre le permis.

Si la transaction proposée avant l'entrée en vigueur du présent décret est payée dans le mois de l'entrée en vigueur du présent décret, le permis de régularisation relatif aux actes et travaux visés par la transaction ne peut pas être refusé. Passé ce délai, la proposition de transaction est caduque.

Art. 250. Tout bien immobilier d'une superficie minimale de 50 ares compris dans une centralité définie par le schéma de développement du territoire adopté postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret peut être soumis au droit de préemption, aux conditions fixées par le Titre II du Livre VI du présent Code, dès l'entrée en vigueur de ce schéma et jusqu'à soit, six années après l'entrée en vigueur de ce schéma soit, l'entrée en vigueur d'un schéma pluricommunal ou communal établissant des centralités.

Par dérogation à l'article D.VI.21 du présent Code, ce droit de préemption prend fin à l'entrée en vigueur d'un schéma pluricommunal ou communal établissant des centralités et, au plus tard, six années après l'entrée en vigueur du schéma de développement du territoire adopté postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 251. L'article D.VIII.5, tel que modifié par l'article 183 du présent décret, est applicable aux réunions d'information préalable dont, à l'entrée en vigueur du présent décret, la date et l'heure n'ont pas encore été fixées en application de l'article D.VIII.5, § 2, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 2. — Dispositions relatives au décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

Art. 252. L'article 1^{er}, 2°, d), du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative est abrogé.

Art. 253. Dans l'article 2/4, § 1^{er}, 6°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « D.III.3, D.III.6, » sont insérés entre les termes « D.II.52, » et les termes « D.VIII.5 »;

2° les termes « D.VIII.5/3, D.VIII.5/10 » sont insérés entre les termes « D.VIII.5 » et les termes « D.VIII.30 »;

3° les termes « D.VIII.43, D.VIII.44, D.VIII.45, D.VIII.52, D.VIII.53, D.VIII.54 » sont insérés entre les termes « D.VIII.33 » et les mots « du Code du Développement territorial ».

CHAPITRE 3. — Dispositions relatives au décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales

Art. 254. Sont abrogés à la date fixée par le Gouvernement :

1° le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, modifié par les décrets du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement territorial, du 16 février 2017 modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et diverses dispositions relatives à la fonction consultative et du 26 avril 2018 relatif au Code wallon du Patrimoine;

2° le schéma régional de développement commercial adopté par le Gouvernement le 29 août 2013.

Art. 255. Les schémas communaux de développement commercial en cours d'élaboration qui, de l'abrogation du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciale, ont fait l'objet d'une adoption provisoire, poursuivent leur élaboration conformément aux dispositions du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

Le schéma communal de développement commercial a, pour les seuls permis d'urbanisme visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 8°, valeur de schéma de développement communal, sauf pour l'application de l'article D.IV.16, alinéa 1^{er}, 1°.

En cas de contradiction entre le schéma communal de développement commercial et le schéma de développement communal, il est fait application du schéma le plus récent.

Lors de l'adoption ou la révision d'un schéma de développement communal postérieure à la date de l'abrogation du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciale, le conseil communal abroge le schéma communal de développement commercial.

La présente disposition entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 256. Dans la région de langue française, les demandes de permis d'implantation commerciale et de permis intégrés dont l'accusé de réception est antérieur à la date de l'abrogation du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales poursuivent leur instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

Les permis délivrés valent permis d'urbanisme ou permis unique.

CHAPITRE 4. — Dispositions relatives au décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation

Art. 257. Dans l'article 1^{er} du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation, le 7° est abrogé.

Art. 258. Dans l'article 10, 2°, du même décret, les termes « et au fonctionnaire des implantations commerciales lorsqu'il est l'autorité compétente pour délivrer le permis ou obligatoirement appelé à rendre un avis en vertu du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales » sont abrogés.

CHAPITRE 5. — Dispositions relatives au décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses

Art. 259. Dans l'article D.3 du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, les 28° et 31° sont abrogés.

Art. 260. Dans les articles D.3, 43°, D.34, § 1^{er}, alinéa 3, D.48, § 1^{er}, alinéa 3, D.66,

§ 2, D.67, § 3, alinéa 1^{er}, D.69, alinéa 1^{er}, et D.74, alinéa 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du même décret, les mots « , d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré » sont chaque fois remplacés par les mots « ou d'un permis unique ».

Art. 261. Dans les articles D.39, alinéa 2, D.52, alinéa 1^{er}, 1°, D.53, alinéa 1^{er}, 1°, D.62, § 1^{er}, alinéa 4, D.63, alinéa 1^{er}, 1°, D.119, § 1^{er}, alinéa 5, et D.122, alinéa 2, du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du même décret, les mots « , un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré » sont chaque fois remplacés par les mots « ou un permis unique ».

Art. 262. Dans l'article D.48, § 2, du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du même décret, les mots « , du permis unique, du permis d'implantation commerciale ou du permis intégré » sont remplacés par les mots « ou du permis unique ».

Art. 263. Dans l'article D.51, § 1^{er}, alinéa 2, et D.102, 9° et 10°, du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du même décret, les mots « d'un permis unique, d'un permis d'environnement, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré » sont remplacés par les mots « d'un permis d'environnement ou d'un permis unique ».

Art. 264. Dans les articles D.52, alinéa 1^{er}, 2°, D.62, § 4, D.63, alinéa 1^{er}, 2°, D.66,

§ 1^{er}, et D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du même décret, et dans l'article 68 du même décret, les mots « , de permis unique, de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré » sont chaque fois remplacés par les mots « ou de permis unique ».

Art. 265. Dans l'article D.119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code wallon du Patrimoine, sub article 1^{er} du même décret, les mots « , permis unique, permis d'implantation commerciale ou permis intégré » sont remplacés par les mots « ou permis unique ».

Art. 266. Dans le même décret, au chapitre 1^{er}, la section 4, comportant les articles 17 à 33, est abrogée.

CHAPITRE 6. — Dispositions diverses

Art. 267. Les articles suivants du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement :

1° l'article 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°;

2° l'article D.I.6/1, § 1^{er}, 5° à 8°, sous l'article 10;

3° les articles 72, 1° et 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° et 5°, et 88, 2°;

4° l'article D.IV.35, alinéa 4, sous l'article 89;

5° l'article D.IV.80, § 1^{er}/2, sous l'article 123, 3°;

6° les articles 92, 93, 1°, 124, 125, 126, 127, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266.

Art. 268. Les articles suivants du présent décret entrent en vigueur le premier jour où sont en vigueur le décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses et le présent décret, compte non tenu de l'entrée en vigueur de ses articles 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°, D.I.6/1, § 1^{er}, 5° à 8°, sous l'article 10, 72, 1° et 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° et 5°, et 88, 2°, D.IV.35, alinéa 4, sous l'article 89, D.IV.80, § 1^{er}/2, sous l'article 123, 3°, 92, 93, 1°, 124, 125, 126, 127, 252, 253, 255, 256, 257, 258 :

1° les articles 70, 2°, 72, 6°, 80, 4°, 85, 4°, 90, 4°, 93, 2°, 95, 101, 103, 113, 114, 5°, 130, 138, 170, 172;

2° l'article D.IV.35, alinéas 1^{er} à 3, 5 et 6, sous l'article 89.

Art. 269. Les articles 70, 1°, 72, 5°, 80, 3°, 85, 3°, et 88, 90, 3°, 92, 94, 100, 102, 112, 114, 4°, 129, 137, 169 et 171 cessent d'être en vigueur le jour qui précède la date d'entrée en vigueur du décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses.

Art. 270. Les dispositions du présent décret autres que celles visées à l'article 267 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 13 décembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1479 (2023-2024) N^{os} 1 à 15

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 décembre 2023

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/001981]

13. DEZEMBER 2023 — Dekret zur Abänderung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung und des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion und zur Aufhebung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret werden die folgenden Richtlinien teilweise umgesetzt:

1° Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme;

2° Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten;

3° Richtlinie 2012/18/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen, zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG des Rates.

TITEL I — Abänderungen des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

KAPITEL 1 — Abänderung des Buches I des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

(...)

KAPITEL 2 — Bestimmungen in Bezug auf das Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion

Art. 252 - Artikel 1 Ziffer 2 Buchstabe d des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion wird aufgehoben.

Art. 253 - In Artikel 2/4 § 1 Ziffer 6 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "D.III.3, D.III.6," wird zwischen der Wortfolge "D.II.52," und der Wortfolge "D.VIII.5" eingefügt;

2° die Wortfolge "D.VIII.5/3, D.VIII.5/10" wird zwischen der Wortfolge "D.VIII.5" und der Wortfolge "D.VIII.30" eingefügt;

3° die Wortfolge "D.VIII.43, D.VIII.44, D.VIII.45, D.VIII.52, D.VIII.53, D.VIII.54" wird zwischen der Wortfolge "D.VIII.33" und der Wortfolge "des Gesetzbuches über die territoriale Entwicklung" eingefügt.

KAPITEL 3 — *Bestimmungen in Bezug auf das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen*

Art. 254 - An dem von der Regierung festgelegten Datum werden aufgehoben:

1° das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen, abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des wallonischen Gesetzbuchs für Raumordnung, Städtebau, Erbe und Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, vom 16. Februar 2017 zur Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion und verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Beratungsfunktion und vom 26. April 2018 bezüglich des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe;

2° der am 29. August 2013 durch die Wallonische Regierung verabschiedete Entwicklungsplan des regionalen Raums.

Art. 255 - Die Ausarbeitung der in Ausarbeitung befindlichen kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung, die aufgrund der Aufhebung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen Gegenstand einer vorläufigen Verabschiedung waren, wird gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen fortgesetzt.

Das kommunale Schema zur Handelsentwicklung hat nur für die in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 8 genannten Städtebaugenehmigungen den Wert eines kommunalen Entwicklungsschemas, außer für die Anwendung von Artikel D.IV.16 Absatz 1 Ziffer 1.

Im Falle eines Widerspruchs zwischen dem kommunalen Schema zur Handelsentwicklung und des kommunalen Entwicklungsschemas wird das aktuellste dieser beiden Schemen angewendet.

Bei der Verabschiedung oder Überarbeitung eines kommunalen Entwicklungsschemas nach dem Datum der Aufhebung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen hebt der Gemeinderat das kommunale Schema zur Handelsentwicklung auf.

Die vorliegende Bestimmung tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Art. 256 - In dem französischen Sprachgebiet werden Anträge auf Genehmigung einer Handelsniederlassung und integrierte Genehmigungen, deren Empfangsbestätigung vor dem Datum der Aufhebung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen ausgestellt wurde, nach den zu diesem Zeitpunkt geltenden Bestimmungen weiter bearbeitet.

Die erteilten Genehmigungen gelten als Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung.

KAPITEL 4 — *Bestimmungen in Bezug auf das Dekret vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren*

Art. 257 - In Artikel 1 des Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren wird Ziffer 7 aufgehoben.

Art. 258 - In Artikel 10 Ziffer 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge "und den Beamten für Handelsniederlassungen, wenn er die zuständige Behörde für die Ausstellung der Genehmigung ist, oder wenn er kraft des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen zwangsweise um die Abgabe einer Stellungnahme ersucht werden muss" aufgehoben.

KAPITEL 5 — *Bestimmungen in Bezug auf das Dekret vom 28. September 2023 zur Ersetzung des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen*

(...)

KAPITEL 6 — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 267 - Die folgenden Artikel des vorliegenden Dekrets treten an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft:

1° Artikel 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° und 8°;

2° Artikel D.I.6/1, § 1^{er}, 5° bis 8°, unter Artikel 10;

3° Artikel 72, 1° und 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° und 5°, und 88, 2°;

4° Artikel D.IV.35 Absatz 4 unter Artikel 89;

5° Artikel D.IV.80 § 1^{er}/2 unter Artikel 123, 3°;

6° die Artikel 92, 93, 1°, 124, 125, 126, 127, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266.

Art. 268 - Die folgenden Artikel dieses Dekrets treten am ersten Tag in Kraft, an dem das Dekret vom 28. September 2023 zur Ersetzung des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und das vorliegende Dekret in Kraft treten, ohne Berücksichtigung des Inkrafttretens seiner Artikel 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° und 8°, D.I.6. /1, § 1, 5° bis 8°, unter Artikel 10, 72, 1° und 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° und 5°, und 88, 2°, D.IV.35, Absatz 4, unter Artikel 89, D.IV.80, § 1/2, unter Artikel 123, 3°, 92, 93, 1°, 124, 125, 126, 127, 252, 253, 255, 256, 257, 258:

1° die Artikel 70, 2°, 72, 6°, 80, 4°, 85, 4°, 90, 4°, 93, 2°, 95, 101, 103, 113, 114, 5°, 130, 138, 170, 172;

2° Artikel D.IV.35 Absätze 1 bis 3, 5 und 6 unter Artikel 89.

Art. 269 - Die Artikel 70, 1°, 72, 5°, 80, 3°, 85, 3° und 88, 90, 3°, 92, 94, 100, 102, 112, 114, 4°, 129, 137, 169 und 171 treten am Tag vor dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 28. September 2023 zur Ersetzung des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen außer Kraft.

Art. 270 - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets mit Ausnahme der in Artikel 267 genannten treten am 1. April 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 13. Dezember 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1479 (2023-2024) Nrn. 1 bis 15.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 13. Dezember 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/001981]

13 DECEMBER 2023. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie en tot opheffing van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet zet de volgende richtlijnen gedeeltelijk om:

1° Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de effecten van bepaalde plannen en programma's op het leefmilieu;

2° Richtlijn 2011/92/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 december 2011 betreffende de beoordeling van de effecten van bepaalde plannen en programma's op het leefmilieu;

3° Richtlijn (EU) 2012/18 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, houdende wijziging en vervolgens intrekking van Richtlijn 96/82/EG van de Raad.

TITEL I. — Wijzigingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen in Boek I van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

Art. 2. In artikel D.I.1, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "met inachtneming van ruimteoptimalisatie";

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Ruimteoptimalisatie beoogt de maximale vrijwaring van de bodems en een efficiënt en samenhangend gebruik van de grond door de bebouwing. Ze omvat ook de strijd tegen stadsuitbreiding.";

3° in het voormalige derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden "Deze ontwikkeling" vervangen door de woorden "De duurzame en aantrekkelijke ontwikkeling van het erfgoed".

Art. 3. In artikel D.I.2 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, wordt er een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt:

"3° een monitoringsrapport dat de ontwikkeling beschrijft op het vlak van stadsuitbreiding, artificiëring en beschikbaarheden inzake grond, in het licht van de doelstellingen en richtlijnen van het ruimtelijk ontwikkelingsplan.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "en hun vertaling in de Duitse taal zijn een taak" vervangen door de woorden "is een taak".

Art. 4. In artikel D.I.3 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "het Operationeel Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst, hierna "DGO4" vervangen door de woorden "de Administratie Stedenbouw en Ruimtelijke Ontwikkeling", hierna "administratie" genoemd".

Art. 5. In artikel D.I.4, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt 4° opgeheven;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" brengt advies uit binnen de vijfenveertig dagen na de zending van de aanvraag."

Art. 6. In artikel D.I.5 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt de woorden "uit 24 gewone leden" vervangen door de woorden "uit 36 gewone leden";

2° in het eerste lid, 1°, wordt het woord "acht" vervangen door het woord "twaalf";

3° in het derde lid, 1°, worden de woorden "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) vervangen door de woorden "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië);

4° in het eerste lid, 2°, wordt het woord "zestien" vervangen door het woord "vierentwintig", worden de woorden "twee vertegenwoordigers van de lokale besturen" vervangen door de woorden "drie vertegenwoordigers van de lokale besturen", worden de woorden "twee vertegenwoordigers van de milieuorganisaties" vervangen door de woorden "drie vertegenwoordigers van de milieuorganisaties", worden de woorden "één vertegenwoordiger uit de stadsontwikkeling" vervangen door de woorden "twee vertegenwoordigers uit de stadsontwikkeling", worden de woorden "één vertegenwoordiger van de stedenbouwkundigenverenigingen, twee vertegenwoordigers van de architectenverenigingen" vervangen door de woorden "twee vertegenwoordigers van de stedenbouwkundigenverenigingen, drie vertegenwoordigers van de architectenverenigingen" en worden de woorden "één vertegenwoordiger van de "Conférence permanente du développement territorial" (Permanente conferentie van de ruimtelijke ontwikkeling)" vervangen door de woorden "twee vertegenwoordigers van de "Conférence permanente du développement territorial" (Permanente conferentie van de ruimtelijke ontwikkeling);

5° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "één vertegenwoordiger van de Federatie voor de handel en diensten, één vertegenwoordiger van een vereniging voor consumentenbescherming erkend overeenkomstig artikel XVII.39, 2°, van het Wetboek van economisch recht";

6° in het tweede lid wordt het woord "twee" vervangen door het woord "drie"; 7° het tweede lid wordt aangevuld met een 3° dat als volgt luidt:

"3° de afdeling "Handelsontwikkeling." ";

8° in het derde lid worden de woorden "twee ondervoorzitters" vervangen door de woorden "drie ondervoorzitters";

9° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de vergaderingen van de Beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" per videoconferentie kunnen worden gehouden."

Art. 7. In Boek 1, Enige titel, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde wetboek wordt een onderafdeling 1 met als opschrift "Oplichting en opdrachten", die artikel D.I.6 bevat, ingevoegd.

Art. 8. In artikel D.I.6 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° de bewoording "§ 1" wordt opgeheven;

2° de paragrafen 2, 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 9. In Boek 1, enige Titel, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt afdeling 2 aangevuld met een onderafdeling 2 met als opschrift "Samenstelling en werking".

Art. 10. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel D.I.6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.I.6/1. § 1. De Commissie is samengesteld uit: 1° een voorzitter die de Regering vertegenwoordigt;

2° twee personen voorgedragen door de Orde van de architecten;

3° twee personen onder de personen voorgedragen door lijst van twaalf personen, voorgedragen door de "Chambre des Urbanistes de Belgique";

4° één vertegenwoordiger van de "Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne" (Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest);

5° een vertegenwoordiger van een vereniging voor consumentenbescherming erkend overeenkomstig artikel XVII.39, 2°, van het Wetboek van economisch recht;

6° een lid van de Administratie Vervoer; 7° een vertegenwoordiger van stadsontwikkeling;

8° twee vertegenwoordigers van de sociale onderhandelingspartners, zoals vertegenwoordigd in de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië).

§ 2. De voorzitter en de leden van de adviescommissie worden door de Regering benoemd.

Het lid dat de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest vertegenwoordigt, zetelt enkel wanneer het beroep betrekking heeft op een goed bedoeld in artikel D.IV.17, eerste lid, 3°.

De leden bedoeld in het eerste lid, 5° tot en met 8°, zetelen enkel wanneer het beroep betrekking heeft op een project bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°.

§ 3. Tenzij de aanwezigheid van de leden bedoeld in paragraaf 1, 5° tot 8°, is vereist, beraadslaagt de Commissie geldig indien de voorzitter en ten minste twee andere leden aanwezig zijn.

Wanneer de aanwezigheid van de leden bedoeld in paragraaf 1, 5° tot 8°, is vereist, beraadslaagt de Commissie geldig indien de voorzitter en ten minste twee andere leden aanwezig zijn.

§ 4. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de administratie.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de samenstelling van de commissie en haar werkwijze.

Het bedrag van het presentiegeld waarop de voorzitter en de leden van de adviescommissie recht hebben, kan door de Regering vastgelegd worden.”.

Art. 11. In artikel D.I.10 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “Op voorstel van de Gemeenteraad, kan de Regering” vervangen door de woorden “De Gemeenteraad kan”;

2° in paragraaf 4 wordt het woord “DGO4” vervangen door de woorden “de administratie”;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De gemeentelijke commissies kunnen via videoconferentie vergaderen onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in hun huishoudelijk reglement, dat elk risico op digitale uitsluiting garandeert.”.

Art. 12. In artikel D.I.11 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde lid worden de woorden “en de gezamenlijke milieueffectenbeoordeling van de aanvraag bedoeld in artikel D.II.54” ingevoegd tussen de woorden “of de herziening van een gewestplan” en de woorden “wordt opgesteld”;

2° tussen de leden 4 en 5 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Voor de uitvoering van de gezamenlijke milieueffectbeoordeling van de aanvraag, bedoeld in artikel D.V.16, is de erkenning toegekend op grond van Boek I van het Milieuwetboek, vereist.”.

Art. 13. In artikel D.I.12 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 3°, wordt het woord “of” vervangen door het teken “,”;

2° het eerste lid, 3°, wordt aangevuld met de woorden “of een gemeentelijke handleiding voor stedenbouw”;

3° in het tweede lid, worden de woorden “D.IV.15, lid 1, 1°” vervangen door de woorden “D.IV.16, lid 1, 1°, a)”.

Art. 14. In artikel D.I.13 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “en” vervangen door de woorden “en/of”; 2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel D.I.16 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “en de mogelijkheid om opmerkingen te maken en suggesties te doen tijdens een voorafgaande informatievergadering overeenkomstig de artikelen D.VIII.5, D.VIII.5/7 en D.VIII.5/14” ingevoegd tussen de woorden “De bijzondere bekendmakingsmaatregelen” en de woorden “worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord “suggesties” ingevoegd tussen de woorden “de periode waarin bemerkingen,” en de woorden “of bezwaren bij aankondiging van een project aan het gemeentecollege gericht kunnen worden”;

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “of voorafgaande informatievergadering” ingevoegd tussen de woorden “bij aankondiging van een project” en de woorden “aan het gemeentecollege gericht”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aangebracht in Boek II het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 16. Artikel D.II.2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.II.2. § 1. Het ruimtelijk ontwikkelingsplan omschrijft op grond van een contextueel onderzoek de opties inzake ruimtelijk beleid voor Wallonië op gewestelijke schaal.

In het contextueel onderzoek wordt ingegaan op:

1° de voornaamste ruimtelijke vraagstukken;

2° de perspectieven en behoeften op sociaal vlak, met name inzake sociale cohesie, economie, demografie, energie, erfgoed, leefmilieu, met name ecologie, natuurbehoud en -herstel, mobiliteit, en verder nog op het potentieel van het grondgebied en de drukkende factoren waaraan het grondgebied blootgesteld is;

3° de huidige toestand, de te verwachten ontwikkeling en de gevolgen van stadsuitbreiding en artificiëring.

§ 2. In de opties inzake ruimtelijk beleid van het ruimtelijke ontwikkelingsplan worden omschreven:

1° de gewestelijke doelstellingen inzake ruimtelijke ontwikkeling en ordening en de wijze waarop deze ingebed zijn in de supraregionale context;

2° de principes en modaliteiten voor de uitvoering van de doelstellingen, in het bijzonder die met betrekking tot ruimteoptimalisatie;

3° de ruimtelijke structuur.

§ 3. De gewestelijke doelstellingen inzake ruimtelijke ontwikkeling en ordening bedoeld in paragraaf 2, 1°, beogen:

1° de ruimteoptimalisatie;

2° de sociaaleconomische ontwikkeling en regionale aantrekkelijkheid; 3° het kwaliteitsbeheer van de leefomgeving;

4° het beheer van de mobiliteit.

§ 4. De principes en modaliteiten voor de implementatie van ruimteoptimalisatie zijn:

1° de trajecten voor het terugdringen van stadsuitbreiding en artificiëring;

2° de criteria voor het definiëren van de centrumgebieden;

3° de centrumgebieden en maatregelen om de bebouwing binnen en buiten deze centrumgebieden te sturen;

4° alle andere bepalingen die bijdragen tot de doelstelling van optimaal gebruik van de grondgebieden en hulpbronnen.

§ 5. Met de in paragraaf 2, 3°, bedoelde ruimtelijke structuur worden in kaart gebracht:

1° de kernen;

2° de ontwikkelingsgebieden, met inbegrip van stroomgebieden waarbinnen trajecten kunnen worden aangepast volgens hun specifieke kenmerken en behoeften;

3° de regio's betrokken bij de gewest- en grensoverschrijdende samenwerking;

4° de verkeersnetten en de leidingen voor het vervoer van vloeï- en energiestoffen.

In de ruimtelijke structuur worden de locaties opgenomen die erkend zijn krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, evenals de door de Regering aangenomen ecologische doorgangsgebieden, waarbij rekening wordt gehouden met hun biologische waarde en hun continuïteit met het oog op een samenhangende ecologische vermazing op schaal van het gewestelijk grondgebied.

Het doel van de ecologische doorgangsgebieden die door de Regering zijn aangenomen, is te zorgen voor een samenhangende ecologische vermazing op schaal van het gewestelijk grondgebied. Ze worden gedefinieerd in termen van hun biologische waarde en continuïteit.

§ 6. Het ruimtelijk ontwikkelingsplan kan:

1° beheers- en programmeringsmaatregelen bevatten met betrekking tot de ontsluitingsbeginselen en de ruimtelijke structuur zoals bedoeld in paragraaf 2, 2° en 3°;

2° voorstellen tot herziening van gewestplannen verwoorden;

3° ruimtelijke projecten verwoorden met betrekking tot de regio's betrokken bij de gewest- en grensoverschrijdende samenwerking en de ontwikkelingsgebieden;

4° een woordenlijst bevatten met de belangrijkste gebruikte termen en begrippen.”

Art. 17. In artikel D.II.3 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “lid 1,” opgeheven en worden de woorden “Sociaal-Economische Raad van Wallonië ” vervangen door de woorden “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië);

2° in paragraaf 2 worden de woorden “Sociaal-Economische Raad van Wallonië ” vervangen door de woorden “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië”).

Art. 18. In artikel D.II.5 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

“Onder de voorwaarden van artikel D.II.6/1 kan het meergemeentelijk plan thematisch zijn en focussen op ruimteoptimalisatie, groene infrastructuur of mobiliteit.”;

2° in lid 2 worden de woorden “Een gemeentelijk grondgebied kan nooit” vervangen door de woorden “Onverminderd artikel D.II.17, § 2, tweede lid, kan een gemeentelijk grondgebied nooit”.

Art. 19. Artikel D.II.6 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.II.6. § 1. Het meergemeentelijk ontwikkelingsplan omschrijft op grond van een contextueel onderzoek de opties inzake ruimtelijk beleid voor het dienovereenkomstig gebied op schaal van dat gebied.

In het contextueel onderzoek wordt ingegaan op:

1° de voornaamste ruimtelijke vraagstukken;

2° de perspectieven en behoeften op sociaal vlak, met name inzake sociale cohesie, economie, demografie, energie, erfgoed, leefmilieu, met name ecologie, natuurbehoud en -herstel, mobiliteit, en verder nog op het potentieel van het grondgebied en de drukkende factoren waaraan het grondgebied blootgesteld is, meer bepaald de natuurlijke risico's bedoeld in artikel D.IV.57;

3° de huidige toestand, de te verwachten ontwikkeling en de gevolgen van stadsuitbreiding en artificiëring.

4° de potentiële bijdrage van het betrokken gebied aan ruimteoptimalisatie.

Wat de rechtstoestand betreft, omvat het de gebieden die erkend zijn krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de ecologische doorgangsgebieden die door de Regering zijn vastgesteld.

Het kan de resultaten bevatten van andere analyses die zijn uitgevoerd in toepassing van andere bepalingen van dit Wetboek of van andere wetgevingen.

§ 2. In de beleidsopties inzake het meergemeentelijk ontwikkelingsplan worden omschreven:

1° de meergemeentelijke doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en ontwikkeling op bovengemeentelijke schaal, en de wijze waarop de gewestelijke doelstellingen inzake het ruimtelijk ontwikkelingsplan ingepast worden;

2° de principes en modaliteiten voor de uitvoering van de doelstellingen, in het bijzonder die met betrekking tot ruimteoptimalisatie;

3° de ruimtelijke structuur.

§ 3. De gewestelijke doelstellingen bedoeld in paragraaf 2, 1°, hebben betrekking op het bestreken grondgebied en de voornaamste beleidskeuzes voor dat gebied liggen er in het verlengde van.

De meergemeentelijke doelstellingen inzake ruimtelijke ontwikkeling en ordening, omschreven in paragraaf 2, 1°, beogen:

1° de ruimteoptimalisatie;

2° de sociaaleconomische ontwikkeling en regionale aantrekkelijkheid; 3° het kwaliteitsbeheer van de leefomgeving;

4° het beheer van de mobiliteit.

§ 4. De principes en modaliteiten voor de implementatie van ruimteoptimalisatie zijn:

1° het traject voor het terugdringen van stadsuitbreiding en artificiëring;

2° de centrumgebieden die aanwezig zijn op het bestreken grondgebied;

3° de maatregelen om de bebouwing binnen en buiten deze centrumgebieden te sturen;

4° de volgorde van prioriteit voor de uitvoering van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en hun bestemming;

5° alle andere bepalingen die bijdragen tot ruimteoptimalisatie.

§ 5. Met de in paragraaf 2, 3°, bedoelde ruimtelijke structuur worden in kaart gebracht:

1° de centrumgebieden;

2° de ontwikkelingsgebieden; 3° landschapsstructuur;

4° de verkeersnetten en de leidingen voor het vervoer van vloeï- en energiestoffen; 5° de groene infrastructuur.

§ 6. Het meergemeentelijk ontwikkelingsplan kan

1° beheers- en programmeringsmaatregelen bevatten met betrekking tot de ontsluitingsbeginselen en de ruimtelijke structuur zoals bedoeld in de paragrafen 4 en 5;

2° voorstellen verwoorden voor de herziening van het gewestplan, met name de gebieden van gemeentelijk belang en de lijst van (meer)gemeentelijke plannen en leidraden die geheel of gedeeltelijk opgemaakt, herzien dan wel opgeheven dienen te worden.

3° een woordenlijst bevatten met de belangrijkste gebruikte termen en begrippen.”.

Art. 20. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D.II.6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.II.6/1. § 1. Het meergemeentelijk ontwikkelingsplan kan thematisch zijn en focussen op ruimteoptimalisatie, groene infrastructuur of mobiliteit.

Het wordt opgesteld op basis van een contextueel onderzoek als bedoeld in artikel D.II.6, § 1, leden 2 tot en met 4.

§ 2. Als het de ruimteoptimalisatie begoot, bevat het thematisch meergemeentelijk ontwikkelingsplan:

1° de meergemeentelijke doelstellingen en de wijze waarop de gewestelijke doelstellingen van het ruimtelijk ontwikkelingsplan ingepast worden;

2° de beginselen en modaliteiten voor de uitvoering van deze doelstellingen, namelijk:

a) het traject voor het terugdringen van stadsuitbreiding en artificiëring;

b) de centrumgebieden in het bestreken grondgebied;

c) de maatregelen om de bebouwing binnen en buiten deze centrumfuncties te sturen;

d) de volgorde van prioriteit voor de uitvoering van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en hun bestemming;

e) alle andere bepalingen die bijdragen tot ruimteoptimalisatie;

3° de territoriale structuur met betrekking tot deze doelstellingen;

4° gehele of gedeeltelijke opheffingen van lokale beleidsontwikkelingsplannen in toepassing van artikel D.II.15, § 2.

§ 3. De Regering kan de verplichte inhoud van het thematisch meergemeentelijk ontwikkelingsplan voor groene infrastructuur of mobiliteit bepalen.

§ 4. Het thematisch meergemeentelijk ontwikkelingsplan kan:

1° beheers- en programmeringsmaatregelen bevatten met betrekking tot de ontsluitingsbeginselen en de ruimtelijke structuur zoals bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 2° en 3° ;

2° voorstellen verwoorden voor de herziening van het gewestplan, met name de gebieden van gemeentelijk belang en de lijst van (meer)gemeentelijke plannen en leidraden die geheel of gedeeltelijk opgemaakt, herzien dan wel opgeheven dienen te worden.

3° een woordenlijst bevatten met de belangrijkste gebruikte termen en begrippen.”.

Art. 21. In artikel D.II.7 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “volgens de nadere regels die zij bepalen” vervangen door de woorden “, die op eigen initiatief naburige gemeenten die niet door het ontwikkelingsplan worden getroffen, op de hoogte brengen”;

2° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden “In die nadere regels wordt met name ingegaan op” vervangen door de woorden “De Regering bepaalt”;

3° paragraaf 1, derde lid, wordt opgeheven;

4° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord “DGO4” vervangen door de woorden “de Administratie”;

5° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord “DGO4” vervangen door de woorden “de Administratie”;

6° in paragraaf 5 wordt het woord “DGO4” vervangen door de woorden “de administratie” en worden de woorden “wegens overtreding van het Wetboek of wegens een duidelijke beoordelingsfout” vervangen door de woorden “omwille van de wettigheid”;

7° in paragraaf 6, tweede lid, wordt punt 1° vervangen als volgt:

1° de meergemeentelijke doelstellingen bedoeld in de artikelen D.II.6, § 2, 1°, en D.II.6/1, § 2, 1°, of bepaald door de Regering krachtens artikel D.II.6/1, § 2, niet bedreigd zijn.”.

Art. 22. In artikel D.II.8, paragraaf, 1, tweede lid, worden de woorden “bedoeld in artikel D.II.6, § 2, 1°,” vervangen door de woorden “bedoeld in de artikelen D.II.6, § 2, 1°, en D.II.6/1, § 2, 1°, of bepaald door de Regering krachtens artikel D.II.6/1, § 3”.

Art. 23. Artikel D.II.9 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

”Het meergemeentelijk ontwikkelingsplan kan thematisch zijn en de ruimteoptimalisatie beogen.”.

Art. 24. Artikel D.II.10 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

”Art. D.II.10. § 1. Het gemeentelijk ontwikkelingsplan omschrijft op grond van een contextueel onderzoek de opties inzake ruimtelijk beleid voor het geheel van het gemeentelijk grondgebied op schaal van het gemeentelijk grondgebied.

Het contextueel onderzoek omvat :

1° de voornaamste ruimtelijke vraagstukken;

2° de perspectieven en behoeften op sociaal vlak, met name inzake sociale cohesie, economie, demografie, energie, erfgoed, leefmilieu, met name ecologie, natuurbehoud en -herstel, mobiliteit, en verder nog op het potentieel van het grondgebied en de drukkende factoren waaraan het grondgebied blootgesteld is, meer bepaald de natuurlijke risico's bedoeld in artikel D.IV.57;

3° de huidige staat van de stadsuitbreiding en artificiëring, hun voorzienbare evolutie en gevolgen;

4° de potentiële bijdrage van het betrokken gebied aan ruimteoptimalisatie.

Wat de rechtstoestand betreft, omvat het de gebieden die erkend zijn krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de ecologische doorganggebieden die door de Regering zijn vastgesteld.

Het kan de resultaten bevatten van andere analyses die zijn uitgevoerd in toepassing van andere bepalingen van dit Wetboek of van andere wetgevingen.

§ 2. De beleidsopties inzake het gemeentelijk ontwikkelingsplan worden bepalen:

1° de gemeentelijke doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en ontwikkeling op gemeentelijke schaal, en de wijze waarop de gewestelijke doelstellingen inzake ruimtelijk ontwikkelingsplan of, in voorkomend geval, de meergemeentelijke doelstellingen van het meergemeentelijk ontwikkelingsplan ingepast worden;

2° de principes en modaliteiten voor de uitvoering van de doelstellingen, in het bijzonder die met betrekking tot ruimteoptimalisatie;

3° de ruimtelijke structuur.

§ 3. De gewestelijke of meergemeentelijke doelstellingen bedoeld in paragraaf 2, 1°, hebben betrekking op het gemeentelijk grondgebied en liggen ten grondslag aan de voornaamste oriëntaties ervan.

De gemeentelijke doelstellingen bedoeld in paragraaf 2, 1°, beogen: 1° de ruimteoptimalisatie;

2° de sociaaleconomische ontwikkeling en regionale aantrekkelijkheid; 3° het kwaliteitsbeheer van de leefomgeving;

4° het beheer van de mobiliteit.

§ 4. De principes en modaliteiten voor de implementatie van ruimteoptimalisatie zijn:

1° het traject voor het terugdringen van stadsuitbreiding en artificiëring; 2° de centrumgebieden die aanwezig zijn op het bestreken grondgebied;

3° de maatregelen om de bebouwing binnen en buiten deze centrumgebieden te sturen;

4° de volgorde van prioriteit voor de uitvoering van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en hun bestemming;

5° alle andere bepalingen die bijdragen tot ruimteoptimalisatie.

§ 5. Met de in paragraaf 2, 3°, bedoelde ruimtelijke structuur worden in kaart gebracht:

1° de centrumgebieden en de bebouwde structuur; 2° de landschapsstructuur;

3° de verkeersnetten en de leidingen voor het vervoer van vloeï- en energiestoffen; 4° de groene infrastructuur.

§ 6. Het gemeentelijk ontwikkelingsplan kan:

1° beheers- en programmeringsmaatregelen bevatten met betrekking tot de ontsluitingsbeginselen en de ruimtelijke structuur zoals bedoeld in paragraaf 2, 2° en 3°;

2° voorstellen verwoorden voor de herziening van het gewestplan, met name de gebieden van gemeentelijk belang en de lijst van (meer)gemeentelijke plannen voor wat betreft het betrokken gemeentelijk grondgebied en de plaatselijke beleidsontwikkelingsgebieden en gemeentelijke leidraad die geheel of gedeeltelijk opgemaakt, herzien of opgeheven moeten worden.

3° een woordenlijst bevatten met de belangrijkste gebruikte termen en begrippen.”.

Art. 25. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D.II.10/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.II.10/1. § 1. Het thematisch gemeentelijk ontwikkelingsplan wordt opgesteld op basis van een contextueel onderzoek als bedoeld in artikel D.II.10, § 1, leden 2 tot en met 4.

Het bevat:

1° de gemeentelijke doelstellingen en de wijze waarop de gewestelijke doelstellingen inzake ruimtelijk ontwikkelingsplan of, in voorkomend geval, de meergemeentelijke doelstellingen van het meergemeentelijk ontwikkelingsplan ingepast worden;

2° de beginselen en modaliteiten voor de uitvoering van deze doelstellingen, namelijk:

a) het traject voor het terugdringen van stadsuitbreiding en artificiëring;

b) de centrumgebieden in het bestreken grondgebied;

c) de maatregelen om de bebouwing binnen en buiten deze centrumfuncties te sturen;

d) de volgorde van prioriteit voor de uitvoering van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en hun bestemming;

e) alle andere bepalingen die bijdragen tot ruimteoptimalisatie;

3° de territoriale structuur met betrekking tot deze doelstellingen;

4° gehele of gedeeltelijke opheffingen van lokale beleidsontwikkelingsplannen in toepassing van artikel D.II.15, § 3.

§ 2. Het thematisch gemeentelijk ontwikkelingsplan kan:

1° beheers- en programmeringsmaatregelen bevatten met betrekking tot de ontsluitingsbeginselen en de ruimtelijke structuur zoals bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2° en 3°;

2° voorstellen verwoorden voor de herziening van het gewestplan, met name de gebieden van gemeentelijk belang en de lijst van (meer)gemeentelijke plannen voor wat betreft het betrokken gemeentelijk grondgebied en de plaatselijke beleidsontwikkelingsgebieden en gemeentelijke leidraad die geheel of gedeeltelijk opgemaakt, herzien of opgeheven moeten worden.

3° een woordenlijst bevatten met de belangrijkste gebruikte termen en begrippen.

§ 3. De Regering kan aan een gemeente vragen om een thematisch gemeentelijk ontwikkelingsplan op te stellen of te herzien. De gemeenteraad zal binnen zes maanden na ontvangst van de aanvraag van de Regering een standpunt innemen.”.

Art. 26. In artikel D.II.11 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

§ 1. Op basis van een contextueel onderzoek bepaalt het lokaal beleidsontwikkelingsplan de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw voor een deel van het gemeentelijk grondgebied.

Het contextueel onderzoek omvat :

1° de voornaamste ruimtelijke vraagstukken;

2° de perspectieven en behoeften op sociaal vlak, met name inzake sociale cohesie, economie, demografie, energie, erfgoed, leefmilieu, met name ecologie, natuurbehoud en -herstel, mobiliteit, en verder nog op het potentieel van het grondgebied en de drukkende factoren waaraan het grondgebied blootgesteld is, meer bepaald de natuurrisico's bedoeld in artikel D.IV.57;

3° de huidige toestand, de te verwachten ontwikkeling en de gevolgen van stadsuitbreiding en artificiëring.

4° de potentiële bijdrage van het betrokken gebied aan ruimteoptimalisatie.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

”§ 2. Het plan bevat:

1° de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw voor het deel van het betrokken gebied;

2° de beleidskaart, met:

a) het wegnen;

b) de technische infrastructuren en netten, met inbegrip van de infrastructuren voor het beheer van afval- en hemelwater;

c) de openbare ruimten;

d) de bestemmingen per gebieden;

e) de dichtheden:

(1) in bedrijfstuimtes, rekening houdend met de noodzaak om bedrijven in staat te stellen uit te breiden op hun locaties en met andere beperkingen op hun ontwikkeling;

(2) in woongebieden en woongebieden met een plattelandskarakter en gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is wanneer het lokaal beleidsontwikkelingsplan bepaalt dat ze geheel of gedeeltelijk voor woondoeleinden moeten worden bestemd;

f) de groene infrastructuur;

g) de krachtlijnen van het landschap;

h) wanneer overwogen wordt, artikel D.IV.3, lid 1, 6°, toe te passen, de grenzen van de op te richten kavels;

i) de fasering van de ontsluiting van het ontwikkelingsplan;

3° wanneer overwogen wordt om artikel D.IV.3, lid 1, 6°, toe te passen, alle informatie met betrekking tot de vestiging en de hoogte van de constructies en bouwwerken, de wegen en de openbare ruimten, evenals met betrekking tot de integratie van de technische uitrustingen.”;

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

”3° een woordenlijst bevatten met de belangrijkste gebruikte termen en begrippen.”.

Art. 27. In artikel D.II.12 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden ”D.II.10/1, § 3” ingevoegd tussen het woord ”artikelen” en de woorden ”D.II.21, § 3, 4°, D.II.32 en ” D.II.42”;

2° in paragraaf 1, derde lid, wordt de laatste zin vervangen als volgt:

”Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn van zestig dagen, wordt het voorstel geacht verworpen te zijn.”;

3° in paragraaf 3 wordt het derde lid vervangen als volgt:

”De gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, de Beleidsgroep ”Ruimtelijke Ordening”, de Beleidsgroep Leefmilieu” worden geraadpleegd. Bij de opmaak van een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan, met inbegrip van een thematisch ontwikkelingsplan gericht op ruimteoptimalisatie, kan de Beleidsgroep ”Ruimtelijke Ordening” geraadpleegd worden ondanks de raadpleging van de gemeentelijke commissie. De gemeenteraad raadpleegt ook de personen en instanties die hij geschikt acht. Alle adviezen worden binnen vijfenveertig dagen na de zending van de aanvraag van het gemeentecollege overgemaakt. Zoniet worden de adviezen gunstig geacht.”;

4° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord ”DGO4” vervangen door de woorden ”de Administratie”;

5° in paragraaf 5, tweede lid, wordt het woord ”DGO4” vervangen door de woorden ”de Administratie”;

6° in paragraaf 5 wordt de zin ”Het verwerpen van de goedkeuring wordt enkel uitgesproken wegens overtreding van het Wetboek of wegens een duidelijke beoordelingsfout.” vervangen door de zin ”Het verwerpen van de goedkeuring wordt uitsluitend op grond van de wettigheid uitgesproken.”.

Art. 28. In artikel D.II.15, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ”bedoeld in artikel D.II.6, § 2, 1°,” vervangen door de woorden ”bedoeld in artikel D.II.6,

§ 2, 1°, en D.II.6/1, § 2, 1°, of bepaald door de Regering krachtens artikel D.II.6/1, § 3”.

Art. 29. Artikel D.II.16 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"D.II.16. § 1. Alle ontwikkelingsplannen hebben een indicatieve waarde.

§ 2. Het ruimtelijk ontwikkelingsplan is van toepassing:

1° in zijn geheel, met uitzondering van de informatie bedoeld in artikel D.II.2, § 4, 3°, op het gewestplan met inbegrip van het bodembestemmingsplan, de ontwikkelingsplannen en de leidraden;

2° in afwijking van paragraaf 6, voor wat betreft de ligging van de projecten met betrekking tot artikel D.II.2, § 2, 3°, met inachtneming van de doelstellingen bedoeld in artikel D.II.2, § 2, 1°, op de aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen en attesten nr. 2:

a) met betrekking tot bouwwerken of nuts- of gemeenschapsvoorzieningen die bedoeld zijn in artikel D, IV.25, of die betrekking hebben op de lijninfrastructuur beoogd bij de territoriale structuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, ofwel die opgenomen zijn in het ruimtelijk ontwikkelingsplan ten opzichte van zijn afstraling op schaal van een ontwikkelingsruimte;

b) gericht op de bebouwing van de gronden van meer dan twee ha en met betrekking tot hetzij de bouw van woningen, hetzij de vestiging van één of meer handelszaken in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, hetzij de bouw van kantoren, hetzij een project dat twee of drie van deze bestemmingen combineert;

3° met betrekking tot de aanduidingen van het ruimtelijk ontwikkelingsplan bedoeld in artikel D.II.2, § 4, 3°, op de lokale beleidsontwikkelingsplannen, stedenbouwkundige vergunningen en attesten nr. 2. Deze aanduidingen verliezen hun uitwerking wanneer na de aanneming van het gewestelijk ontwikkelingsplan een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan dat de aanduidingen bedoeld in de artikelen D.II.6/1, § 2 of D.II.10/1, § 1, bevat, wordt aangenomen of herzien.

§ 3. Het meergemeentelijk ontwikkelingsplan is van toepassing op het gemeentelijk ontwikkelingsplan, op het lokaal beleidsontwikkelingsplan, op de gemeentelijke leidraad voor stedenbouw, op de stedenbouwkundige vergunning en het stedenbouwkundig attest nr. 2.

§ 4. Het gemeentelijk ontwikkelingsplan is van toepassing op het lokaal beleidsontwikkelingsplan, op de gemeentelijke leidraad voor stedenbouw onverminderd artikel D.III.10, eerste lid, op de stedenbouwkundige vergunning en het stedenbouwkundig attest nr. 2.

§ 5. Het lokaal beleidsontwikkelingsplan is van toepassing op de gemeentelijke leidraad voor stedenbouw, op de stedenbouwkundige vergunning en het stedenbouwkundig attest nr. 2.

§ 6. De instrumenten voor ruimtelijk beleid worden naar de schaal van het betrokken grondgebied ingezet."

Art. 30. In artikel D.II.17 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het lokale beleidsontwikkelingsplan kan afwijken van de aanduidingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan bedoeld in artikel D.II.2, § 4, 3°, op voorwaarde dat gemotiveerd wordt aangetoond dat de afwijking:

1° de doelstellingen inzake ruimtelijke ontwikkeling en ruimtelijke ordening, vervat in het ruimtelijk ontwikkelingsplan, niet bedreigt;

2° gerechtvaardigd is door specifieke lokale omstandigheden;

3° bijdraagt tot de bescherming, het beheer of de inrichting van de bebouwde en onbebouwde landschappen.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "D.IV.15, lid 1, 1°" vervangen door de woorden "D.IV.16, lid 1, 1°, a) en b)";

3° paragraaf 2, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zin

"Wanneer het meergemeentelijk ontwikkelingsplan thematisch is in de zin van D.II.6/1, § 1, blijft het gemeentelijk ontwikkelingsplan van toepassing op de rest van zijn aanduidingen."

Art. 31. "In artikel D.II.21 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:"

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° ruimten buiten een centrumgebied.";

2° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"5° de ruimteoptimalisatie; ".

Art. 32. In hetzelfde Wetboek wordt artikel R25bis hernummerd als volgt: "25/1".

Art. 33. In artikel D.II.37 van hetzelfde wetboek worden de woorden "of een project voor de toeristische valorisering van de bossen, ontwikkeld door de Duitstalige Gemeenschap" opgeheven.

Art. 34. "In artikel D.II.42 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:"

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

§ 1. Het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, is besteld voor elke bestemming bepaald door een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan.

Bij gebrek aan meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan wordt zijn bestemming vastgesteld in functie van de ligging, de buurt, het effect van de overwogen bebouwing op de ruimteoptimalisatie, de nabijheid van bevoorrechte initiatiefgebieden bedoeld in artikel D.V.14, de nabijheid van stedelijke en landelijke kernen, de performantie van de communicatie- en distributienetwerken, de kosten die de bebouwing op korte, middellange en lange termijn met zich meebrengen, alsook de behoeften van de gemeente en de bestemming van het geheel of deel van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg, en dat zich bevindt op het betrokken gemeentelijk grondgebied en op de aangrenzende gemeentelijke grondgebieden, indien bestaand.";

2° in paragraaf 2 wordt een nieuw lid tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Het geheel of een deel van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg, dat deel uitmaakt van een door een ontwikkelingsplan afgebakend centrumgebied, kan echter ook worden uitgevoerd door middel van een bebouwingsvergunning of een stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken met een oppervlakte van twee hectare of meer, op voorwaarde dat een effectonderzoek wordt uitgevoerd en die betrekking heeft op het creëren van woningen en, in voorkomend geval, op activiteiten die verband houden met de gecreëerde woningen.";

3° lid 3 wordt vervangen door wat volgt :

“Wanneer de ontsluiting van het gebied of een deel ervan uitsluitend betrekking heeft op één of meerdere bestemmingen die niet met bebouwing verband houden, of wanneer het uit te voeren gebied volledig gelegen is in een door een ontwikkelingsplan afgebakend centrumgebied, geniet het lokaal beleidsontwikkelingsgebied een vereenvoudigde inhoud bepaald door de Regering”.

Art. 35. Artikel D.II.43 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden “of voor zover de schrapping vrijgesteld is van een effectbeoordeling”.

Art. 36. In artikel D.II.44 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid 1 wordt tussen de punten 4° en 5° een punt 4/1° ingevoegd, luidend als volgt:

“4/1° wanneer het ontwerp van herziening strekt tot de opnemings van een gebied bestemd voor bebouwing in de zin van artikel D.II.23, tweede lid, een omtrek voor de bescherming van gebieden buiten het centrumgebied of een bijkomend voorschrift voor ruimteoptimalisatie, een analyse van het effect van de opnemings op de ruimteoptimalisatie;”;

2° in het tweede lid, c), worden de woorden “en de groengebieden” opgeheven.

3° in het tweede lid, d) worden de woorden “en, voor de woonbestemmingen, de vooropgestelde dichtheid voor de onbebouwde of te herstellen terreinen, of voor de bebouwde gehelen van meer dan twee hectare die geherstructureerd dienen te worden” opgeheven

4° na het tweede lid wordt een punt d/1) ingevoegd, luidend als volgt:

“d/1) de dichtheden voor:

(1) de economische bestemmingen, rekening houdend met de noodzaak om bedrijven in staat te stellen zich te ontwikkelen op hun vestigingsplaats en met andere beperkingen op de ontwikkeling van de ruimten waarin ze zich bevinden;

(2) de woonbestemmingen;”;

5° in het tweede lid 2, e), worden de woorden “ecologische structuur” vervangen door de woorden “groene infrastructuur”.

Art. 37. In artikel D.II.45 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De opnemings van een nieuw bebouwingsgebied, volgend op een niet-bebouwingsgebied, dat niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben wordt, met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel, gecompenseerd voor ten minste vijftientachtig procent van de oppervlakte ervan door de wijziging van een bestaand bebouwingsgebied of een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg in een niet-bebouwingsgebied.

Indien de in lid 1 bedoelde compensatie niet de volledige oppervlakte van het nieuwe bebouwingsgebied betreft, wordt de opnemings van dit gebied ook op alternatieve wijze gecompenseerd uit operationeel, milieu-, energie- of mobiliteitsoogpunt, waarbij met name rekening wordt gehouden met de gevolgen van het bebouwingsgebied voor de omgeving.

De alternatieve compensatie beoogt het herstel van het evenwicht dat verloren gaat door de residuele impact van de opnemings van een bebouwingsgebied volgend op een niet-bebouwingsgebied, na inoverwegingname van de preventie- en inrichtingsmaatregelen die getroffen worden ter beperking of voorkoming van de niet te verwaarlozen effecten waarop gewezen is in het milieueffectenverslag dat in het kader van de procedure opgesteld wordt.

Planologische of alternatieve compensaties kunnen gefaseerd verlopen.

Voor de alternatieve compensaties bepaalt de Regering hun aard, hun nadere uitvoeringsregels en bepaalt ze er het proportionaliteitsbeginsel van.”;

2° paragraaf 4, tweede lid, wordt opgeheven;

3° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“§ 5. Het gebied van gemeentelijk belang ligt geheel of gedeeltelijk binnen een centrumgebied dat door een ontwikkelingsplan wordt afgebakend.

Bij gebrek aan ontwikkelingsplan waarin de centrumgebieden worden afgebakend, ligt het gebied van gemeentelijk belang binnen een deel van het gebied dat bijdraagt tot de dynamisering van stedelijke en landelijke kernen waarvan het potentieel als centrumfunctie, met als kenmerken een concentratie van woningen en een vlotte toegang tot diensten en uitrustingen, versterkt moet worden door een geschikte verdichting, door de hernieuwing, door de functionele en sociale gemengdheid en door de verbetering van het leefkader.”.

Art. 38. In artikel D.II.47, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “een bijkomende beschermingsomtrek of een bijkomend voorschrift” ingevoegd tussen de woorden “Indien de herziening van het gewestplan een nieuwe zonering,” en de woorden “beoogt die inspeelt op behoeften”.

Art. 39. In artikel D.II.49, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, hierna “DGO3” indien het geraadpleegd is” vervangen door de woorden “de administratie Leefmilieu indien ze geraadpleegd is”.

Art. 40. In Boek II, Titel II, hoofdstuk III, afdeling 4, van hetzelfde wetboek wordt de titel van onderafdeling 2 aangevuld met de woorden “, een niet-bebouwingsgebied, een omtrek voor de bescherming van ruimten gelegen buiten een centrumgebied of een bijkomend voorschrift met betrekking tot de ruimteoptimalisatie”.

Art. 41. In artikel D.II.52 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “Op aanvraag van” vervangen door de woorden “Op initiatief of aanvraag van”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt een 1/1° ingevoegd tussen 1° en 2°:

“1/1° wanneer de herziening van het gewestplan enkel betrekking heeft op de opnemings van een niet-bebouwingsgebied, omtrek voor de bescherming van ruimten gelegen buiten een centrumgebied of een bijkomend voorschrift met betrekking tot de ruimteoptimalisatie;”;

3° in paragraaf 1 worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt:

"Wanneer de Regering de herziening van het gewestplan initieert, neemt ze het ontwerp ervan aan op grond van een dossier dat het volgende omvat :

1° het basisdossier, bedoeld in artikel D.II.44, lid 1, 1° tot 8°, 10° en 11°, en lid 2, of bedoeld in artikel D.II.44, lid 3;

2° het advies van de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening"; 3° het advies van de gemeenteraad;

4° in voorkomend geval, de milieueffecten.

Wanneer het gemeentebestuur of de persoon bedoeld in artikel D.V.2, § 1, 2°, in geval van herinrichting van een locatie in de zin van artikel D.V.1, 1°, de herziening van het gewestplan initieert, richt het zijn verzoek aan de Regering, die het ontwerp aanneemt op basis van een dossier dat het volgende omvat:

1° het basisdossier, bedoeld in artikel D.II.44, lid 1, 1° tot 8°, 10° en 11°, en lid 2, of bedoeld in artikel D.II.44, lid 3;

2° het advies van de gemeentelijke commissie, indien ze bestaat; 3° de beraadslaging van de gemeenteraad;

4° de documenten bedoeld in artikel D.VIII.5, § 8;

5° in voorkomend geval, het milieueffectenverslag;

6° wanneer overwogen wordt een omtrek voor een herin te richten locatie vast te stellen overeenkomstig artikel D.V.2, § 8, het dossier bedoeld in artikel D.V.2, § 2; dat laatste dossier wordt opgemaakt door de persoon bedoeld in artikel D.V.2, § 1, 2°, en is vergezeld van de adviezen bedoeld in artikel D.V.2, § 3, 1° en 3°."

Art. 42. In Hoofdstuk II, Titel II, hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Toepassingsgebied".

Art. 43. Artikel D.II.54 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.II.54. Een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of milieuvergunning, of een globale vergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en een aanvraag tot herziening van het gewestplan kunnen het voorwerp uitmaken van een gezamenlijke aanvraag wanneer de wijziging van het gewestplan relevant is voor het geheel of gedeeltelijk verlenen van de betrokken vergunning:

1° voor een hoofdinfrastructuur in de zin van artikel D.II. 21, § 1;

2° voor een ontwerp van steengroeve gebonden aan de ontsluiting van een ontginningsgebied en aanhorigheden van een ontginningsgebied;

3° voor elk ontwerp waarvan de omvang en de socio-economische impact belangrijk zijn en erkend worden door de Regering in het bericht van ontvangst van het verzoek;

4° voor elk ontwerp met het oog op de uitbreiding van een economische activiteit bestemd voor ambachten, diensten, distributie, onderzoek, kleine industrie of toerisme die voor de inwerkingtreding van het gewestplan op de site aanwezig is en waarvan de activiteit niet overeenstemt met de zonering.

De gezamenlijke aanvraag omvat een aanvraag tot herziening van het gewestplan en een vergunningsaanvraag. Ze wordt behandeld in overeenstemming met dit hoofdstuk."

Art. 44. In Boek II, Titel II, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift: "Indiening van de gezamenlijke aanvraag".

Art. 45. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 44, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Indiening van de aanvraag tot herziening van het gewestplan".

Art. 46. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel D.II.54/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/1. Ten minste vijftien dagen voor de inleidende informatievergadering zendt de aanvrager het basisdossier, bedoeld in artikel D.II.44, eerste lid, naar de gemeentebesturen en, indien deze bestaan, naar de gemeentelijke commissies van de gemeenten op het grondgebied waarvan de herziening van het plan of het project zich uitstrekt.

De Commissies en gemeenteraden maken hun advies naar de aanvrager binnen zestig dagen na de zending van de aanvraag over. Bij ontstentenis wordt het advies gunstig geacht."

Art. 47. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel D.II.54/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/2. De aanvrager stuurt de Regering zijn gezamenlijke aanvraag met de informatie bedoeld in artikel D.II.48, § 3.

In voorkomend geval bevat de aanvraag ook een rechtvaardiging van de omvang en de sociaaleconomische impact van het project."

Art. 48. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel D.II.54/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/3. Wanneer wordt overwogen om een erkenningsomtrek te bepalen, wordt de informatie bedoeld in het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken bij de aanvraag tot wijziging van het gewestplan gevoegd. De erkenningsomtrek kan verschillen van de omtrek die het voorwerp uitmaakt van de herziening van het gewestplan."

Art. 49. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel D.II.54/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/4. Binnen dertig dagen na de indiening van de aanvraag bericht de Regering ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel D.II.54/2 en beslist zij over de ontvankelijkheid en de volledigheid ervan.

Als de aanvraag ontvankelijk en volledig is, wordt ze voor advies voorgelegd aan de gemachtigd ambtenaar en, in voorkomend geval, aan de technisch ambtenaar, de beleidsgroep "Ruimtelijke ordening", de beleidsgroep "Leefmilieu", de diensten die hij heeft aangewezen voor hun expertise en de personen of instanties die hij nuttig acht om te raadplegen.

De adviezen worden binnen de zestig dagen na het verzoek van de Regering overgemaakt. Zoniet worden ze gunstig geacht."

Art. 50. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel D.II.54/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/5. Binnen honderdtwintig dagen na ontvangst van de aanvraag beslist de Regering over de herziening van het gewestplan, neemt ze er het ontwerp van aan, stelt ze de in artikel D.II.45, § 3, bedoelde compensaties voorlopig vast en beslist ze om de gezamenlijke aanvraag te onderwerpen aan de milieueffectenbeoordeling of beslist ze, bedoelde aanvraag ervan vrij te stellen.

Mocht het regeringsbesluit niet aan de verzoeker worden overgemaakt, kan laatstgenoemde bij een zending de Regering daar in een rappelbrief op wijzen. Als de Regering bij verstrijken van een nieuwe termijn van zestig dagen, ingaand bij de ontvangst van het herinneringsschrijven, haar beslissing niet verstuurd heeft, wordt het verzoek geweigerd geacht."

Art. 51. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 44, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift "Gezamenlijke effectenbeoordeling".

Art. 52. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 51, wordt een artikel D.II.54/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/6. De verplichting om een gezamenlijke effectenbeoordeling van de in artikel D.II.54 bedoelde aanvraag overeenkomstig de artikelen D.VIII.38 tot en met D.VIII.47 uit te voeren, ontstaat wanneer de wijziging van het gewestplan aan een effectenbeoordeling wordt onderworpen of het project aan een effectenonderzoek wordt onderworpen."

Art. 53. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 44, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Indiening van de vergunningsaanvraag".

Art. 54. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 53, wordt een artikel D.II.54/7 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/7. § 1. Indien de Regering de aanvraag vrijstelt van een gezamenlijke milieueffectenbeoordeling, machtigt ze de aanvrager om de vergunningsaanvraag in te dienen, bepaalt ze de instanties die ze nuttig acht om te raadplegen over de aanvraag tot wijziging van het gewestplan en, in voorkomend geval, de gemeenten, naast deze geïdentificeerd in toepassing van artikel D.VIII.5/2, derde lid 3, die door de in artikel D.II.54 bedoelde aanvraag kunnen worden getroffen en op wier grondgebied een openbaar onderzoek wordt uitgevoerd.

§ 2. Als de aanvraag onderworpen is aan een effectenbeoordeling, stuurt de aanvrager de gezamenlijke effectenbeoordeling van de aanvraag naar de Regering.

Binnen tien dagen na ontvangst van de beoordeling: 1° machtigt de Regering de aanvrager om de vergunningsaanvraag in te dienen;

2° bepaalt de Regering de instanties die ze nuttig acht om te raadplegen over de aanvraag tot wijziging van het gewestplan en, in voorkomend geval, de gemeenten, naast deze geïdentificeerd in toepassing van artikel D.VIII.5/2, derde lid 3, die door de in artikel D.II.54 bedoelde aanvraag kunnen worden getroffen en op wier grondgebied een openbaar onderzoek wordt uitgevoerd;

3° keurt de Regering een in overweging genomen redelijk alternatief als ontwerp-plan goed wanneer zij, op basis van het milieueffectenrapport en de adviezen, van oordeel is dat dit alternatief de nagestreefde doelstellingen beter kan bereiken dan het ontwerp-plan.

§ 3. Er wordt niet afgeweken van de regels betreffende de samenstelling van de vergunningsaanvragen."

Art. 55. In Boek III, Titel II, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Onderzoek van de gezamenlijke aanvraag".

Art. 56. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 55, wordt een artikel D.II.54/8 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.II.54/8. Zodra de Regering de indiening van de aanvraag heeft toegestaan overeenkomstig artikel D.II.54/7, §§ 1 of 2, lid 2, wordt de vergunningsaanvraag ingediend binnen honderdtwintig dagen. Bij gebreke daarvan vervalt de in artikel D.II.54/2 bedoelde aanvraag, tenzij, in de gevallen bedoeld in artikel D.II.48, de aanvrager de Regering binnen dezelfde termijn in kennis stelt van zijn beslissing geen vergunningsaanvraag in te dienen. In dit geval wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de artikelen D.II.49, §§ 4, 5 en 7, en D.II.50.

De gezamenlijke aanvraag wordt onderzocht overeenkomstig hetzij de bepalingen die van toepassing zijn op aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel D.IV.25 indien de gevraagde vergunning een stedenbouwkundige vergunning is, hetzij de bepalingen die van toepassing zijn op aanvragen voor een milieuvergunning of een globale vergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning indien de gevraagde vergunning een milieuvergunning of een globale vergunning is.

De volgende bijzondere bepalingen zijn evenwel van toepassing: 1° de vergunning wordt verstrekt door de Regering;

2° de gezamenlijke aanvraag is onderworpen aan een openbaar onderzoek overeenkomstig de modaliteiten die van toepassing zijn op een project van categorie B in de zin van artikel D.29-1 van boek I van het Milieuwetboek. Het onderzoek duurt echter vijfenveertig dagen;

3° de adviezen die respectievelijk in de artikelen D.II.49, §§ 2, 5 en 7, en D.IV.35 bedoeld zijn, worden aangevraagd;

4° alle adviezen moeten worden verzonden binnen zestig dagen na de beslissing waarbij de vergunningsaanvraag volledig en ontvankelijk bevonden wordt. Bij wijze van uitzondering wordt het advies van de gemeenteraad binnen vijfenveertig dagen na het einde van het onderzoek uitgebracht;

5° de aanvraag voor een milieuvergunning of een globale vergunning wordt behandeld overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning tot het samenvattend verslag aan de Regering wordt bezorgd, dat moet gebeuren binnen een termijn van honderdtien dagen vanaf de datum van bevestiging van ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag, tenzij de technisch ambtenaar en desgevallend de gemachtigd ambtenaar beslissen om die termijn met dertig dagen te verlengen. Wanneer het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de technisch ambtenaar en desgevallend de gemachtigd ambtenaar aanwijst als bevoegde instantie, zendt deze laatste een samenvattend verslag aan de Regering binnen een termijn van honderd negentig dagen vanaf de datum van bevestiging van ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag, tenzij de technisch ambtenaar en desgevallend de gemachtigd ambtenaar beslissen om deze termijn met dertig dagen te verlengen;

6° het door de gemachtigd ambtenaar onderzochte dossier met betrekking tot de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wordt binnen een termijn van honderdtien dagen vanaf de datum van de bevestiging van ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag overgemaakt aan de Regering, tenzij de gemachtigd ambtenaar beslist deze termijn met dertig dagen te verlengen;

7° het door de gemachtigd ambtenaar onderzochte dossier of het samenvattend verslag van de technisch ambtenaar of de technisch en gemachtigd ambtenaar wordt opgesteld rekening houdend met de bestemmingen vastgesteld in het ontwerp van gewestplan;

8° de Regering kan haar beslissing tot wijziging van het gewestplan afhankelijk stellen van de overlegging van een oenteigeningsplan

9° de aanvrager dient op verzoek van de Regering gewijzigde plannen of een aanvullend verslag op de korte uiteenzetting of de gezamenlijke effectenbeoordeling. De gewijzigde plannen kunnen zowel betrekking hebben op de herziening van het gewestplan als op het project waarvoor een vergunning is aangevraagd. De onderzoekstermijnen worden onderbroken door de aanvraag van de Regering en beginnen opnieuw te lopen wanneer de gewijzigde plannen of aanvullend verslag op de korte uiteenzetting of de gezamenlijke effectenbeoordeling worden ingediend.”.

Art. 57. In Boek II, Titel II, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift “Beslissing”.

Art. 58. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 57, wordt een artikel D.II.54/9 ingevoegd, luidend als volgt:

“D.II.54/9. Binnen vierentwintig maanden na de beslissing bedoeld in artikel D.II.54/5 beslist de Regering gelijktijdig over de herziening van het gewestplan en de vergunningsaanvraag.

De termijn van vierentwintig maanden wordt opgeschort vanaf de datum van de in artikel D.II.54/5 bedoelde beslissing van de Regering om de aanvraag aan een gezamenlijke effectenbeoordeling te onderwerpen tot de datum waarop de beoordeling aan de Regering wordt toegezonden. Indien er om een aanvullende gezamenlijke milieueffectenbeoordeling wordt verzocht, dan wordt de termijn opgeschort op de datum van versturen van de aanvraag tot aanvulling op de datum van versturen ervan aan de Regering.

Wanneer het ontwerp-plan de inhoud van de lijst bedoeld in artikel D.II.44, lid 1, 11°, vermeldt en voor zover de gemeenteraad (-raden) de ontwikkelingsplannen en leidraden, vermeld in de lijst, heeft (hebben) opgegeven, keurt de Regering tegelijk de opheffing van de betrokken ontwikkelingsplannen en leidraden goed.

De Regering deelt haar beslissingen aan de aanvrager mee.

In geval van toekenning van de vergunning, begint bedoelde vergunning te lopen de dag na de inwerkingtreding van het herziene plan.”.

Art. 59. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 57, wordt een artikel D.II.54/10 ingevoegd, luidend als volgt:

D.II.54/10. Indien het besluit van de Regering tot herziening van het gewestplan de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, geldt het als erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

In dat geval wordt van het plan betreffende de erkenning van het gebied kennis gegeven aan de leidend ambtenaar en aan de operator in de zin van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.”.

Art. 60. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 57, wordt een artikel D.II.54/11 ingevoegd, luidend als volgt:

“D.II.54/11. Binnen de tien dagen na bekendmaking van haar beslissing tot herziening van het gewestplan verstuurt de Regering of de persoon die zij daartoe machtigt een afschrift van haar beslissingen aan elke gemeente waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft, waarna bedoelde gemeenten het publiek daarover inlichten.

De Regering of de persoon die zij daartoe delegeert, zendt ook een afschrift van de besluiten aan de bevoegde autoriteiten van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo en die advies heeft uitgebracht over het verzoek op grond van artikel D.VIII.43.”.

Art. 61. In artikel D.II.63 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 22°, worden de woorden “met betrekking tot het netwerk van grote infrastructuren voor communicatie en vloeistof- en energietransport” ingevoegd tussen de woorden “het reserverings- en erfdienstbaarheidgebied” en de woorden “, de reserveringsomtrek”;

2° in lid 1, 28°, worden de woorden “met betrekking tot het netwerk van grote infrastructuren voor communicatie en vloeistof- en energietransport” ingevoegd tussen de woorden “de reserveringsomtrek” en de woorden “, het in artikel D.II.21, § 1, lid 2, bedoelde voorschrift”;

3° in lid 2 worden de woorden “reserveringsomtrekken, geplande trancés,” ingevoegd tussen de woorden “Op de andere gebieden,” en de woorden “nadere aanwijzingen of overdrukken”.

Art. 62. In artikel D.II.64, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 16 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “D.II.25bis” vervangen door de woorden “D.II.25/1”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Op gemotiveerd verzoek van de gemeente, uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de termijn, kan de Regering de omkeerbaarheidsclausule met vijf jaar verlengen indien zij ervan overtuigd is dat een dergelijke verlenging in het algemeen belang is.”.

Art. 63. In artikel D.II.66 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt het woord “DGO4” vervangen door de woorden “de Administratie”;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 64. In artikel D.II.68, § 2, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “DGO4” vervangen door de woorden “de Administratie”

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in Boek III van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 65. In artikel D.III.2, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt punt 1° vervangen als volgt:

1° de voorwaarden om de bouwwerken en installaties op te vangen in de zones blootgesteld aan risico's op zware ongevallen, natuurgevaar of een aanzienlijke geotechnische druk, zoals de overstroming begrepen in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel D.53 van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de mijnverzakkingen, de verzakkingen te wijten aan mijnwerken, winningen van ijzerertsen of ondergrondse holtes of het aardbevingsgevaar;".

Art. 66. Artikel D.III.3 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.III.3. § 1. De gewestelijke leidraad voor stedenbouw wordt op initiatief van de Regering opgemaakt.

§ 2. Behalve in geval van vrijstelling overeenkomstig de artikelen D.VIII.31 en D.VIII.32 wordt voor het voorontwerp van leidraad een milieueffectenrapport opgemaakt.

§ 3. De Regering keurt de ontwerp-leidraad goed en geeft de gemeentecolleges op het grondgebied waarvan het ontwerp betrekking heeft, de opdracht om het ontwerp voor te leggen aan een openbaar onderzoek, eventueel samen met een milieueffectenrapport. Binnen vijftien dagen na afloop van het openbaar onderzoek sturen deze gemeentelijke colleges de klachten, opmerkingen en notulen door naar de Regering.

§ 4. De Regering legt de ontwerp-leidraad, eventueel vergezeld van het milieueffectenrapport, ter advies voor aan de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" en aan de personen en instanties die zij nuttig acht te raadplegen alsmede aan de Beleidsgroep "Leefmilieu" indien het ontwerp vergezeld gaat van een milieueffectenrapport.

Wanneer de ontwerp-leidraad betrekking heeft op een gedeelte van het gewestelijke grondgebied waarvan genoemd ontwerp de grenzen bepaalt, legt de Regering bedoelde ontwerp-leidraad, in voorkomend geval vergezeld van het milieueffectenrapport, ter advies voor aan de gemeenteraden en aan de gemeentelijke commissies van de gemeenten waarvan het grondgebied in bedoeld ontwerp ter sprake komt.

Wanneer de ontwerp-leidraad aanwijzingen of normen bevat die een aanzienlijke invloed kunnen hebben op natuurlijke risico's of belangrijke geotechnische beperkingen in de zin van artikel D.IV.57, zoals overstromingen, legt de Regering het ontwerp, eventueel vergezeld van het milieueffectenrapport, ter advies voor aan de betrokken waterloopbeheerders en het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen van de Administratie Leefmilieu.

§ 5. De gemeenteraden, de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" alsook de in paragraaf 4 bedoelde personen en instanties maken hun advies aan de Regering over binnen vijfenveertig dagen na de zending van de adviesaanvraag Zoniet worden de adviezen gunstig geacht.

§ 6. De Regering neemt de leidraad definitief aan."

Art. 67. "In artikel D.III.6 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:"

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Behalve in geval van vrijstelling overeenkomstig de artikelen D.VIII.31 en D.VIII.32 wordt voor het voorontwerp van leidraad een milieueffectenrapport opgemaakt;"

2° tussen paragraaf 2 en paragraaf 3 wordt een nieuweparagraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2/1. De gemeenteraad neemt de ontwerp-leidraad aan.

De ontwerp-leidraad, eventueel vergezeld van het milieueffectenrapport, wordt door het gemeentecollege ter advies voorgelegd aan de gemeentelijke commissie of, bij gebreke daarvan, aan de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" en de gemachtigd ambtenaar en aan de personen en instanties die het nuttig acht te raadplegen alsmede aan de Beleidsgroep "Leefmilieu" indien het ontwerp vergezeld gaat van een milieueffectenrapport.

Het advies wordt binnen vijfenveertig dagen na de zending van de aanvraag van het gemeentecollege overgemaakt. Bij ontstentenis wordt het advies gunstig geacht.

3° in paragraaf 3 worden de woorden ", in voorkomend geval, vergezeld van het milieueffectenrapport, ingevoegd tussen de woorden "De ontwerp-leidraad" en de woorden "wordt aan een openbaar onderzoek onderworpen";

4° in de paragrafen 5 en 6 wordt het woord "DGO4" vervangen door de woorden

"de Administratie".

Art. 68. "In artikel D.III.10 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:"

1° voor lid 1 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

Wanneer de aanduidingen van de gemeentelijke leidraad en de stedenbouwkundige opties in de zin van artikel 254 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, zoals van kracht voor de opheffing ervan bij het decreet van 20 juli 2016, vervat in een gemeentelijk structuurplan dat een gemeentelijk ontwikkelingsplan is geworden krachtens artikel D.II.59, § 1, hetzelfde doel hebben, worden de aanduidingen van de leidraad toegepast als ze na de opties van het plan in werking zijn getreden;"

2° voormalig lid 1, dat lid 2 is geworden, wordt vervangen als volgt: "Voor het overige is het plan, bij tegenspraak tussen het ruimtelijk ontwikkelingsplan, een meergemeentelijk ontwikkelingsplan, een gemeentelijk ontwikkelingsplan of een plaatselijk beleidsontwikkelingsplan en de aanwijzingen van een gemeentelijke leidraad voor stedenbouw, toepassing".

Art. 69. In artikel D.III.14, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "DGO4" vervangen door de woorden "de Administratie".

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in Boek IV van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 70. In artikel D.IV.1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden, in paragraaf 1, lid 1, 3°, de woorden ", voor het Franse taalgebied," opgeheven;

2° vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt, in paragraaf 1, lid 1, punt 3° op 3° in paragraaf 2, eerste lid, 2°, worden de woorden "D.IV.15, tweede lid 2°" vervangen door de woorden "D.IV.16, eerste lid, 3°".

Art. 71. In artikel D.IV.3 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° punt 4° wordt als volgt vervangen:

"4° in een centrumgebied dat door een ontwikkelingsplan wordt afgebakend, de verdeling van een goed gelegen langs een openbare weg en aan dezelfde kant van een openbare weg die voldoende toegerust is met water- en elektriciteitsleidingen en rioleringen, die voorzien is van een wegverharding en breed genoeg is, rekening houdend met de ligging en voor zover de voorwaarden van het Waterwetboek inzake zuivering van afvalwater voor betrokken goed in acht genomen zijn en voor zover de bebouwing van de door de verdeling gecreëerde kavels niet gepaard gaat met de opening of wijziging van een weg, wanneer het goed sinds minstens vijf jaar gelegen is tussen twee bestaande gebouwen gelegen langs de weg en aan dezelfde kant van de openbare weg en die op maximum honderd meter afstand van elkaar liggen; een gebouw gelegen op het te bebouwen goed kan voor de berekening van de honderd meter in aanmerking genomen worden;"

2° in 6° van de Franse versie wordt het woord "respectent" vervangen door de woorden "ne compromettent pas".

Art. 72. In artikel D.IV.4 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt punt 8° vervangen als volgt:

"8° een handelszaak vestigen op een van de volgende manieren:

a) een nieuwbouw oprichten waarin een detailhandelszaak met een netto-handelsoppervlakte van meer dan 400 m² gevestigd moet worden;

b) een winkelcentrumproject uitvoeren dat beantwoordt aan de oppervlakte omschreven onder a), namelijk een verzameling kleinhandelsvestigingen die al dan niet in afzonderlijke gebouwen gelegen zijn, ongeacht of de promotor, eigenaar, uitbater of vergunningshouder ervan éézelfde persoon is of niet, die op één zelfde plaats gelegen zijn en tussen welke er een juridische of feitelijke band bestaat, met name op financieel, commercieel of materieel vlak of die onderworpen zijn aan een gemeenschappelijke overlegprocedure voor stedenbouwkundige vergunningen of globale vergunningen;

c) in een detailhandelszaak of winkelcentrum dat reeds de onder a) omschreven oppervlakte heeft bereikt, of deze als gevolg van het project overschrijdt, een project uitvoeren ter uitbreiding van de bestaande netto winkeloppervlakte met meer dan twintig procent, of met meer dan driehonderd vierkante meter extra netto winkeloppervlakte;

d) een project uitvoeren voor de uitbating van één of meerdere handelsvestigingen of een winkelcentrum dat beantwoordt aan de oppervlakte omschreven onder a) in een bestaand pand dat niet was gebruikt voor een handelsactiviteit;

e) de aard van de handelsactiviteit van een kleinhandelsvestiging of een winkelcentrum aanzienlijk veranderen in een pand dat reeds voor de handel wordt gebruikt en dat de oppervlakte omschreven onder a) overschrijdt;"

2° in lid 1, 11°, b), worden de woorden "geheel of gedeeltelijk" ingevoegd aan het begin van het punt en worden de woorden "hun intrinsieke afmetingen, het aantal planten, de afstand tussen planten," ingevoegd tussen de woorden "naar gelang van hun lengte," en de woorden "hun zichtbaarheid";

3° in het vierde lid, wordt punt 12° vervangen als volgt:

"12° een opmerkelijke boom, struik of haag vellen, schade toebrengen aan hun wortelstelsel of het uitzicht ervan wijzigen hetzij omdat laatstgenoemde opgenomen wordt op een lijst bepaald door de Regering, hetzij omdat hij de door de Regering vastgestelde kenmerken vertoont inzake lengte, intrinsieke afmetingen, aantal planten, afstand tussen de planten, zichtbaarheid vanuit de openbare ruimte of hun soorten;"

4° in het eerste lid, 15°, wordt punt b) vervangen als volgt:

"b) de plaatsing van een of meer mobiele installaties, met inbegrip van microwoningen zoals gedefinieerd in artikel 1, 40°, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, met uitzondering evenwel van mobiele installaties die toegelaten zijn door het Waalse Toerismewetboek f het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-carvanterreinen;"

5° voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden, in lid 1, lid 1, 16°, de woorden ", voor het Franse taalgebied," opgeheven;

6° vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt, in lid 1, punt 16° opgeheven;

7° lid 4 wordt vervangen door wat volgt :

"De gemeenteraad kan bij beraadslaging de volgende elementen aan een vergunning onderwerpen:

1° handelingen en werken die niet bedoeld zijn in het eerste lid, voor zover ze niet zijn vrijgesteld en zodra deze er de noodzaak van verantwoordt onder verwijzing naar de inhoud van zijn gemeentelijke leidraad voor stedenbouw;

2° de vestiging van een handelszaak op een van de wijzen, vermeld in lid 1, 8°, met een netto handelsoppervlakte van meer dan tweehonderd vierkante meter;"

8° er wordt een lid 7 ingevoegd, luidend als volgt:

"De Regering kan de drempels van lid 1, 8°, c), waarboven een project voor de uitbreiding van een handelszaak of winkelcentrum onderworpen is aan een stedenbouwkundige vergunning, verlagen. Zij kan deze drempels ook verlagen naar gelang van de categorie van de bestaande handel of het project en de ligging ervan."

Art. 73. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D.IV.4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.IV.4/1. § 1. De kleinhandelsvestiging in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 8°, is een distributie-eenheid waarvan de activiteit bestaat in de gebruikelijke wederverkoop van goederen aan consumenten in eigen naam en voor eigen rekening, zonder dat deze goederen een andere dan de in de handel gebruikelijke behandeling ondergaan;

§ 2. De netto-handelsoppervlakte in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, is de voor verkoop bestemde en voor het publiek toegankelijke oppervlakte, met inbegrip van de niet overdekte oppervlaktes. Bij uitbreiding is de netto-handelsoppervlakte die in overweging wordt genomen, de totale oppervlakte na uitvoering van het project voor een handelsvestiging. Die oppervlakte bevat meer bepaald de kassazones, de zones gelegen achter de kassa's en de voorhal wanneer deze zones ook voor het uitstellen en de verkoop van handelswaar worden gebruikt;

§ 3. De winkels bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, zijn onderverdeeld in drie categorieën, gaande van de meest kwetsbare voor een duurzame en aantrekkelijke ontwikkeling van het gebied tot de minst kwetsbare:

- 1° de handelszaken voor lichte aankopen;
- 2° levensmiddelenwinkels; 3° de handelszaken voor zware aankopen.

Men verstaat onder:

1° handelszaak voor lichte aankopen, de handelszaak waarin niet-zware en niet-omvangrijke goederen aankopen worden gedaan met betrekking tot:

- a) de persoonlijke uitrusting;
- b) huishoudapparatuur;
- c) en vrijetijdsactiviteiten;

2° levensmiddelenwinkels: winkels waar voedingsproducten worden gekocht om te voorzien in de persoonlijke consumptiebehoeften;

3° handelszaak voor zware aankopen: de handelszaak waarin zware of omvangrijke aankopen worden gedaan met betrekking tot:

- a) huishoudapparatuur;
- b) de vrijetijdsactiviteiten;

Een handelszaak behoort tot de meest gevoelige categorie, met ten minste vijftien procent van de verkochte artikelen of meer dan tweehonderd vierkante meter netto-handelsoppervlakte.

§ 4. De aard van de handelsactiviteit verandert aanzienlijk wanneer:

- 1° de handelszaak van categorie verandert als bedoeld in paragraaf 3;
- 2° vijftientwintig procent of meer van de op de markt gebrachte artikelen veranderen van categorie als volgt:

- a) van zware aankopen naar voedsel of lichte aankopen;
- b) van het kopen van voedsel tot lichte aankopen;

3° tweehonderd vierkante meter of meer netto handelsoppervlakte veranderen van categorie als volgt:

- a) van zware aankopen naar voedsel of lichte aankopen;
- b) van het kopen van voedsel tot lichte aankopen; ”.

Art. 74. In artikel D.IV.5 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “Een vergunning of een stedenbouwkundig attest nr. 2 kan afwijken” worden vervangen door de woorden “Onverminderd het tweede lid kan een vergunning of een stedenbouwkundig attest nr.2 afwijken”;

2° er worden de leden 2 en 3 ingevoegd, luidend als volgt:

Een vergunning of een stedenbouwkundig attest nr. 2 kan afwijken van de aanduidingen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan bedoeld in artikel D.II.2.,

§ 4, 3°, mits een motivering waaruit blijkt dat het verschil:

1° de doelstellingen inzake ruimtelijke ontwikkeling en ruimtelijke ordening, vervat in het ruimtelijk ontwikkelingsplan, niet bedreigt;

2° gerechtvaardigd is door specifieke lokale omstandigheden;

3° bijdraagt tot de bescherming, het beheer of de inrichting van de bebouwde en onbebouwde landschappen.

In afwijking van de leden 1 en 2, brengt de afwijking bedoeld in de artikelen D.IV.6, D.IV.7, D.IV.8, D.IV.9, D.IV.10 en D.IV.11 een verschil met zich mee in de aanduidingen van het meergemeentelijk ontwikkelingsplan, het gemeentelijk ontwikkelingsplan, het lokale beleidsontwikkelingsplan, het bodembestemmingsplan, de gemeentelijke leidraad of de stedenbouwkundige vergunning die een grafische of letterlijke vereiste weergeven van het gewestplan waarvan de vergunning afwijkt.”.

Art. 75. In artikel D.IV.8 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Met het oog op elektriciteits- of warmteproductie kan er een stedenbouwkundige vergunning of een desbetreffend stedenbouwkundig attest nr. 2 in afwijking van het gewestplan afgegeven worden voor de modules die elk bouwwerk, elke installatie of elk gebouw overeenkomstig het gewestplan rechtstreeks bevoorraden, op voorwaarde dat de lijn tussen de modules en het bouwwerk, de installatie of het gebouw een directe lijn is in de zin van artikel 2, 24°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.”

Art. 76. In artikel D.IV.9 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt het woord “en” vervangen door het teken “,” en worden de woorden “en de ruimten gelegen buiten de door een ontwikkelingsplan afgebakende centrumgebieden” ingevoegd tussen de woorden “met een waardevol vergezicht” en de woorden “kan er een stedenbouwkundige”;

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De voorwaarden bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.”.

Art. 77. In artikel D.IV.14 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Het advies van de gemachtigd ambtenaar is facultatief in het geval bedoeld in artikel D.IV.16. Het is verplicht in de gevallen bedoeld in artikel D.IV.15, lid 1, en artikel D.IV.17.”.

Art. 78. Artikel D.IV.15 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.IV.15. Het gemeentecollege beslist na voorafgaand advies van de gemachtigd ambtenaar.

Het gemeentecollege kan evenwel de vergunning weigeren zonder het advies van de gemachtigd ambtenaar in te winnen.”.

Art. 79. Artikel D.IV.16 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.IV.16. In afwijking van artikel D.IV.15 beslist het gemeentecollege zonder voorafgaand advies van de gemachtigd ambtenaar:

1° als er bestaat voor het grondgebied waarop de handelingen en werken volledig gepland zijn, ofwel :

a) een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan dat gericht is op de ruimteoptimalisatie. In dergelijke gevallen is de vrijstelling van raadpleging van de gemachtigd ambtenaar alleen van toepassing op handelingen en werken die volledig binnen een centrumgebied moeten worden uitgevoerd;

b) een gemeentelijke commissie, een gemeentelijke leidraad voor stedenbouw die minstens de elementen bedoeld in artikel D.III.2, § 1, 1° en 2° bevat, en ofwel :

(1) een meergemeentelijk ontwikkelingsplan;

(2) een gemeentelijk ontwikkelingsplan;

(3) een meergemeentelijk ontwikkelingsplan en een gemeentelijk ontwikkelingsplan dat gedeeltelijk buiten werking is getreden overeenkomstig artikel D.II.17, § 2, tweede lid, en dat dit plan of deze ontwikkelingsplannen het hele gemeentelijke grondgebied bestrijken en inhoudelijk niet beperkt zijn tot wat bepaald is in de artikelen D.II.6/1 of D.II.10/1;

c) een lokaal beleidsontwikkelingsplan;

d) een niet-vernietigde bebouwingsvergunning.

2° op voorwaarde dat de aanvraag geen afwijking inhoudt van de ontwikkelingsplannen, van het bodembestemmingsplan, van de leidraden voor stedenbouw of van stedenbouwkundige vergunningen, wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op handelingen en werken die zich volledig binnen een gebied van gemeentelijk belang bevinden;

3° op voorwaarde dat de aanvraag geen afwijking inhoudt van het bodembestemmingsplan of van de gewestelijke leidraad voor stedenbouw, wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op de handelingen en werken bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 2°, 6°, 11° tot 15°, of van beperkte invloed bepaald door de Regering.

Het gemeentecollege kan evenwel in deze hypotheses het facultatief advies van de gemachtigd ambtenaar inwinnen."

Art. 80. In artikel D.IV.17 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt het woord "wanneer" toegevoegd na de woorden "gemachtigd ambtenaar:";

2° in lid 1, 1°, 2°, 3° en 4° wordt het woord "wanneer" opgeheven en worden de woorden "geheel of gedeeltelijk" telkens toegevoegd na de woorden "de aanvraag";

3° voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden, in lid 1, 3°, de woorden ", voor het Franse taalgebied," opgeheven;

4° vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt, in lid 1, punt 3° vervangen als volgt:

"3° wanneer de aanvraag betrekking heeft op beschermde goederen, gelijkgestelde goederen of goederen gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;"

Art. 81. In artikel D.IV.18, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt het getal "15" vervangen door het getal "16".

Art. 82. In artikel D.IV.19, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het getal "16" vervangen door het getal "15".

Art. 83. In artikel D.IV.22 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° lid 1, 6°, wordt aangevuld met de woorden ", of in een omtrek bepaald op grond van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, de artikelen 30 en 31 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie of 17 van de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten";

2° in lid 1, 11°, het leesteken "." wordt vervangen door het leesteken ",";

3° lid 1 wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt:

"12° handelingen en werken betreffende de vestiging van een handelszaak in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, waarvan de netto handelsoppervlakte gelijk is aan of groter is dan :

a) duizend vijfhonderd vierkante meter als het project geheel of gedeeltelijk buiten een door een gemeentelijk of meergemeentelijk ontwikkelingsplan afgebakend centrumgebied ligt, of als een dergelijk centrumgebied ontbreekt;

b) tweeduizend vijfhonderd vierkante meter als het project zich in een centrumgebied bevindt dat door een gemeentelijk of meergemeentelijk ontwikkelingsplan afgekakend is;"

4° in de leden 3 en 7 wordt het getal "11" vervangen door het getal "12".

Art. 84. In artikel D.IV.26, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt de zin "De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de vergunningsaanvraag" aangevuld met de woorden ", die de nodige informatie bevat om de natuurrisico's en de grote geotechnische drukken, bedoeld in artikel D.IV.57, 3°, te begrijpen".

Art. 85. In artikel D.IV.31 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "of de gemachtigd ambtenaar en de ambtenaar van de handelsvestigingen in de zin van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen of de gemachtigd ambtenaar, de technisch ambtenaar en de ambtenaar van de handelsvestigingen" opgeheven;

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de gemachtigd ambtenaar, de technisch ambtenaar" vervangen door de woorden "de gemachtigd ambtenaar of de technisch ambtenaar" en worden de woorden "of de ambtenaar van de handelsvestigingen" opgeheven;

3° voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt in paragraaf 3, lid 2 vervangen door wat volgt :

“Ze nodigt uit:

1° wanneer de projectvergadering betrekking heeft op een onroerend goed gelegen in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 21 van het Waalse Erfgoedwetboek, het Departement Erfgoed van de Administratie;

2° wanneer de projectvergadering betrekking heeft op een onroerend goed dat door zijn ligging en aard een impact kan hebben op een waterloop of onderhevig is aan overstromingen in de zin van de cartografie die door de Regering werd goedgekeurd krachtens artikel D.53-2 van het Waterwetboek, de waterloopbeheerder, de vertegenwoordiger van het riviercontract, de beheerder van het rioleringsnet en, in voorkomend geval, de houder van de milieuvergunning voor een waterwinning wanneer het project gelegen is in een waterwinningsgebied;

3° als de projectvergadering betrekking heeft op een project dat gelegen is in een natuurlijke concentratielijn van het afvloeiend water die overeenkomt met een dalweg, vallei of droge vallei, het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen van de milieuadministratie, de vertegenwoordiger van het riviercontract, de beheerder van het rioleringsnet en, in voorkomend geval, de houder van de milieuvergunning voor een waterwinning als het project gelegen is in een waterwinningsgebied.”;

4° voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt in paragraaf 3, lid 2 vervangen door wat volgt :

“Ze nodigt uit:

1° indien de projectvergadering geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed, of op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, de erfgoedadministratie;

2° wanneer de projectvergadering betrekking heeft op een onroerend goed dat door zijn ligging en aard een impact kan hebben op een waterloop of onderhevig is aan overstromingen in de zin van de cartografie die door de Regering werd goedgekeurd krachtens artikel D.53-2 van het Waterwetboek, de waterloopbeheerder, de vertegenwoordiger van het riviercontract, de beheerder van het rioleringsnet en, in voorkomend geval, de houder van de milieuvergunning voor een waterwinning wanneer het project gelegen is in een waterwinningsgebied;

3° als de projectvergadering betrekking heeft op een project dat gelegen is in een natuurlijke concentratielijn van het afvloeiend water die overeenkomt met een dalweg, vallei of droge vallei, het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen van de milieuadministratie, de vertegenwoordiger van het riviercontract, de beheerder van het rioleringsnet en, in voorkomend geval, de houder van de milieuvergunning voor een waterwinning als het project gelegen is in een waterwinningsgebied.”;

5° in paragraaf 5, lid 1, wordt 1° vervangen door hetgeen volgt:

“1° de vestiging van een handel in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, waarvan de netto handelsoppervlakte gelijk is aan of groter is dan :

a) duizend vijfhonderd vierkante meter als het project geheel of gedeeltelijk buiten een door een gemeentelijk of meergemeentelijk plan afgebakend centrumgebied ligt, of als een dergelijk centrumgebied ontbreekt;

b) tweeduizend vijfhonderd vierkante meter als het project zich in een centrumgebied bevindt dat gedefinieerd wordt door een gemeentelijk of zuiver gemeentelijk plan.”;

6° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De vergadering kan worden gehouden via videoconferentie, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.”.

Art. 86. In artikel D.IV.33 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt het woord “twintig” vervangen door het woord “dertig”;

2° in paragraaf 2 wordt het woord “twintig” vervangen door het woord “dertig” en worden de twee woorden “dertig” vervangen door het woord “veertig”;

3° in lid 3 wordt het woord “aangesloten” vervangen door het woord “aandeelhoudende”.

Art. 87. In artikel 633, lid 3, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “dertig” vervangen door het woord “twintig”.

Art. 88. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.35 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden “Voor het Franse taalgebied, vereist de aanvraag tot vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2,” vervangen door de woorden “De aanvraag tot vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 vereist”;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

“Wanneer de aanvraag betrekking heeft op de handelingen en werken bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, met een netto commerciële oppervlakte gelijk aan of groter dan duizend vierkante meter, vereist zij het advies van:

1° de directie handelsvestigingen; 2° het gemeentecollege van de buurgemeenten; 3° de beleidsgroep “Ruimtelijke Ordening.”.

Art. 89. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.IV.35 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt:

“Art. D.IV.35. De instantie die verantwoordelijk is voor de afgifte van de vergunning of het stedenbouwkundig attest nr. 2 wint het advies in van de erfgoedadministratie en van de Commissie wanneer de aanvraag voor de vergunning of het attest betrekking heeft op :

1° een goed gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;

2° op een met stippen opgenomen goed in de gewestelijke inventaris van het erfgoed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek.

Het advies van de erfgoedadministratie en van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen betreft de gevolgen van het project voor de erfgoedeigenschappen van het goed.

Het advies van de erfgoedadministratie is een louter advies, met uitzondering van elke beslissing om de uitvoering van een vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 afhankelijk te stellen van de uitvoering van één of meerdere archeologische ingrepen overeenkomstig artikel D.66, § 1^{er}, van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor het advies van de erfgoedadministratie conform is.

"Wanneer de aanvraag betrekking heeft op de handelingen en werken bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, met een netto commerciële oppervlakte gelijk aan of groter dan duizend vierkante meter, vereist zij het advies van:

1° de directie handelsvestingen; 2° het gemeentecollege van de buurgemeenten; 3° de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening"

De Regering bepaalt de gevallen waarin de raadpleging van een dienst of van een commissie verplicht is rekening houdende met de toestand van het project en van zijn bijzonderheden.

"Naast de verplichte adviezen kunnen het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar en de Regering om het advies van de diensten of commissies die ze nodig acht te raadplegen, verzoeken."

Art. 90. In artikel D.IV.37 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, in de Franse versie worden de woorden " passé ce délai, l'avis est réputé favorable" vervangen door de woorden "à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie";

2° in het eerste lid wordt de zin "Het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen bedoeld in artikel D.IV.35, eerste lid, 1°, 2° en 3°, wordt verzonden binnen de vijftienveertig dagen na de verzending van de aanvraag door de bevoegde overheid; indien het advies niet binnen de gestelde termijn wordt verzonden, kan de procedure worden voortgezet" opgeheven en worden de woorden "van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35., lid 1, 1°, 2° en 3°, ingevoegd tussen de woorden "een afschrift van het advies" en de woorden "tegelijkertijd aan de gemachtigde ambtenaar gezonden, ";

3° voor de periode die voorafgaat aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt in lid 3, de zin "Het advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35, eerste lid, 1°, 2° en 3°, wordt verzonden binnen de vijftienveertig dagen na de verzending van de aanvraag door de bevoegde overheid; indien het advies niet binnen de gestelde termijn wordt verzonden, kan de procedure worden voortgezet" opgeheven en worden de woorden "van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35., lid 1, 1°, 2° en 3°, ingevoegd tussen de woorden "een afschrift van het advies" en de woorden "tegelijkertijd aan de gemachtigde ambtenaar gezonden, ";

4° vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt in lid 3, de zin "Het advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35, eerste lid, 1° en 2°, wordt verzonden binnen de vijftienveertig dagen na de verzending van de aanvraag door de bevoegde overheid; indien het advies niet binnen de gestelde termijn wordt verzonden, kan de procedure worden voortgezet" opgeheven en worden de woorden "van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35., lid 1, 1° en 2°, ingevoegd tussen de woorden "een afschrift van het advies" en de woorden "tegelijkertijd aan de gemachtigde ambtenaar gezonden, ".

Art. 91. In artikel D.IV.39, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "vijftiendertig" vervangen door het woord "dertig" en wordt de zin "Het advies van de gemachtigd ambtenaar bevat een met redenen omkleed voorstel van beslissing."

Art. 92. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt in artikel D.IV.40 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, een lid tussen de leden 2 en 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Aanvragen tot het oprichten van een handel in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, zijn onderworpen aan een openbaar onderzoek, behalve wanneer de aanvraag betrekking heeft op de vestiging van een handel van vierhonderd vierkante meter of minder waarvoor een vergunning overeenkomstig artikel D.IV.4, vierde lid, is vereist."

Art. 93. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.40 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Aanvragen tot het oprichten van een handel in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, zijn onderworpen aan een openbaar onderzoek, behalve wanneer de aanvraag betrekking heeft op de vestiging van een handel van vierhonderd vierkante meter of minder waarvoor een vergunning overeenkomstig artikel D.IV.4, vierde lid, is vereist.;"

2° lid 4 wordt vervangen door wat volgt :

"Een openbaar onderzoek is vereist voor elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de bouw, de verbouwing of de renovatie, geheel of gedeeltelijk, van een beschermd of gelijkgesteld goed, alsook van een goed gelegen in een beschermingsgebied, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek."

Art. 94. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.IV.42 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt:

"Art. D.IV.42. § 1. Wanneer de bevoegde overheid het gemeentecollege of de gemachtigde ambtenaar is overeenkomstig artikel D.IV.22 of wanneer de aanvraag betrekking heeft op een kleine wijziging van een door de Regering overeenkomstig artikel D.IV.25 verleende vergunning kan de aanvrager op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde overheid het gemeentecollege en de gemachtigde ambtenaar in kennis stellen van zijn beslissing om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen, bij brief die uiterlijk tien dagen vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de bevoegde overheid haar beslissing moet verzenden, wordt verzonden.

Op eigen initiatief of op verzoek van de gemachtigde ambtenaar of de Regering kan de aanvrager de gemachtigde ambtenaar, wanneer deze de voor de behandeling van de vergunningsaanvragen als bedoeld in artikel D.II.54, D.IV.25 en D.V.16 de verantwoordelijke overheid is, in kennis stellen van zijn beslissing om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen door toezending per post, uiterlijk tien dagen vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de gemachtigde ambtenaar het onderzochte dossier aan de Regering toezendt. Hij informeert tegelijkertijd het gemeentecollege.

§ 2. Het besluit van de aanvrager om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen, heeft tot gevolg dat de termijnen voor de behandeling van de aanvraag worden onderbroken totdat ze zijn ingediend, en gedurende maximaal 180 dagen.

§ 3. De wijzigingsplannen en het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting kunnen worden onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen via de gemeente en aan het advies van de diensten of commissies die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. In dit geval wordt de aanvrager daarover geïnformeerd.

“Wanneer bij de wijzigingsplannen een aanvullend effectenonderzoek wordt gevoegd, worden ze via de gemeente onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen en aan het advies van de diensten of commissie die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. De aanvrager wordt daarover geïnformeerd.

De bijzondere bekendmakingmaatregelen en de raadpleging van voornoemde diensten en commissies zijn niet vereist :

1° wanneer de overwogen wijziging voortvloeit uit een voorstel vervat in de bemerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek of tijdens de periode van de projectaankondiging of daar rechtstreeks mee te maken heeft;

2° wanneer de overwogen wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en het voorwerp of de algemene structuur van het project of diens wezenskenmerken niet aantast.

§ 4. Indien het gemeentecollege niet de bevoegde overheid is, wordt zijn advies aangevraagd wanneer het verplicht is.

Indien het gemeentecollege de bevoegde overheid is, wordt het advies van de gemachtigd ambtenaar aangevraagd wanneer het verplicht is.”.

Art. 95. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.IV.35 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt:

“Art. D.IV.42. § 1. Wanneer de bevoegde overheid het gemeentecollege of de gemachtigde ambtenaar is overeenkomstig artikel D.IV.22 of wanneer de aanvraag betrekking heeft op een kleine wijziging van een door de Regering overeenkomstig artikel D.IV.25 verleende vergunning kan de aanvrager op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde overheid het gemeentecollege en de gemachtigde ambtenaar in kennis stellen van zijn beslissing om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen, bij brief die uiterlijk tien dagen vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de bevoegde overheid haar beslissing moet verzenden, wordt verzonden.

Op eigen initiatief of op verzoek van de gemachtigde ambtenaar of de Regering kan de aanvrager de gemachtigde ambtenaar, wanneer deze de voor de behandeling van de vergunningsaanvragen als bedoeld in artikel D.II.54, D.IV.25 en D.V.16 de verantwoordelijke overheid is, in kennis stellen van zijn beslissing om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen door toezending per post, uiterlijk tien dagen vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de gemachtigde ambtenaar het onderzochte dossier aan de Regering toezendt. Hij informeert tegelijkertijd het gemeentecollege.

§ 2. Het besluit van de aanvrager om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen, heeft tot gevolg dat de termijnen voor de behandeling van de aanvraag worden onderbroken totdat ze zijn ingediend, en gedurende maximaal 180 dagen.

§ 3. De wijzigingsplannen en het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting kunnen worden onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen via de gemeente en aan het advies van de diensten of commissies die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. In dit geval wordt de aanvrager daarover geïnformeerd.

“Wanneer bij de wijzigingsplannen een aanvullend effectenonderzoek wordt gevoegd, worden ze via de gemeente onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen en aan het advies van de diensten of commissie die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. De aanvrager wordt daarover geïnformeerd.

Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor een erfgoedvergunning werd afgeleverd, en een impact hebben op de beschermde of gelijkgestelde delen van dit goed, wordt een nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd overeenkomstig artikel D.52 van hetzelfde Wetboek. Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een project dat het voorwerp uitmaakte van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, wordt een nieuw voorafgaand archeologisch advies aangevraagd overeenkomstig artikel D.63 van hetzelfde Wetboek.

De bijzondere bekendmakingmaatregelen en de raadpleging van voornoemde diensten en commissies zijn niet vereist :

1° wanneer de overwogen wijziging voortvloeit uit een voorstel vervat in de bemerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek of tijdens de periode van de projectaankondiging of daar rechtstreeks mee te maken heeft;

2° wanneer de overwogen wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en het voorwerp of de algemene structuur van het project of diens wezenskenmerken niet aantast.

§ 4. Indien het gemeentecollege niet de bevoegde overheid is, wordt zijn advies aangevraagd wanneer het verplicht is.

Indien het gemeentecollege de bevoegde overheid is, wordt het advies van de gemachtigd ambtenaar aangevraagd wanneer het verplicht is.”.

Art. 96. Artikel D.IV.43 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.IV.43. De indiening tegen ontvangstbewijs of de zending van de wijzigingsplannen en van het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van het effectenonderzoek maakt het voorwerp uit van de zending van een ontvangstbewijs dat in de plaats treedt van het bewijs bedoeld in artikel D.IV.33. In voorkomend geval is artikel D.IV.33, tweede en derde lid, van toepassing.

In de gevallen bedoeld in artikel D.IV.42, § 1, eerste lid, worden de nieuwe beslissingstermijnen bepaald op grond van de wijzigingsplannen en van het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van het effectenonderzoek overeenkomstig artikel D.IV.46, eerste lid, of artikel D.IV.48, eerste lid.”.

Art. 97. In Boek IV, Titel II, hoofdstuk IV, afdeling 3 van hetzelfde Wetboek, wordt na artikel D.IV.43, een artikel D.IV.43/1 ingevoegd luidend als volgt:

“Art. D.IV.43/1. Gewijzigde plannen voor dezelfde aanvraag mogen in eerste instantie slechts één keer worden ingediend bij de bevoegde instantie.”.

Art. 98. In artikel D.IV.45, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 5° opgeheven.

Art. 99. In artikel D.IV.46, lid 3, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "twintig".

Art. 100. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.47 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt:

"Indien het gemeentecollege zijn beslissing niet binnen de in de artikelen D.IV.46, D.IV.62, § 3, tweede lid, en § 4, vierde lid, of D.IV.91, derde lid termijnen heeft verzonden en indien hij het advies van de gemachtigd ambtenaar niet heeft aangevraagd of de gemachtigd ambtenaar een advies heeft uitgebracht, wordt de aanvraag bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig gemaakt.;"

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "veertig" vervangen door het woord "dertig";

3° paragraaf 2 wordt opgeheven ;

4° in paragraaf 3, worden de woorden "of D.IV.91, derde lid," ingevoegd tussen de woorden "§ 4, vierde lid" en de woorden "bedoelde termijn".

Art. 101. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.47 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt:

"Indien het gemeentecollege zijn beslissing niet binnen de in de artikelen D.IV.46, D.IV.62, § 3, tweede lid, en § 4, vierde lid, of D.IV.91, derde lid termijnen heeft verzonden en indien hij het advies van de gemachtigd ambtenaar niet heeft aangevraagd of de gemachtigd ambtenaar een advies heeft uitgebracht, wordt de aanvraag bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig gemaakt.;"

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "veertig" vervangen door het woord "dertig";

3° paragraaf 2 wordt opgeheven ;

4° in paragraaf 3, worden de woorden "of D.IV.91, derde lid," ingevoegd tussen de woorden "§ 4, vierde lid" en de woorden "bedoelde termijn";

5° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 5. In de in lid 1 bedoelde gevallen, zendt de gemachtigd ambtenaar, op hetzelfde moment dat de beslissing naar de aanvrager wordt gestuurd, een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project die het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek."

Art. 102. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.48 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, wordt het woord "negentig" vervangen door het woord "vijfenzeventig";

2° in het eerste lid, 3°, wordt het woord "honderd dertig" vervangen door het woord "honderdvijftien";

3° in lid 3 wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "twintig";

4° in lid 3 worden de woorden "negentig of honderd dertig" vervangen door de woorden "vijfenzeventig of honderdvijftien".

Art. 103. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.48 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, wordt het woord "negentig" vervangen door het woord "vijfenzeventig";

2° in het eerste lid, 3°, wordt het woord "honderd dertig" vervangen door het woord "honderdvijftien";

3° in het tweede lid wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "twintig"; 4° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager en het gemeentecollege, stuurt de gemachtigd ambtenaar een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project die het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek.

5° in lid 3 worden de woorden "negentig of honderd dertig" vervangen door de woorden "vijfenzeventig of honderdvijftien".

Art. 104. In artikel D.IV.51 van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 105. In artikel D.IV.54 van hetzelfde besluit worden de leden 2 tot en met 5 opgeheven.

Art. 106. In boek II, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt het volgende artikel D.IV.54/1 ingevoegd:

"Art. D.IV.54/1. De stedenbouwkundige lasten zijn bedoeld om de impact van het project op de gemeenschap te compenseren, met inbegrip op de ecosysteemdiensten en op het leefmilieu. De positieve impacten van het project op de gemeenschap, namelijk zijn bijdrage tot het inspelen op een behoefte van algemeen belang, worden in aanmerking genomen om, in voorkomend geval, de negatieve impacten ongedaan te maken.

Als voor de uitvoering van een project meerdere opeenvolgende bouwvergunningen nodig zijn, worden de stedenbouwkundige lasten opgelegd door de vergunning tijdens het onderzoek waarvan de overheid het bestaan van een resteffect vaststelt."

Art. 107. In boek II, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde wetboek wordt het artikel D.IV.54/2 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.IV.54/2. § 1. De lasten bestaan uit handelingen en werken die worden opgelegd aan de aanvrager en hebben betrekking op de aanleg of renovatie van wegen, openbare groengebieden, met inbegrip van natuurlijke ruimten die ontstaan voor het publiek, de bouw of renovatie van openbare huisvesting zoals gedefinieerd door het Waalse Wetboek voor Duurzaam Wonen, of openbare of gemeenschappelijke gebouwen of uitrustingen, met inbegrip van ondergrondse leidingen, buizen en diverse kabels, evenals alle maatregelen die gunstig zijn voor het milieu, in het bijzonder het verwijderen van begroeiing van kunstmatige ruimten.

Bovendien kan de bevoegde overheid, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel, de afgifte van de vergunning afhankelijk stellen van een verklaring waarin de aanvrager zich er, zodra de werken zijn aangevat, toe verbindt de eigendom van wegen, openbare ruimtes, bouwwerken of goederen waar dergelijke bouwwerken of voorzieningen opgericht kunnen worden, vrij van alle lasten en kosteloos aan de gemeente of aan het Gewest af te staan.

De bevoegde overheid kan de toekenning van de vergunning ook laten afhangen van een verklaring waarbij de aanvrager zich ertoe verbindt om op het ogenblik van de aanvang van de werken aan de gemeente of het Gewest, gratis en vrij van elke last en zonder kosten voor hen, een genotsrecht over te dragen voor een minimumperiode van vijftien jaar op de openbare huisvesting zoals bepaald door het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

§ 2. Veertig procent van het effect op de gemeenschap van het creëren van ten minste dertig nieuwe woningen, voor zover dit niet wordt gecompenseerd door een positief effect in de zin van artikel D.IV.54/1, eerste lid, wordt gecompenseerd door :

1° de bouw of renovatie van openbare woningen zoals gedefinieerd door het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

2° een verbintenis van de aanvrager, vereist bij het afleveren van de vergunning, om gratis en zonder kosten voor de gemeente woningen van openbaar nut over te dragen zoals gedefinieerd door het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

3° een verbintenis van de aanvrager, vereist bij het afleveren van de vergunning, om aan de gemeente, vrij van lasten en zonder kosten voor de gemeente, een genotsrecht over te dragen voor een minimumperiode van vijftien jaar op de huisvesting van openbaar nut zoals bepaald door het Waalse Wetboek voor Duurzaam Wonen."

Art. 108. In boek II, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.IV.54/3 ingevoegd, luidend als volgt

« Art. D.IV.54/3. § 1. In afwijking van artikel D.IV.54/2 en mits het algemeen belang dat zulks gebiedt naar behoren wordt gemotiveerd, kunnen de stedenbouwkundige lasten geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de betaling van een geldsom die bestemd is voor de uitvoering van handelingen en werken als bedoeld in artikel D.IV.54/2.

In dat geval vermeldt de bevoegde overheid in de vergunning de in artikel D.IV.54/2 bedoelde handelingen en werken die geheel of gedeeltelijk door de lasten zullen worden gefinancierd.

Wanneer het niet de bevoegde overheid is, kan het gemeentecollege de bestemming van de stedenbouwkundige last in geld voorstellen in het kader van het voorafgaand advies bedoeld in artikel D.IV.36, tweede lid, of na kennisgeving van het beroep aan de Regering, overeenkomstig artikel D.IV.66, eerste lid.

De bevoegde overheid kan beslissen om de stedenbouwkundige lasten in geld die via verschillende vergunningen worden opgelegd, toe te wijzen aan de uitvoering van dezelfde handelingen en werken wanneer elk van deze heffingen op zich niet volstaat om de uitvoering ervan volledig te financieren.

§ 2. De bevoegde overheid bepaalt welke handelingen en werken mogen worden uitgevoerd vóór de lasten. Voordat andere werken worden uitgevoerd, wordt de contante last betaald aan de gemeente die de handelingen en werken gefinancierd door de contante last(en) uitvoert op haar grondgebied.

Als de vergunning geldelijke lasten oplegt voor het uitvoeren van handelingen en werken op het grondgebied van verschillende gemeenten, worden de lasten tussen de handen van elke gemeente betaald volgens de waarde van de werken die ze op hun grondgebied financieren.

§ 3. De geldelijke lasten die bedoeld zijn om de impact op de gemeenschap te compenseren die niet wordt gecompenseerd door een positieve impact die voortvloeit uit de creatie van minstens dertig nieuwe woningen, worden gestort in een gemeentelijk of bovengemeentelijk fonds dat bestemd is voor de bouw of renovatie van woningen van openbaar nut, zoals gedefinieerd door het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

§ 4. De handelingen en werken waarvoor de contante last is bestemd, moeten worden uitgevoerd binnen tien jaar na betaling van het bedrag dat de last vormt.

Bij overschrijding van de termijn voor de uitvoering van de handelingen en werken gefinancierd door de stedenbouwkundige lasten, wordt het op dat ogenblik nog niet gebruikte deel van de last terugbetaald aan de vergunninghouder door middel van een overschrijving op een rekening geopend bij een bankinstelling die gemachtigd is om in België actief te zijn."

Art. 109. In boek II, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde wetboek wordt een artikel D.IV.54/4 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.IV.54/4. § 1. Behalve wanneer het gaat om compenserende maatregelen in de zin van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, kunnen handelingen en werken die als stedenbouwkundige lasten worden opgelegd, worden toegestaan door middel van een andere vergunning dan die waarbij de last wordt opgelegd.

In dergelijke gevallen eist de bevoegde overheid dat de nodige financiële garanties worden gegeven voor de uitvoering van de stedenbouwkundige last, bepaalt zij welke handelingen en werken voorafgaand aan de last mogen worden uitgevoerd en stelt zij de termijn vast waarbinnen de last moet worden uitgevoerd.

De werkzaamheden waarvoor de vergunning tot oplegging van de last is verleend, mogen pas beginnen nadat de bevoegde overheid heeft vastgesteld dat de financiële garanties zijn verstrekt.

§ 2. Waarborgen zijn automatisch opeisbaar en worden verworven door de bevoegde overheid ten belope van de waarde van de nog niet uitgevoerde lasten:

1° indien de vergunning met betrekking tot de belaste handelingen en werken niet definitief wordt verleend binnen zesendertig maanden na de afgifte van de vergunning die de last oplegt of;

2° als de uit te voeren werken niet volledig voltooid zijn binnen de door de bevoegde overheid bepaalde termijn.

Als de bevoegde autoriteit niet het gemeentecollege is, draagt zij het voordeel van de waarborgen aan haar over, overeenkomstig de voorwaarden van artikel D.IV.54/3, § 2.

In voorkomend geval wordt artikel D.IV.54/3, § 4, toegepast.”

Art. 110. In boek II, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde wetboek wordt een artikel D.IV.54/5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.IV.54/5. De Regering kan de aard van de stedenbouwkundige lasten bepalen, de procedures voor de toepassing van die lasten, een rangorde vaststellen voor de aard van de op te leggen lasten en de criteria vaststellen waarmee de bevoegde overheid rekening moet houden bij het bepalen van het bedrag of de omvang van de stedenbouwkundige last met het oog op de naleving van het evenredigheidsbeginsel.”

Art. 111. Artikel D.IV.58 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.IV.58. De weigering van een vergunning kan gebaseerd zijn op de huidige herziening van het gewestplan, met inbegrip van het bodembestemmingsplan, op voorwaarde dat de Regering het ontwerp heeft goedgekeurd, of op de vaststelling of herziening van een meergemeentelijk ontwikkelingsplan of een gemeentelijk plan, op voorwaarde dat de bevoegde overheid een beslissing heeft genomen dat de informatie bepaalt die het milieueffectenrapport bevat of dat het ontwerp vrijstelt van een effectbeoordeling.

De vergunningsweigering om één van de redenen bedoeld in het eerste en in het tweede lid, vervalt indien het nieuwe plan niet in werking is getreden binnen drie jaar na de beslissing tot opmaak of herziening.

Een weigering van een bouwvergunning op basis van de vaststelling of herziening van een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan vervalt als het plan niet in werking is getreden binnen drie jaar na het besluit van de bevoegde instantie tot vaststelling van de informatie die moet worden opgenomen in het milieueffectrapport of tot vrijstelling van het project van een effectbeoordeling.

Het oorspronkelijke verzoek wordt, op aanvraag van de verzoeker, onderworpen aan een nieuwe beslissing die, in geval van weigering, niet meer gegrond kan zijn op voormelde reden.”

Art. 112. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.IV.62 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt:

2° in paragraaf 1 wordt het vierde lid aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

“6° de vergunning of het stedenbouwkundige attest nr. 2 voldoende rekening houdt met de grote natuurlijke risico's of geotechnische beperkingen bedoeld in artikel D.IV.57, 3°.”;

2° in lid 2 van paragraaf 1 wordt “5°” vervangen door “6°”;

3° paragraaf 3, lid 2, wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt:

“Die termijn wordt met veertig dagen verlengd indien bijzondere bekendmakingsmaatregelen uitgevoerd moeten worden of indien adviezen aangevraagd moeten worden.”;

4° in paragraaf 4, wordt lid 4 aangevuld met een zin, luidend als volgt:

“Die termijn wordt met veertig dagen verlengd indien bijzondere bekendmakingsmaatregelen uitgevoerd moeten worden of indien adviezen aangevraagd moeten worden.”

Art. 113. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.62 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1 wordt het vierde lid aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

“6° de vergunning of het stedenbouwkundige attest nr. 2 voldoende rekening houdt met de grote natuurlijke risico's of geotechnische beperkingen bedoeld in artikel D.IV.57, 3°.”;

2° in paragraaf 1, lid 1, wordt er een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt:

“7° de vergunning of het stedenbouwkundig attest nr. 2 voldoet aan de erfgoedvergunning voor de gevallen bedoeld in artikel D.34 van het Waalse Erfgoedwetboek, het archeologisch advies voor de gevallen bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek en artikel D.66, § 1, van hetzelfde Wetboek.”;

3° in lid 2 van paragraaf 1 wordt “5°” vervangen door “7°”;

4° in paragraaf 3, wordt lid 2 aangevuld met een zin, luidend als volgt:

“Die termijn wordt met veertig dagen verlengd indien bijzondere bekendmakingsmaatregelen uitgevoerd moeten worden of indien adviezen aangevraagd moeten worden.”;

5° in paragraaf 4, wordt lid 4 aangevuld met een zin, luidend als volgt:

“Die termijn wordt met veertig dagen verlengd indien bijzondere bekendmakingsmaatregelen uitgevoerd moeten worden of indien adviezen aangevraagd moeten worden.”

Art. 114. In artikel D.IV.63 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van DGO4" vervangen door de woorden "van de Administratie";

2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 1° aangevuld met de woorden "en D.IV.91" en wordt het woord "en" opgeheven;

3° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "of § 2" opgeheven;

4° voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt paragraaf 3 opgeheven;

5° vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt paragraaf 3 vervangen door wat volgt :

"§ 3. Het beroep heeft geen betrekking op de inhoud van de erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48, het voorafgaand archeologisch advies bedoeld in artikel D.62 of de beslissing bedoeld in artikel D.67, § 2, van het Waalse Erfgoedwetboek."

Art. 115. In artikel D.IV.66, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "door de adviescommissie over de beroepen" vervangen door de woorden "in aanwezigheid van de adviescommissie over de beroepen".

Art. 116. In artikel D.IV.68. van hetzelfde Wetboek, wordt de zin "In voorkomend geval voert de Regering via de gemeente de bijzondere bekendmakingmaatregelen uit en wint ze het advies in van de diensten of commissies, waarvan zij het advies nuttig acht of die niet betrokken werden bij de verplichte raadpleging." aangevuld met de woorden ", of raadpleegt zij het gemeentecollege indien dit de auteur is van de bestreden beslissing, met betrekking tot de stedenbouwkundige lasten die het overweegt op te leggen".

Art. 117. Artikel D.IV.69 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.IV.69. § 1. De aanvrager kan bij het bij de Regering ingediende beroep tegen een beslissing of het uitblijven van een beslissing van het gemeentecollege, of tegen een beslissing of het uitblijven van een beslissing van de krachtens artikel D.IV.47 gemachtigd ambtenaar, gewijzigde plannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of het effectenonderzoek voegen.

Wanneer beroep wordt aangetekend bij de Regering tegen een beslissing of het uitblijven van een beslissing van het gemeentecollege of tegen een beslissing of het uitblijven van een beslissing van de gemachtigd ambtenaar in toepassing van artikel D.IV.47, kan de Regering de aanvrager vragen om gewijzigde plannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of het effectenonderzoek in te dienen. Deze beslissing wordt verzonden binnen de termijn die de Regering heeft gekregen om een beslissing te nemen over het beroep. Dit heeft tot gevolg dat deze periode wordt onderbroken totdat de gewijzigde plannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of het effectenonderzoek worden ingediend, en gedurende maximaal honderdachtig dagen. De nieuwe termijnen voor Regeringsbeslissingen worden berekend in overeenstemming met artikel D.IV.66.

§ 2. Wijzigingsplannen of aanvullingen op de aankondiging of studie die zijn opgesteld in het kader van een beroep tegen een beslissing of het uitblijven van een beslissing van het gemeentecollege, of een beslissing of het uitblijven van een beslissing van de gemachtigd ambtenaar in toepassing van artikel D.IV.47 mogen slechts een beperkte draagwijdte hebben, moeten gebaseerd zijn op een opmerking in het kader van bekendmakingsmaatregelen, in een advies of in de beslissing van de overheid van eerste aanleg en mogen geen afbreuk doen aan het doel en de algemene opzet van het project en de wezenlijke kenmerken ervan.

§ 3. De wijzigingsplannen en het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting kunnen worden onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen via de gemeente en aan het advies van de diensten of commissies gemeentelijke commissie die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. In dit geval wordt de aanvrager daarover geïnformeerd.

Wanneer bij de wijzigingsplannen een aanvullend effectenonderzoek wordt gevoegd, worden ze via de gemeente onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen en aan het advies van de diensten of commissie die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd." De aanvrager wordt daarover geïnformeerd.

De speciale bekendmakingsmaatregelen en raadpleging van de voornoemde diensten en commissies zijn niet vereist wanneer de voorgestelde wijziging of aanvullende aankondiging het gevolg is van een voorstel of kritiek die is vervaardigd in de opmerkingen of klachten die tijdens het openbaar onderzoek of de aankondigingsperiode van het project zijn ingediend of die daar rechtstreeks verband mee houden.

§ 4. Het advies van het gemeentecollege wordt gevraagd over de gewijzigde plannen en van het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van het effectenonderzoek, onverminderd de bevoegdheid van de Regering om de vergunning onmiddellijk te weigeren indien de gewijzigde plannen niet op haar verzoek werden ingediend."

Art. 118. In Boek IV, titel III hoofdstuk IX, afdeling 3, wordt na artikel D.IV.69, een artikel D.IV.69/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.IV.69/1. § 1. De aanvrager kan gewijzigde plannen of een uiteenzetting op de effectbeoordeling of het effectenonderzoek bijvoegen bij het beroep dat hij bij de Regering indient tegen een beslissing van de gemachtigd ambtenaar overeenkomstig artikel D.IV.22 of tegen het uitblijven van een beslissing op grond van artikel D.IV.49.

Wanneer beroep wordt aangetekend bij de Regering tegen een beslissing van de gedelegeerde ambtenaar die is genomen overeenkomstig artikel D.IV.22 of tegen het uitblijven van een beslissing op grond van artikel D.IV.49, kan de Regering de aanvrager verzoeken gewijzigde of aanvullende informatie over de effectbeoordeling of effectstudie in te dienen. Deze beslissing wordt verzonden binnen de termijn die de Regering heeft gekregen om een beslissing te nemen over het beroep. Dit heeft tot gevolg dat deze termijn wordt onderbroken totdat de gewijzigde plannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of het effectenonderzoek worden ingediend, en gedurende maximaal honderdachtig dagen. De nieuwe termijnen voor Regeringsbeslissingen worden berekend in overeenstemming met artikel D.IV.66.

§ 2. De wijzigingsplannen en het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting kunnen worden onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen via de gemeente en aan het advies van de gemeentelijke commissie die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. In dit geval wordt de aanvrager daarover geïnformeerd.

"Wanneer bij de wijzigingsplannen een aanvullend effectenonderzoek wordt gevoegd, worden ze via de gemeente onderworpen aan nieuwe bekendmakingmaatregelen en aan het advies van de diensten of commissie die voorheen in de loop van de procedure zijn geraadpleegd. De aanvrager wordt daarover geïnformeerd.

De bijzondere bekendmakingmaatregelen en de raadpleging van voornoemde diensten en commissies zijn niet vereist :

1° wanneer de overwogen wijziging voortvloeit uit een voorstel vervat in de bemerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek of tijdens de periode van de projectaankondiging of daar rechtstreeks mee te maken heeft;

2° wanneer de overwogen wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en het voorwerp of de algemene structuur van het project of diens wezenskenmerken niet aantast.”.

Art. 119. In Boek IV, Titel II, Hoofdstuk IX, Afdeling 3, wordt na artikel D.IV.69/1, een artikel D.IV.69/2 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.IV.69/2. Gewijzigde plannen voor dezelfde aanvraag mogen in eerste instantie slechts één keer in beroep worden ingediend bij de bevoegde instantie.”.

Art. 120. Artikel D.IV.72 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.IV.72. De aanvang van de werken met betrekking tot nieuwbouw, met inbegrip van de uitbreiding van de grondinneming van bestaande bouwwerken, wordt ondergeschikt gemaakt aan de aanwijzing ter plaatse van de vestiging door toedoen van het gemeentecollege. Het gemeentecollege wijst op de vestiging ter plaatse voor de dag die gepland is voor het begin van de handelingen en werken.”.

Art. 121. In artikel D.IV.74, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “, behalve wanneer de last in geld wordt geïnd,” ingevoegd tussen de woorden “de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel” en de woorden “de financiële waarborgen heeft verstrekt”.

Art. 122. Artikel D.IV.78 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Wanneer een stedenbouwkundige vergunning is verleend in afwijking van een plan, worden bij het verlenen van de stedenbouwkundige vergunning en het stedenbouwkundig attest nr. 2 van het plan afwijkende voorschriften van de stedenbouwkundige vergunning toegepast, met uitzondering van de van het plan afwijkende voorschriften.”.

Art. 123. In artikel D.IV.80 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, wordt punt 9° vervangen door hetgeen volgt:

“9° voor het gewoonlijke gebruik van een terrein voor de plaatsing van een of meer mobiele installaties, met inbegrip van lichte woningen zoals gedefinieerd in artikel 1, 40°, van het Waalse Wetboek voor Duurzaam Wonen, met uitzondering evenwel van mobiele installaties die toegelaten zijn door het Waalse Wetboek van Toerisme of het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van caravanterreinen;”;

2° paragraaf 1, tweede lid, wordt opgeheven;

3° een paragraaf 1/1 en een paragraaf 1/2 worden ingevoegd tussen de paragrafen 1 en 2 :

“§ 1/1. De bebouwingsvergunning heeft een beperkte duur voor:

1° handelingen en werken in een gebied dat niet bestemd is voor bebouwingstedelijke ontwikkeling;

2° het creëren van een nieuwe woning in een bestaand gebouw; 3° een verandering van de bestemming van het goed of een deel ervan.

§ 1/2. De maximale geldigheidsduur van de vergunning afgeleverd voor een project bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, dat bestaat uit een verkooppunt opgericht voor een korte periode, met het oog op het bezetten van leegstaande cellen, het aantrekken van nieuw soort winkelend publiek of het uittesten van nieuwe concepten bedraagt zes maanden, niet verlengbaar. De vergunning voor het uithangbord van de winkel geldt voor dezelfde periode als die van de winkel zelf.”.

Art. 124. In boek IV, titel III, van hetzelfde Wetboek wordt de titel van hoofdstuk III vervangen door wat volgt: “Vervallen en verstrijken van vergunningen”.

Art. 125. In boek IV, titel III, hoofdstuk III, wordt de titel van afdeling 2 vervangen door wat volgt: “Vervallen en verstrijken van de stedenbouwkundige vergunningen”.

Art. 126. In artikel D.IV.84 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt:

§ 1. Onverminderd artikel D.VII.20, § 1, vierde lid, vervalt de stedenbouwkundige vergunning voor de overige werken indien deze niet volledig zijn uitgevoerd binnen vijf jaar na de verzending ervan.”.

Art. 127. In Boek IV, Titel III, hoofdstuk III, afdeling 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel D.IV.84/1 ingevoegd luidend als volgt:

« Art. D.IV.84/1. De stedenbouwkundige vergunning voor zover zij de vestiging van een handel in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, toelaat, vervalt indien het vergunde project gedurende twee opeenvolgende jaren niet in noemenswaardige mate voor het publiek toegankelijk is.”.

Art. 128. In artikel D.IV.87 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “of DGO4” vervangen door de woorden “of de administratie”.

Art. 129. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.IV.89 van hetzelfde Wetboek aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

“4° in geval van toevallige ontdekking, na de afgifte van de vergunning, van de aanwezigheid van individuen van een soort beschermd door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, die door de uitvoering van de vergunning kunnen worden geschaad op een wijze die door deze wet is verboden. Wanneer de vergunning gedeeltelijk kan worden uitgevoerd zonder schade te berokkenen aan personen op een manier die verboden is door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, wordt ze enkel geschorst voor die handelingen en werken die dergelijke schade kunnen veroorzaken en voor de tijd die nodig is om de afwijkingen te verkrijgen die vereist zijn volgens die wet.”.

Art. 130. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.89 van hetzelfde Wetboek, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° woorden de woorden “in artikel 41,1” vervangen door de woorden “in artikel D.74, eerste lid, 1°,”.

2° er wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt:

"4° in geval van toevallige ontdekking, na de afgifte van de vergunning, van de aanwezigheid van individuen van een soort beschermd door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, die door de uitvoering van de vergunning kunnen worden geschaad op een wijze die door deze wet is verboden. Wanneer de vergunning gedeeltelijk kan worden uitgevoerd zonder schade te berokkenen aan personen op een manier die verboden is door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, wordt ze enkel geschorst voor die handelingen en werken die dergelijke schade kunnen veroorzaken en voor de tijd die nodig is om de afwijkingen te verkrijgen die vereist zijn volgens die wet.";

3° een punt 5° wordt toegevoegd, luidend als volgt:

"5° in geval van archeologische ingrepen opgelegd krachtens de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek onder de voorwaarden bepaald door hetzelfde Wetboek."

Art. 131. In artikel D.IV.91 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 4, luidend als volgt:

"4° in geval van toevallige ontdekking, na de afgifte van de vergunning, van de aanwezigheid van individuen van een soort beschermd door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, die door de uitvoering van de vergunning kunnen worden geschaad op een wijze die door deze wet is verboden. Wanneer de vergunning gedeeltelijk kan worden uitgevoerd zonder schade te berokkenen aan personen op een manier die verboden is door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, wordt ze enkel geschorst voor die handelingen en werken die schade kunnen veroorzaken .";

2° lid 3 wordt aangevuld met wat volgt:

"Deze periode wordt met veertig dagen verlengd als er speciale bekenmakingsmaatregelen nodig zijn of als er adviezen worden aangevraagd."

Art. 132. In artikel D.IV.94, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"§ 2. Wijzigingen aan de bebouwingsvergunning zijn niet nodig voor :

1° handelingen en werken of het schrappen van kavels die de doelstellingen, vermeld in artikel D.IV.28, eerste lid, 1°, niet in het gedrang brengen;

2° de creatie van één of meer bijkomende kavels binnen een kavel die geheel of gedeeltelijk in een centrumgebied ligt, voor zover dit de doelstellingen inzake ruimtelijke optimalisatie van het plan tot vaststelling van dit centrumgebied niet in het gedrang brengt;

3° de schrapping van één of meer kavels buiten een centrumgebied."

Art. 133. In boek IV, titel III, van hetzelfde wetboek wordt een hoofdstuk IX ingevoegd, met als opschrift "Wijziging van de stedenbouwkundige vergunning".

Art. 134. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 133, wordt een artikel D.IV.96/ ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.IV.96/1. Op verzoek van de houder van de stedenbouwkundige vergunning kan een wijziging van de stedenbouwkundige vergunning worden toegestaan.

De bepalingen die de stedenbouwkundige vergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan. In dergelijke gevallen bevat het in artikel D.IV.26 bedoelde aanvraagdossier alleen de informatie met betrekking tot de geplande wijziging en wordt de procedure bepaald in het licht van het doel van de wijziging.

De wijziging van de stedenbouwkundige vergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de stedenbouwkundige vergunning waarvan de wijziging is gevraagd."

Art. 135. In artikel D.IV.97 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In paragraaf 1, 6°, a), worden de woorden "of in een project voor de omtrek van een te herontwikkelen locatie aangenomen overeenkomstig artikel D.V.2, § 1" toegevoegd;

b) 1° lid 1, 6°, wordt f) opgeheven.

Art. 136. In artikel D.IV.98, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt de zin "De door het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar of de Regering uitgesproken beoordeling over het beginsel en de voorwaarden van het verstrekken van een vergunning die aangevraagd zou zijn om een dergelijke ontwerp uit te voeren, blijft geldig" vervangen door de zin "Onverminderd artikel D.VII.20, § 1, blijft, de door het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar of de Regering uitgesproken beoordeling over het beginsel en de voorwaarden van het verstrekken van een vergunning die aangevraagd zou zijn om een dergelijke ontwerp uit te voeren geldig".

Art. 137. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.99, § 1, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, de woorden ", voor het Franse taalgebied," opgeheven.

Art. 138. Vanaf de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.IV.99, § 1, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, de woorden ", voor het Franse taalgebied, van de geldige erfgoedattesten" vervangen door de woorden "van de geldige erfgoedvergunningen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek".

Art. 139. In artikel D.IV.104 worden de woorden "artikel 1^{er} van de wet tot herziening van het hypothecair stelsel van 16 december 1851" vervangen door de woorden "artikel 3.30 van het Burgerlijk Wetboek".

Art. 140. In artikel D.IV.107 wordt het tweede lid van hetzelfde Wetboek opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen in Boek V van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 141. In artikel D.V.2 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "openbare vastgoedmaatschappijen" vervangen door de woorden "openbare huisvestingsmaatschappijen" en worden de woorden "(SPAQuE SA)" toegevoegd na de woorden "decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Het regeringsbesluit berust op een dossier bestaande uit: 1° de verantwoording van de omtrek ten opzichte van de criteria van artikel D.V.1;

2° een kaart met de omtrek volgens het model vastgelegd door de Regering

3° een milieueffectenrapport of een beslissing van de bevoegde overheid om de omtrek vrij te stellen van de milieueffectbeoordeling overeenkomstig hoofdstuk II van titel II van boek VIII;

4° desgevallend, de handelingen en werken gepland voor de sanering en renovatie van de bedrijfsruimte in de zin van artikel D.V.1, 2°, alsook de evaluatie van de desbetreffende effecten vereist overeenkomstig artikel 65 van Boek I van het Milieuwetboek.”;

3° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

”5° aan de beleidsgroep “Leefmilieu” als het dossier een milieueffectenrapport bevat.”;

4° in paragraaf 3, lid 2, wordt het woord “zestig” vervangen door het woord “dertig”.

Art. 142. In artikel D.V.10 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt aangevuld met wat volgt : “, of een natuurlijke of rechtspersoon, publiekrechtelijk of privaatrechtelijk, eigenaar of houder van een zakelijk recht”;

2° lid 3 wordt vervangen als volgt:

”Het regeringsbesluit berust op een dossier bestaande uit: 1° de omtrek;

2° zijn verantwoording ten opzichte van de criteria van artikel D.V.9;

3° een milieueffectenrapport of een beslissing van de bevoegde overheid om de omtrek vrij te stellen van de milieueffectbeoordeling overeenkomstig hoofdstuk II van titel II van boek VIII;

4° een voorstelling van het stedenbouwkundig project dat het volgende omvat :

a) een verslag dat de overwogen handelingen en werken bevat, hun bestemming, de inrichtingsopties en de architectonische opzet van het ontwerp opgesteld op basis van de volgende elementen :

i. een situatieplan dat de ligging van het goed betrokken bij het project voorstelt t.o.v. de centrale kern van de agglomeratie en de voornaamste verbindingswegen met vermelding van hun juridisch statuut en hun benaming;

ii. de rechtstoestand die hetgeen volgt vermeldt :

- de bestemming van het goed betrokken bij het project in het gewestplan;

- “in voorkomend geval, zijn ligging in het meergemeentelijk ontwikkelingsplan en in de gemeentelijke ontwikkelingsplannen, zijn ligging in de stedenbouwkundige vergunning als het goed aan de gewestelijke leidraad en/of de gemeentelijke leidraad voor stedenbouw wordt onderworpen;”

iii. de stedenbouwkundige en landschappelijke context waarin hetgeen volgt vermeld staat:

- de oriëntatie;

- de verbindingsweg, zijn inrichting en zijn uitrusting alsook, in voorkomend geval, de wijzigingen die daaraan verbonden zijn;

- “in voorkomend geval, de afschaffing van een bestaande weg of de aanleg van nieuwe wegen of openbare ruimtes;

- de vestiging, de afmetingen, de aard of de bestemming van de bouwwerken op het goed, betrokken bij het project, binnen een straal van 50 m ervan;”

- in voorkomend geval, een rechtvaardiging van de verschillen en afwijkingen, aangevraagd ten opzichte van de artikelen D.IV.5 et D.IV.13;”

iv. een fotoreportage op grond waarvan de stedenbouwkundige en landschappelijke context waarin het project past in overweging genomen kan worden met de genummerde aanduiding op plan van de opnamen van de fotoreportage;

b) een bezettingsplan van de omtrek, aangevende:

i. de vestiging en de volumetrie van de bestaande gebouwen die voor het geheel van de omtrek zijn gepland;

ii. de behouden of geplande aanleg van het onbebouwde saldo van de betrokken omtrek, met inbegrip van de wegen en openbare ruimtes, de parkeerruimtes, de bestaande en geplande vegetatie;

c) de 3D-visualisatie van het stedenbouwkundig project.”.

Art. 143. In artikel D.V.11, § 1, alinea 1 van dezelfde code wordt de zin “De ontwerp-omtrek, samen met het dossier bedoeld in artikel D.V.10, derde lid, wordt door de gemachtigd ambtenaar aan de raadpleging van de gemeentecommissie onderworpen” aangevuld met de woorden “of, bij ontstentenis daarvan, aan de beleidsgroep “Ruimtelijke Ordening” en de beleidsgroep “Leefmilieu” wanneer het dossier een milieueffectenrapport bevat”.

Art. 144. In Boek V, Titel VII, wordt een hoofdstuk I ingevoegd, met als opschrift “Toepassingsgebied”.

Art. 145. Artikel D.V.16 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.V.16. Een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of een milieuvergunning, of een globale vergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen, en een aanvraag tot erkenning van de omtrek van een te herinrichten locatie of een ruilverkaveling kunnen, op initiatief van een natuurlijke persoon of een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, eigenaar of zakelijk gerechtigde op het geheel of een gedeelte van het terrein, het voorwerp uitmaken van een gezamenlijke aanvraag, wanneer het toe te laten project geheel of gedeeltelijk binnen de omtrek is gelegen en tot doel heeft respectievelijk :

1° de handelingen en werken van bouw of wederopbouw in de zin van artikel D.V.1, 2°, betreffende de omtrek voor een herin te richten locatie;

2° de handelingen en werken tot herwaardering en ontwikkeling van de stedelijke functies in de zin van artikel D.V.9 betreffende de stadsruilverkavelingsomtrekken.

De gezamenlijke aanvraag omvat een aanvraag tot aanneming van de omtrek en een vergunningsaanvraag. Ze wordt behandeld in overeenstemming met deze titel.”.

Art. 146. In Boek V, Titel VII, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift “Indiening van de gezamenlijke aanvraag”.

Art. 147. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 146, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Indiening van de aanvraag tot omtrek".

Art. 148. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 147, wordt een artikel D.V.16/ ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.V.16/1. De aanvrager zendt de regering een gezamenlijke aanvraag met daarin :

1° ofwel, voor de omtrek van de te herontwikkelen locatie, de elementen bedoeld in artikel D.V.2, § 2, 1°, 2° en 4°, en, in voorkomend geval, een gemotiveerde aanvraag tot vrijstelling van gezamenlijke effectbeoordeling;

2° ofwel de stadsruilverkavelingsomtrek

a) als de gemeente niet de aanvrager is, het gunstige advies van de gemeenteraad over de omtrek;

b) de elementen bedoeld in artikel D.V.10, derde lid § 2, 1°, 2° en 4°, en, in voorkomend geval, een gemotiveerde aanvraag tot vrijstelling van gezamenlijke effectbeoordeling;

c) de elementen vereist voor het technisch dossier bedoeld in artikel 11 of het ontwerp-rooiplan bedoeld in artikel 21 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg.

d) de verantwoording van de omtrek ten opzichte van de criteria van artikel D.V.9;

e) als de vergunningsaanvraag uitsluitend een deel van de omtrek betreft, de elementen bedoeld in artikel D.V.10, derde lid, b), voor het saldo van de omtrek die niet gedekt is door de vergunningsaanvraag en in artikel D.V.10, derde lid, c), voor het geheel van de omtrek;

3° in elk geval de informatie bedoeld in artikel D.29-5, § 2, eerste lid, 2°, van Boek I van het Milieuwetboek."

Art. 149. In dezelfde afdeling, wordt een artikel D.V.16 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.V.16/2. Binnen dertig dagen na de indiening van de aanvraag bericht de Regering ontvangst van de aanvraag en beslist zij over de ontvankelijkheid en de volledigheid ervan.

Als de aanvraag ontvankelijk en volledig is, wordt ze voor advies voorgelegd aan de gemachtigd ambtenaar en, in voorkomend geval, aan de technisch ambtenaar, de beleidsgroep "Ruimtelijke ordening", de beleidsgroep "Leefmilieu", de diensten die hij heeft aangewezen voor hun expertise en de personen of instanties die hij nuttig acht om te raadplegen.

De adviezen worden binnen de zestig dagen na het verzoek van de Regering overgemaakt. Zoniet worden ze gunstig geacht."

Art. 150. In dezelfde afdeling, wordt een artikel D.V.16/3 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.V.16/3. Binnen negentig dagen na ontvangst van de aanvraag onderneemt de Regering de volgende stappen:

1° voorlopig de omtrek vaststellen;

2° beslissen om de gezamenlijke aanvraag te onderwerpen aan een milieueffectbeoordeling of beslissen om ze vrij te stellen;

3° de gemeenten bepalen, met inbegrip van de gemeente of gemeenten waartoe het project en de omtrek zich uitstreken, die door dat project en die omtrek kunnen worden getroffen, op wier grondgebied bijgevolg een openbaar onderzoek wordt gehouden.

Wanneer zij besluit de gezamenlijke aanvraag voor een effectbeoordeling in te dienen, informeert zij per aangetekende post de gemeenten die mogelijk worden getroffen en de aanvrager, die zij uitnodigt een voorafgaande informatiebijeenkomst te organiseren overeenkomstig de artikelen D.VIII.5/8 tot en met D.VIII.5/13."

Art. 151. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 146, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Gezamenlijke effectbeoordeling".

Art. 152. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 151, wordt een artikel D.V.16/ ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.V.16/4. Het onderwerpen van de omtrek aan een effectbeoordeling of van het project aan een effectenonderzoek brengt de verplichting met zich mee om de gezamenlijke effectbeoordeling van de aanvraag waarnaar wordt verwezen in artikel D.V.16 uit te voeren in overeenstemming met de artikelen D.VIII.5/8 tot en met D.VIII.5/13 en D.VIII.48 tot en met D.VIII.56."

Art. 153. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 146, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Indiening van de vergunningsaanvraag".

Art. 154. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 153, wordt een artikel D.V.16/ ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.V.16/5. § 1. Indien de Regering de aanvraag vrijstelt van een gezamenlijke milieueffectbeoordeling, machtigt ze de aanvrager om de vergunningsaanvraag in te dienen, bepaalt ze de instanties die ze nuttig acht om te raadplegen over de aanvraag tot omtrek en de gemeenten die door de aanvraag kunnen worden getroffen en op wier grondgebied een openbaar onderzoek wordt uitgevoerd.

De Regering deelt haar beslissing aan de aanvrager mee.

§ 2. Als de aanvraag onderworpen is aan een effectbeoordeling, moet de aanvrager de Regering een kopie sturen van de opmerkingen, suggesties en voorstellen die tijdens de voorafgaande informatievergadering zijn gemaakt, de notulen van de vergadering en de video van de vergadering, evenals de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering zijn gebruikt.

De Regering bepaalt de inhoud van de gezamenlijke effectbeoordeling na het overleg bedoeld in artikel D.VIII.52.

De aanvrager stuurt de gezamenlijke effectbeoordeling van de aanvraag naar de Regering.

Binnen tien dagen na ontvangst van de beoordeling zal de Regering:

1° de aanvrager machtigen om de vergunningsaanvraag in te dienen;

2° de instanties bepalen die ze nuttig acht om te raadplegen over de aanvraag tot omtrek en, in voorkomend geval, de gemeenten, naast deze geïdentificeerd in toepassing van artikel D.VIII.5/10, derde lid 3, die door de aanvraag kunnen worden getroffen en op wier grondgebied een openbaar onderzoek wordt uitgevoerd;

3° een in overweging genomen redelijk alternatief als ontwerp-omtrek goedkeuren wanneer zij, op basis van de gezamenlijke effectbeoordeling en de adviezen, van oordeel is dat dit alternatief de nagestreefde doelstellingen beter kan bereiken.

De Regering deelt haar beslissing aan de aanvrager mee.

§ 3. Er wordt niet afgeweken van de regels betreffende de samenstelling van vergunningsaanvragen.”.

Art. 155. In Boek V, Titel VII, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift “Onderzoek van de gezamenlijke aanvraag”.

Art. 156. In hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 155, wordt een artikel D.V.16/ ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.V.16/6. De vergunningsaanvraag wordt ingediend uiterlijk honderdtachtig dagen na de kennisgeving door de Regering van de machtiging tot het indienen van de vergunningsaanvraag overeenkomstig artikel D.V.16/5, § 1, tweede lid, of § 2, vijfde lid. Bij gebreke daarvan vervalt de in artikel D.V.16/1 bedoelde aanvraag, tenzij de aanvrager de Regering binnen dezelfde termijn in kennis stelt van zijn beslissing geen vergunningsaanvraag in te dienen. In dit geval wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de artikelen D.V.2, §§ 3 tot en met 8, of D.V.11, §§ 1 en 2.

De gezamenlijke aanvraag wordt onderzocht overeenkomstig hetzij de bepalingen die van toepassing zijn op aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel D.IV.25 indien de gevraagde vergunning een stedenbouwkundige vergunning is, hetzij de bepalingen die van toepassing zijn op aanvragen voor een milieuvergunning of een globale vergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen indien de gevraagde vergunning een milieuvergunning of een globale vergunning is.

De volgende bijzondere bepalingen zijn evenwel van toepassing: 1° de vergunning wordt verstrekt door de Regering;

2° de gezamenlijke aanvraag is onderworpen aan een openbaar onderzoek overeenkomstig de procedures die van toepassing zijn op een project van categorie B in de zin van artikel D.29-1 van Boek I van het Milieuwetboek;

3° de adviezen die respectievelijk in de artikelen D.V.2, § 3, D.V.11, § 1, of D.IV.35 bedoeld zijn, worden aangevraagd;

4° alle adviezen moeten worden verzonden binnen dertig dagen na de beslissing waarbij de vergunningsaanvraag volledig en ontvankelijk bevonden wordt.

5° de aanvraag voor een milieuvergunning of een globale vergunning wordt behandeld overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning tot het samenvattend verslag aan de Regering wordt bezorgd, dat moet gebeuren binnen een termijn van honderdtien dagen vanaf de datum van bevestiging van ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag, tenzij de technisch ambtenaar en desgevallend de gemachtigd ambtenaar beslissen om die termijn met dertig dagen te verlengen. Wanneer het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning van de technisch ambtenaar en desgevallend de gemachtigd ambtenaar aanwijst als bevoegde instantie, zendt deze laatste een samenvattend verslag aan de Regering binnen een termijn van honderdtien dagen vanaf de datum van bevestiging van ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag, tenzij de technisch ambtenaar en desgevallend de gemachtigd ambtenaar beslissen om deze termijn met dertig dagen te verlengen;

6° het door de gemachtigd ambtenaar onderzochte dossier met betrekking tot de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wordt binnen een termijn van honderdtien dagen vanaf de datum van de bevestiging van ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag overgemaakt aan de Regering, tenzij de gemachtigd ambtenaar beslist deze termijn met dertig dagen te verlengen;

7° de termijn voor het indienen van het door de gedelegeerde ambtenaar onderzochte dossier of van het samenvattend verslag van de technische of technische en gemachtigde ambtenaren wordt geschorst vanaf de datum van de beslissing van de Regering bedoeld in artikel D.V.16/3 om de aanvraag tot gezamenlijke effectbeoordeling in te dienen tot de datum waarop de gezamenlijke effectbeoordeling naar de Regering wordt gestuurd. Indien er om een aanvullend milieueffectenverslag wordt verzocht, dan wordt de termijn opgeschort op de datum van versturen van de aanvraag tot aanvulling op de datum van versturen ervan aan de Regering

8° indien hij zich uitspreekt voor de aanneming van de omtrek, wordt het door de gemachtigd ambtenaar onderzochte dossier of het samenvattend verslag van de technisch ambtenaar of de technisch en gemachtigd ambtenaar opgesteld rekening houdend met de afwijkingsmogelijkheden die de voorgestelde omtrek biedt indien hij definitief wordt aangenomen;

9° op verzoek van de Regering dient de aanvrager de gewijzigde plannen of bijkomende informatie of een gezamenlijke effectbeoordeling in. Gewijzigde plannen kunnen zowel betrekking hebben op de omtrek als op het project waarvoor een vergunning is aangevraagd. De onderzoekstermijnen worden onderbroken door het verzoek van de Regering en beginnen opnieuw te lopen wanneer de gewijzigde plannen of de aanvullende kennisgeving of gezamenlijke effectbeoordeling worden ingediend.”.

Art. 157. In Boek V, Titel VII van hetzelfde Wetboek wordt volgend hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift “Beslissing”.

Art. 158. In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 157, wordt een artikel D.V.16/ ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.V.16/7. Binnen dertig dagen na ontvangst van het door de gemachtigd ambtenaar onderzochte dossier of van het samenvattend verslag van de technische of technische en gemachtigde ambtenaren, neemt de Regering een gelijktijdig besluit over de omtrek en de vergunningsaanvraag.

Als ze de vergunning niet afgeeft, kan de Regering beslissen om de procedure voor de aanneming van de te herontwikkelen locatie of de stadsruilverkavelingsomtrek voort te zetten. In dit geval wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de artikelen D.V.2, §§ 3 tot en met 8, of D.V.11, §§ 1 en 2.

De Regering deelt deze beslissing aan de aanvrager mee. Zij deelt haar beslissing over de omtrek van de te herontwikkelen locatie mee aan de bestemmingen bedoeld in artikel D.V.2, § 3.

In geval van toekenning van de vergunning begint bedoelde vergunning slechts te lopen op de dag na de inwerkingtreding van de omtrek.”.

Art. 159. In hetzelfde hoofdstuk V wordt een artikel D.V.16/8 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. D.V.16/8. Binnen de tien dagen na bekendmaking van haar beslissing tot aanneming van de omtrek verstuurt de Regering of de persoon die zij daartoe machtigt een afschrift van de beslissing aan elke gemeente waarop de omtrek betrekking heeft, waarna bedoelde gemeenten het publiek daarover inlichten.

De Regering of de persoon die zij daartoe delegeert, zendt ook een afschrift van de besluiten aan de bevoegde autoriteiten van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo en die advies heeft uitgebracht over het verzoek op grond van artikel D.VIII.54.”.

Art. 160. In Boek V, Titel VII van hetzelfde boek, wordt een hoofdstuk V ingevoegd, met als opschrift "Onderzoekingen".

Art. 161. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 160, wordt een artikel D.V.16/ ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.V.16/9. De in artikel D.V.3 bedoelde onderzoekingen zijn toegestaan onder dezelfde voorwaarden als die welke voor de toepassing van deze titel gelden.

De Regering kan de regels voor de procedures voor dergelijke onderzoekingen aanpassen voor zover dat nodig is voor de uitvoering van deze titel.".

Art. 162. Artikel D.V.17. van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 163. Artikel D.V.18. van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging aangebracht in Boek VI van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 164. Artikel D.VI.1 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt :

"11° op voorwaarde dat ze de openbare veiligheid beogen, risicobeperkende maatregelen met betrekking tot onroerende goederen die blootgesteld worden aan een groot natuurrisico of grote geotechnische druk zoals overstromingen begrepen in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel D.53-2 van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de mijnverzakkingen, de verzakkingen te wijten aan mijnwerken, winningen van ijzerertsen of ondergrondse holtes of het aardbevingsgevaar".

Art. 165. In artikel D.VI.17, § 1, van het hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 16 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een punt 13° wordt toegevoegd, luidend als volgt:

"13° een centrumgebied gedefinieerd door een gemeentelijk plan of een meergemeentelijk plan, op voorwaarde dat het goed een oppervlakte heeft van minstens 50 are.";

2° een nieuw lid wordt ingevoegd tussen lid 1 en lid 2, luidend als volgt:

"Kan ook aan het recht van voorkoop onderworpen worden, elk onroerend goed :

1° dat gevestigd is rondom inrichtingen die een hoog risico inhouden in de zin van het decreet van 11 maart 1999 of de gebieden die uitsluitend bestemd zijn voor de nijverheden die hoge risico's vormen voor de personen, de goederen of het leefmilieu ;

"2° binnen een omtrek die is vastgesteld in uitvoering van een ander voorschrift met het oog op de aanpassing van het grondgebied aan een belangrijk natuurlijk risico of geotechnische beperking zoals overstroming in de zin van artikel D.53-2 van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de mijnverzakkingen, de verzakkingen te wijten aan mijnwerken, winningen van ijzerertsen of ondergrondse holtes of het aardbevingsgevaar".

Art. 166. In artikel D.VI.56, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij DGO4" vervangen door de woorden "bij de administratie".

Art. 167. In artikel D.VI.63 worden de woorden "een centrumgebied vastgesteld door het ruimtelijk ontwikkelingsplan, een meergemeentelijk plan of een gemeentelijk plan" toegevoegd tussen de woorden "voor bewoning, van een gebied van gemeentelijk belang bestemd voor bewoning, een gebied van gemeentelijk belang," en "met uitzondering van een bedrijfsruimte zoals voorzien in het gewestplan".

Art. 168. Aan artikel D.VI.64, § 1, lid 1, wordt een punt 5° toegevoegd, luidend als volgt:

"5° in een centrumgebied dat is vastgesteld na de aanneming van een meergemeentelijk ruimtelijk plan of een gemeentelijk ruimtelijkplan, ook in de gevallen die niet onder 4° vallen.".

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen in Boek VII van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 169. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.VII.1 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 7°, worden de woorden "voor het Franse taalgebied," opgeheven;

2° de paragrafen 2, 2/1 en 2/2 worden opgeheven.

Art. 170. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden in artikel D.VII.1 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt 7° opgeheven; 2° de paragrafen 2, 2/1 en 2/2 worden opgeheven.

Art. 171. Voor de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.VII.1/ van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt:

« Art. D.VII.1/1. § 1. Tien jaar na hun voltooiing worden handelingen en werken die zonder de vereiste vergunning of in strijd met een dergelijke vergunning zijn uitgevoerd, onweerlegbaar geacht in overeenstemming te zijn met de wetgeving inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw, op voorwaarde dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° de overtredende handelingen en werkzaamheden werden uitgevoerd :

a) ofwel in een gebied dat in het gewestplan is aangewezen voor bebouwingstedelijke ontwikkeling overeenkomstig artikel D.II.23, lid 2;

b) ofwel in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en dat betrekking heeft op één of verschillende bestemmingen bestemd voor bebouwing in de zin van artikel D.II.23, tweede lid;

c) ofwel op bouwwerken, installaties en gebouwen of hun aanvullende en bijkomende inrichtingen, die vóór de inwerkingtreding van het gewestplan bestaan, of waarvan de bestemming met het gebied overeenstemt of waarvan de bestemming in afwijking van het gewestplan is toegestaan;

2° de in overtreding zijnde handelingen en werken stemmen overeen met de normen van de gewestelijke leidraad;

3° de in overtreding zijnde handelingen en werken vervullen één van de volgende hypothesen:

a) in geval van niet-naleving van de afgegeven stedenbouwkundige vergunning of bebouwingsvergunning, is de omvang van de verschillen kleiner dan twintig procent:

- (1) van de vergunde grondinneming;
- (2) van de vergunde goot- en nokhoogten;
- (3) van de vergunde diepte;
- (4) van de vergunde volumetrie;
- (5) van de vergunde vloeroppervlakte;
- (6) van de vestigingspiegels van de bouwwerken;
- (7) van de minimale of maximale afmeting van het perceel;

b) in geval van aanbouw van een luifel als uitbreiding van een vergunde landbouwloods voor zover:

- (1) de nokhoogte van de luifel kleiner is dan de goothoogte van de loods;
- (2) de loods een dergelijke luifel op één enkele van zijn opgaande muren heeft;
- (3) de luifel een maximale diepte van zeven meter, gemeten vanaf de opgaande muur van de loods, heeft;

c) in geval van niet-naleving van de toegelaten openingen;

d) in geval van niet-naleving van de bij de stedenbouwkundige vergunningen vergunde kleurschakering.

§ 2. Tien jaar na hun voltooiing worden handelingen en werken die zonder de vereiste vergunning of in strijd met een dergelijke vergunning zijn uitgevoerd, onweerlegbaar geacht in overeenstemming te zijn met de wetgeving inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw

§ 3. De vermoedens in de paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing: 1° handelingen en werken die niet beantwoorden aan de bestemming van het gebied in het gewestplan waarin ze zich bevinden, tenzij ze in voorkomend geval in aanmerking komen voor een vrijstellingsregeling op basis van een reglementering die niet meer van kracht is;

2° handelingen en werken die bestaan in het creëren van een of meer woningen na 20 augustus 1994, tenzij die handelingen en werken bestaan in het creëren van een of meer woningen na 20 augustus 1994 in een groen woongebied dat niet meer omkeerbaar is overeenkomstig artikel D.II.64, § 1, tweede lid;

3° de handelingen en werken uitgevoerd binnen een locatie erkend bij of krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

4° de handelingen en werken uitgevoerd op een goed vallend onder een maatregel tot bescherming van het erfgoed

5° de handelingen en werken die het voorwerp kunnen uitmaken van een aantijging krachtens een andere administratieve ordehandhaving;

6° de handelingen en werken die het voorwerp hebben uitgemaakt van een proces-verbaal van vaststelling van de overtreding of van een in kracht van gewijsde getreden rechtsbeslissing die de niet-conformiteit van handelingen en werken vaststelt met de regels van het recht van ruimtelijke ordening en stedenbouw vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek.”

Art. 172. Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, wordt artikel D.VII.1/1 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt:

« Art. D.VII.1/1. § 1. Tien jaar na hun voltooiing worden handelingen en werken die zonder de vereiste vergunning of in strijd met een dergelijke vergunning zijn uitgevoerd, onweerlegbaar geacht in overeenstemming te zijn met de wetgeving inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw, op voorwaarde dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° de overtredende handelingen en werkzaamheden werden uitgevoerd :

a) ofwel in een gebied dat in het gewestplan is aangewezen voor bebouwingstedelijke ontwikkeling overeenkomstig artikel D.II.23, lid 2;

b) ofwel in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en dat betrekking heeft op één of verschillende bestemmingen bestemd voor bebouwing in de zin van artikel D.II.23, tweede lid;

c) ofwel op bouwwerken, installaties en gebouwen of hun aanvullende en bijkomende inrichtingen, die vóór de inwerkingtreding van het gewestplan bestaan, of waarvan de bestemming met het gebied overeenstemt of waarvan de bestemming in afwijking van het gewestplan is toegestaan;

2° de in overtreding zijnde handelingen en werken stemmen overeen met de normen van de gewestelijke leidraad;

3° de in overtreding zijnde handelingen en werken vervullen één van de volgende hypothesen:

a) in geval van niet-naleving van de afgegeven stedenbouwkundige vergunning of bebouwingsvergunning, is de omvang van de verschillen kleiner dan twintig procent:

- (1) van de vergunde grondinneming;
- (2) van de vergunde goot- en nokhoogten;
- (3) van de vergunde diepte;
- (4) van de vergunde volumetrie;
- (5) van de vergunde vloeroppervlakte;
- (6) van de vestigingspiegels van de bouwwerken;
- (7) van de minimale of maximale afmeting van het perceel;

b) in geval van aanbouw van een luifel als uitbreiding van een vergunde landbouwloods voor zover:

- (1) de nokhoogte van de luifel kleiner is dan de goothoogte van de loods;
- (2) de loods een dergelijke luifel op één enkele van zijn opgaande muren heeft;
- (3) de luifel een maximale diepte van zeven meter, gemeten vanaf de opgaande muur van de loods, heeft;

c) in geval van niet-naleving van de toegelaten openingen;

d) in geval van niet-naleving van de bij de stedenbouwkundige vergunningen vergunde kleurschakering.

§ 2. Tien jaar na hun voltooiing worden handelingen en werken die zonder de vereiste vergunning of in strijd met een dergelijke vergunning zijn uitgevoerd, onweerlegbaar geacht in overeenstemming te zijn met de wetgeving inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw

§ 3. De vermoedens in de paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing: 1° handelingen en werken die niet beantwoorden aan de bestemming van het gebied in het gewestplan waarin ze zich bevinden, tenzij ze in voorkomend geval in aanmerking komen voor een vrijstellingsregeling op basis van een reglementering die niet meer van kracht is;

2° handelingen en werken die bestaan in het creëren van een of meer woningen na 20 augustus 1994, tenzij die handelingen en werken bestaan in het creëren van een of meer woningen na 20 augustus 1994 in een groen woongebied dat niet meer omkeerbaar is overeenkomstig artikel D.II.64, § 1, tweede lid;

3° de handelingen en werken uitgevoerd binnen een locatie erkend bij of krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

4° handelingen en werken uitgevoerd op beschermd of gelijkgesteld onroerend goed in de zin van de Waalse Erfgoedwetboek;

5° de handelingen en werken die het voorwerp kunnen uitmaken van een aantijging krachtens een andere administratieve ordehandhaving;

6° de handelingen en werken die het voorwerp hebben uitgemaakt van een proces-verbaal van vaststelling van de overtreding of van een in kracht van gewijsde getreden rechtsbeslissing die de niet-conformiteit van handelingen en werken vaststelt met de regels van het recht van ruimtelijke ordening en stedenbouw vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek.”.

Art. 173. In artikel D.VII.3 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 1°, worden de woorden “statutaire of contractuele” ingevoegd tussen het woord “de” en de woorden “ambtenaren en beambten belast met het wegbeheer en de wegpolie”;

2° in lid 1, 2°, worden de woorden “statutaire of contractuele” ingevoegd tussen het woord “de” en de woorden “technische ambtenaren en beambten van de gemeenten, aangewezen door de gemeenteraad”;

3° in lid 1, 3°, worden de woorden “statutaire of contractuele” ingevoegd tussen het woord “de” en de woorden “ambtenaren en beambten van het Gewest, opgenomen op de lijst bepaald door de Gouverneur”.

4° in lid 2, worden de woorden “statutaire of contractuele” ingevoegd tussen het woord “de” en de woorden “gewestelijke personeelsleden een bewijs van hoedanigheid van vaststellende beampte”.

Art. 174. In artikel D.VII.4 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door een lid, luidend als volgt:

“De vaststellende beambten een voorafgaande waarschuwing aan de vermoedelijke overtreder of aan de eigenaar van het goed waar de overtreding begaan werd en stellen een termijn met een duur tussen één maand en twee jaar vast om zich in overeenstemming te brengen.”.

Art. 175. In Boek VII, hoofdstuk VI, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt: “Regularisatie en vergelijk”.

Art. 176. In boek VII, hoofdstuk VI, afdeling 3, van hetzelfde wetboek worden de opschriften van de onderafdelingen 1 en 2 opgeheven.

Art. 177. Artikel D.VII.18 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.VII.18. § 1. Een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 voor regularisatie kan worden ingediend of opgestuurd overeenkomstig artikel D.IV.32 voor of na het proces-verbaal.

Indien de gemachtigd ambtenaar het proces-verbaal tot vaststelling overeenkomstig artikel D.VII.6 voor het begin van de termijn waarover de bevoegde overheid beschikte om te beslissen, ontvangt, worden de termijnen voor de zending van de beslissing opgeschort vanaf de eerste dag van de termijn waarover de bevoegde overheid beschikte om te beslissen tot:

1° de in kracht van gewijsde getreden uitspraak, indien de procureur des Konings zijn voornemen tot vervolging kenbaar maakt binnen negentig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van vaststelling;

2° het verstrijken van negentig dagen na de datum van ontvangst van het proces-verbaal van vaststelling door de procureur des Konings indien hij niet te kennen heeft gegeven dat hij voornemens is te vervolgen.

Indien de gemachtigd ambtenaar het proces-verbaal tot vaststelling overeenkomstig artikel D.VII.6 ontvangt wanneer de termijn loopt waarover de bevoegde overheid beschikt om te beslissen, worden de termijnen voor de zending van de beslissing opgeschort vanaf de datum van ontvangst door de gemachtigd ambtenaar van het proces-verbaal tot vaststelling overeenkomstig artikel D.VII.6 tot:

1° de in kracht van gewijsde getreden uitspraak, indien de procureur des Konings zijn voornemen tot vervolging kenbaar maakt binnen negentig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van vaststelling;

2° het verstrijken van negentig dagen na de datum van ontvangst van het proces-verbaal van vaststelling door de procureur des Konings indien hij niet te kennen heeft gegeven dat hij voornemens is te vervolgen.

Indien de gemachtigd ambtenaar het proces-verbaal tot vaststelling overeenkomstig artikel D.VII.6 ontvangt tijdens de periode waarin een beroep ingediend kan worden of tijdens de periode waarin het verzoek om het beroep te behandelen kan worden gezonden en indien de bevoegde overheid over het beroep moet beslissen, worden de termijnen voor de zending van de beslissing opgeschort vanaf de eerste dag van de termijn waarover de bevoegde overheid beschikte om te beslissen tot:”

1° de in kracht van gewijsde getreden uitspraak, indien de procureur des Konings zijn voornemen tot vervolging kenbaar maakt binnen negentig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van vaststelling;

2° het verstrijken van negentig dagen na de datum van ontvangst van het proces-verbaal van vaststelling door de procureur des Konings indien hij niet te kennen heeft gegeven dat hij voornemens is te vervolgen.

§ 2. Op de datum waarop een veroordelend vonnis in kracht van gewijsde is getreden, wordt de vergunning of het stedenbouwkundig attest nr. 2 geacht te zijn geweigerd en als de bevoegde overheid een overheid van eerste aanleg is, is er geen beroep mogelijk bij de beroepsinstantie.

§ 3. Indien de procureur des Konings niet binnen de negentig dagen na ontvangst van het proces-verbaal zijn voornemen heeft meegedeeld om verder te gaan, wordt de aanvraag tot vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 tot regularisatie onderzocht en beslist de bevoegde overheid hetzij op basis van de reglementering die van kracht was op het ogenblik dat de handelingen en werken werden uitgevoerd, hetzij op basis van de reglementering die van kracht was op het ogenblik dat de aanvraag werd ingediend, in voorkomend geval in toepassing van de artikelen D.IV.5 tot en met D.IV.13 en met inachtneming van de specifieke aard van het project en de belangrijkste kenmerken van het bebouwde en onbebouwde landschap ten tijde van de indiening van de aanvraag.

Indien de vergunning of het attest wordt geweigerd, wordt de procedure voortgezet volgens artikel D.VII.12 of D.VII.22..

Als de vergunning of het certificaat wordt verleend, worden de effecten ervan opgeschort tot de datum van volledige betaling van het vergelijk.

§ 4. Als het de bevoegde overheid is, stuurt het gemeentecollege een kopie van de beslissing naar de gemachtigd ambtenaar en formuleert het een advies over een vergelijk.

De gemachtigd ambtenaar zal, in overleg met het gemeentecollege, een vergelijk voorstellen aan de overtreder.

Als er onenigheid bestaat tussen het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar over het bedrag van het vergelijk wordt het voorstel van de overheid die de overtreding heeft vastgesteld, in acht genomen.

§ 5. Als de gemachtigd ambtenaar de bevoegde overheid is, of als hij bevoegd is voor het onderzoek van de vergunningsaanvragen bedoeld in de artikelen D.II.54, D.IV.25 en D.V.16 en dat de vergunning of het stedenbouwkundig attest nr. 2 wordt verleend, vraagt de gemachtigd ambtenaar het gemeentecollege naar een vergelijk. De beslissing van het gemeentecollege over het vergelijk wordt binnen de zestig dagen na de zending van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt. Bij ontstentenis wordt de beslissing gunstig geacht.

Als er onenigheid bestaat tussen het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar over het bedrag van het vergelijk wordt het voorstel van de overheid die de overtreding heeft vastgesteld, in acht genomen.

§ 6. De gemachtigd ambtenaar stelt het vergelijk voor aan de overtreder.

§ 7. In het kader van de beroepsprocedure bedoeld in de artikelen D.IV.63 en volgende en bij gebrek aan vergelijk voorgesteld door de gemachtigd ambtenaar kan de Regering in overeenstemming met het gemeentecollege, een vergelijk voorstellen aan de overtreder.”.

Art. 178. In artikel D.VII.19 van hetzelfde Wetboek, wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 179. Artikel D.VII.20 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.VII.20. § 1. Wanneer ze op de hoogte wordt gebracht van de betaling van het vergelijk, zal de bevoegde overheid de houder van de vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 en de projectontwerper op de hoogte brengen.

Wanneer een betaling wordt gedaan aan de financieel directeur van de gemeente, stelt het gemeentecollege de gemachtigd ambtenaar daarvan in kennis

Wanneer een betaling wordt gedaan aan de ontvanger der registratie directeur van de gemeente, stelt de gemachtigd ambtenaar het gemeentecollege daarvan in kennis.

Als het vergelijk niet wordt betaald binnen zes maanden na het verzoek van de overheid aan de overtreder, vervalt de vergunning of is de beoordeling in het stedenbouwkundig attest plancertificaat nr. 2 niet langer geldig. De procedure wordt voortgezet overeenkomstig artikel D.VII.12 of D.VII.22. Deze periode kan op verzoek van de overtreder worden verlengd tot maximaal achttien maanden, waarbij de betalingen worden gespreid.

§ 2. Een aanvraag tot vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 en een aanvraag tot vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 tot regularisatie kunnen onafhankelijk van elkaar worden ingediend indien de bij de twee aanvragen betrokken handelingen en werken fysisch en functioneel volledig autonoom zijn.”.

Art. 180. In artikel D.VII.26, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “D.VII.1bis” vervangen door de woorden “D.VII.1/1”.

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen in Boek VIII van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

Art. 181. In artikel D.VIII.1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

a) in 3°, d), worden het woord “en gewestelijke ” ingevoegd tussen de woorden “de gemeentelijke” en de woorden “leidraad voor stedenbouw”;

b) punt 3° wordt opgeheven.

Art. 182. In hoofdstuk II van Titel I van Boek VIII van hetzelfde Wetboek wordt vóór artikel D.VIII.5 een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift “Informatievergadering voorafgaand aan de herziening van het gewestplan”.

Art. 183. Artikel D.VIII.5 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.VIII.5. § 1. Voor de gewestplannen waarvan de herziening op initiatief van de gemeente of van een overeenkomstige artikelen D.II.47, D.II.48, en D.II.52, private of publieke natuurlijke of rechtspersoon wordt bepaald, vindt een voorafgaandelijke informatievergadering plaats voor de verzending van de aanvraag aan de Regering

De informatievergadering heeft als doel:

1° de aanvrager in staat te stellen het basisdossier bedoeld in artikel D.II.44 uiteen te zetten;

2° het publiek in staat te stellen zich te informeren en zijn opmerkingen te uiten over het ontwerp van herziening van het gewestplan;

3° in voorkomend geval de bijzondere punten die zouden kunnen worden besproken in het verslag over de milieueffecten te onderstrepen;

4° alternatieven voor te stellen die redelijkerwijs voor de aanvrager overwogen kunnen worden opdat er mee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

§ 2. De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, bepaalt wat volgt: 1° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;

2° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;

3° de personen en hun fysieke en elektronische adressen, bij wie de informatie kan worden verkregen

§ 3. De informatievergadering vindt plaats in de gemeente op het grondgebied waarvan de geplande herziening van het gewestplan in oppervlakte de grootste is of op het grondgebied waarvan het op te nemen tracé het langste is.

De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, maakt de in paragraaf 2 bedoelde informatie over aan het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland, en ter informatie aan de administratie.

§ 4. Elk gemeentecollege zal ten minste vijftien dagen voor de informatievergadering en tot de dag na de vergadering op de gebruikelijke plaatsen een aankondiging ophangen. Ze zal de aankondiging ook ophangen op vier plaatsen in de buurt van het gebied in kwestie, langs een openbare weg die gebruikt kan worden door voertuigen of personen op doorreis. Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de website van betrokken gemeente.”;

Het bericht vermeldt:

1° de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen

2° de aard van het project en de locatie, het doel van de vergadering en de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;

3° het onderwerp van de vergadering, de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;

4° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;

5° de personen, en hun fysieke en elektronische adressen, bij wie de informatie kan worden verkregen

De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, verspreidt het bericht in twee gewestelijke dagbladen en in een huis-aan-huisblad in de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland.

§ 5. De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, nodigt de volgende personen of instellingen op de vergadering uit:

1° de Regering of haar vertegenwoordiger;

2° een vertegenwoordiger van de administratie en de gemachtigde ambtenaar ;

3° een vertegenwoordiger van het bestuur bevoegd voor leefmilieu; 4° de Beleidsgroep Leefmilieu

5° de gemeentelijke commissie van de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland;

6° de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening;

7° de vertegenwoordigers van de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland.

§ 6. Een vertegenwoordiger van het gemeentecollege van de gemeente waarin de informatievergadering plaatsvindt, zit de vergadering voor. De adviseur inzake ruimtelijke ordening of de adviseur inzake leefmilieu of een vertegenwoordiger van het gemeentecollege neemt het secretariaat van de vergadering waar, bepaalt de presentielijst en maakt de notulen op.

De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, stelt het ontwerp van herziening van het gewestplan voor.

De vergadering wordt gefilmd door de persoon of overheid die het initiatief neemt tot de herziening, volgens de nadere regels die zijn vastgelegd door de Regering.

De persoon of overheid die het initiatief van de herziening neemt, is verantwoordelijk voor het verwerken van de persoonsgegevens die betrokken zijn bij het opnemen en raadplegen van de video.

Het doel van de opname en de eventuele raadpleging ervan is te zorgen voor maximale actieve publiciteit door het publiek meer inspraak te geven en het publiek in staat te stellen informatie te verkrijgen en opmerkingen te maken door de video van de voorafgaande informatiebijeenkomst op een later tijdstip te raadplegen.

De opname bevat :

1° een audio- en video-opname van de tussenkomsten ;

a) de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen;

b) de vertegenwoordigers van de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland en adviseurs inzake ruimtelijke ordening of leefmilieu;

c) van de vertegenwoordiger van de Regering;

2° een audio-opname van alle overige tussenkomsten.

§ 7. De video van de vergadering en de tijdens de vergadering gebruikte documenten en informatiedragers kunnen op afspraak en op afstand bij de gemeente worden geraadpleegd vanaf de dag na de vergadering tot het einde van de in paragraaf 8 bedoelde periode van vijftien dagen

De video wordt aan het einde van deze periode vernietigd door de beheerder van de persoonsgegevens.

§ 8. Elke persoon kan binnen vijftien dagen na de vergadering zijn opmerkingen en suggesties over het ontwerp van herziening van het gewestplan schriftelijk richten aan het gemeentecollege van elke gemeente. Elke persoon kan eveneens op bijzondere punten wijzen en alternatieven voorstellen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen opdat ermee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

Opmerkingen en suggesties moeten per post, fax of e-mail naar het door de gemeente opgegeven adres worden gestuurd.

Elk gemeentecollege richt aan de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, het afschrift van de eventuele opmerkingen, suggesties en voorstellen binnen dertig dagen na de informatievergadering. Het gemeentecollege waar de informatievergadering wordt gehouden, notuleert de bijeenkomst en stelt een verklaring op dat de video de in paragraaf 6, zesde alinea, bedoelde informatie bevatte, en zendt deze binnen dezelfde termijn aan de persoon of overheid die het initiatief tot de herziening heeft genomen en stelt deze ter beschikking van het publiek.”.

Art. 184. In boek VIII, titel I, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2 met als opschrift “Informatievergadering voorafgaand aan een gezamenlijke procedure vergunning/plan” ingevoegd.

Art. 185. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 184, wordt een artikel D.VIII.5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/1. Voor de aanvragen bedoeld in artikel D.II.54 wordt vóór de indiening van de aanvraag bij de Regering een informatievergadering belegd.

De informatievergadering heeft als doel:

- 1° de aanvrager in staat te stellen het basisdossier bedoeld in artikel D.II.44 en het project voor te stellen;
- 2° het publiek in staat te stellen zich te informeren en zijn opmerkingen te uiten over het ontwerp van herziening van het gewestplan en over het project;
- 3° in voorkomend geval de bijzondere punten die zouden kunnen worden besproken in de gezamenlijke milieueffectenbeoordeling te onderstrepen;
- 4° alternatieven voor te stellen die redelijkerwijs voor de aanvrager overwogen kunnen worden opdat er mee rekening zou worden gehouden in de gezamenlijke milieueffectenbeoordeling."

Art. 186. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.VIII.5/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/2. De aanvrager bezorgt de Regering de informatie bedoeld in artikel D.29-5, § 2, eerste lid, 2°, van Boek I van de milieuwet en de aanvraag tot herziening van het gewestplan, vergezeld van het basisdossier.

Hij informeert haar:

- 1° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;
- 2° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;
- 3° de personen, en hun fysiek en elektronisch adres, bij wie de informatie kan worden verkregen;
- 4° de identiteit van de persoon die gekozen is om de gezamenlijke effectbeoordeling uit te voeren.

Binnen vijftig dagen na ontvangst van deze informatie bepaalt de Regering of haar afgevaardigde de gemeenten, met inbegrip van de gemeente of gemeenten waartoe het project en de herziening van het gewestplan zich uitstrekt, die door het genoemde project en de herziening van het gewestplan kunnen worden getroffen, op wier grondgebied een openbaar onderzoek zal worden gehouden. De Dienst licht de persoon bij aangetekend schrijven erover in.

De informatievergadering vindt plaats in de gemeente op het grondgebied waarvan de geplande herziening van het gewestplan in oppervlakte de grootste is of op het grondgebied waarvan het op te nemen tracé het langste is."

Art. 187. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.VIII.5/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/3. De aanvrager stuurt de informatie en informatiedragers als bedoeld in artikel D.VIII.5/2, lid 2, naar het gemeentecollege van elke gemeente die kan worden getroffen, en ter informatie naar de administratie .

De aanvrager nodigt uit voor deze vergadering:

- 1° de Regering of haar vertegenwoordiger;
- 2° een vertegenwoordiger van de administratie en de gemachtigde ambtenaar ; 3° een vertegenwoordiger van de leefmilieu-administratie;
- 4° de Beleidsgroep Leefmilieu;
- 5° de gemeentelijke commissies van de gemeenten die door het project of de herziening van het gewestplan kunnen worden getroffen;
- 6° de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening;
- 7° de vertegenwoordigers van de gemeenten die door het project of de herziening van het gewestplan kunnen worden getroffen;
- 8° de persoon die door de aanvrager is gekozen om de effectbeoordeling uit te voeren."

Art. 188. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.VIII.5/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/4. Op eigen initiatief of op verzoek van een van de personen of instanties die door de aanvrager zijn uitgenodigd, kan de Regering, na de aanvrager te hebben gehoord, de persoon die is gekozen als auteur van de gezamenlijke effectbeoordeling, wraken indien deze persoon in een positie verkeert die de onafhankelijkheid van de uitoefening van zijn opdracht in het gedrang kan brengen.

Dat verzoek wordt ingediend binnen tien dagen na ontvangst van de lijst.

De Regering neemt een beslissing binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek of na ontvangst van de uitnodiging indien zij ambtshalve een beslissing neemt.

Het besluit tot wraking wordt verstuurd naar de auteur van de gezamenlijke effectbeoordeling en de aanvrager van de vergunning."

Art. 189. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.VIII.5/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/5. Elk gemeentecollege plakt een bericht aan de gewoontelijke aanplakkingplaatsen aan minstens vijftien dagen voor het houden van de informatievergadering en tot de dag volgend op die vergadering.

Het bericht wordt aangeplakt op de gebruikelijke aanplakingsplaatsen, op vier plaatsen dicht bij de omtrek waarop de aanvraag betrekking heeft zoals bedoeld in artikel D.II.54, en langs een berijdbare of druk gebruikte openbare weg.

Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de website van betrokken gemeente. Het bericht vermeldt:

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van de aanvraag tot wijziging van het gewestplan en het project, en de locatie van het project;
- 3° het onderwerp van de vergadering, de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;
- 4° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;
- 5° de personen, met hun fysiek adres en elektronischadres, bij wie informatie kan worden verkregen en de identiteit van de persoon die is gekozen als auteur van de gezamenlijke effectbeoordeling.

De aanvrager publiceert het bericht in twee regionale dagbladen en één huis-aan-huisblad in elke gemeente waarvoor dit waarschijnlijk gevolgen heeft.

De aanvrager richt een afschrift van de gepubliceerde berichten aan het gemeentecollege.”.

Art. 190. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.VIII.5/6 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.5/6. Een vertegenwoordiger van het gemeentecollege van de gemeente waarin de informatievergadering plaatsvindt, zit de vergadering voor.

De adviseur inzake ruimtelijke ordening of de adviseur inzake leefmilieu of een vertegenwoordiger van het gemeentecollege neemt het secretariaat van de vergadering waar, bepaalt de presentielijst en maakt de notulen op.

De aanvrager presenteert de aanvraag tot herziening van het gewestplan en het project.

De vergadering wordt gefilmd door de aanvrager, volgens de nadere regels die zijn vastgelegd door de Regering.

De aanvrager is verantwoordelijk voor het verwerken van de persoonsgegevens die betrokken zijn bij het opnemen en raadplegen van de video.

Het doel van de opname en de eventuele raadpleging ervan is te zorgen voor maximale actieve publiciteit door het publiek meer inspraak te geven en het publiek in staat te stellen informatie te verkrijgen en opmerkingen te maken door de video van de voorafgaande informatiebijeenkomst op een later tijdstip te raadplegen.

De opname bevat :

1° een audio- en video-opname van de tussenkomsten ;

a) van de aanvrager;

b) de persoon die door de aanvrager is gekozen om de effectbeoordeling uit te voeren

c) van de vertegenwoordigers en adviseurs op het gebied van ruimtelijke ordening of milieu van de gemeente waar de bijeenkomst wordt gehouden;

d) van de vertegenwoordiger van de Regering;

2° een audio-opname van alle overige tussenkomsten.

De video van de vergadering en de tijdens de vergadering gebruikte documenten en informatiedragers kunnen op afspraak en op afstand bij de gemeente worden geraadpleegd vanaf de dag na de vergadering tot het einde van de in artikel D.VIII.5/7 bedoelde periode van vijftien dagen. De video wordt aan het einde van deze periode vernietigd door de beheerder van de persoonsgegevens.”.

Art. 191. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.VIII.5/7 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.5/7. Binnen vijftien dagen na de vergadering kan eenieder schriftelijke opmerkingen en suggesties met betrekking tot de aanvraag bedoeld in artikel D.II.54 bezorgen aan het gemeentecollege van elke gemeente. Eenieder kan eveneens op bijzondere punten wijzen en alternatieven voorstellen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de aanvrager opdat ermee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

Opmerkingen en suggesties moeten per post, fax of e-mail naar het door de gemeente opgegeven adres worden gestuurd.

Elk gemeentecollege richt aan de aanvrager, het afschrift van de eventuele opmerkingen, suggesties en voorstellen binnen dertig dagen na de informatievergadering.

Het gemeentecollege van de gemeente waar de informatievergadering wordt gehouden, notuleert de informatievergadering en stelt een verklaring op dat de video de in artikel D.VIII.5/6, zevende lid, bedoelde informatie bevatte. Zij stuurt ze binnen dezelfde termijn naar de aanvrager en de opsteller van de gezamenlijke effectbeoordeling en stelt ze ter beschikking van het publiek.”.

Art. 192. In boek VIII, titel I, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 met als opschrift ”Informatievergadering voorafgaand aan een gezamenlijke procedure omtrek/vergunning” ingevoegd.

Art. 193. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 192, wordt een artikel D.VIII.5/8 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.5/8. Voor de aanvragen bedoeld in artikel D.V.16 wordt een voorafgaande informatievergadering gehouden wanneer de Regering beslist om de gezamenlijke aanvraag te onderwerpen aan een milieueffectbeoordeling overeenkomstig artikel D.V.16/3.

De informatievergadering heeft als doel:

1° de aanvrager in staat te stellen de aanvraag bedoeld in artikel D.V.16 en het project voor te stellen;

2° het publiek in staat te stellen zich te informeren en zijn opmerkingen te uiten over het ontwerp van de omtrek over het project;

3° in voorkomend geval de bijzondere punten die zouden kunnen worden besproken in de gezamenlijke milieueffectenbeoordeling te onderstrepen;

4° alternatieven voor te stellen die redelijkerwijs voor de aanvrager overwogen kunnen worden opdat ermee rekening zou worden gehouden in de gezamenlijke milieueffectenbeoordeling.”.

Art. 194. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel D.VIII.5/9 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.5/9. De aanvrager licht de Regering in over: 1° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;

2° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;

3° de personen, en hun fysiek en elektronisch adres, bij wie de informatie kan worden verkregen;

4° de identiteit van de persoon die gekozen is om de gezamenlijke effectbeoordeling uit te voeren.

De informatievergadering wordt gehouden in de gemeente waar de ontworpen omtrek de grootste oppervlakte dekt.”.

Art. 195. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel D.VIII.5/10 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/10. De aanvrager stuurt de informatie en informatiedragers als bedoeld in artikel D.VIII.5/2, lid 2, naar het gemeentecollege van elke gemeente die kan worden getroffen, en ter informatie naar de administratie.

De aanvrager nodigt uit voor deze vergadering:

- 1° de Regering of haar vertegenwoordiger;
- 2° een vertegenwoordiger van de administratie en de gemachtigde ambtenaar ; 3° een vertegenwoordiger van de leefmilieu-administratie;
- 4° de Beleidsgroep Leefmilieu;
- 5° de gemeentelijke commissies van de gemeenten die door het project of de omtrek kunnen worden getroffen;
- 6° de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening;
- 7° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) die het voorwerp van het kunnen uitmaken van het project of de omtrek;
- 8° de persoon die door de aanvrager is gekozen om de effectbeoordeling uit te voeren."

Art. 196. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel D.VIII.5/11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/11. Op eigen initiatief of op verzoek van een van de personen of instanties die door de aanvrager zijn uitgenodigd, kan de Regering, na de aanvrager te hebben gehoord, de persoon die is gekozen als auteur van de gezamenlijke effectbeoordeling, wraken indien deze persoon in een positie verkeert die de onafhankelijkheid van de uitoefening van zijn opdracht in het gedrang kan brengen.

Dat verzoek wordt ingediend binnen tien dagen na ontvangst van de lijst.

De Regering neemt een beslissing binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek of na ontvangst van de uitnodiging indien zij ambtshalve een beslissing neemt.

Het besluit tot wraking wordt verstuurd naar de auteur van de gezamenlijke effectbeoordeling en de aanvrager van de vergunning."

Art. 197. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel D.VIII.5/12 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/12. Elk gemeentecollege plakt een bericht aan de gewoonlijke aanplakkingplaatsen aan minstens vijftien dagen voor het houden van de informatievergadering en tot de dag volgend op die vergadering.

Het bericht wordt aangeplakt op de gebruikelijke aanplakingsplaatsen, op vier plaatsen dicht bij de omtrek waarop de aanvraag betrekking heeft zoals bedoeld in artikel D.V.16, en langs een berijdbare of druk gebruikte openbare weg.

Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de website van elke betrokken gemeente. Het bericht vermeldt:

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van de aanvraag tot wijziging van de omtrek en van het project, en de locatie van het project;
- 3° het onderwerp van de vergadering, de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;
- 4° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;
- 5° de personen, met hun fysiek adres en elektronischadres, bij wie informatie kan worden verkregen en de identiteit van de persoon die is gekozen als auteur van de gezamenlijke effectbeoordeling.

De aanvrager publiceert het bericht in twee regionale dagbladen en één huis-aan-huisblad in elke gemeente waarvoor dit waarschijnlijk gevolgen heeft.

De aanvrager richt een afschrift van de gepubliceerde berichten aan het gemeentecollege."

Art. 198. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel D.VIII.5/13 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/13. Een vertegenwoordiger van het gemeentecollege van de gemeente waarin de informatievergadering plaatsvindt, zit de vergadering voor.

De adviseur inzake ruimtelijke ordening of de adviseur inzake leefmilieu of een vertegenwoordiger van het gemeentecollege neemt het secretariaat van de vergadering waar, bepaalt de presentielijst en maakt de notulen op.

De aanvrager presenteert de aanvraag tot herziening van het gewestplan en het project.

De vergadering wordt gefilmd door de aanvrager, volgens de nadere regels die zijn vastgelegd door de Regering.

De aanvrager is verantwoordelijk voor het verwerken van de persoonsgegevens die betrokken zijn bij het opnemen en raadplegen van de video.

Het doel van de opname en de eventuele raadpleging ervan is te zorgen voor maximale actieve publiciteit door het publiek meer inspraak te geven en het publiek in staat te stellen informatie te verkrijgen en opmerkingen te maken door de video van de voorafgaande informatiebijeenkomst op een later tijdstip te raadplegen.

De opname bevat :

- 1° een audio- en video-opname van de tussenkomsten ;
 - a) van de aanvrager;
 - b) de persoon die door de aanvrager is gekozen om de effectbeoordeling uit te voeren
 - c) van de vertegenwoordigers en adviseurs op het gebied van ruimtelijke ordening of milieu van de gemeente waar de bijeenkomst wordt gehouden;
 - d) van de vertegenwoordiger van de Regering;
- 2° een audio-opname van alle overige tussenkomsten.

De video van de vergadering en de tijdens de vergadering gebruikte documenten en informatiedragers kunnen op afspraak en op afstand bij de gemeente worden geraadpleegd vanaf de dag na de vergadering tot het einde van de in artikel D.VIII.5/7 bedoelde periode van vijftien dagen. De video wordt aan het einde van deze periode vernietigd door de beheerder van de persoonsgegevens."

Art. 199. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel D.VIII.5/14 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.5/14. Binnen vijftien dagen na de vergadering kan eenieder schriftelijke opmerkingen en suggesties met betrekking tot de aanvraag bedoeld in artikel D.V.16 bezorgen aan het gemeentecollege van elke gemeente. Eenieder kan eveneens op bijzondere punten wijzen en alternatieven voorstellen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de aanvrager opdat ermee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

Opmerkingen en suggesties moeten per post, fax of e-mail naar het door de gemeente opgegeven adres worden gestuurd.

Elk gemeentecollege richt aan de aanvrager, het afschrift van de eventuele opmerkingen, suggesties en voorstellen binnen dertig dagen na de informatievergadering.

Het gemeentecollege van de gemeente waar de informatievergadering wordt gehouden, notuleert de bijeenkomst en stelt een verklaring op dat de video de in artikel D.VIII.5/13, zevende lid, bedoelde informatie bevatte, en zendt deze binnen dezelfde termijn aan de aanvrager, aan de auteur van de gezamenlijke milieueffectbeoordeling en stelt deze ter beschikking van het publiek."

Art. 200. In artikel D.VIII.6 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "de dag volgend de ontvangst van het in artikel D.IV.33 bedoelde ontvangst van bericht" vervangen door de woorden "op de door de gemeente vastgestelde datum"; 2° lid 3 wordt opgeheven;

3° in lid 4 worden de woorden "of op andere wijze waarop" ingevoegd tussen de woorden "alsook de dagen, uren en plaats "waar depersoon" en vervalt het woord "waar" ;

4° in lid 5, de zin "Wanneer de gemeente over een volledige elektronische versie van het dossier beschikt, kan ze ook raadpleging op afstand toestaan." ingevoegd tussen de zin "Het aan een aankondiging van een project onderworpen dossier kan kosteloos ingezien worden bij het gemeentebestuur op de openingsuren van de kantoren en onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen D.VIII.15 en D.VIII.16 " en de zin "Elke persoon kan bij de daartoe aangewezen persoon uitleg over het project verkrijgen.";

5° lid 8 wordt aangevuld met de zin "Zij kan ook de voorwaarden en procedures voor raadpleging van de dossiers op afstand vaststellen."

Art. 201. In artikel D.VIII.7 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Berichten van openbaar onderzoek worden op de gewoonlijke aanplakkingplaatsen aangeplakt in de gemeenten op het grondgebied waarvan het plan, de omtrek, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad, de vergunning en het stedenbouwkundig attest nr.2 zich uitstrekken of die overeenkomstig artikel D.VIII.4 aangewezen zijn.

Voor de plannen, omtrekken, lokale beleidsontwikkelingsplannen, vergunningen en stedenbouwkundige attesten nr.2 die een grondgebied van minder dan vijf ha bestrijken, plakken ze bovendien in het betrokken grondgebied een vanaf het openbaar domein leesbaar bericht van openbaar onderzoek aan, op basis van één bericht per vijftig meter terrein gelegen langs een berijdbare of druk gebruikte weg of met een maximum van vier berichten.

De gemeentecolleges verrichten de aanplakking op de gebruikelijke plaatsen van aanplakking.

Elders wordt dit verricht:

1° door de gemeentelijke colleges wanneer het onderzoek betrekking heeft op een plan, een omtrek, een beleidsontwikkelingsplan of een leidraad;

2° door de aanvrager wanneer het onderzoek betrekking heeft op een stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2.

Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de website van betrokken gemeente."; 2° in paragraaf 2, lid 2, wordt 4° vervangen door hetgeen volgt:

"4° de dagen, uren en plaats waar de persoon het dossier kan raadplegen;"

3° in paragraaf 2, lid 2, wordt 10° vervangen door hetgeen volgt:

"10° in voorkomend geval, het feit dat het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek het voorwerp uitmaakt van een milieueffectbeoordelingsprocedure in grensoverschrijdend verband;"

Art. 202. In artikel D.VIII.8 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "of voor de gewestelijke stedenbouwkundige leidraad" ingevoegd tussen de woorden "voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan" en de woorden "aangekondigd";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "van DGO4" vervangen door de woorden "van de administratie";

3° in paragraaf 1, eerste lid, 3°, worden de woorden ", waaronder één in het Duits" opgeheven;

4° in paragraaf 1, eerste lid, 4°, worden de woorden "en het Belgische Radio- en Televisiecentrum voor uitzendingen in de Duitse taal" opgeheven;

5° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven;

6° paragraaf 4 wordt vervangen door een lid, luidend als volgt:

"§ 4. Het ontwerp van gewestplan, het ontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan of het ontwerp van gewestelijke leidraad wordt bekendgemaakt op de website van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de administratie."

Art. 203. In artikel D.VIII.10 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en op de zetel van de Duitstalige Gemeenschap" worden opgeheven; 2° het artikel wordt aangevuld met een tweede tot en met achtste lid, luidend als volgt:

"De vergaderingen worden gefilmd volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De Regering of haar afgevaardigde is verantwoordelijk voor het verwerken van de persoonsgegevens die betrokken zijn bij het opnemen en raadplegen van de video.

Het doel van de opname en de eventuele raadpleging ervan is te zorgen voor maximale actieve publiciteit door het publiek meer inspraak te geven en het publiek in staat te stellen informatie te verkrijgen en opmerkingen te maken door de video van de voorafgaande informatiebijeenkomst op een later tijdstip te raadplegen.

De opname bevat :

1° een audio- en video-opname van de tussenkomsten ;

a) van de vertegenwoordiger van de Regering;

b) van de vertegenwoordiger van de administratie en de gedelegeerd ambtenaar; 2° een audio-opname van alle andere tussenkomsten.

De video-opname en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergaderingen zijn gebruikt, kunnen vanaf de dag na de vergadering gedurende een periode van vijfenveertig dagen op afspraak en op afstand worden geraadpleegd bij de gemachtigde ambtenaren.

De video wordt aan het einde van deze periode vernietigd door de beheerder van de persoonsgegevens.

De Regering kan de voorwaarden voor raadpleging met de gemachtigde ambtenaren nader bepalen.”.

Art. 204. In artikel D.VIII.11 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “eigenaars en” ingevoegd tussen de woorden

“onderzoek” en de woorden “bewoners van de panden”;

2° er wordt tussen de leden 1 en 2 een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De eigenaars krijgen de kennisgeving thuis toegestuurd en op basis van de kadastrale legger die beschikbaar is bij het begin van het onderzoek.”;

3° in het tweede lid worden de woorden « of de eigenaars » tussen de woorden

“Wanneer de bewoners” en de woorden “van de betrokken panden”.

Art. 205. In artikel D.VIII.12 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “Indien een plan of een ontwikkelingsplan onderworpen wordt aan een verslag over de milieueffecten en de overheid bevoegd om het plan of het ontwikkelingsplan aan te nemen vaststelt” vervangen door de woorden

“Wanneer een plan, ontwikkelingsplan, leidraad of omtrek is onderworpen aan een milieueffectenverslag en de autoriteit die verantwoordelijk is voor het aannemen van het plan, het ontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek vaststelt”;

2° in lid 1 worden de woorden “het voorontwerp of ontwerp van plan of ontwikkelingsplan” vervangen door de woorden “het voorontwerp of ontwerp van plan, leidraad of omtrek”;

3° in lid 3, 1°, worden de woorden “van het voorontwerp of van het ontwerp van plan of ontwikkelingsplan ” vervangen door de woorden “het ontwerp van plan, ontwikkelingsplan, leidraad of omtrek”.

Art. 206. Artikel D.VIII.17 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Wanneer de gemeente over een volledige elektronische versie van het dossier beschikt, kan ze ook raadpleging op afstand toestaan.

De Regering kan de voorwaarden en nadere regels van die raadpleging vaststellen.”.

Art. 207. In artikel D.VIII.19 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

“Bezwaren en bemerkingen worden vóór het afsluiten van het onderzoek of de dag van de sluitingszitting per fax, e-mail, als de gemeente daartoe een adres heeft vastgelegd, of per gewone post verzonden of aan de adviseur inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw, aan de milieuvormgever, het gemeentecollege of de daartoe aangewezen gemeentebeambte overgelegd.”;

2° in lid 2 worden de woorden “of andere elektronische informatiedragers” ingevoegd tussen de woorden “terwijl elektronische verzendingen” en de woorden “duidelijk geïdentificeerd”.

Art. 208. In artikel D.VIII.22 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

“Het besluit van de Regering tot vrijstelling van een verslag over de milieueffecten of de gezamenlijke milieueffectenbeoordeling, het besluit van de Regering tot aanneming van het ontwerp of tot definitieve aanneming van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, het gewestplan, de gewestelijke stedenbouwkundige leidraad, de te herontwikkelen omtrek, de omtrek inzake landschappelijk en milieuhervest, de omtrek van de stedelijke verkaveling evenals in voorkomend geval de onteigeningsplannen en de desbetreffende omtrekken van voorkoop, de getroffen maatregelen inzake de opvolging, de milieuverklaring en het advies van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ontwikkeling wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.”;

2° lid 2 wordt opgeheven;

3° in lid 3 worden de woorden “het onteigeningsplan of tot opheffing van het onteigeningsplan bedoeld in artikel D.VI.3 of ” opgeheven.

Art. 209. In artikel D.VIII.24 worden de woorden “van DGO4” vervangen door de woorden “van de administratie”.

Art. 210. In Boek VIII van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Titel II vervangen als volgt: “Beoordeling van de impact van plannen, ontwikkelingsplannen, leidraden, omtrekken en gezamenlijke aanvragen.”

Art. 211. In artikel D.VIII.28 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen 2° en 3° wordt een 2°/1ingevoegd, luidend als volgt:

“deel te nemen aan de ruimtelijke optimalisering”; 2° punt 4° wordt vervangen als volgt:

“4° te zorgen voor een hoog beschermingsniveau van het leefmilieu en bij te dragen tot de opnemings van milieuoverwegingen in de opmaking en de aanneming van de plannen en ontwikkelingsplannen die belangrijke gevolgen kunnen hebben op het leefmilieu teneinde een duurzame ontwikkeling te bevorderen.”.

Art. 212. In Boek VIII, Titel II, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt: “Systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van de plannen, ontwikkelingsplannen, leidraden en omtrekken op het leefmilieu”.

Art. 213. Artikel D.VIII.29 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.VIII.29. De milieueffectenbeoordeling van de plannen of ontwikkelingsplannen, leidraden of omtrekken op het leefmilieu wordt tijdens de opmaking van het plan, van het ontwikkelingsplan, van de leidraad of de omtrek en voor zijn aanneming uitgevoerd.”.

Art. 214. Artikel D.VIII.31 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.VIII.31. § 1. Onverminderd de artikelen D.II.66, §§ 2 en 4, en D.II.68, § 2, wordt een milieueffectenbeoordeling voor de volgende plannen, ontwikkelingsplannen, leidraden en omtrekken uitgevoerd:

1° het ruimtelijke ontwikkelingsplan ; 2° het gewestplan;

3° het meergemeentelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan ; 4° het gemeentelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

5° het lokale ontwikkelingsplan; (6) de regionale planningsgids;

7° 15 dagen voor de omtrek van de her in te richten locatie.

9° de landschaps- en milieuherstelomtrek; 10° de stedelijke herverkavelingsomtrek.

§ 2. Wanneer een plan, een ontwikkelingsplan, een leidraad of een omtrek het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt of geringe wijzigingen van de in § 1 bedoelde plannen, ontwikkelingsplannen, leidraden of omtrekken inhoudt of het kader niet bepaalt waarin de uitvoering van de projecten vermeld in de krachtens artikel 64, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek bepaalde lijst in de toekomst kan worden toegelaten en als de persoon of de overheid die het initiatief heeft genomen van de aanvraag tot opmaking, herziening of opheffing van het plan, ontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek acht dat het te verwaarlozen effecten kan hebben op het milieu, kan die persoon of overheid de overheid bevoegd om het plan, het ontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan te nemen, erom verzoeken bedoeld plan, ontwikkelingsplan, bedoelde leidraad of omtrek vrij te stellen van de milieueffectenbeoordeling. De persoon of de overheid die het initiatief heeft genomen van de aanvraag tot opmaking, herziening of opheffing van het plan, ontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek rechtvaardigt zijn/haar aanvraag ten opzichte van de in artikel D.VIII.32 bedoelde criteria waarmee de vermoedelijke omvang van de gevolgen kan worden bepaald.

§ 3. Een gewestplan waarbinnen zich een gebied bevindt dat is aangewezen overeenkomstig Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand, hierna “Richtlijn 2009/147/EG” genoemd, en Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, hierna “Richtlijn 92/43/EEG” genoemd, wordt geacht aanzienlijke milieueffecten te hebben of dat beoogt de uitvoering van een project mogelijk te maken waarvoor een milieueffectbeoordeling vereist is of dat betrekking heeft op gebieden waar zich inrichtingen kunnen bevinden die een groot risico inhouden voor personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken en tot wijziging en intrekking van Richtlijn 96/82/EG van de Raad, hierna

“Richtlijn 2012/18/EU” genoemd of die voorziet in de opnemings van woongebieden en gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht in de nabijheid van dergelijke inrichtingen.

Het gewestplan dat ertoe strekt een gebied, aangewezen overeenkomstig richtlijnen 2009/147/EEG en 92/43/EEG geheel of gedeeltelijk op te nemen als bosgebied, groengebied of natuurgebied, wordt geacht te verwaarlozen effecten te hebben op het leefmilieu.

Het lokaal beleidsontwikkelingsplan gepland voor de uitvoering van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen en dat betrekking heeft op één of verschillende bestemmingen niet bestemd voor bebouwing in de zin van artikel D.II.23, derde lid, 1° tot 5°, wordt geacht te verwaarlozen effecten te hebben op het leefmilieu.

§ 4. De overheid bevoegd om het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan te nemen vraagt het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening en van elke persoon of instantie die ze nuttig acht te raadplegen. Bij gebrek aan een andere termijn bedoeld in de procedure voor de aanneming, herziening of opheffing van het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek worden de adviezen binnen dertig dagen na de zending van de aanvraag overgemaakt. Na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn. De overheid bevoegd om het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan te nemen, stelt et plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek van de milieueffectenbeoordeling vrij of weigert het vrij te stellen binnen dertig dagen na de afsluiting van de raadplegingen, bij gebrek aan een andere termijn bedoeld in de procedure voor de aanneming, herziening of opheffing van het plan, het ontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek.”.

Art. 215. Artikel D.VIII.32 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.VIII.32. Om te bepalen of de plannen, beleidsontwikkelingsplannen, de leidraden of de omtrekken te verwaarlozen effecten op het leefmilieu kunnen hebben, wordt er rekening gehouden met de volgende criteria waarmee de vermoedelijke omvang van de gevolgen kan worden bepaald:

1° de kenmerken van de plannen, beleidsontwikkelingsplannen, leidraden of omtrekken, met name:

a) de maatregel waarin het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek een kader bepaalt voor andere projecten of activiteiten wat betreft de ligging, de aard, de omvang en de werkingsvoorwaarden of door een toewijzing van maatregelen;

b) de maatregel waarin het plan, het beleidontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek andere plannen of programma's beïnvloedt, met inbegrip van degene die deel uitmaken van een hiërarchisch geheel

c) de overeenstemming tussen het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek en de opnemings van de milieuoverwegingen om met name een duurzame ontwikkeling te bevorderen;

- d) milieuproblemen met betrekking tot het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek;
- e) de overeenstemming tussen het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad en de uitvoering van de wetgeving betreffende het leefmilieu en de natuur;
- 2° de kenmerken van de gevolgen en van het gebied dat getroffen kan worden, met name:
 - a) de waarschijnlijkheid, de duur, de frequentie en het omkeerbaar karakter van de gevolgen;
 - b) het cumulatief karakter van de gevolgen;
 - c) de grensoverschrijdende aard van de gevolgen;
 - d) de risico's voor de menselijke gezondheid of voor het leefmilieu;
 - e) de kracht en de geografische uitgestrektheid van de effecten, namelijk de geografische zone en de omvang van de bevolking die eronder zou kunnen lijden;
 - f) de waarde en de kwetsbaarheid van het gebied dat getroffen kan worden vanwege:
 - i. natuurlijke kenmerken of een bepaald cultureel erfgoed;
 - ii. een overschrijding van de milieukwaliteitsnormen of van de grenswaarden;
 - iii. een intensief grondgebruik;
 - g) de effecten op gebieden en landschappen die op nationaal, Europees of internationaal niveau als beschermd gebied zijn erkend."

Art. 216. Artikel D.VIII.33 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.VIII.33. § 1. Als een milieueffectenbeoordeling van een plan, een beleidsonwikkelingsplan, een leidraad of een omtrek geïdentificeerd wordt, wordt een milieueffectenverslag opgesteld waarin de vermoedelijke aanzienlijke milieueffecten geïdentificeerd, omschreven en geëvalueerd worden als gevolg van de uitvoering van het plan het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek alsmede de redelijke alternatieven, die rekening houden met de doelstellingen en het geografische toepassingsveld van het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek

§ 2. De overheid bevoegd om het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan te nemen of de door haar daartoe aangewezen persoon bepaalt de informatie die in het milieueffectenverslag opgenomen moeten worden, waarbij daartoe rekening gehouden wordt met de bestaande kennis en de methodes ter zake van rapportering, de inhoud en de nauwkeurigheidsgraad van het plan, van het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek, van het stadium dat is bereikt in het beslissingsproces en met het feit dat het eventueel verkieslijker is om bepaalde aspecten te beoordelen in andere stadia van dat proces om te voorkomen dat de beoordeling herhaald wordt.

§ 3. De krachtens § 2 te verstrekken informatie omvat minstens de volgende elementen:

"1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de voornaamste doelstellingen van het plan, van het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek evenals het verband ervan met andere relevante plannen of programma's en met name met artikel D.I.1;

2° de relevante aspecten van de sociaal-economische toestand en van de toestand van het leefmilieu, evenals de vermoedelijke evolutie ervan indien het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek niet ten uitvoer wordt gebracht;

3° de impact van het plan of het beleidsonwikkelingsplan op de ruimtelijke optimalisatie;

4° de leefmilieukenmerken van de gebieden die op aanzienlijke wijze beïnvloed zouden kunnen worden;

5° in geval van aanneming of herziening van een ruimtelijk ontwikkelingsplan, een gewestplan, een meergemeentelijk of gemeentelijk beleidsonwikkelingsplan, een lokaal beleidsonwikkelingsplan, een leidraad, een herontwikkelingsgebied of een stedelijke herverkavelingsgebied, de gevolgen voor gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 2009/147/EG van 30 november 2009 en 92/43/EEG van 21 mei 1992;

6° in geval van aanneming of herziening van een gewestplan, een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan, een lokaal beleidsonwikkelingsplan, de aanzienlijke gevolgen wanneer in de opnemings van gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van richtlijn 2012/18/EG wordt voorzien of wanneer in de opnemings wordt voorzien van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden ;

7° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop bedoelde doelstellingen en de milieuoverwegingen in overweging zijn genomen in het kader van de opstelling van het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek;

8° de milieuproblemen gebonden aan het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek met inbegrip van de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergetische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

9° in geval van aanneming of herziening van het ruimtelijk ontwikkelingsplan of van een gewestplan of een stedenbouwkundige leidraad, de gevolgen op de landbouw- en bosactiviteit;

10° de maatregelen die overwogen worden ter voorkoming, vermindering en, voor zover mogelijk, compensatie van elk aanzienlijk negatief effect van de uitvoering van het plan, het beleidsonwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek op het leefmilieu;

11° bij aanneming of herziening van een gewestplan, de door de Regering voorgestelde evaluatie van de compensaties overeenkomstig artikel D.II.45, § 3;

12° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan naar gelang van de punten 1° tot en met 11°;

13° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de gerezen problemen;

14° de beoogde opvolgingsmaatregelen overeenkomstig artikel D.VIII.35; 15° een niet-technische samenvatting van de hierboven bedoelde informatie.

De nuttige informatie van de plannen en programma's op de milieueffecten die op andere besluitvormingsniveaus of krachtens andere wetgevingen ingewonnen worden, kan gebruikt worden om de in het vorige lid bedoelde gegevens te verstrekken.

§ 4. De overheid bevoegd om het voorontwerp of het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan te nemen, of de door haar daartoe aangewezen persoon, onderwerpt de ontwerp-inhoud van het milieueffectverslag evenals het voorontwerp of het ontwerp van plan, beleidsontwikkelingsplan, leidraad of omtrek aan het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, van de gemeentelijke commissie of, bij gebrek, van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening en van elke persoon of instantie die ze nuttig acht te raadplegen.

De gemeentelijke commissies worden niet geraadpleegd als het gaat om het ruimtelijk ontwikkelingsplan, een gewestplan of een regionale leidraad die zich over het gehele gewestelijke grondgebied uitbreidt.

De ontwerp-inhoud van het verslag over de milieueffecten, alsmede het voorontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan, van plan, van meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan, van lokaal beleidsontwikkelingsplan, van leidraad, van te herontwikkelen site van een stedelijke herverkavelingsomtrek worden ter advies voorgelegd aan de milieudministratie ofwel indien het voorontwerp of het ontwerp een gebied inhoudt of betreft bedoeld in artikel D.II.31, § 2, of dat een inrichting moet ontvangen die een hoog risico vertoont voor de personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EG, ofwel indien het in de opnemingsvoorziet van gebieden bestemd als woongebieden alsook van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht in de nabijheid van een dergelijk gebied, een dergelijke ruimte of van een inrichting die een hoog risico vertoont voor de personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EG, voor zover die opnemingsvoorziet het risico zou kunnen verhogen op een zwaar ongeval.

§ 5. "D.VIII.12. Indien de overheid bevoegd om het plan of het ontwikkelingsplan aan te nemen of de door haar daartoe aangewezen persoon vaststelt dat het significante effecten zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectenverslagage in grensoverschrijdend verband, worden de ontwerp-inhoud van het milieueffectverslag evenals het voorontwerp of het ontwerp van plan of ontwikkelingsplan ter advies overgemaakt aan de bevoegde overheden van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo."

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die het milieueffectverslag bevat.

De adviezen worden binnen dertig dagen na de aanvraag overgemaakt aan de overheid bevoegd om het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek of aan de door haar daartoe aangewezen persoon aan te nemen."

Art. 217. In artikel D.VIII.34 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "DGO4" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 218. Artikel D.VIII.35 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.VIII.35. De persoon bevoegd om het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan te nemen houdt rekening met het milieueffectverslag, de resultaten van het openbaar onderzoek, de uitgebrachte adviezen alsook de krachtens artikel D.VIII.12 uitgevoerde grensoverschrijdende raadgevingen tijdens de opmaking van het betrokken plan, het betrokken beleidsontwikkelingsplan, de betrokken leidraad of de betrokken omtrek en voor de aanneming ervan.

Ze bepaalt ook de voornaamste opvolgingsmaatregelen van de aanzienlijke milieueffecten van de uitvoering van het plan, van het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek om in een vroegtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten duidelijk te maken en om in staat te zijn de geschikte correctiemaatregelen in te voeren.

Op basis van die elementen wordt het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek aan aanneming onderworpen."

Art. 219. Artikel D.VIII.36 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.VIII.36. De beslissing tot aanneming van het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek gaat vergezeld van een milieuverklaring die een samenvatting is van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek en waarop het milieueffectenverslag, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen alsook de redenen het plan, het beleidsontwikkelingsplan, de leidraad of de omtrek zoals aangenomen rekening houdende met de andere geplande redelijke oplossingen."

Art. 220. Artikel D.VIII.37 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. D.VIII.37. De projecten gepland krachtens een plan, een beleidsontwikkelingsplan, een leidraad of een omtrek die reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een milieueffectbeoordeling van de plannen en programma's en die onderworpen worden aan het in Hoofdstuk III van Deel V van Boek I van het Milieuwetboek bedoelde systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van projecten worden niet vrijgesteld van die beoordeling.

Wanneer de plannen, de beleidsontwikkelingsplannen, de leidraden of de omtrekken deel uitmaken van een hiërarchisch geheel om de herhaling van de beoordeling van de milieueffectbeoordeling te voorkomen, kan ze gegrond worden op de nuttige gegevens verkregen bij de beoordeling die vroeger is uitgevoerd tijdens de aanneming van een ander plan, beleidsontwikkelingsplan, een andere leidraad of omtrek van hetzelfde hiërarchisch geheel."

Art. 221. In Boek VIII, Titel II, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift "Beoordelingssysteem van effecten van de gezamenlijke aanvragen plan-vergunning".

Art. 222. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 221, wordt een artikel D.VIII.38 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.38. De aanvragen bedoeld in artikel D.II.54 zijn onderworpen aan een gezamenlijke effectenstudie tenzij de Regering, in antwoord aan de aanvrager, zowel vaststelt dat de herziening van het gewestplan een geringe wijziging van het gewestplan is en geen belangrijke gevolgen kan hebben voor het milieu, als dat project geen belangrijke gevolgen kan hebben voor het milieu ten aanzien van de criteria bepaald bij en in toepassing van artikel D.65, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek en dat het niet onderworpen is aan een effectenstudie overeenkomstig artikel D.64 van Boek I van het Milieuwetboek.

De aanvrager moet zijn aanvraag rechtvaardigen aan de hand van de criteria voor het bepalen van de waarschijnlijke omvang van de effecten bedoeld in artikel D.VIII.41."

Art. 223. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.39 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.39. Het ontwerp-gewestplan in de omtrek waarvan er zich een gebied bevindt dat aangewezen is overeenkomstig de Richtlijnen 2009/147/EEG en 92/43/EEG of die de verwezenlijking van een aan een milieueffectenstudie onderworpen ontwerp beoogt mogelijk te maken of nog die betrekking heeft op gebieden waarin zich bedrijven zouden kunnen vestigen die een hoog risico inhouden voor de personen, de goederen of het milieu in de zin van de Richtlijn 2012/18/EG of die in de opnemings voorzie van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructures die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, wordt geacht niet te verwaarlozen effecten te hebben op het leefmilieu."

Art. 224. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.40 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.40. De regering wint het advies in van de Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de diensten die zij heeft aangeduid voor hun expertise en elke persoon of instantie die zij nuttig acht om te raadplegen overeenkomstig artikel D.II.54/4, en beslist vervolgens of de aanvraag wordt onderworpen aan een gezamenlijke effectbeoordeling of dat zij daarvan wordt vrijgesteld, overeenkomstig artikel D.II.54/5, eerste lid."

Art. 225. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.41 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.41. Om te bepalen of plannen te verwaarlozen effecten op het leefmilieu kunnen hebben, wordt er rekening gehouden met de volgende criteria waarmee de vermoedelijke omvang van de gevolgen kan worden bepaald:

1° de kenmerken van het plan, met name:

a) de maatregel waarin het plan een kader bepaalt voor andere projecten of activiteiten, wat betreft de ligging, de aard, de omvang en de werkingsvoorwaarden of door de beschikbare maatregelen;

b) de maatregel waarin het plan andere plannen of programma's beïnvloedt, met inbegrip van degene die deel uitmaken van een hiërarchisch geheel;

c) de overeenstemming tussen het plan en de opnemings van de milieuoverwegingen om met name een duurzame ontwikkeling te bevorderen;

d) de milieuproblemen gebonden aan het plan;

e) de overeenstemming tussen het plan en de uitvoering van de wetgeving betreffende het leefmilieu en de natuur;

2° de kenmerken van de gevolgen en van het gebied dat getroffen kan worden, met name:

de waarschijnlijkheid, de duur, de frequentie en het omkeerbaar karakter van de gevolgen;

a) het cumulatief karakter van de gevolgen;

b) de grensoverschrijdende aard van de gevolgen;

c) de risico's voor de menselijke gezondheid of voor het leefmilieu;

d) de kracht en de geografische uitgestrektheid van de effecten, namelijk de geografische zone en de omvang van de bevolking die eronder zou kunnen lijden;

e) de waarde en de kwetsbaarheid van het gebied dat getroffen kan worden vanwege:

i. natuurlijke kenmerken of een bepaald cultureel erfgoed;

ii. een overschrijding van de milieukwaliteitsnormen of van de grenswaarden;

iii. een intensief grondgebruik;

f) de effecten op gebieden en landschappen die op nationaal, Europees of internationaal niveau als beschermd gebied zijn erkend.

Om te bepalen of het project aanzienlijke gevolgen kan hebben voor het milieu, wordt rekening gehouden met de criteria die zijn opgenomen bij en krachtens artikel D.65, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek."

Art. 226. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.42 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.42. § 1. "In het gezamenlijke milieueffectenverslag worden zowel de vermoedelijke niet te verwaarlozen effecten, voortvloeiend uit de uitvoering van het plan en het ontwerp, als de redelijke vervangingsoplossingen vastgesteld, omschreven en beoordeeld, rekening houdend met de doelstellingen en het geografisch toepassingsgebied van het plan

§ 2. De Regering bepaalt welke informatie in de gezamenlijke effectbeoordeling moet worden opgenomen, rekening houdend met de bestaande kennis en beoordelingsmede nauwkeurigheidsgraad van het plan en het ontwerp.

§ 3. De krachtens § 2 te verstrekken informatie omvat minstens de volgende elementen:

1° een samenvatting van de inhoud en een omschrijving van:

a) de voornamelijke doelstellingen van het gewestplan, evenals het verband ervan met andere relevante plannen of programma's en met name met artikel D.I.1;

b) van het ontwerp, en in voorkomend geval, van de sloopwerken met informatie over de locatie, het ontwerp, de omvang, de dimensies en andere relevante kenmerken;

c) de leefmilieukenmerken van de gebieden die op aanzienlijke wijze beïnvloed zouden kunnen worden;

2° een omschrijving van de waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten van de herziening van het gewestplan en het project, met inbegrip van :

a) de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, met name de secundaire, cumulatieve, synergetische effecten, op korte, middellange en lange termijn, permanent en tijdelijk, zowel de positieve als de negatieve, inclusief in domeinen als de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, de wateren, de lucht, de klimatologische factoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed, inclusief het architecturale en het archeologische erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren;

b) de impact op de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 2009/147/EG en 92/43/EEG;

c) de vermoedelijke niet te verwaarlozen specifieke effecten wanneer de opnemingsvoorziening is van een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van richtlijn 2012/18/EG of wanneer de opnemingsvoorziening is van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;

d) de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

3° de beoordeling van de compensaties, voorgesteld door de Regering overeenkomstig artikel D.II.45, § 3;

4° de relevante aspecten van de sociaal-economische toestand en van de toestand van het leefmilieu, evenals de vermoedelijke evolutie ervan indien de herziening van het gewestplan niet ten uitvoer wordt gebracht;

5° de impact van het plan of het beleidsontwikkelingsplan op de ruimtelijke optimalisatie;

6° de maatregelen overwogen om elk niet te verwaarlozen negatief effect ingevolge de uitvoering van het ontwerp en de herziening van het gewestplan te voorkomen, te beperken en, voor zover mogelijk, te compenseren ;

7° een beschrijving van de redelijke vervangende oplossingen of van de mogelijke alternatieven die de aanvrager naar gelang van de punten 1° tot 5° en een aanwijzing van de voornaamste redenen van de keuze daarvoor heeft onderzocht, in het licht van de milieueffecten van zijn aanvraag;

8° alle door de Regering bepaalde bijkomende informatie die van belang is voor de specifieke kenmerken van een bepaald project of projecttype en voor de milieuaspecten die hierdoor kunnen worden beïnvloed;

9° de relevante doelstellingen inzake de milieubescherming en de wijze waarop die doelstellingen en de milieuoverwegingen in aanmerking genomen werden bij de herziening van het gewestplan ;

10° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de gerezene problemen;

11° de beoogde opvolgingsmaatregelen overeenkomstig artikel D.VIII.46; 12° een niet-technische samenvatting van de hierboven bedoelde informatie.

Wanneer het project betrekking heeft op een installatie of een activiteit die een risico inhoudt voor de bodem in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, bevat de omschrijving van het in 1° bedoelde project in elk geval:

1° een eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems bedoeld in artikel 17 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

2° een omschrijving van de eventuele impacten van de gegevens van de databank betreffende de toestand van de bodems over het bedoelde project en een verantwoording van de maatregelen voorzien om bedoelde gegevens in het kader van het betrokken project in aanmerking te nemen.

§ 4. Voorzover zij relevant en actueel zijn, kunnen de gehele of gedeeltelijke resultaten en gegevens die ingezameld werden tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie, opgenomen worden in het effectenonderzoek. Deze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen.”.

Art. 227. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.43 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.43. De Regering legt de ontwerp - inhoud van de gezamenlijke effectbeoordeling en de aanvraag bedoeld in artikel D.II.54 voor advies voor aan de Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de overeenkomstig artikel D.II.54/4 geraadpleegde organen, diensten en overheden en alle andere personen en instanties die zij nuttig acht om te raadplegen.

De aanvraag bedoeld in artikel D.II.54 en de ontwerp-inhoud van het verslag over de milieueffecten worden ter advies voorgelegd aan de milieubediening ofwel indien de wijziging van het gewestplan een gebied inhoudt of betreft bedoeld in artikel D.II.31, § 2, of dat een inrichting moet ontvangen die een hoog risico vertoont voor de personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EG, ofwel indien het in de opnemingsvoorziening van gebieden bestemd als woongebieden alsook van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht in de nabijheid van een dergelijk gebied of van een inrichting die een hoog risico vertoont voor de personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EG, voor zover die opnemingsvoorziening het risico zou kunnen verhogen op een zwaar ongeval.

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die het milieueffectverslag bevat. De adviezen worden binnen de dertig dagen na de aanvraag aan de Regering overgemaakt.”.

Art. 228. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.44 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.44. De Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de gemeentelijke commissie van elk van de gemeenten die kunnen worden getroffen, de diensten die door de Regering zijn aangeduid voor hun expertise en alle instanties die worden geraadpleegd om de inhoud van de gezamenlijke effectbeoordeling te bepalen, worden regelmatig op de hoogte gebracht van de voortgang van de voorafgaande analyses en de opstelling van de gezamenlijke beoordeling

van de effecten en verkrijgen alle gevraagde informatie over het verloop van de milieubeoordeling bij de betrokken overheidsinstanties, de aanvrager en de persoon die de beoordeling uitvoert. Ze kunnen op elk ogenblik opmerkingen formuleren of voorstellen doen aan de Regering.”.

Art. 229. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.45 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.VIII.45.”D.VIII.12. Indien de overheid bevoegd om het plan of het ontwikkelingsplan aan te nemen of de door haar daartoe aangewezen persoon vaststelt dat het significante effecten zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectenverslag age in grensoverschrijdend verband, worden de ontwerp-inhoud van het milieueffectverslag evenals het voorontwerp of het ontwerp van plan of ontwikkelingsplan ter advies overgemaakt aan de bevoegde overheden van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.”

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die het milieueffectverslag bevat.

De adviezen worden binnen de zestig dagen na de aanvraag aan de Regering overgemaakt.”.

Art. 230. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.46 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.VIII.46. Wanneer de Regering beslist over de aanvraag bedoeld in artikel D.II.54, wordt rekening gehouden met de nota of de gezamenlijke effectbeoordeling, de resultaten van het openbaar onderzoek, de tot uiting gekomen opinies, de grensoverschrijdende raadplegingen uitgevoerd krachtens artikel D.VIII.45 tijdens de behandeling van de aanvraag en iedere andere informatie die zij nuttig acht.

Wanneer ze niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheden en diensten die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen, de aanvrager om bijkomende informatie verzoeken.

De Regering bepaalt eveneens de voornaamste opvolgingsmaatregelen van de aanzienlijke milieueffecten van de uitvoering van het plan en van het project om in een vroegtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten duidelijk te maken en om in staat te zijn de geschikte correctie maatregelen in te voeren.”.

Art. 231. In hetzelfde Hoofdstuk III wordt een artikel D.VIII.47 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.VIII.47. De beslissing tot wijziging van het gewestplan gaat vergezeld van een milieuverklaring die een samenvatting is van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in het plan en waarop de gezamenlijke effectbeoordeling, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen alsook de redenen van het aangenomen plan, rekening houdende met de andere geplande redelijke oplossingen.”.

Art. 232. In Boek VIII, Titel VII, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift “Systeem voor de beoordeling van de effecten van de gezamenlijke aanvragen omtrek - vergunning”.

Art. 233. In Boek IV, ingevoegd bij artikel 232, wordt een artikel D.VIII.48 ingevoegd,

luidend als volgt:

“Art. D.VIII.48. De aanvragen bedoeld in artikel D.V.16 zijn onderworpen aan een gezamenlijke effectenbeoordeling tenzij de Regering, in antwoord aan de aanvrager, tegelijk vaststelt dat de omtrek een geringe wijziging van een plan of programma is en geen belangrijke gevolgen kan hebben voor het milieu, en dat dat project geen belangrijke gevolgen kan hebben voor het milieu ten aanzien van de criteria bepaald bij en in toepassing van artikel D.65, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek en dat het niet onderworpen is aan een effectenstudie overeenkomstig artikel D.64 van Boek I van het Milieuwetboek.

De aanvrager moet zijn aanvraag rechtvaardigen aan de hand van de criteria voor het bepalen van de waarschijnlijke omvang van de effecten bedoeld in artikel D.VIII.50.”.

Art. 234. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.49 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.VIII.49. De Regering wint het advies in van de Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de diensten die zij heeft aangeduid voor hun expertise en elke persoon of instantie die zij nuttig acht om te raadplegen overeenkomstig artikel D.V.16/2, en beslist vervolgens of de aanvraag wordt onderworpen aan een gezamenlijke effectbeoordeling of dat zij daarvan wordt vrijgesteld, overeenkomstig artikel D.V.16/3.”.

Art. 235. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.50 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.VIII.50. Om te bepalen of domtrek niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu kan hebben, wordt er rekening gehouden met de volgende criteria waarmee de vermoedelijke omvang van de gevolgen kan worden bepaald:”

1° de kenmerken van de omtrek, met name:

a) de maatregel waarin de omtrek een kader bepaalt voor andere projecten of activiteiten, wat betreft de ligging, de aard, de omvang en de werkingsvoorwaarden of door de beschikbare maatregelen;

b) de maatregel waarin de omtrek andere plannen of programma's beïnvloedt, met inbegrip van degene die deel uitmaken van een hiërarchisch geheel;

c) de overeenstemming tussen de omtrek en de opnemings van de milieuoverwegingen om met name een duurzame ontwikkeling te bevorderen;

d) de milieuproblemen gebonden aan de omtrek;

e) de overeenstemming tussen de omtrek en de uitvoering van de wetgeving betreffende het leefmilieu en de natuur;

2° de kenmerken van de gevolgen en van het gebied dat getroffen kan worden, met name:

a) de waarschijnlijkheid, de duur, de frequentie en het omkeerbaar karakter van de gevolgen;

b) het cumulatief karakter van de gevolgen;

c) de grensoverschrijdende aard van de gevolgen;

d) de risico's voor de menselijke gezondheid of voor het leefmilieu;

- e) de kracht en de geografische uitgestrektheid van de effecten, namelijk de geografische zone en de omvang van de bevolking die eronder zou kunnen lijden;
- f) de waarde en de kwetsbaarheid van het gebied dat getroffen kan worden vanwege:
- i. natuurlijke kenmerken of een bepaald cultureel erfgoed;
 - ii. een overschrijding van de milieukwaliteitsnormen of van de grenswaarden;
 - iii. een intensief grondgebruik;
- g) de effecten op gebieden en landschappen die op nationaal, Europees of internationaal niveau als beschermd gebied zijn erkend.

Om te bepalen of het project aanzienlijke gevolgen kan hebben voor het milieu, wordt rekening gehouden met de criteria die zijn opgenomen bij en overeenkomstig artikel D.65, § 1^{er}, van Boek I^{er} van het Milieuwetboek.”.

Art. 236. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.51 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. D.VIII.51. § 1. In de gezamenlijke effectenbeoordeling worden zowel de vermoedelijke niet te verwaarlozen effecten, voortvloeiend uit de uitvoering van de omtrek en van het project, als de redelijke vervangingsoplossingen vastgesteld, omschreven en beoordeeld, rekening houdend met de doelstellingen en het geografisch toepassingsgebied van de omtrek.

§ 2. De Regering bepaalt welke informatie in de gezamenlijke effectbeoordeling moet worden opgenomen, rekening houdend met de bestaande kennis en beoordelingsmethodes, de inhoud ende nauwkeurigheidsgraad van de omtrek en het ontwerp.

§ 3. De krachtens § 2 te verstrekken informatie omvat minstens de volgende elementen:

1° een samenvatting van de inhoud en een omschrijving van:

- a) de voornamelijke doelstellingen van de omtrek, evenals het verband ervan met andere relevante plannen en programma's en met name met artikel D.I.1;
- b) van het ontwerp, en in voorkomend geval, van de sloopwerken met informatie over de locatie, het ontwerp, de omvang, de dimensies en andere relevante kenmerken;
- c) de leefmilieukenmerken van de gebieden die op aanzienlijke wijze beïnvloed zouden kunnen worden;

2° een omschrijving van de waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten van de herziening van de omtrek en het project, met inbegrip van :

a) de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, met name de secundaire, cumulatieve, synergetische effecten, op korte, middellange en lange termijn, permanent en tijdelijk, zowel de positieve als de negatieve, inclusief in domeinen als de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, de wateren, de lucht, de klimatologische factoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed, inclusief het architecturale en het archeologische erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren;

b) de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 2009/147/EG en 92/43/EG;

c) de vermoedelijke niet te verwaarlozen specifieke effecten wanneer de opnemingsvoorziening is van een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van richtlijn 2012/18/EG of wanneer de opnemingsvoorziening is van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;

d) de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

3° de relevante aspecten van de sociaal-economische toestand, evenals de vermoedelijke evolutie ervan indien de omtrek niet ten uitvoer wordt gebracht;”

4° de impact van de omtrek of het project op de ruimtelijke optimalisatie;

5° de maatregelen die overwogen worden ter voorkoming, vermindering en, voor zover mogelijk, compensatie van elk aanzienlijk negatief effect van de uitvoering van het project of de omtrek op het leefmilieu;”

6° een beschrijving van de redelijke of mogelijke alternatieven die de aanvrager naar gelang van de punten 1° tot 5° heeft onderzocht, met opgave van de belangrijkste motieven voor de gekozen optie, in het licht van de milieueffecten van de aanvraag;

7° alle door de Regering bepaalde aanvullende informatie die van belang is voor de specifieke kenmerken van een bepaald project of projecttype en voor de milieuaspecten die hierdoor kunnen worden beïnvloed.

8° de relevante doelstellingen inzake de milieubescherming en de wijze waarop die doelstellingen en de milieuoverwegingen in aanmerking genomen werden bij het uitwerken van de omtrek;

9° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de gerezen problemen;

10° de beoogde opvolgingsmaatregelen overeenkomstig artikel D.VIII.55; 11° een niet-technische samenvatting van de hierboven bedoelde informatie.

Wanneer het project betrekking heeft op een installatie of een activiteit die een risico inhoudt voor de bodem in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, bevat de omschrijving van het in 1° bedoelde project in elk geval:

1° een eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems bedoeld in artikel 17 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

2° een omschrijving van de eventuele impacten van de gegevens van de databank betreffende de toestand van de bodems over het bedoelde project en een verantwoording van de maatregelen voorzien om bedoelde gegevens in het kader van het betrokken project in aanmerking te nemen..

§ 4. Voorzover zij relevant en actueel zijn, kunnen de gehele of gedeeltelijke resultaten en gegevens die ingezameld werden tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie, opgenomen worden in het effectenonderzoek. Deze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen.”.

Art. 237. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.52 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.52. De Regering legt de ontwerp - inhoud van de gezamenlijke effectbeoordeling en de aanvraag bedoeld in artikel D.V.16 voor advies voor aan de Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de overeenkomstig artikel D.V.16/2 geraadpleegde organen, diensten en overheden en alle andere personen en instanties die zij nuttig acht om te raadplegen.

De aanvraag bedoeld in artikel D.V.16 en de ontwerp-inhoud van de gezamenlijke beoordeling van de effecten worden ter advies voorgelegd aan de milieustructuur ofwel indien de omtrek een gebied inhoudt of betreft bedoeld in artikel D.II.31, § 2, of dat een inrichting moet ontvangen die een hoog risico vertoont voor de personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EG, ofwel indien het in de opnemingsvoorziet van gebieden bestemd als woongebieden alsook van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht in de nabijheid van een dergelijk gebied of van een inrichting die een hoog risico vertoont voor de personen, goederen of het milieu in de zin van Richtlijn 2012/18/EG, voor zover die opnemingsvoorziet het risico zou kunnen verhogen op een zwaar ongeval.

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die het milieueffectverslag bevat. De adviezen worden binnen de dertig dagen na de aanvraag aan de Regering overgemaakt."

Art. 238. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.53 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.53. De Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de gemeentelijke commissie van elk van de gemeenten die kunnen worden getroffen, de diensten die door de Regering zijn aangeduid voor hun expertise en alle instanties die worden geraadpleegd om de inhoud van de gezamenlijke effectbeoordeling te bepalen, worden regelmatig op de hoogte gebracht van de voortgang van de voorafgaande analyses en de opstelling van de gezamenlijke bvan de effecten en krijgen alle informatie die ze aanvragen over het verloop van de milieubeoordeling bij de betrokken overheden, de aanvrager en de uitvoerder van de beoordeling. Ze kunnen op elk ogenblik opmerkingen formuleren of voorstellen doen aan de Regering."

Art. 239. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.54 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.54. Indien de Regering vaststelt dat de omtrek of het project significante effecten zouden kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectenverslag in grensoverschrijdend verband, worden de ontwerp-inhoud van het milieueffectverslag evenals het voorontwerp of het ontwerp van plan of ontwikkelingsplan ter advies overgemaakt aan de bevoegde overheden van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die de gezamenlijke effectbeoordeling bevat.

De adviezen worden binnen de zestig dagen na de aanvraag aan de Regering overgemaakt."

Art. 240. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.55 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.55. Wanneer de Regering beslist over de aanvraag bedoeld in artikel D.V.16, wordt rekening gehouden met de nota of de gezamenlijke effectbeoordeling, de resultaten van het openbaar onderzoek, de tot uiting gekomen opinies, de grensoverschrijdende raadplegingen uitgevoerd krachtens artikel D.VIII.54 tijdens de behandeling van de aanvraag en iedere andere informatie die zij nuttig acht.

Wanneer ze niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de Regering of de door de Regering aangewezen instanties en diensten die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen, de aanvrager om bijkomende informatie verzoeken."

Art. 241. In hetzelfde hoofdstuk IV wordt een artikel D.VIII.56 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.VIII.56. De beslissing tot aanneming van de omtrek gaat vergezeld van een milieuverklaring die een samenvatting is van de manier waarop de milieuovertredingen werden opgenomen in de omtrek en waarop het milieueffectenverslag, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen alsook de redenen van het plan zoals aangenomen rekening houdende met de andere geplande redelijke oplossingen."

TITEL II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen betreffende het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling*

Art. 242. Artikel 63, 2°, van dit decreet treedt in werking op 1 juni 2018.

Art. 243. De herziening of de opstelling van een (meer)gemeentelijk beleidsontwikkelingsplan waarvan het voorontwerp is aangenomen door de gemeenteraad vóór de inwerkingtreding van dit decreet volgt de procedure volgens de vóór die datum vigerende regels onder volgende voorwaarden:

1° de gemeenteraad beslist van deze procedure gebruik te maken binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet;

2° het plan is definitief vastgesteld in de zin van artikel D.II.12, § 5, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening binnen dertig maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 244. De opmaking of de herziening van een plaatselijk beleidsontwikkelingsplan waarvan het voorontwerp aangenomen is door de gemeenteraad vóór de inwerkingtreding van het decreet wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende bepalingen.

Art. 245. § 1. Met uitzondering van de vergunningen bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, treden de aanduidingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan bedoeld in artikel D.II.2, § 4, 3°, in werking en zijn ze van toepassing op de lokale ontwikkelingsplannen, vergunningen en stedenbouwkundige attesten nr. 2 zes jaar na de inwerkingtreding van het gewestelijk ontwikkelingsplan vastgesteld na de inwerkingtreding van dit decreet.

In geval van onverenigbaarheid tussen een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die gelden op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet en de aanduidingen van het ruimtelijkontwikkelingsplan bedoeld in artikel D.II.2, § 4, 3°, vastgesteld na de inwerkingtreding van dit decreet, wordt dit laatste toegepast.

§ 2. Artikel D.II.16, § 2, 2°, treedt in werking op hetzelfde ogenblik als het eerste ruimtelijk ontwikkelingsplan dat wordt aangenomen na de aanneming van dit decreet.

Tot die datum ruimtelijk ontwikkelingsplan van toepassing op de locatie van projecten ten opzichte van de territoriale structuur, in de context van aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en attesten nr. 2, namelijk :

1° met betrekking tot bouwwerken of nuts- of gemeenschapsvoorzieningen ofwel :

a) bedoeld in artikel D.IV.25-2

b) betreffende een lintvormige infrastructuur beoogd bij de territoriale structuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan ;

c) opgenomen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan ten opzichte van zijn afstraling op schaal van een ontwikkelingsruimte ;

2° met het oog op de bebouwing van de gronden van meer dan 15 ha en met betrekking tot ofwel:

a) de bouw van woningen.

b) een ruimte bestemd voor de verkoop van detailhandelsgoederen of, bij de inwerkingtreding van de artikelen 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°, D.1.6/1, § 1, 5° en 8°, krachtens artikel 10, 72, 1°, 6° en 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° en 4°, 88, 2°, 92, 123, 3°, 124, 125, 126, 127, 128, 252, 253 en 255, de inrichting van een of meer winkels in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 8°;

c) de bouw van kantoren;

d) een ontwerp dat twee of drie van deze bestemmingen combineert.

Art. 246. De voorbereiding of herziening van een gewestplan dat is vrijgesteld van een effectbeoordeling overeenkomstig artikel D.VIII.31, § 2, of dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande informatievergadering in de zin van artikel D.VIII.5 worden voortgezet overeenkomstig de bepalingen die vóór die datum van kracht waren.

Art. 247. De aanvraag om stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 waarvan het bericht van ontvangst de inwerkingtreding van dit decreet voorafgaat, wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende bepalingen.

De mogelijkheid om de duur te beperken van de stedenbouwkundige vergunning voor het creëren van een nieuwe woning in een bestaand bouwwerk of de bestemmingswijziging van een goed of een deel ervan, is echter onmiddellijk van toepassing op procedures die lopen bij de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 248. Artikel 71, 1°, artikel 76, 1° en artikel 132 treden in werking op de eerste dag van het zevende jaar na de datum van inwerkingtreding van het eerste ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen na de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 249. Wanneer de autoriteit waarbij een vergunningsaanvraag wordt ingediend, vaststelt dat een transactie met betrekking tot de handelingen en werken waarvoor de aanvraag tot regularisatie wordt ingediend, werd betaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet, verleent zij de vergunning.

Als de transactie die is voorgesteld vóór de inwerkingtreding van dit decreet binnen een maand na de inwerkingtreding van dit decreet wordt betaald, mag de regularisatievergunning voor de handelingen en werken waarop de transactie betrekking heeft, niet worden geweigerd. Zodra deze periode is verstreken, komt het schikkingsvoorstel te vervallen.

Art. 250. Elk goed met een oppervlakte van minstens 50 are dat deel uitmaakt van een centrumgebied dat is afgebakend door een ruimtelijk ontwikkelingsplan dat is goedgekeurd na de inwerkingtreding van dit decreet, kan onderworpen worden aan het recht van voorkoop, onder de voorwaarden bepaald in titel II van boek VI van dit Wetboek, vanaf de inwerkingtreding van dit plan en tot zes jaar na de inwerkingtreding van dit plan of de inwerkingtreding van een meergemeentelijk of gemeentelijk plan tot vaststelling van centrumgebieden.

In afwijking van artikel D.VI.21 van dit Wetboek, eindigt dit recht van voorkoop bij de inwerkingtreding van een meergemeentelijk of gemeentelijk plan tot vaststelling van centrumgebieden en ten laatste zes jaar na de inwerkingtreding van het ruimtelijk ontwikkelingsplan dat werd goedgekeurd bij de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 251. Artikel D.VIII.5, zoals gewijzigd bij artikel 183 van dit decreet, is van toepassing op voorafgaande informatievergaderingen waarvoor, bij de inwerkingtreding van dit decreet, de datum en het uur nog niet zijn vastgesteld overeenkomstig artikel D.VIII.5, § 2, eerste lid.

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie

Art. 252. Artikel 1, 2°, d) van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt opgeheven.

Art. 253. In artikel 2/4, § 1, 6°, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "D.III.3, D.III.6," worden ingevoegd tussen de woorden "D.II.52," en de woorden "D.VIII.5";

2° de woorden "D.VIII.5/3, D.VIII.5/10" worden ingevoegd tussen de woorden "D.VIII.5" en "D.VIII.30";

3° de woorden "D.VIII.43, D.VIII.44, D.VIII.45, D.VIII.52, D.VIII.53, D.VIII.54" worden ingevoegd tussen "D.VIII.33" en de woorden "van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling".

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen in verband met het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen*

Art. 254. Opgeheven worden op de datum vastgesteld door de Regering:

1° het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsinrichtingen, gewijzigd bij de decreten van 20 juli opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van de artikelen 1e tot en met 128 en 129^{quater} tot en met 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, van 16 februari 2017 tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesverlenende functie en diverse bepalingen met betrekking tot de adviesverlenende functie en van 26 april 2018 met betrekking tot het Waalse Erfgoedwetboek;

2° het gewestelijk ontwikkelingsplan voor handelsvestigingen, goedgekeurd door de Waalse Regering op 29 augustus 201.

Art. 255. De gemeentelijke ontwikkelingsplannen voor handelsvestigingen die momenteel worden opgesteld en die voorlopig werden goedgekeurd na de intrekking van het decreet van 5 februari 2015 over handelsvestigingen, worden verder opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen.

Het gemeentelijk ontwikkelingsplan voor handelsvestigingen is, uitsluitend met het oog op de stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 8°, gelijkgesteld met een gemeentelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, behoudens de toepassing van artikel D.IV.16, eerste lid, 1°.

In geval van tegenstrijdigheid tussen het gemeentelijke ruimtelijk ontwikkelingsplan voor handelsvestigingen en het gemeentelijke ruimtelijk ontwikkelingsplan, wordt het meest recente plan toegepast.

Als een gemeentelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt vastgesteld of herzien na de datum van opheffing van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, heeft de gemeenteraad het gemeentelijke ruimtelijk ontwikkelingsplan voor handelsvestigingen op.

Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

Art. 256. In het Franse taalgebied zullen de aanvragen voor vestigingsvergunningen en geïntegreerde vergunningen waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van opheffing van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, verder worden onderzocht volgens de bepalingen die op die datum van kracht zijn.

Afgegeven vergunningen zijn gelijkwaardig aan stedenbouwkundige vergunningen of een bedrijfsvergunning.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure*

Art. 257. In artikel 1 van het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure wordt 7° opgeheven.

Art. 258. In artikel 10, 2°, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "en de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen wanneer hij de overheid is die bevoegd is voor de verstrekking van de vergunning of wanneer hij er verplicht verzocht wordt om advies uit te brengen krachtens het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen" opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen betreffende het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen*

Art. 259. In artikel D.3 van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, worden 28° en 31° opgeheven.

Art. 260. In de artikelen D.3, 43°, D.34, § 1, lid 3, D.48, § 1, lid 3, D.66, § 2, D.67, § 3, lid 1, D.69, lid 1, en D.74, lid 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning" telkens vervangen door de woorden "of een bedrijfsvergunning".

Art. 261. In de artikelen D.39, lid 2, D.52, lid 1, 1°, D.53, lid 1, 1°, D.62, § 1, lid 4, D.63, lid 1, 1°, D.119, § 1, lid 5, en D.122, lid 2, van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning" telkens vervangen door de woorden "of een bedrijfsvergunning".

Art. 262. In artikel D.4, § 2, van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning" telkens vervangen door de woorden "of een bedrijfsvergunning".

Art. 263. In artikel D.51, § 1, lid 2, en D.102, 9° en 10°, van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning" telkens vervangen door de woorden "en milieuvergunning of een bedrijfsvergunning".

Art. 264. In de artikelen D.52, eerste lid, 2°, D.62, § 4, D.63, eerste lid, 2°, D.66,

§ 1, en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van hetzelfde decreet, en in artikel 68 van hetzelfde decreet worden de woorden "en bedrijfsvergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning" telkens vervangen door de woorden "of een bedrijfsvergunning".

Art. 265. In artikel D.119, § 1, lid 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, sub artikel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning" telkens vervangen door de woorden "of een bedrijfsvergunning".

Art. 266. In hetzelfde decreet, hoofdstuk I, wordt afdeling 4, die de artikelen 17 tot 33 omvat, opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Diverse bepalingen*

Art. 267. Volgende artikelen van dit decreet treden in werking op de door de Regering vastgestelde datum

1° artikel 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°;

2° artikel D.I.6/1, § 1, 5° tot 8°, onder artikel 10;

3° de artikelen 72, 1° en 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°, 2° en 5°, en 88, 2°;

4° artikel D.IV.35, lid 4, onder artikel 89;

5° artikel D.IV.80, § 1, lid 2, onder artikel 123, 3° ;

6° de artikelen 92, 93, 1°, 124, 125, 126, 127, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266.

Art. 268. De volgende artikelen van dit decreet treden in werking op de eerste dag van de inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen en van dit decreet, zonder rekening te houden met de inwerkingtreding van de artikelen 6, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° ervan en 8°, D.I.6/1, § 1, 5° tot 8°, onder artikel 10, 72, 1° en 7°, 73, 83, 3°, 85, 1°,

2° en 5°, en 88, 2°, D.IV.35, lid 4, onder artikel 89, D.IV.80, § 1/2, onder artikel 123, 3°, 92, 93, 1°, 124, 125, 126, 127, 252, 253, 255, 256, 257, 258:

1° de artikelen 70, 2°, 72, 6°, 80, 4°, 85, 4°, 90, 4°, 93, 2°, 95, 101, 103, 113, 114, 5°, 130, 138, 170, 172;

2° artikel D.IV.35, lid 1 tot 3, 5 en 6,, onder artikel 89.

Art. 269. De artikelen 70, 1°, 72, 5°, 80, 3°, 85, 3°, et 88, 90, 3°, 92, 94, 100, 102, 112, 114, 4°, 129, 137, 169 en 171 houden op van kracht te zijn op de dag die voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van de Waalse Erfgoedcode en houdende diverse bepalingen.

Art. 270. De andere bepalingen van dit decreet dan die bedoeld in artikel 267 treden in werking op 1^{er} april 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 13 december 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1479 (2023-2024) Nrs. 1 tot 15

Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 december 2023.

Bespreking.

Stemming.